QUARANTIÈME ANNÉE — Nº 11828 — MARDI 8 FÉVRIER 1983

Accusé d'être un agent du K.G.B.

Le secrétaire général du P.C. iranien aurait été arrêté

LIRE PAGE 46



Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Laurens

3,60 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,60 dir. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,60 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 $; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 Kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 50 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 75 p. ; Italie, 1 200 L. ; Liban, 350 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 60 esc. ; Sénégal, 325 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 65 d.

Tarif des abonnements page 2

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

L'inculpation de Klaus Barbie ouvre une âpre bataille judiciaire

Déjà condamné deux fois par contumace pour des crimes de guerre aujourd'hui prescrits, Klaus Barbie, inculpé samedi 5 janvier par M. Christian Riss, juge d'instruction à Lyon, ne peut plus répondre que de crimes contre l'humanité. Cela exclut en principe la réouverture de dossiers tels que celui de l'arrestation et de la mort de Jean Moulin. Cependant l'inculpation de l'ancien S.S. ouvre une âpre bataille judiciaire.

Le ministère des relations extérieures français a salué dimanche « avec respect l'attitude des autorités boliviennes » *qui ont expulsé vers la France Klaus Barbie.* « Celles-ci ont manifesté un courage qui tranche avec le comportement du passé », *a ajouté le Quai d'Orsay.*

La Bolivie et la France avaient engagé une négociation « morale, politique et amicale » *à propos du cas Barbie depuis plusieurs semaines. Quatre fonctionnaires français relevant probablement de la D.G.S.E. (contre-espionnage) étaient présents, à La Paz et dans l'avion qui a emmené Barbie. Deux policiers boliviens les accompagnaient et ont fait le voyage jusqu'à Orange, puis à Paris.*

L'humanité partie civile

Le procès Barbie s'annonce long et spectaculaire. Il va être mené sous un chef d'accusation exigé à la fois par la procédure — il est le seul à ne pas tomber sous le coup de la prescription — et par l'enjeu même du débat. L'ancien chef de la Gestapo de Lyon répond, en effet, de « crimes contre l'humanité », c'est-à-dire d'« actes inhumains commis contre des populations civiles » et de « persécutions pour des motifs politiques, raciaux ou religieux » aux termes de la charte, ratifiée par Paris, du tribunal militaire de Nuremberg. Pour ce forfait exorbitant du droit commun, c'est donc l'humanité tout entière qui se porte partie civile. Le procureur qui requit naguère à Jérusalem contre Eichmann vient d'indiquer le sens de cet exceptionnel appel à comparaître : « montrer le danger de tout système fondé sur la terreur, la violence et la haine tel que celui qui a été mis au point par le nazisme ».

Dans les deux pays qui, après la France, sont le plus directement concernés, l'Allemagne et Israël, on mesure l'ampleur du problème. Unanime, la presse israélienne souligne que, si longtemps après les faits, les juges de Barbie ne doivent avoir pour première préoccupation ni la vengeance ni même le châtiment. Outre-Rhin, on se félicite discrètement que le criminel ait été livré à la France. On évite ainsi un procès qui, comme tant d'autres dans son pays natal, aurait escamoté sous un juridisme pointilleux jusqu'à l'absurde les criantes et peu plaisantes évidences de la mémoire collective.

Jugé, comme on peut l'espérer, sur ce plan en quelque sorte « supranational », le cas de Barbie suscite des questions qui le dépassent infiniment. Les « crimes contre l'humanité » dont il va répondre ont-ils disparu ? Ont-ils été aussi fermement poursuivis qu'ils furent dénoncés dans de beaux et vains mouvements d'indignation ? Comment oublier que Pol Pot et ses complices, auteurs d'abominations comparables, disposent, pour des raisons de « haute politique », d'un siège dans le forum des nations ? Qu'aujourd'hui encore, comme vient de le rappeler le MIR bolivien, des pays soumis à la dictature ont « leurs Barbie et leurs Jean Moulin », notamment en Amérique latine ?

Il ne faudra pas davantage, dans le vibrant concert de la réprobation universelle, oublier que les criminels nazis eux-mêmes ont trouvé souvent, de toutes parts, des protecteurs consentant à passer l'éponge pourvu qu'on leur rendît quelques services qualifiés de « spéciaux ». Ce fut le cas aussi bien de la C.I.A., soucieuse, durant des années d'exploiter les dossiers du bourreau de Lyon, que du K.G.B. et des officines de renseignements allemandes de l'Ouest et de l'Est. Les tortionnaires reconvertis à un autre totalitarisme ou « reclassés » dans une spécialité dans laquelle ils avaient fait leurs preuves sont beaucoup plus nombreux que ceux auxquels s'appliqua la rigueur de la loi.

Ces constatations amères devraient inspirer, à la veille du procès Barbie, quelques salutaires réflexions et tempérer les excès de la bonne conscience. La condamnation du chef de la Gestapo de Lyon ne mettra pas, comme le croit *Die Welt* « le point final à la seconde guerre mondiale ». Elle démontera les ressorts d'une barbarie toujours présente et trop souvent ménagée qui, jusqu'à aujourd'hui, ne connaît que des points de suspension.

Un vaincu impénitent

par JEAN-MARC THÉOLLEYRE

Voilà donc, quarante ans après, Klaus Barbie en retour forcé dans cette ville de Lyon, où il fut l'ordonnateur appliqué et l'exécutant zélé d'une répression sans faille contre tous ceux, résistants ou juifs, décrétés au ban de l'ordre nazi. Le voilà, par une ironie du destin, peut-être bien voulue, dans cette prison militaire du fort Montluc, dont il fut le pourvoyeur au temps de sa puissance, antichambre de la torture, de la déportation ou du peloton d'exécution.

Joué en quelques heures, ce dénouement, qui, à la longue, avait fini par devenir inimaginable, interpelle brutalement, la puissance des médias aidant, une nation et, au-delà d'elle, pratiquement le monde entier, dépassant ainsi la seule médiocre personnalité d'un ancien capitaine SS devenu chef à trente ans de cette quatrième section d'un S.D. régional dans la France occupée. Et la question se pose dès lors de savoir à quoi peuvent et doivent servir l'instruction et le procès qui se prépare d'un homme dont tout dit déjà, et avec raison, que l'issue pénale n'est pas l'essentiel.

Une contribution à l'histoire ? Assurément. Pourtant, il faut bien se souvenir que, dans les années 50, d'autres procès ont déjà eu lieu, que celui à venir ne manquera pas de rappeler. Ils avaient mis sur la sellette d'autres Barbie de plus hauts grades, comme Carl Oberg, général de la police allemande en France, et son adjoint Helmut Knochen, en février 1950, ou d'autres de moindre rang.

Le souvenir de tels débats, au cours desquels furent déjà mis en lumière la somme des déportations, des tortures, des exécutions sommaires, des rafles, des fusillades d'otages, des conséquences des mesures raciales, ne demeure aujourd'hui que dans la mémoire d'une génération ancienne.

(Lire la suite page 6.)

AU JOUR LE JOUR

Relativité

Les hommes politiques français se chamaillaient autour de l'idée de « rigueur ». L'un prévoyait des temps difficiles et voulait qu'on avertisse les populations insouciantes. L'autre annonçait qu'il faudrait rogner sur le pouvoir d'achat des équipages pour sauver le navire.

A gauche, on polémiquait ferme entre réalistes et optimistes. A droite, on comptait les points dans la querelle des rigoureux et des laxistes, approuvant bruyamment les premiers pour mieux enfoncer les seconds. La bataille faisait rage.

Et puis, là-dessus, débarque Klaus Barbie, témoin d'un temps où la rigueur n'était pas un vague concept. Utile rétrospective pour nous aider à endurer les menus « sacrifices » d'une époque supportable.

BRUNO FRAPPAT.

L'Etat envisage d'accroître son soutien à l'industrie automobile

Citroën-Aulnay : le secrétaire de la section C.G.T. est mis à pied

Chez Citroën, à Aulnay, la direction a annoncé, lundi 7 février, qu'elle avait adressé à dix salariés des lettres de « *mise à pied conservatoire* », en les informant que, selon les résultats de l'enquête, une « *mesure de licenciement est envisagée* » à leur encontre. Parmi ces dix personnes mises à pied figurent cinq salariés protégés, dont M. Akka Ghazzi, secrétaire du syndicat C.G.T. de Citroën-Aulnay, considéré comme un des meneurs des incidents du 2 février. L'activité était normale dans tous les secteurs, mais on relevait un absentéisme de 20 % dans tous les ateliers.

Chez Renault, à Flins, la direction considère que la situation est redevenue normale, à l'exception de l'atelier d'électrolyse où le conflit se poursuit (des discussions sont en cours). A la tôlerie de la R-5 on comptait, lundi à la prise du travail, une quarantaine de grévistes, mais ce « noyau » de grévistes s'est progressivement résorbé, la production étant normale.

***Ces grèves qui ont fait perdre en janvier la production de cinquante* mille voitures, pèsent sur l'avenir financier des groupes français déjà fortement endettés. Aussi le gouvernement s'interroge-t-il sur les moyens d'aider cette industrie essentielle dans l'orbite de laquelle des assurances aux taxis, travaillent près de deux millions de personnes.**

Si la préoccupation des pouvoirs publics doit être évaluée au nombre des réunions tenues, il ne fait guère de doute que l'automobile suscite bien des inquiétudes. On ne compte plus en effet les comités, commissions et conseils qui se sont succédé depuis un mois jusqu'au plus haut niveau de l'Etat. Le résultat décevra sans doute ceux qui attendaient un plan automobile. On en reviendra aux vieilles recettes (aides et hausses de prix). Peut-être le diagnostic lui-même ne fait-il pas l'unanimité. Cette industrie emploie directement (construction et équipements) un peu plus de quatre cent mille personnes et se trouve être l'un des principaux clients pour la sidérurgie, l'aluminium, le verre, le caoutchouc, le zinc, les plastiques et les textiles.

BRUNO DETHOMAS.

(Lire la suite page 42.)

DANS « LE MONDE DE L'ÉCONOMIE »

- **Comment relancer la négociation sociale.** (Lire page 21 l'article de MICHEL NOBLECOURT.)
- **L'implantation régionale des syndicats après les élections aux chambres d'agriculture.** (Voir nos cartes page 22.)

POINT DE VUE

Parti et pouvoir

par JEAN-PIERRE COT (*)

Pour la première fois sous la Vᵉ République, le pouvoir s'appuie sur un parti. Jusqu'à 1981, les présidents avaient successivement trouvé leur relais dans le rassemblement autour d'un homme providentiel, puis dans des comités de notables épaulant une ambition. La tâche de ces structures était limitée : conquérir le pouvoir, le conserver. Les hommes et les femmes qui les animaient se résignaient ensuite sans trop de mal à la fonction de godillots, quitte à avoir des états d'âme. On n'attendait pas d'eux qu'ils se mêlent de concevoir la politique de la nation.

Avec la gauche au pouvoir, le cas de figure change. Le président et le premier ministre sont issus d'un vrai parti, porteur d'une tradition historique, animé par une idéologie propre, traversé par une vie démocratique, composé de militants qui y consacrent une bonne part de leur existence et n'hésitent pas à faire des sacrifices à cette fin.

C'est un atout considérable pour François Mitterrand que de pouvoir compter sur cette force démocratique. Le parti socialiste représente une capacité de réflexion et de militantisme d'autant plus efficace que ses membres savent l'importance de la mission de la gauche. Il doit ainsi contribuer, par l'explication et par l'écoute, à la mobilisation du peuple de gauche, au soutien actif de la majorité du pays à la politique proposée en mai 1981 et mise en œuvre depuis.

Or cette mobilisation paraît incomplète aujourd'hui. Les sondages montrent que les Français n'ont aucune envie de voir MM. Giscard d'Estaing, Chirac et Barre revenir aux affaires, mais qu'ils se sentent peu concernés par l'ouvrage du gouvernement. Les grandes *réformes sociales*, la réduction du temps de travail, la lutte contre les inégalités, l'extension des droits des travailleurs n'ont pas suscité l'enthousiasme que l'on pouvait attendre.

Cette indifférence se répercute très normalement dans les rangs du parti socialiste qui, reflétant la sensibilité de l'opinion de gauche, ne met pas la même ardeur que naguère à combattre pour ses idées. L'asthénie gagne la vie des sections.

Les causes de cette situation sont nombreuses, je le sais. Il en est une qui me paraît importante : le parti socialiste n'a pas encore trouvé la juste distance par rapport au pouvoir.

(Lire la suite page 2.)

(*) Ancien ministre de la coopération et du développement.

Roland Delcour a été expulsé du Maroc

Après deux jours de détention au commissariat central de Rabat, Roland Delcour a été expulsé dimanche 6 février du Maroc. Les autorités lui reprochaient d'avoir mis en cause dans le Monde *du 2 février la version officielle de la mort du général Dlimi et voulaient obtenir de lui qu'il leur livre l'origine de ses sources. La libération de notre collaborateur, samedi 5 février tard dans la soirée, a été obtenue grâce à l'intervention de l'Elysée.*

Le prix de l'information

Les pays sont nombreux dans le monde où il n'est pas aisé pour un journaliste de faire son travail. Le Maroc est ce ceux-là, comme le montre la mésaventure arrivée à notre correspondant Roland Delcour.

Il se confirme en effet que si notre collaborateur a été détenu au secret pendant près de deux jours à Rabat, empêché de dormir pendant deux nuits, interrogé pendant plus de quinze heures, c'est parce que les autorités marocaines ne lui pardonnaient pas d'avoir mis en doute dans ces colonnes la version officielle de la mort du général Dlimi.

Roland Delcour n'a pourtant fait que son métier, puisqu'il avait obtenu de sources sûres plusieurs témoignages ne concordant pas avec la thèse d'un banal accident de la circulation. En refusant de donner ses sources aux autorités policières, il a obéi aux règles déontologiques qui sont les nôtres.

A en croire les plus hautes autorités marocaines, Roland Delcour aurait, par ses écrits, porté atteinte à la sécurité du royaume chérifien et au moral des forces armées marocaines. Son expulsion devrait être considérée comme la preuve de l'immense mansuétude du roi Hassan II, qui n'aurait pas voulu ternir les relations franco-marocaines, dans la foulée du voyage de M. Mitterrand, en organisant un procès pour juger notre collaborateur.

Nous n'acceptons pas, bien sûr, cette version des faits et protestons vigoureusement non seulement contre la détention de notre correspondant, mais aussi contre son expulsion : ces deux actes constituent autant de violations injustifiables de la liberté de la presse.

Quand à la mansuétude du souverain chérifien, elle n'a pu s'exercer que parce qu'un acte arbitraire, dont il était bien évidemment informé, avait été commis. N'oublions pas, enfin, qu'à ce jour aucun démenti digne de ce nom n'a été apporté aux informations de notre correspondant concernant les mystères de la mort du général Dlimi.

Mais cela, il est vrai, ne doit pas surprendre puisqu'à travers Roland Delcour il s'agissait d'adresser un avertissement à tous ceux qui auraient tendance à se montrer trop curieux.

JACQUES AMALRIC.

UN MUSÉE RESTAURÉ

L'esprit de Nantes

S'ils ne se multiplient pas en nombre, les musées de province croissent en qualité. Beaucoup bâtissent des collections nouvelles et améliorent les anciennes. Ainsi le Musée des beaux-arts de Nantes, qui avait dès le milieu du siècle dernier « rivalisé avec l'État », en procédant à des acquisitions ambitieuses.

Inauguré en 1900, il s'est aussitôt affirmé comme un des tout premiers musées de France par l'importance de ses collections et l'ampleur de son bâtiment, édifiant exemple des pompes architecturales dont l'école des Beaux-Arts avait le secret.

« L'esprit mesquin des bourgeois de Nantes » a failli en empêcher la construction, peut-on lire dans une note de l'époque, où on apprend que la ville entreposait ses collections, depuis soixante ans, dans l'ancienne halle aux toiles. Les maîtres de la cité voulaient, après un petit retapage, faire resservir l'ancien marché du coutil, où, dit la même note, *« les tableaux brûlent et sont dévorés par l'humidité »*.

Nantes étant trop riche en œuvres d'art et pas assez en bâtiments, ses édiles, peu enclins à investir dans un musée public, mirent en vente une partie des collections. Mais l'État a finalement forcé la ville à construire un musée, *« dans l'intérêt du pays et des beaux-arts, qui forment le goût et adoucissent les mœurs »*.

La pingrerie a finalement donné des splendeurs ! L'architecte du musée, Marie-Clément Josso, Nantais et vainqueur d'un concours national, a dépassé les espoirs qu'on pouvait mettre en lui, en même temps que son budget initial, qu'il avait doublé, au grand dam des conseillers municipaux. Mais il a laissé ce gros morceau d'architecture 1900 que la ville restaure maintenant.

Façades monumentales, qui rappellent le Grand Palais, son contemporain. Vastes espaces de réception. Grand escalier, grand hall, grand patio, grande galerie. Une architecture des jours fastes, davantage conçue pour les cérémonies officielles que pour convier quotidiennement le public au musée.

JACQUES MICHEL.

(Lire la suite page 16.)

UN LIVRE PAR JOUR

« Le Monde » rendra compte désormais chaque jour, sous le titre « Lu », d'un livre récemment paru dans les domaines les plus divers. Aujourd'hui, Jacques Cellard présente, page 19, une biographie de Mérimée, par Jean Autin. Nos lecteurs continueront de trouver, chaque jeudi, notre supplément « Le Monde des livres ».

Vu de gauche

La crise économique et les conflits sociaux posent à la gauche, à un mois des municipales, bien des questions. Huguette Bouchardeau l'invite à se ressaisir, à relancer le débat sur le partage du travail si l'on ne veut pas s'enfoncer dans ce qu'elle appelle *« la pire médiocrité centriste des politiques sans projet »*. Jean-Pierre Cot, après avoir souligné l'atout que l'appui du P.S. donne au président de la République, demande lui aussi un débat portant sur les trois thèmes du protectionnisme, de la protection sociale et des gens que touche directement la crise. Quant à Maurice Duverger, qui critique la prise de position récente de M. Giscard d'Estaing à ce sujet, il redoute les effets d'une instabilité acceptée des Assemblées.

L'horizon masqué

par HUGUETTE BOUCHARDEAU (*)

A moins de sombrer dans la pire médiocrité centriste des politiques sans projet, la gauche doit se ressaisir. Se ressaisir au sens de se ramasser, de retrouver son sens, de s'interroger avec lucidité sur *le pourquoi du choix dont elle a été* l'objet. Bien gérer ? Développer les capacités industrielles ? Atténuer sur le territoire national les effets de la crise ? Réduire les disfonctionnements d'une société capitaliste contrôlée en partie par l'Etat ? Tout cela est bien, très bien, tout à fait nécessaire, mais, à tout prendre, cela ne justifie pas que le peuple français ait élu, le 10 mai 1981, un président ou un autre, et, un mois plus tard, l'Assemblée nécessaire à ce président. Car tout cela représente le minimum de gestion sur lequel on attend les responsables de l'Etat.

Il est hors de doute qu'une partie de l'électorat du 10 mai voulait, *avant tout, que cette gestion-là* fût mieux faite, que l'on mît un peu d'huile dans les rouages. Il faut bien reconnaître que c'est cette marge indifférente au projet politique lui-même et soucieuse, avant tout, d'efficacité de gestion, qui a fait basculer les plateaux trop bien équilibrés du vote présidentiel, en sanctionnant la *gestion laxiste de Valéry Giscard* d'Estaing. De ce fait, peut-on oublier l'espérance de l'autre composante de cette majorité du 10 mai, de ces 45, 48 ou 49 % des voix, qui s'étaient déjà portées à gauche et qui constituent la base de l'électorat de gauche ?

Je parle d'espérance commune, en choisissant volontairement ce terme, et non pour emprunter des mots qui vibrent. Car c'est bien par une espérance commune qu'était *soudé le bloc de gauche, qu'on* voyait progresser, de scrutin en scrutin, depuis les années 1970. Certains parleront de base sociale, en cherchant à y appliquer quelques déterminismes économiques : je crois que l'explication est insuffisante. Ce qui a fait l'unité et la progression du bloc de gauche, en plus de sa « base sociale », *ce sont* deux *réalités,* qu'il faut bien appeler d'ordre idéologique. L'une était négative, et l'opposition en a déjà recueilli l'héritage : il s'agit de la contestation *généralisée* et permanente. Parce que, c'est vrai, au jour le jour, aucune mesure n'est ni parfaite ni suffisante. Parce que les intérêts des groupes sociaux sont *contradictoires et que l'on trouvera* toujours quelques mécontents à réunir.

L'autre, la seule positive, la seule qui marque vraiment l'option de gauche, il faut bien la nommer de mots très vagues, qui n'ont malheureusement cours le plus souvent dans le langage politique que comme mots-couvertures, je veux dire : révolte et espoir. Le refus de l'injustice, de l'égoïsme, du désordre établi, de la bêtise, du gaspillage côtoyant la *faim, du scandale des accumulations* d'armement, le choix de l'anarchie technologique au nom du profit. Espoir en la politique qui aurait le courage de prendre à bras le corps tous ces maux et de lutter contre eux. Espoir qu'il puisse y avoir un projet politique. Ecoutez bien les discours différents de la gauche et de la droite. *C'est l'opposition du « changer » et* du « maintenir ». On a caricaturé à plaisir, depuis le 10 mai, le terme de changement. On l'a confondu — et les *responsabilités* en sont sans doute multiples — avec le goût des réformes rapides, le désir d'imprimer sa marque sur les textes et les institutions, une certaine fascination de l'alternance. Qu'est-ce qui change, demandaient les médias, qui sont grands dévoreurs de nouveautés, et il fallait, jour après jour, alimenter cet appétit de ne plus faire comme avant. Et puis, quand les glissades et les dérapages ont été trop rapides, alors on stoppe. Ou on revient en arrière. Et pas toujours avec le respect des conditions de freinage, que vient de rappeler le président de la République. Cela, c'est changer la mode.

Il manque un souffle

Je crois que le changement, que l'espérance de gauche est d'un autre ordre. Il se définirait bien par cette phrase que Brecht plaçait en tête d'une de ses pièces : *« Ne dites jamais c'est naturel, afin que rien ne passe pour immuable. » La droite a* toujours dit qu'un certain nombre de maux étaient naturels, et elle cherche aujourd'hui à remettre à la mode les théories les plus désuètes, pour démontrer par la biologie ou par la psychologie que les injustices dont profitent ceux qui l'inspirent sont immuables.

Changer, c'est d'abord cela : ouvrir les yeux sur les scandales de ce qui est apperu jusque-là comme normal. Or, voici qu'on se prépare à trouver normale une certaine stabilisation des désordres, un certain équilibre. Ligne de crête des deux millions de chômeurs !

Ecrans de T.V. ouverts aux visages du tiers-monde et queues de la Saint-Sylvestre devant Pétrossian et Fauchon. Cette société de confort qui se calfeutre dans le camp des profits *rudement gagnés et des droits dure*ment acquis, qui se bouche les oreilles, pour ne pas entendre ceux que torture la faim, de son trop-plein de viande, d'alcool et de foie gras, cette société-là a eu depuis quinze ans deux mois de mai printaniers. Le premier ne s'était pas passé selon les règles : on l'enterra. Le second, en *1981, apportait la conviction que* l'espoir était devenu raisonnable.

Mais si raisonnable, que l'on en vient à ne plus dire (à ne plus voir ?) ce vers quoi l'on va, et pourquoi, pour tout consacrer au « comment » du changement. Et comme on dit, avec raison, qu'il ne faut pas confondre souhaitable et possible, les artisans du possible se sont mis au travail, quand plus personne ne sait bien qui ose encore parler du souhaitable. Car si le seul possible peut s'atteindre, *et encore à marche prudente,* le souhaitable peut, doit oser se dire tout haut, se rêver, montrer l'avenir. « Afin que rien ne passe pour immuable. » Que le gouvernement gère, c'est très bien. Et il faut bien qu'il gère ce qu'il a à gérer, la grande pénurie et les petites réformes. Mais il manque à tout cela un souffle.

Il y a dans la politique une dimension prophétique. Prophétique non au sens de prédire les solutions de l'avenir, mais d'oser annoncer l'avenir que nous voulons. Dimension qui n'est en rien contradictoire avec l'exigence de *rigueur dans le domaine des moyens.* En ce qui concerne les moyens, on peut faire des pronostics, tenter qu'aujourd'hui ne discrédite pas trop la veille. Il faut des pronostiqueurs. Mais nous en sommes presque encombrés aujourd'hui. Ils grouillent sur nos écrans et sur nos ondes. Petits hommes politiques tous en train *d'apercevoir la fin de quelque tunnel.*

Le sondage est leur stétoscope. Tous les matins, ils se mettent à leur balcon pour voir si un nouveau cortège n'avance pas sous leur fenêtre. Tous les soirs ils auscultent leur manomètres, leurs thermomètres et leurs rouleaux enregistreurs. Mécanos plus ou moins brillants, sortis de Polytechnique ou de l'ENA, ou mécanos besogneux, formés dans les instances des partis. Mais seule la mécanique semble les intéresser, pas *ce à quoi elle sert. Et la vox populi* les rejette les uns après les autres non pas parce qu'elle sait très bien ce qu'elle attend d'eux, mais parce qu'elle sait très bien qu'elle n'attend pas cela.

Alors, va-t-on se ressaisir, en ce début de 1983, du petit air printanier qui avait soufflé un certain 10 mai ? Restons près de nos sous, et halte à la dépense, puisque nos financiers et nos économistes nous y encouragent ! Mais si l'on reparlait vraiment *de partage de travail et si l'on relan*çait le débat, entreprise par entreprise ? Est-il si sûr que les travailleurs à salaires hauts et moyens n'accepteraient pas une non-progression, voire une baisse de leur revenus, à condition de partager avec d'autres le temps gagné et le salaire perdu ? Même la compétitivité ne pourrait-elle s'y trouver gagnante, si les travailleurs étaient partie prenante dans la distribution des postes de la masse des salaires et du temps *d'utilisation des machines ? Le parti* socialiste a organisé, en janvier, un grand colloque sur les « acteurs du changement », qu'ont précédé de multiples rencontres. Très bien. Mais pourquoi la télévision et la radio n'ouvriraient-elles pas des « tribunes du changement », où l'on pourrait parler de l'avenir, rêver, « débloquer »... les chaînes. Cela vaudrait bien des « dazibaos » (1). Je pense à cette nouvelle de Kafka, qui s'intitulait *le Gardien de la porte :* un *homme est venu de la campagne* pour entrer dans la citadelle : il est tellement intimidé par le gardien posté devant la porte qu'il restera, tremblant et vieillissant devant l'entrée, jusqu'au jour de sa mort où le gardien lui montrera qu'il *n'y* avait pas de verrou, qu'il lui suffisait de pousser la porte.

J'ai peur que faute d'imaginer que les choses pourraient aller autrement nous ne restions enchaînés au passé, devant des portes qu'il suffirait de pousser.

(*) *Secrétaire nationale du P.S.U.*

(1) Journaux muraux qui se sont répandus en Chine pendant et après la *révolution culturelle (N.D.R.L).*

La maîtrise du temps

par MAURICE DUVERGER

La vigueur d'une campagne électorale ne dispense aucun parti de respecter les règles posées par la Constitution. Ce devoir s'impose de façon plus stricte encore aux hommes d'Etat qui sont ou furent chargés de l'appliquer. Comment MM. Giscard d'Estaing et Raymond Barre ont-ils oublié ce principe élémentaire de la bonne conduite démocratique ? Il est vrai que le second l'a moins transgressé que le premier.

Affirmer que la Constitution ne pourrait pas fonctionner en cas de divergence entre le président de la République et la majorité de l'Assemblée nationale, c'est exprimer une opinion contestable, mais soutenable. *Il était simplement inadmissible* d'invoquer l'autorité du général de Gaulle dans ce domaine, alors que *« certains de ses collaborateurs pensent au contraire que, soucieux de montrer dans toutes les hypothèses l'efficacité de la Constitution dont il était le père, il se serait accommodé d'un gouvernement de gauche pourvu que certaines options essentielles en matière d'indépendance nationale fussent sauvegardées »*, et que *« pour le reste, il aurait accepté... un gouvernement comprenant des ministres socialistes et communistes (1) ».* Informé de ce témoignage, l'ancien premier ministre a maintenu sa position à titre personnel et reconnu que le chef de l'Etat n'était en aucune circonstance obligé de démissionner.

Les sondages montrent que M. Barre a bien fait de redoubler de prudence puisque 46 % des Français seulement seraient défavorables à la perspective d'un président socialiste *gouvernant avec une majorité parle*mentaire de droite, contre 42 % d'avis contraire, les deux opinions se partageant également entre les électeurs de l'opposition (49 % de chaque côté). A l'inverse, l'audace de M. Giscard d'Estaing se trouve confortée puisque 53 % de nos concitoyens lui emboîtent le pas quand il prétend que l'Assemblée nationale devrait être dissoute si l'U.D.F. et le R.P.R. remportaient une nette victoire aux municipales. Ces chiffres *réjouissent certainement* l'animateur de l'opposition, mais ils devraient consterner l'ancien président de la République, jadis chargé de veiller au respect de la Constitution. Comment pourrait-il ignorer qu'elle ne confond en aucune façon un scrutin fait pour que *« les collectivités territoriales... s'administrent librement par des conseils élus »* (article 72) et des élections législatives ou présidentielles qui expriment la souveraineté nationale ?

Peut-être n'a-t-il pas mesuré les conséquences pratiques d'une thèse qui tend à rétablir dans notre vie politique l'instabilité qui régnait avant 1958. Admettre qu'un scrutin désignant des autorités locales remette en cause le mandat des députés replacerait le Parlement et le gouvernement sous le signe de l'éphémère et de l'incertain. Car les élections des administrateurs communaux ne pourraient être privilégiées dans ce domaine : celle des administrateurs *départementaux et régionaux* ayant la même importance nationale. Dans les dix prochaines années, cela donnera les échéances suivantes : municipales en 1988 et 1989 ; cantonales en 1985, 1988 et 1991 : régionales en 1984 et 1990. Si chacun de ces scrutins désavouait la majorité de l'Assemblée, on aurait huit dissolutions dans la décennie, en comptant celle de 1981. Les gouvernants changeraient tous les quinze mois.

Bien entendu, il est peu probable qu'on en arrive à une telle extrémité. Mais le raisonnement de M. Giscard d'Estaing inclut ce risque. Il aboutit à priver les responsables politiques de la garantie de durée qui est l'un des piliers essentiels du régime qui fonctionne depuis 1962. Si deux législatures *ne sont pas arrivées à leur* terme normal, celle de 1967 et celle de 1978, cela tient pour la première à des événements exceptionnels de nature quasi révolutionnaire, pour la seconde à un changement d'orientation clairement manifesté par les citoyens à l'occasion d'une élection présidentielle que tous considèrent comme l'acte fondamental de la vie politique.

Une majorité qui a la maîtrise de son temps peut planifier ses réformes sur toute la durée dont elle dispose. M. François Mitterrand a plusieurs fois souligné ce nouvel aspect du pouvoir de la gauche, bien *différent des conditions qu'avaient* connues Léon Blum et Pierre Mendès France. Celles d'aujourd'hui ne sont pas avantageuses pour les seuls gouvernants, mais aussi pour la nation entière. Une fois expiré le mandat de ses représentants, elle peut juger leurs œuvres en connaissance de cause, ce qui n'est pas possible s'il est interrompu avant sa fin normale. On ne peut tirer un trait, faire l'addition et apprécier le total qu'une fois le terme échu.

On ne le pouvait pas sous la IIIe et la IVe République, quand les majorités s'étiolaient dans la fleur de l'âge, au bout de quelques mois d'existence. *Comment juger des ministères,* fauchés avant qu'ils n'aient pu aller jusqu'au bout de leur entreprise ? Ils en profitaient pour écarter toute critique en affirmant qu'on ne leur avait point laissé le temps d'agir. Transformer les élections locales en vote de défiance pour les majorités parlementaires conduirait aux mêmes résultats que la multiplication des votes de défiance émanant des députés, que la France a connue entre 1875 et 1958. L'instabilité *des Assemblées* aggraverait demain l'instabilité des gouvernements d'hier, substituant à un régime efficace et solide le système impuissant et fluctuant que nous connaissions auparavant. Peu importe que telle ne soit pas l'intention de M. Giscard d'Estaing. En réclamant *« une accélération de l'échéancier politique »*, il engage dans cette voie des institutions dont la supériorité repose sur le respect des échéances.

(1) Jean Massot, *la Présidence de la République en France*, 1977 (Documentation française), page 210. Le texte concerne les élections de 1967.

Parti et pouvoir

(Suite de la première page.)

Le problème n'est pas seulement français. La gauche au pouvoir a connu ailleurs en Europe le même type de dilemme et ne l'a pas résolu sans mal. Les solutions ont varié de la coexistence difficile à l'antago*nisme ouvert,* la *surenchère du parti* contribuant, à la limite, à la chute du gouvernement et au succès de la droite.

Un excès de tension peut donc être funeste. Un défaut de critique peut l'être tout autant. Le postulat qui est au fondement actuel des rela*tions entre parti et pouvoir,* celui de l'harmonie totale, me semble contestable. La faiblesse du débat à l'intérieur du parti socialiste, la discrétion de mise dans les prises de position qui s'écarteraient tant soit peu de celles du gouvernement, recèlent un danger inverse : celui d'étioler, de figer la structure militante, oserais-je dire de la *« molletiser ».*

La division des tâches

Il n'est pas facile pour un parti de se frayer ce chemin étroit entre la soumission morose et la contestation négative, celle qui sape les fondements de l'autorité du président au lieu de l'étayer. Mais il me semble que les militants socialistes ont largement apporté la preuve, au cours des deux années écoulées, de leur conscience aiguë des responsabilités. Je leur ai souvent trouvé la tête plus froide et l'engagement plus déterminé que certains responsables. Il faut leur faire confiance pour mener un débat nécessaire sur les problèmes de fond.

Pour être fructueux, le débat doit porter sur des objets bien choisis et respecter la division des tâches. Au gouvernement de gouverner ; au parti *d'ouvrir des perspectives, d'orienter* la société de demain, de préciser les contours du changement politique auquel nous œuvrons.

Or c'est plutôt l'inverse que l'on constate aujourd'hui. Désireux de faire entendre sa voix, le parti se mêle de la gestion quotidienne, examine la qualité des projets de loi ou l'opportunité des décisions économiques conjoncturelles. Quelle que soit l'appréciation que l'on porte sur le fond de la question, *l'affaire du taux d'intérêt* des livrets de caisse d'épargne traduit cette confusion des genres. Il est exact qu'une meilleure coordination dans la prise de décision éviterait des incidents de ce type.

Je ne veux pas dire par là que le parti doit se désintéresser de l'action immédiate du pouvoir. Ayant pu apprécier l'importance que doit avoir le parti comme conscience de l'action gouvernementale, je me garderai aujourd'hui de préconiser toute réduction de son influence morale, bien au contraire. Mais le partage des rôles dans le quotidien doit être clair.

A plus long terme, la perspective qu'offre le parti devient moins nette. Le projet socialiste, rédigé en 1979, est aujourd'hui dépassé par l'évolution de la crise comme par l'exercice du pouvoir socialiste. Les cent dix propositions du candidat François Mitterrand, approuvées le 10 mai par le peuple de France, ont pour l'essen*tiel été engagées d'entrée. Mais com*ment se présente la suite ?

Nous pouvons tirer orgueil, à juste titre, d'avoir tenu si rapidement nos promesses. Mais cela ne constitue pas pour l'avenir un programme de nature à rassembler à nouveau les Français. Pas davantage la constatation que *nous faisons face à la crise* avec plus de succès, notamment dans le domaine de l'emploi, que la plupart de nos voisins. Quant à la faiblesse des suggestions d'un Giscard d'Estaing ou à la nature franchement réactionnaire des propos d'un Chirac, elles détourneront la majorité des électeurs de voter pour la droite, sans assurer pour autant leur soutien à la gauche.

Trois thèmes

Rêve, dira-t-on, que de songer à tracer des perspectives dans un monde troublé. Le temps des projets ambitieux, exhaustifs, est fini, alors que les meilleurs économistes n'osent *pas prévoir au-delà de quelques mois.*

Pourtant, entre la gestion quotidienne et le projet à long terme se posent des questions fondamentales que la droite esquive ou auxquelles elle apporte des réponses inacceptables. Ces questions, qui relèvent par excellence de la fonction programmatique du parti, doivent aujourd'hui susciter sa réflexion.

Les thèmes sur lesquels devraient porter le débat ne manquent pas. J'en citerai trois.

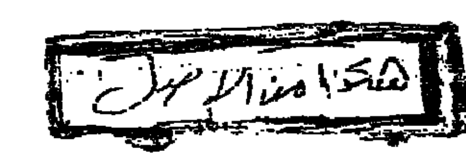
Le premier dans l'ordre d'urgence porte sur le protectionnisme. Alors que se prolonge la crise, la tentation devient forte, pour résoudre des problèmes d'emploi localisés et pour apaiser les esprits, de prendre des mesures partielles de protection. Au demeurant, les arguments ne manquent pas pour souligner les pratiques déloyales de nos partenaires ou l'inertie de la Communauté européenne en ce domaine. Mais l'enjeu de ce débat fondamental et les risques que nous prendrons en adoptant une telle attitude doivent être précisés : à court terme, mesures de rétorsion qui nous *fermeront des marchés à l'exportation ;* à moyen terme, processus de repli sur l'Hexagone avec les contraintes correspondantes. Qu'en pense le parti ?

Le deuxième a trait à notre système de protection sociale. Nous ne pouvons pas laisser s'accélérer la courbe des dépenses cependant que la crise réduit les recettes du système, tout le monde en convient. Le président de la République a indiqué sa volonté de stabiliser puis de réduire le taux de prélèvement public qui s'était emballé dans la décennie précédente, alors que M. Chirac était au gouvernement, ce qui devrait aujourd'hui l'inciter à modérer son propos. Mais une telle opération met la gauche devant l'alternative soit de gérer la dégradation de la protection sociale, en réduisant les prestations et en augmentant les cotisations, soit de remettre en cause la philosophie du système. La seconde option implique une mise à plat des droits acquis dans une *volonté de reconstruire* l'ensemble. Qu'en pense le parti ?

Le troisième thème concerne la so*ciété vers laquelle nous nous orien*tons. La crise a largement ouvert le fossé qui sépare les Français protégés par leur statut de ceux qui se trouvent exposés de plein fouet : jeunes à la recherche d'un premier emploi, chômeurs en fin de droits, travailleurs des entreprises temporaires, marginaux volontaires ou non, masse que vient grossir un nombre de plus en plus important d'ouvriers et d'employés travaillant dans de petites et moyennes entreprises à l'activité précaire et au statut *social aléatoire.* La société duale que préconisait naguère Lionel Stoleru est là, sinistre alors qu'on la décrivait paradisiaque, et grosse de cette pauvreté que l'on croyait disparue avec Zola. Cette autre société qui se forme sous nos yeux a trouvé une parade à la crise, qui a nom « travail au noir ». Qu'en pense *le parti socialiste ?*

Le parti doit se saisir avec hardiesse et ingéniosité des problèmes de société qui se posent aujourd'hui. S'il est capable de retrouver cette fécondité de proposition pour changer la vie qui en a fait la première force politique du pays, il peut redonner espoir au peuple de gauche. Encore faut-il que le débat soit encouragé, organisé, et non esquivé ou mutilé.

JEAN-PIERRE COT.



Le Monde

étranger

AFRIQUE

Algérie

Les autorités dénoncent une « campagne d'intoxication préméditée »

De notre correspondant

Alger. – Par le canal de l'agence de presse officielle, les autorités algériennes viennent de sortir de leur silence prolongé sur différentes rumeurs circulant à Alger depuis plusieurs semaines. *« On a parlé de complot. On a parlé de personnalités inquiétées. On a même parlé d'officiers supérieurs arrêtés qui auraient été impliqués dans on ne sait quelle aventure »*, écrit Algérie Presse Service pour dénoncer cette *« campagne d'intoxication préméditée »* qui résulterait notamment de mesures *« d'assainissement interne »* ayant révélé *« des ramifications extérieures qui sont le fait de mains étrangères soucieuses de déstabiliser l'Algérie »*.

Deux paragraphes retiennent l'attention dans la dépêche de l'A.P.S. L'un, concernant évidemment M. Ben Bella sans que celui-ci soit nommé, stigmatise *« un ex-haut responsable du pays »* qui *« en s'entourant de repris de justice notoires a mis à nu sa véritable nature »*. L'autre confirme l'arrestation d'un des proches de Boumediène (*le Monde* du 4 février) en quelques mots : *« Les services de sécurité algériens entendent actuellement le nommé Zeghar Messaoud, dit Rachid, homme d'affaires bien connu. »*

Pour le reste, il est question pêle-mêle de sabotage économique et de *« groupuscules »* qui, se prévalant abusivement de l'islam, *« ont rassemblé bombes et armes dans le but de déclencher la violence »*. Apparemment consciente du caractère sibyllin de certains propos, l'A.P.S. écrit qu'elle aura à *« revenir »* sur tout cela.

Dans les milieux officiels, on est plus précis sur certains points, et on s'efforce de donner une explication cohérente des événements. Tous les officiers supérieurs qu'on avait présentés comme arrêtés ou démis, à commencer par le commandant de la région militaire de Blida, sont en poste, nous a assuré une source algérienne digne de foi. Les spéculations à partir d'indices futiles, poursuit cette source, ont été alimentées par quelques éléments désireux de brouiller les cartes au moment où étaient relancées des investisgations visant à moraliser la gestion des affaires publiques.

Plusieurs dossiers sont en attente devant la Cour des comptes. A cause, dit-on, d'ennuis de santé, l'ancien président de cette juridiction, M. Mohamed Amir, vient d'être remplacé par M. Messaoudi Zitouni, membre du comité central, conseiller à la présidence de la République depuis juillet 1982. La Cour des comptes a compétence pour passer au crible l'utilisation des fonds secrets du ministère des affaires étrangères avant l'arrivée du président Chadli au pouvoir, mais on dément officiellement que M. Bouteflika, actuellement en Suisse, soit interrogé par une commission rogatoire.

L'arrestation de M. Zeghar est présentée comme *« une grosse affaire »* dans les mêmes milieux officiels, et ceux-ci s'insurgent contre l'idée qu'il pourrait s'agir d'un règlement de comptes avec les hommes de l'ancien président. *« Le président Chadli était lui-même un fidèle de Boumediène »*, dit-on. M. Zeghar aura à répondre de « corruption » et d'« intelligences » avec des éléments étrangers hostiles à l'Algérie, *« dont les Français ne font évidemment pas partie »*.

La décision d'« assainir » a été mise en œuvre, poursuit-on officiellement, alors que différents déploiements de forces étaient de nature à faire marcher les imaginations. Des mesures de sécurité, notamment des fouilles aux aéroports, ont été prises dès le début de l'année en vue de la réunion du Conseil national palestinien à Alger le 14 février. En même temps, rien n'a été ménagé pour neutraliser des hommes en fuite depuis la découverte d'explosifs fabriqués par des activistes islamiques. Ces opérations de police devraient cesser puisque, nous a-t-on dit, le dernier fugitif serait sur le point de se rendre.

Le procès des vingt-trois fondamentalistes annoncé en décembre sera quelque peu retardé, et il se confirme que la procédure les concernant sera jointe à celle relative aux détenteurs d'explosifs arrêtés ultérieurement. Dans un souci apparent de modération, les autorités présentent certains de ces derniers comme des égarés, peut-être pas entièrement responsables de leurs actes. Quant aux plus âgés des fondamentalistes, professeurs ou universitaires, quelques-uns sont sortis de prison pour être assignés à résidence en attendant le procès.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.

Maroc

NOUVELLES INTERROGATIONS SUR LA MORT DU GÉNÉRAL DLIMI

Les circonstances de la mort du général Ahmed Dlimi continuent de susciter des interrogations. Ainsi apprend-on de source diplomatique que, le jour de l'accident, le général devait passer la soirée dans sa famille installée à Settat, à 130 kilomètres de Marrakech. C'est là que celle-ci a appris la nouvelle. Un des fils du général s'est alors aussitôt rendu sur place, mais n'a pu voir la dépouille de son père. Ce n'est que peu avant les funérailles à Rabat, le lendemain, qu'un cercueil fermé a été remis à la famille.

Par ailleurs, à Stockholm, M. Ahmed Rami, trente-six ans, ancien aide de camp du défunt général Oufkir, condamné à mort par contumace pour avoir participé à des complots contre Hassan II, a déclaré à la télévision suédoise que le général Dlimi *« projetait une action militaire contre le roi »*. Ancien lieutenant, ayant acquis la nationalité suédoise après s'être réfugié à Stockholm en 1973, M. Rami a précisé avoir rencontré le général Dlimi *« en Suède, il y a deux mois »*.

Celui-ci l'aurait informé, à cette occasion, de l'opération projetée pour le mois de juillet, et au terme de laquelle *« nous aurions ouvert le procès du roi »*. M. Rami a, enfin, assuré que le général Dlimi avait été *« éliminé »* après que le souverain eut découvert qu'il appartenait à un groupe d'officiers libres intitulé « Mouvement du 16 août », date du mitraillage du Boeing royal en 1972.

Bien que les déclarations de cet ancien militaire doivent être recueillies avec prudence, il n'en demeure pas moins qu'on vient d'apprendre de bonne source que des officiers de la base aérienne de Rabat-Salé ont été arrêtés la semaine dernière.

PROCHE-ORIENT

Liban

L'attentat contre le Centre de recherche palestinien à fait une vingtaine de morts

L'explosion qui a ravagé samedi 5 février en début d'après-midi l'immeuble du Centre de recherche palestinien de Beyrouth a fait une vingtaine de morts et près de cent blessés.

Le Centre, avait déjà fait l'objet d'un attentat en juillet dernier pendant le siège de Beyrouth. L'explosion d'une voiture piégée avait fait un mort et trente blessés. En septembre, il avait été pillé par l'armée israélienne qui avait exporté aussi bien les publications que les collections d'ouvrages rares sur la Palestine qui s'y trouvaient. Les quelques responsables de l'O.L.P. qui sont demeurés à Beyrouth y avaient depuis établi provisoirement leurs bureaux, *en attendant que le sort de la représentation palestinienne au Liban soit* tranché par le gouvernement libanais.

Selon les autorités libanaises, l'explosion a été provoquée par une voiture piégée stationnée sous les piliers de l'immeuble. L'explosif, placé dans le coffre du véhicule, était composé de 60 kilos d'hexogène. L'explosion a surpris le quartier de Hamra – où est situé le Centre – en pleine activité. Le bâtiment du centre a été éventré au premier étage et un immeuble contigu a été également dévasté par l'incendie provoqué par la déflagration.

L'attentat a été revendiqué par le Front de libération du Liban des étrangers, organisation qui opère au Liban depuis plusieurs années, mais qui ne se manifeste que par téléphone. Ele a revendiqué par le passé plusieurs attentats anti-syriens et anti-palestiniens. Le responsable de l'O.L.P. à Beyrouth, M. Chafic el Hout, a rejeté sur Israël la responsabilité de cet attentat, dont l'objectif est, selon lui, de *« dissocier l'alliance libano-palestinienne qui soutient le chef de l'Etat libanais dans ses efforts pour obtenir l'évacuation par Israël du Liban »*.

Exode des Palestiniens dans le sud

Cet attentat coïncide avec une *« chasse aux Palestiniens »* organisée au Sud-Liban par les milices phalangistes. Un responsable local des « services de sécurité » phalangistes a déclaré à l'A.F.P. que les Forces libanaises avaient ordonné à tous les Palestiniens vivant à Saïda, ou dans ses environs, de quitter leur domicile pour s'installer dans le camp d'Aïn Heloué, dans la banlieue sud du chef-lieu du Sud-Liban. Il a indiqué que cette décision avait été prise par le commandement en chef des Forces libanaises de la région de Saïda le 4 janvier dernier, et que, à l'heure actuelle, sur les trois mille à quatre mille Palestiniens vivant dans la région de Saïda, près de la moitié avaient été explusés. Le responsable phalangiste a ajouté que les Israéliens *« laissaient faire les expulsions, à condition qu'elles se déroulent sans violence »*.

DAns les villages à dominante chrétienne qui ceinturent Saïda, l'exode des Palestiniens bat son plein. A Hilaliye, dans un immeuble habité par des gens aisés, un appartement qui appartenait à une famille palestinienne de sept personnes est vide depuis deux semaines. A l'entrée, a été apposée une affiche : *« Cet appartement a été réquisitionné par les Forces libanaises. Il est interdit de l'acheter sans l'autorisation du responsable local des Forces libanaises. »* D'autres tracts signés *« les Révolutionnaires des cèdres »* affirment que tous les Palestiniens seront chassés du Liban *« quelque soient les méthodes utilisées à cet effet » Nous mettrons en application notre mot d'ordre : plus un seul Palestinien en territoire libanais. »*

Ce mouvement d'expulsion a été confirmé par le responsable de la sous-délégation du C.I.C.R. de Saïda, M. Thomas Ruegg, qui a fait état de meurtres, de disparitions et d'agressions à l'encontre de Palestiniens vivant hors du camp d'Ain Heloué. M. Ruegg affirme que ces actions ont créé un sentiment de panique parmi les Palestiniens qui craignent la répétition des massacres de Sabra et Chatila. Il a souligné à ce propos que *« rien ne pouvait se faire à Saïda sans l'accord des Israéliens et ces derniers ne font rien pour empêcher ce processus d'intimidation, violant ainsi la quatrième convention de Genève que la protection de la population civile par les forces occupantes »*

● *A l'est de Beyrouth*, les affrontements entre miliciens chrétiens et druzes se sont poursuivis durant le week-end. Le parti socialiste progressiste a annoncé, dimanche soir, qu'il avait pris *« le contrôle de la totalité »* de la ville d'Aley. Cette annonce n'a pas été officiellement confirmée par les Forces libanaises qui ont cependant fait état de l'exode de la population du quartier chrétien de l'ouest de la ville et d'incendies et de dynamitages effectués par le P.S.P. à l'intérieur de ce quartier, contrôlé par les Forces libanaises. Dans un communiqué publié dimanche soir, le P.S.P. a appelé les habitants chrétiens à revenir chez eux, assurant qu'ils *« seraient en toute sécurité »* Aley se trouve en secteur occupé par les forces israéliennes. Celles-ci ne sont apparemment pas intervenues dans les combats de la fin de la semaine. – *(A.F.P., U.P.I.)*

● *La délégation de l'Internationale socialiste* chargée de préparer le rapport sur l'évolution du conflit du Proche-Orient, qui sera présenté au congrès de l'organisation prévu pour le mois d'avril à Sydney, a terminé, dimanche 6 février, un voyage qui l'avait menée successivement au Liban, en Jordanie, à Jérusalem et en Tunisie. Les membres de la délégation (1) que dirigeait l'ancien ministre portugais, M. Mario Soares, se sont déclarés impressionnés par l'*« esprit d'ouverture »* manifesté par M. Arafat qui, ont-ils dit, tranchait avec l'*« intransigeance »* trouvée auprès des dirigeants israéliens. La délégation n'a d'ailleurs pas tenu compte de l'opposition de M. Shimon Pérès, en confirmant à l'O.L.P. l'invitation à assister, en tant qu'observateur, au congrès de Sydney, où elle sera représentée par M. Sartaoui, conseiller de M. Arafat. – *(Corresp.)*

(1) Dix partis socialistes étaient représentés dans la délégation, dont le parti socialiste français, d'abord par M. Jacques Huntzinger, puis, à Tunis, par M. Alain Chenal.

Israël

M. Begin s'inquiète de la polémique qui se développe entre Jérusalem et Washington

De notre correspondant

Jérusalem. – L'armée israélienne a révélé, le 6 février, qu'un incident avait opposé, la semaine dernière, des soldats français et des soldats israéliens dans la région de Tyr au Sud-Liban. Selon cette information, à un barrage établi dans le secteur sous leur contrôle, des militaires français de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL) auraient refusé de laisser passer un officier israélien. Une heure plus tard, celui-ci serait revenu avec plusieurs de ses camarades pour enlever le barrage. Une altercation aurait alors eu lieu, et un soldat français aurait été bousculé, ce qui a provoqué une plainte de la part du commandant de la FINUL auprès de l'état-major israélien.

Au moment où d'autres incidents opposent Israéliens et marines américains dans la région de Beyrouth, au point de faire naître de vives tensions entre Jérusalem et Washington, celui-là est cité en exemple par les dirigeants militaires israéliens, car indiquent-ils, les contacts régulièrement maintenus avec les officiers français ont permis rapidement d'y mettre fin d'un commun accord et d'empêcher qu'il ne se reproduise. C'est évidemment une occasion pour les Israéliens de souligner que les responsables du contingent français n'ont pas voulu « grossir l'affaire », comme on le reproche à Jérusalem aux Américains.

Au cours du conseil des ministres, le 6 février, M. Begin a fait savoir qu'il fallait considérer les incidents américano-israéliens comme « clos » et mettre un terme à la polémique qui se développe entre Israël et les États-Unis. Dans les milieux gouvernementaux de Jérusalem, on soupçonne le gouvernement américain ou certains de ses membres, notamment le secrétaire à la défense, M. Caspar Weinberger, d'avoir « systématiquement » aggravé le différend pour montrer à l'opposition libanaise et à l'ensemble des dirigeants arabes la bonne volonté des Etats-Unis à leur égard et prouver que Washington pouvait véritablement jouer un rôle de médiateur dans les négociations sur le Liban en sachant s'opposer à la politique israélienne. – F. C.

NOUVELLE OFFENSIVE IRANIENNE DANS LE NORD DU KHOUZISTAN

Les troupes iraniennes ont lancé, dans la nuit du dimanche 6 février au lundi 7 février, une nouvelle offensive dans la région de Fakkeh, au Nord du Khouzistan, et ont libéré les trois postes frontaliers iraniens de Safarieh, Rachidieh et Soubleh, occupés depuis le début des hostilités par les troupes irakiennes.

Le premier communiqué militaire publié à Téhéran sur la nouvelle opération baptisée, « Aurore » affirme qu'après avoir repris à l'ennemi le *« sol de la patrie »* des forces iraniennes *« avancent pour détruire le régime aflakiste d'Irak soutenu par les pays de l'Est, de l'Ouest et leurs valets européens »*. Il ressort de ce communiqué que les Iraniens ont franchi la frontière en un point situé à une quarantaine de kilomètres à l'est de la ville irakienne d'El-Amarah, légèrement au sud de leur précédente poussée en territoire irakien en novembre dernier dans le secteur de Musian.

A Bagdad, un communiqué militaire irakien affirme que les forces iraniennes n'ont pas réussi à s'emparer de la moindre parcelle de territoire irakien et que *« seuls les fuyards ont abandonné le terrain des combats où les prisonniers ont été sauvés »*. – *(A.F.P.)*

DIPLOMATIE

Avant la visite de M. Bush à Paris

Les AMÉRICAINS ÉVOQUENT DE PLUS EN PLUS LA POSSIBILITÉ D'UNE « SOLUTION INTÉRIMAIRE » POUR LES EUROMISSILES

M. Bush, vice-président des Etats-Unis, est attendu, mardi 8 février, à Paris, venant de Rome, où il s'est entretenu, samedi et ce lundi, avec les dirigeants italiens et le pape Jean-Paul II.

Avant de quitter Genève samedi, M. Bush a déclaré à la presse : *« Nous ne nous éloignons pas de notre proposition »* (non-déploiement des missiles de l'OTAN contre le démantèlement des SS-20 soviétiques) qui est *« morale »* et *« forte »*, car elle vise à l' *« élimination d'une génération entière d'armes »* nucléaires. Les Etats-Unis, cependant, *« ne sont pas intransigeants »*. *« Nous attendons et sommes prêts à explorer des propositions soviétiques sérieuses »*, a dit M. Bush.

De son côté, un membre de la délégation américaine aux négociations américano-soviétiques de Genève a estimé, dans un entretien à la télévision indépendante britannique, qu'un compromis était envisageable. *« La solution intérimaire que beaucoup d'entre nous commencent à envisager à Washington exigerait que les Soviétiques réduisent le nombre de SS-20 d'environ deux cent cinquante à environ cent cinquante, et qu'ils en démontent et détruisent environ une centaine*, a dit M. David Schwartz. *En Extrême-Orient, où ils en ont stocké une centaine au total, ce nombre devrait être gelé. En même temps, nous leur demanderions de ne pas moderniser leurs SS-20. En d'autres termes, ils ne pourraient y ajouter d'autres têtes nucléaires. Les Etats-Unis devraient réduire le déploiement de leurs missiles de croisière de telle façon qu'ils atteignent ce même nombre de cent cinquante. Ils annuleraient le déploiement des cent huit Pershing* (prévus pour la R.F.A.) *et ils devraient s'abstenir de toute modernisation de leur côté. Il serait, en outre, stipulé que les systèmes stratégiques français et britanniques ne seraient en aucune façon pris en compte. »*

Avant de se rendre à Rome, M. Bush a fait, samedi, un détour par Nuremberg pour rendre visite aux unités américaines les plus avancées vers l'Est. Il est allé jusqu'au village de Moedlareuth, connu comme le « petit Berlin », car, situé à la frontière tchécoslovaque, il est divisé par un mur qui sépare les vingt-cinq habitants de l'Ouest des trente de l'Est.

D'autre part, M. Kohl, chancelier ouest-allemand, a déclaré à la radio d'Allemagne du Nord, dans un entretien diffusé samedi, qu'il était *« certain de se rendre à Moscou dans les prochains mois »* s'il gagne les élections du 6 mars en R.F.A.

A TRAVERS LE MONDE

Albanie

● L'ALBANIE CONNAIT ACTUELLEMENT SA *« PLUS GRAVE CRISE INTÉRIEURE »*, marquée par une nouvelle *« purge de grande envergure »*, a affirmé M. Fadilj Hodja, représentant de la province du Kossovo au sein de la direction collégiale yougoslave. M. Hodja a ajouté que cette dixième purge depuis la fin de la seconde guerre mondiale frappe essentiellement les hautes sphères de la direction de l'Etat et du parti – *(A.F.P.)*

Bangladesh

● BAGARRES D'ÉTUDIANTS. – De nombreux étudiants ont été blessés, dont une quarantaine sérieusement, dimanche 6 février, lorsque des membres du Comité d'action unifié ont attaqué à coups de pierres et de bâton des étudiants islamiques du Chhatra Shibir à l'université de Dhaka (1). Ces derniers protestaient contre la vente de gaz à l'Inde ; tandis que leurs assaillants leur reprochaient de s'être opposés en 1971, à la lutte pour l'indépendance. – *(U.P.I.)*

Éthiopie

● ACCORD SUR LE RAPATRIEMENT DE RÉFUGIÉS. – Une quarantaine de milliers d'Éthiopiens, qui ont trouvé refuge à Djibouti pendant le conflit de l'Ogaden en 1977-1978, rentreront dans leur pays ces deux prochaines semaines, a annoncé samedi 5 février la commission de secours et de réhabilitation du gouvernement éthiopien. Un accord en ce sens a été conclu la semaine dernière entre responsables djiboutiens et éthiopiens avec l'assistance du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés. – *(Reuter.)*

Inde

● VICTOIRE DE Mme GANDHI AUX ÉLECTIONS MUNICIPALES DE NEW-DELHI. – Le parti de Mme Gandhi, le Congrès, a remporté un succès inattendu, samedi 5 février, aux élections municipales de New-Delhi. Selon les derniers chiffres, il s'est assuré la majorité absolue, tant au conseil municipal qu'au conseil métropolitain de Delhi.

Namibie

● M. PEREZ DE CUELLAR CRITIQUE PRETORIA. – Avant d'arriver dimanche 6 février, au Botswana, cinquième étape de sa tournée africaine, le secrétaire général de l'ONU a vivement dénoncé, à Harare, la politique de Pretoria en Namibie et vis-à-vis de ses voisins. M. Perez de Cuellar a également déclaré que *« nulle part, les droits de l'homme ont été aussi constamment et cruellement violés que sous le régime de l'apartheid »*. – *(A.F.P., Reuter)*.

ASIE

APRÈS DES ENTRETIENS DÉCEVANTS AVEC LES DIRIGEANTS CHINOIS

M. Shultz annonce a Séoul une augmentation des crédits militaires américains a la Corée du Sud

Venant de Pékin, le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, est arrivé le dimanche 6 février à Séoul où il a eu le soir même un premier entretien avec son homologue sud-coréen, M. *Lee Bum-Suk*. M. Shultz a réitéré à cette occasion le soutien des Etats-Unis à la Corée du Sud et promis que l'administration américaine allait s'efforcer de débloquer en faveur de ce pays des crédits supplémentaires d'équipements militaires.

Avant de quitter Pékin, M. Shultz avait lui-même laissé entendre que ses entretiens avec les dirigeants chinois n'avaient abouti qu'à des résultats modestes.

Pékin constate la persistance des différends

De notre correspondant

Pékin. — Si l'on avait pu se poser encore quelques questions sur le résultat des entretiens que M. Shultz venait de mener pendant quatre jours avec les dirigeants chinois, Pékin s'est empressé, dimanche 6 avril à peine son hôte envolé pour Séoul, de balayer les derniers doutes. La visité du secrétaire d'Etat, si elle n'a *sans doute pas été totalement inutile* dans la mesure où elle a fourni l'occasion d'une franche explication, n'a pas radicalement modifié les données des relations sino-américaines. « *les différences demeurent*, a déclaré l'agence Chine nouvelle. A commencer par celles existant au sujet de Taiwan. Rien, jusqu'à présent, n'indique, en effet, que les différends *qui, du point de vue de Pékin*, se dressaient entre les deux pays avant l'arrivée e M. Shultz, aient été réduits.

Le secrétaire d'Etat a paru être le premier convaincu de la modestie de ce résultat. D'une grande circonspection, il s'est contenté, au cours de sa conférence de presse finale, d'exprimer « *l'espoir* » que sa visite pourrait avoir « *aidé à une meilleure compréhension et à l'établissement d'une confiance mutuelle* ». On était loin du ton résolument optimiste qu'avait adopté ici même M. Haig en juin 1981.

Concrètement, les résultats de ce premier contact en terre chinoise entre M. Shultz et les dirigeants de Pékin, sont des plus maigres. Comme son prédécesseur l'avait déjà fait, il y a dix-huit mois, le nouveau secrétaire d'Etat a invité M. Zhao *Ziyang*, le premier ministre chinois, à se rendre aux Etats-Unis. Celui-ci, poliment, a accepté une fois de plus le principe de ce voyage, tout en exprimant le vœu que les « *obstacles* » existant dans les relations entre les deux pays n'empêcheraient pas finalement la réalisation de ce projet. Si l'idée malgré tout, aboutit, la date de septembre serait, indique-t-on, la plus problable. Les Chinois, de leur côté, ont renouvelé leur invitation au président Reagan, mais, à l'approche des échéances présidentielles américaines cette offre risque fort d'apparaître, à Washington, comme un cadeau empoisonné.

Un peu plus sérieuse pourrait être l'éventualité d'une visite à Pékin, dans le courant de cette année, de M. Weinberger, le secrétaire américain à la défense. Sans s'engager fermement, M. Shultz a indiqué qu' « *il s'agit-là, assurément, d'une possibilité* ». La question paraît avoir été abordée au cours de l'entretien que le secrétaire d'Etat a eu avec le général Zhang Aiping, le nouveau ministre chinois de la défense. Rencontre, non prévue dans le programme initial, M. Shultz n'a pas été très bavard sur cet échange de vues, assurant seulement que la question d'éventuelles ventes d'armes par les Etats-Unis à la Chine n'avait pas été évoquée. De source américaine, on précise que les deux parties ont simplement examiné les possibilités de développer les contacts entre militaires des deux pays.

La discrétion de M. Shultz cache-t-elle des intentions plus sérieuses ? En ce domaine ultra-sensible, l'administration américaine devra, en tout cas, faire preuve de beaucoup de doigté dans ses rapports avec Pékin si elle ne veut pas casser plus de porcelaine qu'elle ne l'a fait jusqu'à maintenant.

Il existe désormais entre les dirigeants chinois et l'actuelle équipe *dirigeante aux Etats-unis* un problème de confiance dont on ne voit pas très bien comment il pourrait être rapidement résolu.

De la question de Taïwan...

Tout tourne, *encore et toujours*, autour de la question de Taïwan. M. Shultz était arrivé à Pékin avec l'intention affichée de tenir ce problème « *à l'arrière-plan* » de ses conversations avec ses hôtes chinois. Tout indique, à commencé par ses propres déclarations, qu'il a échoué dans cette tentative. « *Taiwan était et demeure un problème* », a-t-il déclaré, précisant que la question avait été mise sur le tapis « *à plusieurs reprises* » pendant les entretiens. En *même temps*, il a réaffirmé que les Etats-Unis avaient pris, dans le communiqué d'août dernier, des engagements quant aux ventes d'armes au régime nationaliste et qu'ils les respectaient.

Pékin est-il prêt à se satisfaire de tels propos ? En déclarant que ce qui comptait, c'était « *les actes effectifs et non les paroles creuses et les promesses* », l'agence Chine nouvelle paraît avoir répondu à la question. Les interlocuteurs chinois de M. Shultz ne peuvent qu'avoir été déçus par son ferme refus d'entrer dans une discussion sur l'interprétation du communiqué du 17 août. « *Je n'étais pas venu ici pour renégocier ce texte* », a déclaré sans détour le secrétaire d'Etat.

Le probleme, et M. Shultz le sait pertinemment, est que Chinois et Américains font des lectures divergentes de ce communiqué « *conjoint* ». Les Etats-Unis s'engagent *effectivement* à « *réduire en quantité et en qualité* » leurs livraisons d'armes à Taiwan, mais ils considèrent que leur attitude en ce domaine sera fonction du maintien du problème de la réunification du continent avec l'île dans un cadre pacifique. Pour avoir exprimé un tel point de vue, M. Reagan avait eu droit, l'an dernier, à une belle volée de bois vert de la part de Pékin. Les dirigeants chinois estiment, au contraire, quant à eux, qu'établir un tel lien est une manifestation d' « *hégémonisme* ».

La question du retour de Taiwan à la mère-patrie étant une affaire qui ne regarde personne d'autre que les Chinois eux-mêmes. « *Tant que ce problème ne sera pas résolu*, écrivait dimanche Chine nouvelle, *il est hors de question qu'une confiance mutuelle s'établisse entre la Chine et les Etats-Unis, et que les relations bilatérales puissent se développer sur une base saine.* »

De plus, M. Shultz, pour justifier les ventes d'armes de son gouvernement, s'étant expressément référé au Taiwan Relations Act, document législatif d'ordre strictement américain, qui définit la nature des liens entre les Etats-Unis et l'île, Pékin, désormais, demande l' « annulation » de ce texte. Exigence évidemment inacceptable pour M. Reagan, comme probablement pour toute autre administration américaine.

Le même dialogue de sourds paraît avoir eu lieu sur nombre d'au*tres questions bilatérales*. L'agence Chine nouvelle, dans son commentaire de dimanche, a reproché, en effet, aux Etats-Unis de pratiquer une politique « *discriminatoire et restrictive* » à l'égard de la Chine dans « *les échanges économiques, commerciaux, culturels et techniques* ». C'est, de la sorte, pratiquement tout le spectre des relations entre les deux pays qui est en cause.

... aux transferts de technologie

La question des transferts de technologie paraît, entre autres, avoir fait l'objet de discussions plûtot laborieuses. M. Shultz, qui a profité de son séjour à Pékin pour tancer sévèrement les hommes d'affaires américains mécontents *des obstacles* dressés en ce domaine par Washington, ne paraît guère avoir donné d'assurances d'une plus grande libéralisation. Les frictions les plus vives pourraient se produire au sujet des projets d'achat par la Chine d'une station terrestre d'observation météorologique et de plusieurs ordinateurs, le tout représentant une somme d'une cinquantaine de millions de dollars. Une éventuelle coopération nucléaire dans le domaine civil paraît toujours entra*vée par les résistances de Pékin* à accepter tout contrôle international. Quant aux négociations sur les textiles, M. Shultz, visiblement, n'avait aucune envie d'entrer dans leur détail. Aussi bien, paraissent-elles toujours bloquées.

Des éléments nouveaux, et peut-être plus encourageants, pourraient apparaître dans les mois qui viennent à l'occasion de contacts de nature différente. M. Baldridge, secrétaire au commerce, est attendu ici en mai, *ainsi que le conseiller* de M. Reagan pour les affaires scientifiques, M. Keyworth. Nul doute que ces deux visites donneront l'occasion de reprendre par le menu ces différents dossiers.

L'examen des problèmes internationaux a offert aux deux parties davantage de motifs de satisfaction. De l'avis même de Chine nouvelle, les vues des deux pays sur la situation internationale présente sont « *proches* » et, plus spécifiquement, *sur l'Afghanistan, le Cambodge* — M. Shultz a eu une entrevue avec le prince Sihanouk — et le contrôle des armements. Sur ce dernier point, M. Zhao Ziyang a toutefois exprimé publiquement le vœu qu'un éventuel accord soviéti-américain ne se fasse pas « *au détriment des pays tiers* ». La Chine, comme le Japon, redoute que l'U.R.S.S. ne soit amené à pointer vers l'Extrême-Orient une partie de ses SS-20 qu'elle retirerait du théâtre européen.

MANUEL LUCBERT.

● *La récolte de céréales* pour l'année 1982 a atteint le chiffre record de 344,4 millions de tonnes, a annoncé, dimanche 6 février, le gouvernement chinois. Ce chiffre est supérieur de 3,7 % au précédent record établi en *1979. — (Reuter.)*

EUROPE

Belgique

Aucune organisation n'a revendiqué les attentats contre l'ambassade de France et Air France

De notre correspondant

Bruxelles. — Aucune organisation n'avait encore revendiqué, dans la matinée du 7 février, les deux attentats commis dans la soirée du 6 contre l'ambassade de France et les bureaux d'Air France. Les milieux policiers inclinent, provisoirement du moins, à soupçonner un lien entre ces actions dans la capitale belge et *l'incarcération de Klaus* Barbie à Lyon. Cela tout simplement parce que l'on ne voit guère pour quelles raisons des activistes corses, basques ou iraniens, par exemple, se seraient manifestés à Bruxelles.

Si les deux bombes ont provoqué des dégâts assez considérables, elles n'ont pas causé de victimes. Seule une passante a été légèrement blessée par des éclats de verre lors de la seconde explosion devant les bureaux d'Air France, *en plein centre*. Encore cet attentat, qui s'est produit vers 22 h 30, aurait-il pu être beaucoup plus meurtrier à l'heure de la sortie des spectacles.

L'ambassade de France est située boulevard du Régent, au milieu de ce qu'on appelle ici la « zone neutre », où se trouvent le Parlement, la résidence du premier ministre, et où les manifestations sont interdites. Elle est l'objet d'une surveillance toute particulière. La bombe, qui a *éclaté vers 22 h 30*, a *complètement* arraché le portail de l'ambassade et fait éclater toutes les vitres du voisinage. Les locaux de la représentation française à la commission européenne, qui jouxtent ceux de l'ambassade, ont également été touchés, ainsi qu'une annexe de l'ambassade des États-Unis.

A l'heure de l'attentat, l'ambassadeur, M. Roger Vaurs, ne se trouvait pas dans sa résidence, où il est arrivé avec son épouse un quart d'heure après l'explosion. A l'intérieur de l'immeuble, un garde a, selon ses propres termes, été sérieusement « sonné » *par la déflagration*. Selon M. Vaurs, l'ambassade n'avait pas reçu de menaces particulières, en dehors de celles que toutes les représentations diplomatiques ont l'habitude d'enregistrer périodiquement. Tout de suite après l'attentat, le quartier a été bouclé par des gendarmes en uniforme de combat sans que ces mesures policières aient permis d'appréhender le moindre suspect ni de découvrir des indices concernant les auteurs du forfait.

JEAN WETZ.

Roumanie

UNE TENTATIVE DE COUP D'ÉTAT MILITAIRE AURAIT ÉTÉ DÉJOUÉE FIN JANVIER

Des officiers de l'armée roumaine auraient été exécutés après une tentative de coup d'Etat à Bucarest à la fin du mois de janvier, rapporte, ce lundi 7 février, le correspondant à Vienne du *Times*. Il cite des rumeurs non confirmées qui circulent dans les milieux diplomatiques de la capitale roumaine.

« *Si ces rumeurs étaient avérées*, affirme le quotidien londonien, *cet incident constituerait un défi militaire au pouvoir du parti communiste, défi qui serait beaucoup plus direct que l'imposition de la loi martiale en Pologne.* » Une telle tentative de coup d'Etat, ajoute le *Times*, « *serait certainement accueillie avec inquiétude par les directions des partis du bloc soviétique au moment où elles font face à une aggravation de la crise économique* ».

[Ce qui est certain en tout cas, c'est que l'armée peut ressentir un sentiment de frustration devant la façon dont elle est traitée. Elle est davantage utilisée à des tâches civiles dans des usines et des travaux agricoles qu'à des fins militaires. La situation économique plus que précaire de la Roumanie a fait que, ces dernières années, l'armée n'a guère reçu de crédits supplémentaires.]

AMÉRIQUES

Paraguay

Le parti du général Stroessner aurait recueilli 90 % des suffrages

De notre envoyé spécial

Asuncion. — Comme sa machine de propagande l'a répété tout au long de la campagne, le général Alfredo Stroessner et son parti Colorado arrivent largement en tête des élections générales du dimanche 6 février au Paraguay.

Immuable depuis bientôt trente ans, le rituel s'est déroulé sans accroc majeur, d'autant que le temps était au beau fixe et que des dispositions spéciales avaient été prises pour interdire la vente d'alcool, le port d'armes et les réunions publiques, de même que les spectacles, en cette journée électorale. Selon les milieux officiels, les Paraguayens se sont rendus massivement aux urnes. Il est vrai que les récalcitrants sont passibles d'une amende et qu'il est *fort mal vu de ne pas accomplir son* devoir civique.

D'après le parti officiel, le président Stroessner recueillerait 919 533 voix, les libéraux-radicaux 58 076 et les libéraux 32 935. La formation au pouvoir aurait ainsi atteint son objectif, en remportant 90 % des suffrages.

Aucune surprise n'est à attendre pour la répartition des sièges au Parlement, puisque la loi prévoit de toute manière l'attribution des deux tiers des mandats au parti Colorado et le tiers restant à l'opposition.

A Ciudad-Presidente-Stroessner, le parti officiel s'est adjugé 16 020 voix contre 31 seulement à ses adversaires. Le président a fait mieux à Colonia-Stroessner, où il a recueilli 5 555 suffrages, soit la totalité des bulletins de vote. Visiblement satisfait en déposant le sien dans l'urne, le héros du jour a déclaré que « *les électeurs exerçaient leur droit avec un véritable enthousiasme et que, par leur vote, ils témoignaient de la démocratie et de la liberté existant dans le pays* ». Mais, dès l'ouverture du scrutin, le candidat du parti libéral-radical, M. Enzo Doldan, avait dénoncé des cas de fraude, en signalant que, dans certaines localités, il n'y avait *même* pas de bulletins de son parti. Ces allégations ont été aussitôt démenties, les autorités assurant que des dispositions avaient été prises pour « *réparer cette lacune* ».

Seule note discordante dans ce chœur bien réglé, l'opération-retour tentée par un groupe d'exilés a été étouffée dans l'œuf. Comme prévu, les quatorze proscrits qui avaient atterri avec un vol régulier en provenance de Buenos-Aires *ont été empêchés* de débarquer et refoulés vers le même avion. De strictes mesures de sécurité avaient *été* prises aux frontières et à l'aéroport d'Asuncion, où les journalistes ont été tenus à distance respectueuse des opérations. La délégation de personnalités bannies comprenait M. Luis Resck, président du parti démocrate-chrétien, des représentants du parti libéral radical authentique, du mouvement populaire Colorado (une dissidence de la formation officielle) et des syndicalistes en exil.

Par ce geste, les contestataires voulaient attirer l'attention « *sur le régime tyrannique qui opprime le peuple paraguayen* ». « *Si Stroessner est tellement sûr de son électorat*, a déclaré M. Resck à son retour à Buenos-Aires, *pourquoi ne nous a-t-il pas laissés rentrer dans notre pays ?* » A soixante-dix ans, l'homme fort du Paraguay a donc réussi *une nouvelle fois* à prolonger son mandat jusqu'en août 1988. Si, depuis bientôt trente ans, il a assuré *une stabilité très personnelle à son* pays, les incertitudes s'amoncellent à mesure que s'approche le problème de sa succession.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

● *Six députés français*, arrivés en mission au Nicaragua, se sont rendus, samedi dans la zone atlantique où vivent les Indiens Misquitos évacués en janvier 1982 des rives du fleuve Coco, à proximité de la frontière avec le Honduras, en raison des affrontements entre l'armée sandiniste et des contre-révolutionnaires. Vendredi, les six députés s'étaient rendus à Jalapa, dans le nord, où opèrent les ex-gardes somozistes à partir de leurs bases au Honduras.

La délégation, conduite par le député socialiste Jean Natiez, comprend également MM. Adrien Zeller (non-inscrit), François Mortelette et Georges Labazée (P.S.), Loïc Bouvard (U.D.F.) et Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (P.C.F.). — *(A.F.P.)*

El Salvador

L'ARCHEVÊQUE DE LA CAPITALE DÉNONCE LES BOMBARDEMENTS DES OBJECTIFS CIVILS PAR L'ARMÉE

Deux cent cinquante-huit civils ont été tués ces derniers jours dans les opérations menées par l'armée contre les guérilleros du Front Farabundo-Marti de libération nationale (*F.M.L.N*), a affirmé, dimanche 6 février, l'archevêque de San-Salvador, Mgr Arturo Rivera y *Damas. Le prélat a demandé la fin* des « *bombardements sans discrimination* » de l'armée contre les villages occupés par la guérilla dans les départements du Morazan, de Chalatenango et d'Usulutan.

Le retour, dimanche, de quinze mille habitants de Berlin, dans le département d'Usulutan, qui avaient fui lors des combats de la semaine dernière, a aggravé une situation déjà préoccupante. Les responsables de la Croix-Verte craignent une épi*démie de typhoïde*. La ville ne compte plus aucun médecin ni aucune infirmière.

Fouillant parmi les décombres, de nombreux habitants affamés et terrorisés errent dans les rues de la cité ravagée par un bombardement aérien. Cette ville, hier calme et prospère, à 113 kilomètres à l'est de San-Salvador, n'est plus qu'un amas de ruines.

On apprend, d'autre part, que deux officiers et un sergent de l'armée *américaine ont été* relevés de leurs fonctions au Salvador, à la suite de l'incident au cours duquel un conseiller militaire américain a été blessé *(le Monde* du 5 février). La mission à laquelle participait ce dernier, le sergent Stanley, avait un caractère « *opérationnel* », alors que « *les conseillers américains n'ont pas le droit de participer à de telles opérations* », souligne une déclaration faite au Pentagone. — *(A.F.P., Reuter.)*

Etats-Unis

Un nombre croissant d'Américains jugerait excessives les dépenses militaires

De notre correspondant

Washington. — **Un grand débat sur la défense est en cours aux Etats-Unis. Il ne porte ni sur la stratégie ni sur le choix des armes, mais sur la somme à dépenser. Question simple : peut-on accroître davantage les crédits du Pentagone, comme le demande M. Reagan, alors que les programmes civils vont être réduits et que le déficit budgétaire bat tous les records ?**

Une réponse intéressante est apportée par un sondage C.B.S.-*New York Times*, réalisé en janvier et publié dimanche 6 février. On constate que les Américains sont moins convaincus qu'il y a un an de la nécessité d'un réarmement massif. Soit parce qu'ils commencent à douter du retard militaire des Etats-*Unis* ou de son importance, soit parce que le beurre et les canons leur paraissent peu compatibles dans la situation économique actuelle.

Seules 11 % des personnes interrogées pensent que Washington ne consacre pas assez d'argent à la défense ; 25 % jugent raisonnables les exigences de M. Reagan, mais 48 % les *trouvent excessives. Quand* on leur demande d'indiquer le meilleur moyen de réduire le déficit budgétaire, 63 % de ces Américains désignent la défense (contre 48 % il y a un an).

Autre chiffre significatif : près de la moitié des « sondés » estiment que la puissance militaire des Etats-Unis est égale à celle de l'U.R.S.S. M. Reagan *s'évertue à démontrer* le contraire depuis deux ans.

Depuis l'arrivée de M. Reagan au pouvoir, le budget militaire a augmenté d'un tiers. Il serait multiplié par deux et demi d'ici à 1988 si le président accomplissait un second mandat et obtenait du Congrès tout ce qu'il demande.

Pour justifier cet accroissement massif, la Maison Blanche et le Pentagone ne manquent pas d'arguments. On les retrouve sous la plume de *M. John Tower*, président de la commission des forces armées du Sénat, qui a publié le 6 février une « défense du budget de la défense ».

Entre 1960 et 1980, estime ce républicain influent, les dépenses sociales des Etats-Unis ont augmenté de 300 % en termes réels, alors que *le budget du Pentagone restait* le même. Les Soviétiques, entre-temps, s'armaient à outrance, au point d'acquérir une supériorité dans le domaine stratégique comme dans le domaine conventionnel.

Dans les années 60, alors que les Etats-Unis jouissaient d'une supériorité militaire incontestée, leur budget militaire s'élevait en moyenne à *9 % du produit national* brut, poursuit M. Tower. Aujourd'hui, avec une supériorité soviétique, le budget de M. Reagan ne représenterait que 7 % du P.N.B.

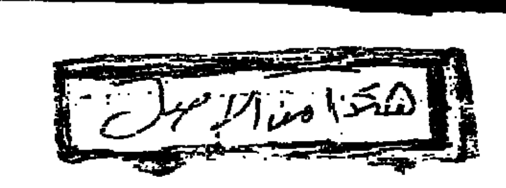
Le secrétaire à la défense, M. Caspar Weinberger, a adopté de son côté une attitude intransigeante. Il affirme que toute réduction des crédits militaires mettrait en jeu « *la sécurité de la nation* ».

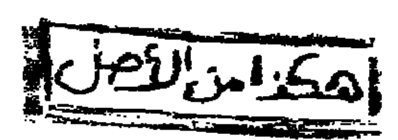
Celui qu'on surnommait « Cap le Couteau » lorsqu'il était directeur du budget sous M. Nixon — il taillait alors dans toutes les demandes — agace beaucoup d'hommes politiques. Certains commencent à suggérer à demi-mot son remplacement. N'a-t-il pas « brisé le consensus sur la défense », raté le déploiement du missile MX, tendu les relations avec Israël par une animosité excessive ?

Jusqu'à une date récente, M. Weinberger était l'homme le plus influent du cabinet. La nomination de M. Shultz au département d'Etat a un peu modifié cette situation. *Mais* « Cap » le Californien conserve des relations étroites avec le président.

L'*intransigeance* de M. Weinberger peut n'être que tactique, pour permettre ensuite de marchander avec le Congrès pour le budget 1984. Mais si elle doit se poursuivre et donner lieu à des affrontements, on le rendra responsable de la rupture du « consensus sur la défense » qui avait permis à M. Reagan, jusqu'à l'année dernière, d'obtenir presque tout ce qu'il réclamait.

ROBERT SOLÉ.





EUROPE

Espagne

Les socialistes ne négocieront pas avec les indépendantistes basques

M. Fernando Moran, ministre espagnol des affaires étrangères, a déclaré, la semaine dernière, devant une commission du Sénat, à Madrid, que le *« manque de coopération »* de la France dans la lutte contre le terrorisme produisait parmi les Espagnols une *« irritation profonde, justifiée et légitime, que le gouvernement socialiste partage »*. Il a estimé que cette attitude était une séquelle de la position française consistant à voir dans le terrorisme une lutte du peuple basque pour son autonomie, *« ce qui n'est plus vrai depuis l'avènement de la démocratie »*, a-t-il dit.

De notre correspondant

Madrid. – Les négociations tripartites sur la pacification du Pays basque proposées par le président du gouvernement autonome de Vitoria, M. Garaikoetchea ont pris fin avant même d'avoir commencé. Après l'attentat au lance-grenade commis le 2 février au soir, au sud de Saint-Sébastien, qui a coûté la vie à un garde civil et en a blessé deux autres, les socialistes ont fait savoir qu'ils se refusaient désormais à discuter avec Herri Batasuna. Cette coalition proche de l'ETA militaire – qui a revendiqué l'attentat – devait constituer leur interlocuteur avec le P.N.V. (parti nationaliste basque).

La proposition de M. Garaikoetchea avait paru audacieuse. Pour la première fois depuis 1978, lorsqu'une tentative de négociation secrète entre l'ETA et le ministre de l'intérieur de l'époque, M. Martin Villa, avait échoué, les forces politiques au pouvoir à Madrid et à Vitoria semblaient sur le point de dialoguer avec les indépendantistes. Mais, avant même l'attentat de mercredi, les obstacles se sont multipliés. Herri Batasuna a exigé que des journalistes soient présents durant les entretiens, une revendication rejetée par les socialistes et le P.N.V., qui craignent que les négociations ne se transforment dans ce cas en simple opération de propagande. La coalition indépendantiste a affirmé, en outre, qu'elle voulait seulement servir d'intermédiaire entre le gouvernement espagnol et l'ETA militaire pour des négociations ultérieures avec cette organisation, ce que refusent les socialistes.

Ces derniers avaient déjà indiqué qu'ils ne négocieraient pas si un nouvel *« assassinat terroriste »* se produisait au Pays basque. Avec l'attentat de mercredi, l'ETA a-t-elle voulu provoquer la rupture en cherchant à en faire endosser la responsabilité aux socialistes ? Depuis l'arrivée au pouvoir de M. Felipe Gonzalez, les indépendantistes basques ont paru hésiter sur la tactique à suivre, passant des déclarations radicales à des propos plus conciliants. Ce qui est évident, en tout cas, c'est que le changement de gouvernement à Madrid n'a pas suffi à débloquer l'interminable problème basque.

THIERRY MALINIAK.

Hongrie

CRÉATION DE ZONES FRANCHES POUR ATTIRER DES ENTREPRISES ÉTRANGÈRES

Pour tenter de gagner davantage de devises fortes sur les marchés occidentaux, la Hongrie a créé, depuis le début de l'année, des zones franches de production. Aucune taxe ne sera perçue dans ces zones sur les matières premières et les produits semi-finis importés pour la partie de la production qui sera exportée. La part de la production vendue sur le marché intérieur hongrois sera, en revanche, passible de ces taxes. De plus, les lois et règlements hongrois sur les salaires, les prix et les investissements ne s'appliqueront pas dans ces zones franches.

Jusqu'à présent, selon le *Financial Times*, seule une firme américaine a profité de cette possibilité pour créer avec la société hongroise Budavox une entreprise qui produira des circuits imprimés. La Hongrie avait déjà tenté auparavant d'attirer les capitaux étrangers par une législation plus souple pour les entreprises mixtes en autorisant la firme étrangère à rapetrier ses bénéfices et ses investissements. Mais elle n'avait attiré ainsi que onze firmes étrangères.

Il y a actuellement dans le monde quelque quatre cents ports francs ou zones franches (dont Hongkong, Hambourg et Panama sont les plus importantes). En Extrême-orient, elles auraient permis la création de plus de deux cent mille emplois. Il semblerait que la Yougoslavie s'apprête à suivre cet exemple et que la Chine l'envisage également.

Turquie

Une nouvelle vague de purges menace l'Université

De notre correspondant

Ankara. – Est-ce le début d'une nouvelle opération de purges dans l'enseignement supérieur ? Après l'élimination, le 1er février, d'un couple de professeurs progressistes de l'université technique de la mer Noire à Trabzon, à la suite d'une demande formelle émanant du commandant local de l'état de siège, le 3 février, trois autres universitaires, cette fois à Ankara, ont connu le même sort. Il s'agit de MM. Tuncer Bulutay et Yalcin Kucuk, tous deux économistes, et de M. Burhan Cahit Unal, physicien. Ces trois professeurs titulaires étaient connus pour leurs idées de gauche, mais s'étaient opposés dans le passé aux menées terroristes.

D'ores et déjà, des rumeurs circulent à Ankara, selon lesquelles quatre-vingt-dix autres professeurs de dix autres établissements seraient sur une liste de « non désirables ». L'éviction directe par les autorités militaires de membres de l'enseignement supérieur serait naturellement susceptible de creuser davantage le fossé existant entre les milieux intellectuels et l'armée au pouvoir. En novembre dernier, près de cent cinquante jeunes professeurs, assistants pour la plupart et donc non titulaires, s'étaient vu exclure de leurs établissements selon l'appréciation des doyens et des recteurs, appréciation entérinée par le conseil d'enseignement supérieur (*le Monde* du 18 novembre 1982).

D'autre part, au dixième jour de la suspension de leur organe par le commandant de l'état de siège d'Istanbul, les dirigeants du journal de centre gauche *Cumhuriyet* sont plus qu'inquiets : le quotidien, qui devait être imprimé à partir de février en offset, comme les principaux journaux turcs, grâce à de nouvelles machines chèrement acquises, risque d'ores et déjà de graves difficultés financières, s'il n'est pas bientôt autorisé à reparaître à raison de 80 000 exemplaires par jour.

Le rédacteur en chef de *Cumhuriyet*, M. Nadi, dont le père fut le fondateur de ce journal républicain, fer de lance du kémalisme il y a cinquante-neuf ans, ainsi que M. Gonensin, responsable de la rédaction, ont été convoqués le lundi 31 janvier par le procureur militaire d'Istanbul, qui leur a notifié qu'une enquête était ouverte à leur encontre en raison d'un éditorial, rédigé par M. Nadi, paru le 23 janvier. Selon le procureur, l'éditorial en question serait de nature à *« perturber l'ordre public »*, délit réprimé par l'article 311 du code pénal turc. Le procureur militaire ira-t-il jusqu'à inculper formellement un journaliste aussi prestigieux que M. Nadi, qui est âgé de soixante-douze ans et est un des doyens de la presse turque ?

M. Nadi est aussi l'auteur d'un ouvrage récent intitulé *Je ne suis pas atatürkiste*, où il veut attirer l'attention de ses lecteurs sur certains développements incompatibles à ses yeux avec la véritable philosophie d'Atatürk, dont il veut rester un ardent défenseur. L'article incriminé reproduit un éditorial rédigé il y a vingt-deux ans sous le titre « Projet de loi bizarre ». M. Nadi s'était, à cette époque, opposé à une tentative d'absorption dans une académie des sciences des Sociétés d'histoire et de langue turques, créées dans les années 30 par Atatürk lui-même comme des foyers de la renaissance de la culture turque. Le projet de loi de 1961 était resté lettre morte.

Les milieux intellectuels inquiets

Mais, depuis plusieurs années, les milieux conservateurs dénoncent surtout la Société de langue turque comme un bastion de la dégénérescence de la langue nationale. Une proposition de loi a été récemment soumise à l'Assemblée consultative par le général Sahinkaya, un des cinq membres du Conseil national de sécurité.

Tout porte à croire que les militaires, qui sont également champions du kémalisme, ont jugé l'article de M. Nadi pour le moins comme un défi ouvert. En effet, le pouvoir souhaite garder de près le contrôle de la période de transition vers la démocratie.

Tous ces développements rendent de plus en plus inquiets les milieux intellectuels modérés et progressistes à la fois, qui s'attendaient, au contraire, à un certain assouplissement du régime. L'éditorialiste du quotidien *Milliyet* (centre) s'est montré soucieux, en des phrases feutrées, d'attirer l'attention du pouvoir sur la nécessité de préserver la liberté de la presse, *« l'un des fondements de la démocratie »*.

En effet, après l'adoption par le peuple, à une majorité écrasante, de la nouvelle Constitution, en novembre dernier, la commission chargée de préparer le projet de la nouvelle loi sur les partis politiques vient pratiquement de terminer ses travaux. Bientôt débattu à l'Assemblée, ce projet sera voté d'ici au début de mars prochain, après quoi les nouveaux partis pourront se constituer librement.

Le respect absolu par les militaires du calendrier du retour à la normale est cependant contrarié par le comportement de certains responsables de commandements régionaux. Et cela risque d'être interprété comme le signe d'une certaine tension au sein de l'armée.

ARTUN UNSAL.

L'état de siège en chiffres

De notre correspondant

Ankara. – La direction de coordination de l'état de siège, dépendant de la présidence de l'état-major général, a publié un tableau général des activités des tribunaux militaires entre le 26 décembre 1978 (date à laquelle l'état de siège a été mis en application) et le 31 décembre 1982. Selon ces statistiques officielles, 23 059 personnes se trouvent incarcérées sur l'ensemble du territoire, dont 630 placées sous garde à vue, 15 205 inculpées en cours de jugement et 7 224 condamnées. 55,7 % de ces détenus appartiennent à l'extrême gauche, 12,2 % à l'extrême droite, 19,6 % sont présentés comme « séparatistes » et 12,5 % comme indéterminés. Le communiqué indique en outre que 29 404 personnes ont été condamnées depuis fin 1978, dont une partie sont à présent libres, après avoir purgé leur peine.

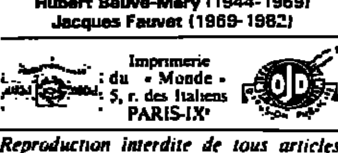
Le nombre de condamnations à perpétuité prononcées durant la même période s'élève à 116 ; 116 autres personnes ont été condamnées à la peine capitale par les tribunaux militaires, mais « seulement » 16 de ces condamnations ont été exécutées. Cependant, selon des statistiques mises à jour par des journalistes, le nombre des exécutions de militants armés s'est élevé, jusqu'au samedi 5 février, à 23 (16 à l'extrême gauche, 6 à l'extrême droite et 1 militant arménien) ; 12 condamnés de droit commun ne relevant pas de la justice militaire ont également été exécutés durant la même période.

Il est aussi indiqué que quelque 39 910 dossiers ont été traités par les tribunaux militaires. Ceux-ci ont prononcé 9 858 acquittements et 13 806 condamnations ; 6 003 autres dossiers sont actuellement examinés.

A.U.

● *Le ministre turc de la justice*, M. Mentes, a donné sa démission, vendredi 4 février. Il a indiqué qu'il était hostile à un projet gouvernemental selon lequel l'administration des maisons d'arrêt et prisons civiles, assurée actuellement par le ministère de la justice, serait dorénavant confiée au ministère de l'intérieur. Ce dernier n'était jusqu'alors responsable que de la protection extérieure de ces établissements pénitentiaires par des unités de gendarmerie. Le ministre démissionnaire estime qu'un tel changement offre moins de garanties aux détenus. – *(Corresp.)*

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*
Gérant :
André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)



Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437.
ISSN : 0395 - 2037.

L'inculpation

La bataille judiciaire commence

Ecroué depuis samedi 5 février à la prison du fort Montluc à Lyon, Klaus Barbie, ancien chef de la section IV du Sihereitsdients (S.D.) allemand dans cette ville, de 1942 à 1944, s'est enetendu notifier aussitôt une inculpation de crimes contre l'humanité par M. Christian Riss, juge d'instruction chargé d'un dossier ouvert contre lui le 12 février 1982.

D'ores et déjà, on peut envisager sur le seul terrain de la procédure une de ces batailles juridiques comme en furent déjà menées naguère par la défense des anciens chefs ou responsables nazis jugés en France, mais aussi en Allemagne. Il s'agit, en effet, de savoir ce qui peut encore être reproché à Barbie, déjà condamné à mort par contumace à deux reprises par le tribunal militaire de Lyon en 1952 et 1954, mais seulement pour crimes de guerre, c'est-à-dire couverts aujourd'hui par la traditionnelle prescription de vingt ans.

Ces deux dossiers retenaient à la charge de l'ancien S.S. des faits nombreux. le premier visait ses actions contre des résistants et des maquisards de la région de Saint-Claude (Jura). Le second concernait plus généralement les opérations lyonnaises et imputait alors à Barbie les meurtres de 4 342 personnes, la déportation de 7 591 Juifs et l'arrestation de 14 311 résistants.

De là vient la première difficulté. Plus de vingt ans s'étant écoulés depuis les condamnations par contumace pour ces faits apparentés au droit commun, Klaus Barbie ne peut plus les voir aujourd'hui invoqués contre lui. Sa situation est ainsi exactement comparable à celle de l'ancien milicien lyonnais Paul Touvier, condamné à mort lui aussi par contumace il y a plus de vingt ans, et qui ne peut donc être inquiété aujourd'hui que pour des actes ignorés à l'époque par la justice et susceptibles d'être qualifiés crimes contre l'humanité, les seuls tenus depuis *1964* par *la loi* français pour imprescriptibles.

Aussi bien s'agit-il pour la justice de posséder des charges susceptibles d'être qualifiées crimes contre l'humanité mais surtout qui aient échappé à l'attention de ceux qui établirent les dossiers de 1952 et de 1954. C'est

De La Paz à Lyon

Muré dans son silence

Il est près de 20 heures à La Paz, ce vendredi 4 février. Une foule de curieux et, surtout, de journalistes de tous pays – un officiel bolivien *les chiffre à cinq cents – encombre* l'esplanade, face à l'entrée du pénitencier San-Pedro. Une foule où se murmurent les bruits les plus divers. Klaus Barbie, toujours emprisonné de l'autre côté des murs, sera-t-il libéré, sans autre formalité, ou expulsé vers Lima, la capitale du Pérou frontalier ?

La première hypothèse est en vogue : le montant de l'escroquerie de 10 000 dollars, commise il y a huit ans contre la compagnie minière bolivienne et pour laquelle il a été incarcéré le 25 janvier, ne vient-il pas d'être réglé par son avocat, intérêts et frais de justice compris, grâce à l'aide de la communauté allemande ? La mise en liberté n'a-t-elle pas été signée par les autorités judiciaires et les formalités de levée d'écrou ne sont-elles pas en cours ? De plus, le flou sur les intentions du jeune gouvernement de gauche ne cache-t-il pas ses hésitations ? D'ailleurs une expulstion vers le Pérou, ne serait-ce pas aussi une manière de libération ?

Vaines rumeurs. Le secret qui les alimente, loin d'être l'alibi d'une indécision gouvernementale, se révélera, bien plutôt, comme l'indice d'une fermeté. Le contrat dont Barbie est l'enjeu semble avoir été conclu de longue date et, d'emblée, avec la France. Et ce qui paraît un *coup de théâtre – la date, la forme*, l'argument juridique – n'est guère qu'une question d'opportunité. Sur place, les journalistes l'apprendront à leurs dépens. Le périple de Barbie vers l'Hexagone a en effet pour prologue une savante mise en scène policière. *« Le gouvernement bolivien a roulé dans la farine des centaines de reporters ! »*, résument des témoins directs, qui, de ces mésaventures, font le récit suivant.

20 h 20 devant la prison San-Pedro. Une jeep se rapproche de la porte principale, entourée d'un cordon de sécurité. Pardessus marron sur les épaules, visage caché par un cache-col et un bonnet sur la tête, un *homme est amené et rapidement* « embarqué ». Démarrage rapide, avec, dans la foulée, plusieurs voitures de journalistes. Première course de vitesse, première fausse piste. L'esplanade est désormais plus clairsemée.

20 h 45. La radio bolivienne annonce dans un flash spécial que Barbie est à l'aéroport international. De quoi convaincre les plus sceptiques. Toutefois, certains journalistes tiennent bon. Aussi leur servira-t-on vers 21 heures ne nouvelle énigme. Une jeep et une autre voiture de police stationnent à l'entrée de la prison. Sortent successivement deux hommes, chacun la tête couverte d'une couverture, qui, séparés, sont répartis dans les deux véhicules. Démarrage de concert, tandis qu'une jeep bloque une des rues empruntées, après leur passage.

Lequel est le bon ? Les véhicules se séparent, sont rejoints par d'autres qui zigzaguent et brouillent les itinéraires. Au bout du compte, une petite colonne de quatre automobiles, après avoir pris la direction du lac Titicaca, oblique vers la base aérienne militaire, dont le terrain est contigu à celui de l'aéroport international. A cette étape, Barbie sait le motif de son expulsion, mais n'en connaît pas la destination. Il est confiant et pratiquement certain que ce ne sera pas la France et croit même, selon des témoins directs, pouvoir rejoindre Miami... Quant au motif : expulsion par le gouvernement d'un *« étranger en situation irrégulière »*, Barbie ayant acquis en 1957 la nationalité bolivienne en présentant de faux documents au nom de Klaus Altman-Hansen.

Quatre Français à bord

22 h 30, heure de La Paz. Altman-Barbie monte dans un avion de transport Hercules C-130, immatriculé CP-1564, aux couleurs de la Bolivie (rouge, jaune, vert). A bord, outre les cinq hommes d'équipage, une dizaine de personnes en civil accompagnent *le futur prisonnier de la* France. Des Boliviens, bien sûr : deux agents du ministère de l'intérieur chargés de surveiller Barbie, un médecin pour veiller à la santé de cet homme de soixante-dix ans bientôt, et trois ou quatre journalistes de la télévision . Mais aussi des Français : quatre exactement, quatre « policiers », disent des témoins, sans qu'on sache exactement leur service d'origine. Selon certaines informations, il pourrait s'agir d'agents de la D.G.S.E. – donc dépendant du ministère de la défense – arrivés en début de semaine à La Paz.

Curieux voyage. Entre six et sept heures de vol, debout ou accroupis sur le plancher métallique : il n'y a pas de siège... Boliviens et Français ne se parlent pas, car, de part et d'autre, on ne maîtrise pas la langue du voisin. Conversation par signes, *pour une allumette, un cigarette...* Epaules courbées, tête baissée, un manteau couleur bleue à capuche sur un pantalon beige clair, Barbie ne dit mot. Ce flegme et cette attitude hautaine qu'on lui sait coutumière semblent s'accompagner d'une certaine résignation.

Destination Guyane, sans escale. 6 h 15 à l'aéroport de Rochambeau, près de Cayenne. Atterrissage au petit jour et sous la pluie, vingt-deux minutes après avoir demandé l'autorisation d'atterrir. Tous feux éteints, l'avion Hercules va stationner dans la zone militaire de l'aéroport. Après plusieurs minutes d'attente, une fourgonnette 4 L Renault de couleur blanche, ayant à son bord deux hommes en civil, vraisemblablement des policiers, se dirige dans sa direction. Ces deux civils conversent avec quelques membres de l'équipage. Une fourgonnette bleue de la gen*darmerie les rejoint. Elle revient en* sens inverse, vers la zone civile. Cinq à six gendarmes en descendent, encadrant Barbie. Commissaire de la République en Guyane, M. Claude Silberzahn, est accompagné du procureur de la République : ils signifient à Barbie le mandat d'arrêt lancé contre lui, tandis que les gendarmes procèdent officiellement à son interpellation. L'homme réagit peu et répond, dira un témoin, *« le strict minimum, pas davantage »*, puis se mure dans son silence. Le « scénario » était établi de longue date, laissent entendre les autorités.

Transfert d'un avion dans un autre, de l'Hercules bolivien à un DC 8 français. Un appareil du Cotam (commandement du transport aérien militaire), arrivé dès le 2 février à Cayenne, celui-là même qui transporta M. Mitterrand au Maroc, certifie le correspondant du *Monde*, seul journaliste témoin. 7 h 25 en Guyane, l'appareil décolle. A bord les mêmes, plus cinq gendarmes supplémentaires, appartenant à l'unité de l'aéroport. Les Boliviens – policiers, médecin et journalistes – sont toujours du voyage, mais à l'avant de l'avion, désormais séparés de Barbie qui n'est plus de leur ressort et est gardé à l'arrière.

Des Boliviens jusqu'en France

Destination Lyon. C'est, juridiquement, dans l'ordre des choses : le mandat d'arrêt international avait été lancé le 3 novembre 1982 par un juge d'instruction lyonnais, *M. Christian Riss, après l'ouverture* d'une instruction pour « crimes contre l'humanité » sur la foi de nouveaux témoignages de résistants et de déportés. Près de neuf heures de vol. Aux rumeurs boliviennes de la veille succèdent celles, françaises, sur l'aéroport de retour.

Impatience déçue : aucun témoin extérieur ne verra l'ancien chef de la Gestapo avant que le portail en fer de la prison Montluc, à Lyon, se referme sur le passage de deux fourgons de la gendarmerie, samedi à 22 h 25, heure française. Volant dans l'espace militaire aérien, le DC 8 se pose peu après 20 heures sur la base militaire d'Orange, là où personne ne l'attendait. L'avion continuera vers Paris, avec à bord ses passagers boliviens, mais sans Barbie, qui sera transféré par hélicoptère Puma à la base aérienne militaire de Corbas, à l'est de l'agglomération lyonnaise. De là, à 21 h 30, il est emmené sous bonne escorte et à allure très réduite à la prison Montluc, sans passer par l'étape habituelle des prévenus qui voient prononcer leur mise sous écrou au palais de justice de Lyon.

Une précaution décidée en raison de l'incident qui s'était déroulé vers 18 h 40 dans le hall de l'aéroport de Lyon-Satolas.

Une femme âgée de quarante-quatre ans, originaire d'Oullins, est interpellée alors qu'elle traverse le hall, une carabine 22 long rifle chargée dissumulée sous une couverture bleue à carreaux blancs. Née en 1939, elle avait été internée au camp de Drancy en 1944 pendant trois mois *en* compagnie de ses parents. En proie, selon des témoins policiers, à une *« émotion intense »*, elle indique qu'elle voulait *« faire justice elle-même »*. Elle est remise en liberté dans la soirée.

Une révolte individuelle qui contraste avec le calme des quelque cinquante anciens déportés et résistants qui avaient *« laissé leurs banderoles dans leurs voitures »* et qui souhaitaient *« témoigner »* à l'arrivée de Klaus Barbie. En fin d'après-midi, une première manifestation s'était déroulée à Lyon même. près du *« veilleur de pierre »* de la place Bellecour : dans les deux cas, les témoignages des survivants se voulaient *« dignes »* mais n'empêchaient pas la manifestation d'un certain *« soulagement »*. *« Ce n'est pas leur tête que l'on veut, mais leur langue »* : cette formule de M. Eigeldinger (matricule 38 008 à *Buchenwald) résume le souhait* dominant des anciens résistants et déportés présents à Satolas : savoir.

Dernier acte du périple : M. Christian Riss, juge d'instruction, les procureurs Berthiez et Fouletier, ainsi que le bâtonnier en exercice, Me Alain de La Servette, attendaient à la prison Montluc Klaus Barbie, placé dans un secteur « non pénitentiaire ». L'interrogatoire est bref. Après le questionnaire d'identité, l'inculpation de « crimes contre l'humanité » lui est signifiée. Placé aussitôt sous mandat de dépôt, Barbie répond en allemand à des questions traduites par deux interprètes, mais il semble, selon un témoin, *« comprendre le français »*. *« Les questions de fond n'ont absolument pas été abordées »*, indique le bâtonnier Alain de La Servette.

Klaus Barbie est apparu très *« fatigué »*, voire *« prostré »*, aux témoins qui l'ont rencontré à l'intérieur de la prison. *« Fatigué comme un homme de soixante-dix ans qui subit le contrecoup de longs voyages aériens, les effets du changement d'altitude et du décalage horaire »*, a précisé prosaïquement le bâtonnier. Toutefois son état de santé – il a été examiné par un médecin de l'administration pénitentiaire – n'imposait pas des mesures particulières : le prévenu Barbie est devenu le prisonnier Barbie, dans le respect total des normes judiciaires françaises. Il est 1 heure passée, dimanche matin.

Enquêtes d'EDMOND FRÉDÉRIC (à Cayenne)
LAURENT GREILSAMER, EDWY PLENEL
CLAUDE RÉGENT (à Lyon) et ALAIN ROLLAT

Une négociation « morale, politique et amicale »

Klaus Barbie a perdu. Le tortionnaire de Jean Moulin et le responsable de la mort de tant d'autres – juifs et non-juifs – a retrouvé les geôles froides de la forteresse de Montluc, où il faisait, entre 1943 et 1944, couler le sang chaud de ses victimes. Son expulsion et son transfert ont conclu, selon l'un des acteurs de ce *« retour »* en France du *« boucher de Lyon »*, une *« négociation morale, politique et amicale »*. Jamais, en effet, les conditions n'avaieny été aussi favorables pour que la France obtienne l'expulsion de *Barbie*.

La Bolivie d'abord. M. Hernan Siles Zuazo, dirigeant d'une coalition de gauche, a accédé au pouvoir le 10 décembre 1982. La Bolivie revenait ainsi il y a quelques mois à la démocratie, repoussant ses démons et tout un cortège de coups d'Etat et de régimes autoritaires. Souhaitant améliorer son image de marque, se réinsérer dans la communauté internationale et bénéficier d'une aide économique et financière large, le gouvernement de La Paz pouvait dès lors être disposé, par un geste symbolique, à montrer à l'opinion publique internationale un nouveau visage.

La France, ensuite. Une France conduite par la gauche, qui a vu avec sympathie le président Siles Zuazo devenir président de la République. Une France qui n'a pas oublié le cas de Klaus Barbie (réfugié en Bolivie depuis plus de trente ans), dont la France avait déjà demandé l'extradition, en 1972. Barbie reste dans les mémoires. Le meilleur signe en est que M. Mitterrand, le jour de son accession à la présidence de la Républi*que, se rend au Panthéon, où il s'in*cline, notamment, devant le tombeau contenant les cendres de Jean Moulin, arrêté et torturé par Barbie. Dans l'entourage de M. Mitterrand même, M. Gaston Defferre, n'a pas oublié. *Ni son ami Jean Moulin*, avec qui il avait longuement conversé le matin même de son arrestation, ni Barbie. M. Robert Badinter n'a pas oublié non plus, dont le père, résidant à Lyon, fut déporté à Auschwitz et qu'il ne revit plus.

Entre la France et la Bolivie, les conditions sont donc favorables. La France, pour certains, se doit de reprendre contact avec la Bolivie. En novembre 1982, Me Serge Klarsfeld, *président des fils et filles de déportés* juifs de France, se rend à l'Elysée pour *« ranimer les énergies »*. Une partie diplomatique s'engage alors qui ne sera, bien sûr, connu que plus tard. L'Elysée et le ministre des relations extérieures sont les acteurs principaux des négociations. Les approches sont délicates. La Bolivie a le sentiment d'être l'objet de pressions, même discrètes, alors même qu'il existe, pour beaucoup de Boliviens, un contentieux non apuré entre les deux pays. Une sorte de dette. Rappelons simplement l'assassinat de l'ambassadeur de Bolivie en France, à Paris, le 11 mai 1976, dont les auteurs n'ont jamais été arrêtés.

Ces difficultés sont très probablement surmontées grâe aux relations privilégiés existant entre l'ambassadeur de France à La Paz, M. Raymond Césaire, et le président Siles Zuazo, depuis le coup d'Etat de 1980. A l'Elysée, on apprécie le travail *de M. Césaire nommé à ce poste* par M. Giscard d'Estaing. M. Regis Debray, chargé de mission auprès de M. Mitterrand, est intervenu pour que ce diplomate soit décoré de la légion d'honneur.

La *négociation – « morale, politique et amicale »* – sera déterminante. L'aspect juridique du dossier est en effet moins positif pour la France. La demande d'extradition des autorités françaises doit arriver par la valise diplomatique le 4 février. Mais l'examen de celle-ci sera à l'évidence très long. Il n'existe pas de convertion entre les deux pays. Au surplus, la Cour suprême qui examinera la demande française n'est pas favorable au président Siles Zuazo et il est fort peu probable qu'elle donne son accord à l'extradition de Klaus Barbie.

Dans ces conditions, un autre scénario prend forme. Paris sait qu'il faut plus espérer en une expulsion *qu'en une extradition*. La *« partie diplomatique »* aboutira finalement à l'arrestation, le 25 janvier, de Klaus Barbie, accusé d'une escroquerie contre la compagnie minière de l'Etat bolivien, en 1968. *« Arrestation-prétexte »* qui permet au gouvernement de La Paz d'avoir sous la main, Barbie.

Il reste dès lors à la Bolivie, à la République fédérale d'Allemagne (R.F.A.), qui a demandé l'extradition de Barbie en mai 1982, et à la France à se mettrent d'accord. La R.F.A. accepte que Barbie soit expulsé vers la France. La Bolivie doit alors prendre sa décision. C'est chose faite à la fin du mois de janvier,ou au plus tard le 1er février, avant *que M. Pierre Mauroy ne parte* en Guyane. Tout se prépare dans la plus grande discrétion. Le garde des Sceaux étudie avec soin, les conditions dans lesquelles les droits de la défense pourront être normalement *assurés à l'interpellé. Un DC-8 est* envoyé en début de semaine à Cayenne. Les autorités boliviennes attendront que M. Mauroy ait gagné la Martinique pour expulser Barbie qui vient tout juste, par l'intermédiaire de ses *hommes* de loi, de verser les dix mille dollars qu'il devait à la Bolivie.

Sur l'ensemble de ces négociations, les autorités françaises ont choisi pour l'instant le silence. *« L'important, la seule chose qui compte, c'est que Barbie soit à présent en France »*, dit-on.

Un vaincu impénitent

(Suite de la première page.)

En trente ans, les rangs de ceux qui pouvaient le perpétuer se sont éclaircis, et les survivants ne pou*vaient guère maintenir qu'entre eux* l'évocation des temps du malheur, conscients qu'ils étaient de leur isolement et de leur vanité qu'il pouvait y avoir à raconter à l'extérieur ce qui ne paraissait plus devoir être reçu que comme des histoires d'anciens combattants.

Que voulaient au reste des millions d'enfants, nés après ces drames, ou adultes d'aujourd'hui ? Le soin paraissait bien laissé à l'histoire de leur transmettre, s'ils en éprouvaient le besoin, les éléments d'appréciation. Ainsi, durant deux décennies, jusqu'au début des années 70, on vécut entre le pardon plus ou moins accordé et l'oubli auquel, officiellement, on soutenait *toujours* qu'il ne devait *pas*, lui, être consenti.

Et s'il est vrai que l'on juge encore, çà et là, dans les délais d'une prescription non encore écoulée, quelques tortionnaires tardivement *retrouvés, tel un Jacques Vasseur*, interprète à la Gestapo d'Angers, et que la Cour de sûreté de l'Etat condamna à mort, et qui se retrouve aujourd'hui en réclusion perpétuelle, on apprenait que, à la faveur de grâces présidentielles, certains, et non des moindres, de ceux qui les avaient précédés au prétoire, tels Oberg et Knochen, tel encore Paul Touvier, l'ancien de la milice de Lyon, avaient retrouvé la liberté. Les protestations à ces nouvelles n'émanèrent jamais profondément que de ceux pour qui on ne pouvait transiger avec l'inexpiable.

L'heure des contre-offensives

Cependant, le combat commençait à s'engager entre ceux qui, à la faveur de cette époque de lassitude, commençaient à remettre en cause la réalité des témoignages recueillis, à juger que les choix faits pendant les années d'occupation pouvaient tenir plus du hasard que de motivations profondes et que, en fin de compte, l'idée qu'on avait du nazisme relevait seulement d'idées reçues trop vite, et ceux pour lesquels, au contraire, il devenait urgent de mettre le holà à une telle déviation.

Ainsi vint le moment des contre-offensives. Mais il convient d'observer que celles-ci se fondèrent surtout sur le génocide des juifs et la contribution qu'avaient pu apporter à ses concepteurs des Français, miliciens ou non, préfets ou secrétaires généraux, hauts fonctionnaires ou ministres. La notion d'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité permit ainsi l'ouverture de procédures nouvelles, telles celles contre M. Jean Leguay, délégué à la police de Vichy en zone occupée, de M. Pierre Bousquet, qui en était alors le secrétaire général, et, plus récemment, le 19 janvier, contre M. Maurice Papon, ancien secrétaire à la préfecture de la Gironde, entre 1942 et 1944. C'est dans ce contexte qu'il faut donc bien situer aujourd'hui l'affaire Barbie. Elle éclipse assurément l'une et l'autre et pourrait, dans une certaine mesure, être pour la France ce que fut l'affaire Eichmann pour Israël, dans une certaine mesure seulement. L'opinion française ne vivra assurément pas l'affaire Barbie dans les mois à venir comme l'opinion israélienne a vécu, en son temps, l'affaire Eichmann jusqu'à son épilogue.

Ce qui reste commun entre elles, c'est d'abord, évidemment, l'impunité dont purent bénéficier les deux hommes réfugiés l'un et l'autre dans cette Amérique latine, terre d'asile *complaisante* et *plus encore champ* de relève dans des pays où leur passé, loin de les desservir, leur offrait, sinon un nouvel exercice de leurs compétences, du moins une sérénité qu'ils pouvaient croire perpétuelle. C'est aussi, peut-être, l'incomparable médiocrité de leurs origines dont seule les a dégagés l'adhésion à ce régime nazi qu'ils devaient servir, l'un et l'autre : l'un, en comptable et gestionnaire d'une extermination hors du commun, vécut en bureaucrate ; l'autre, en homme de police sur le terrain, dont toutes les victimes survivantes disent que le plaisir éprouvé à infliger les coups et *la torture l'emportait sur l'intelli*gence, l'astuce dont d'autres purent faire preuve dans cette même chasse à la Résistance et aux juifs. Pourvoyeurs des camps et des fosses communes l'un et l'autre donc, mais dans des registres différents.

Les dossiers vont donc se rouvrir. Il ne faut pourtant pas s'y tromper. Klaus Barbie, dont les comportements comme les propos, en Bolivie ou dans ses autres refuges, montrent qu'il demeure attaché à ce qu'il fut, ne va pas manquer, dans la mesure de ses moyens, de contre-attaquer. Conscient que la France d'aujourd'hui a révisé l'image du pays symbole d'une résistance unanime, qu'elle est de plus en plus soucieuse de savoir, quitte à en souffrir *a posteriori*, comment *« tout cela a pu arriver »*, il jouera sa dernière partie avec des cartes vraies ou biseautées qui lui permettront de compromettre, de diviser, de raviver les feux mal éteints.

La difficulté sera précisément de mesurer à leur exacte valeur la portée de ses coups. Car tout permet de penser que ce n'est pas un vaincu résigné à reconnaître seulement ce que fut sa funèbre puissance que la France vient de récupérer, mais un ennemi pour qui la guerre continue.

Le pourquoi du nazisme

Que ce soit sur l'affaire de Caluire, sur l'origine des informations qui lui permirent d'arrêter, le 21 juin 1943, Jean Moulin et ses compagnons ; *que ce soit sur l'aide qu'il put rece*voir pour les rafles de juifs, pour les dénonciations permettant la prise d'otages et les exécutions, comme ces fusillades de La Doua ; que ce soit même sur la facilité avec laquelle il put réaliser des actions sanglantes menées jusqu'à l'été 1944, il faut savoir que sa vérité ne sera pas forcément la vérité. S'il a pris de l'âge, ceux qui restent pour le contredire en ont pris aussi et bien de leurs compagnons sont morts.

Pour que le procès à venir soit véritablement une contribution à l'histoire, il faudrait donc que sa dimension dépasse cà à quoi, durant le temps d'une fin de semaine, on a pu avoir l'impression qu'il était ramené. Il ne suffira pas d'entendre dire et redire – parce qu'il le faut bien, parce que, hélas ! c'est trop souvent le seul moyen de fixer l'attention – comment il frappait, s'achamait, de dépeindre le sadique mettant des hommes en sang en présence d'une femme qu'entre deux volées de nerf de bœuf ou de coups de poing il embrassait à bouche que veux-tu.

Il faudra bien, au-delà, tenter de rechercher pourquoi le système, le nazisme, a pu voir adhérer à lui, pour un tel travail, un homme qui tint sa place avec un pareil plaisir. C'est contre ce système que se battaient *aussi les résistants*, sachant ce qu'il était, sachant aussi ce qu'il leur réservait en cas de capture.

Mais le procès de Klaus Barbie, tortionnaire en retraite forcée, ne saurait se ramener à sa seule personne. La France de la guerre d'Algérie aurait-elle pu, au reste, s'en offrir le luxe ? Et aujourd'hui, en un temps où les méthodes qu'il employa, importées sous d'autres cieux, continuent de faire florès, comme le rappellent, année après année, les rapports d'Amnesty international, voilà encore qui peut faire dire à Barbie dans son for intérieur qu'il n'est malheureusement pas un vaincu.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

de Klaus Barbie

donc cette perspective et avec ce souci qu'a été ouvert à Lyon l'information dont est chargé M. Christian Riss.

Il semble que cette information soit fondée sur trois éléments qui n'auraient pas été retenues à l'origine : une rafle parmi les personnels des ateliers de la S.N.C.F. à Oullins (Rhône), l'arrestation et la disparition d'une quarantaine d'enfants juifs réfugiés à Izieu (Ain) après la déportation de leurs parents, enfin une opération du S.D. allemand de Lyon qui entraîna quatre-vingts arrrestation.

Il est vraisemblable qu'au-delà de ces trois chapitres d'autres puissent apparaître à la faveur de nouveaux témoignanges. Encore faudra-t-il que les faits nouveaux qu'ils pourraient mettre en lumière entrent dans la définition que donne l'article 6 de la Charte du tribunal militaire à Nüremberg signé le 8 août 1945, des crimes contre l'humanité : « *L'assassinat, l'extermination, la réduction au esclavage, la déportation et tous autres actes inhumains commis contre toutes populations civiles, avant ou pendant la guerre, ou bine les persécutions pour des motifs politiques, raciaux ou religieux* ».

C'est dire que le crime contre l'humanité est formellement distingué du crime de guerre et qu'en le définissant les auteurs de la charte entendaient bien viser ce qui, au-delà des infractions aux vieilles « lois de la guerre », qui ne sont jamais l'apanage d'un seul, constitua l'un des fondements particuliers du régime nazi pour qui pouvait exister des « unter manche » des sous-hommes, juifs, tziganes et autres « associaux ».

Quels seront maintenant les avocats dont Barbie va faire choix pour jouer sa dernière partie ? Il est évident que la présence samedi soir de Mᵉ Alain de la Servette, bâtonnier en exercice du barreau de Lyon, au moment de la notification des inculpations, a été surtout symbolique d'une manifestation du droit de tout inculpé à une défense. C'est sans doute en Allemagne que Barbie va choisir ses avocats en sachant que ne manquent pas les spécialistes pour une cause comme la sienne. Il lui faut des conseils avertis du droit international et même du droit bolivien puisque déjà semble apparaître chez certains juristes, comme le professeur Jean-Claude Soyer, dans *le Figaro*, du lundi 7 février, une contestation sur la légalité de son expulsion. C'est-à-dire que la situation juridique est bien plus complexe qu'elle a pu l'être pour les procédures engagées contre MM. Jean Legay, ancien délégué à la police en zone occupée et Maurice Papon, ancien secrétaire général de la Gironde de 1942 à 1944, l'un et l'autre n'ayant jamais quitté la France et surtout n'y ayant jamais été mis en cause judiciairement, le premier avant le 12 mars 1979, le second avant le 19 janvier dernier. – J.-M. Th.

Le gestapiste

Au service de Himmler

L'homme que les jurés de la cour d'assises du Rhône auront à juger est né le 25 octobre 1913, à Bad-Godesberg, dans le district de Bonn. Son père, qui fut employé de bureau avant de devenir instituteur, mourra à l'âge de quarante-cinq ans des suites de blessures reçues lors de la première guerre mondiale. Après avoir fréquenté jusqu'à l'âge de onze ans l'école communale où enseigne son père, Klaus Barbie entre au lycée Friedrich-Wilhelm, à Trèves. Depuis avril 1933, il est inscrit aux Jeunesses hitlériennes. En 1934, il est bachelier. Plutôt que d'entreprendre des études universitaires, il se porte volontaire pour le service du travail *(Arbeitsdienst)*, qu'il accomplira de la fin avril à la fin octobre 1934, à Niebull, dans le Schleswig-Holstein.

C'est au début de l'année suivante qu'il entre en contact avec les services de sécurité d'Himmler, *reichsführer* des S.S. En septembre 1935, Klaus Barbie devient S.S., sous le matricule 272/284, et est affecté au service central du S.D. section IV D. à Berlin. Il y reste deux années, puis est muté au service central du S.D., « haut département Ouest » des S.S., à Düsseldorf. C'est en mai 1937 qu'il s'inscrit au parti nazi, et reçoit la carte portant le nº 4 583 085.

En avril 1939, Klaus Barbie se fiance avec Regina-Margareta Willms, une jeune femme de vingt-trois ans qui vit à Düsseldorf. Inscrite au parti, elle travaille à la crèche de l'organisation des femmes nazies. Le mariage a lieu à Berlin, le 25 avril 1940. Cinq jours avant la cérémonie, Klaus Barbie qui était *Oberscharführer* depuis septembre 1939 a été promu au grade de S.S. *Untersturmführer*.

En mai 1940, Klaus Barbie est nommé à La Haye (Pays-Bas), à la section des affaires juives de la Sipo-S.D. de cette ville. Promu S.S. *Obersturmführer* en novembre 1940, il sera décoré le 20 avril 1941 de la Croix de fer de 2ᵉ classe. De janvier 1941 à mars 1942, Klaus Barbie est en poste à la section des affaires juives du Kommando extérieur de la Sipo-S.D. d'Amsterdam. C'est le 21 mai 1942 qu'il est affecté pour la première fois en France en qualité de chef de la Sifo-S.D. à Gex (Ain). En novembre de la même année, il prend la tête du département IV de la Gestapo de Lyon. Le 9 novembre 1943, il est décoré de la Croix de fer de 1ʳᵉ classe avec épée. Il est probable que la neutralisation de Jean Moulin et de ses compagnons arrêtés avec lui à Caluire, en juin 1943, ait été à l'origine de cette récompense. En mai 1944, Klaus Barbie devient l'adjoint du commandant en chef de la Sipo-S.D. de Lyon.

Nommé au grade d'*Hauptsturmführer* le 9 novembre 1944, Klaus Barbie est remis à la disposition du S.D. de Dortmund. Interné par les Américains, puis, selon certains, engagé dans leurs services spéciaux, Klaus Barbie avait acquis la nationalité bolivienne en octobre 1957, sous le pseudonyme d'Altman, six ans après son arrivée, en mai 1951, dans ce pays.

J.-M. D.-S.

Zélé et minutieux

« Un bon camarade, aimant la vie »... C'est de la sorte que le dossier personnel établi en octobre 1940 par la Gestapo note Klaus Barbie. On peut y lire aussi que l'homme a un comportement personnel *« bon »* et *« rigide »*, qu'il se montre en toutes circonstances *« discipliné »* et *« impeccable »*, que sa situation de famille est *« ordonnée »* et sa situation de fortune *« en ordre »*. Il est doté d'une vivacité intellectuelle se situant *« dans la bonne mesure »* et d'une aptitude à la compréhension jugée *« bonne »*, que renforcent une volonté et une détermination *« développées »*. De culture et d'éducation *« bonnes »*, ce *« collaborateur zélé et minutieux »*, dans lequel ses supérieurs n'ont su trouver aucune *« faiblesse particulière »*, possède, selon eux, *« un jugement clair »* et de *« solides capacités de jugement »*. *« Un Homme sûr »*, conclura la note.

Comment Klaus Barbie a-t-il tenté par le passé de justifier son action ? En janvier 1972, à Lima, il déclare que *« participer à une guerre comporte des risques, même si on n'a fait que son devoir »*. La même année, il se dépeint comme *« un vieux national-socialiste »* qui n'a pas *« changé d'idée »* trente années plus tard. En mai 1973, il se dit *« plus fier »* de ce qu'il a fait *« que peut l'être Willy Brandt qui a trahi l'Allemagne sous l'uniforme norvégien »*. La même année, il dira encore : *« Je ne reconnais pas les crimes de guerre. Il n'y a ni liberté ni humanité, il n'y a ni bon ni mauvais... Je suis un SS, c'est comme un surhomme, c'est un professionnel choisi par Hitler. »* Pour conclure par : *« Je ne suis pas un fanatique mais un idéaliste. »*

Un sadique

M. Raymond Aubrac, qui fut interrogé par Barbie après le coup de filet de Caluire, garde ce souvenir : *« Les séances étaient toujours les mêmes. On était menottés, les mains dans le dos ou sur le ventre. Il questionnait et cognait. Il reprenait toujours la même question, par exemple : où sont les armes ? Et il cognait de nouveau à la matraque, au gourdin ou à la cravache. Moi, je m'évanouissais à chaque fois. J'étais rapidement réveillé à coups de pied dans les côtes.*

» Il y avait certains jours, dans le bureau, une jeune femme qu'il serrait de près. J'ai eu le sentiment précaire d'être en face d'un sadique. Il parlait très bien le français, pratiquement sans accent. Avant d'être entre ses mains, nous savions qu'il avait la réputation d'être d'une très grande brutalité. J'ai eu le sentiment aussi qu'il n'était pas très fin. On n'avait pas l'impression qu'il travaillait avec intelligence. Non, il cognait, un point c'est tout. »

Le martyre de l'enfant juif

Lyon. — Mme Alice Vansteenberghe avait trente ans. Arrêtée le 5 août 1944, torturée puis déportée, elle souffre encore des sévices infligés par les membres de la Gestapo lyonnaise (elle a eu cinq vertèbres cassées). Elle se souvient des *« minuscules cellules »* de la prison Montluc, où elle était enfermée avec onze autres codétenues ; des séances d'*« interrogatoire que menait Schmitt, l'adjoint de Barbie »*. Ce dernier *« allait de salle en salle, surveillait les opérations, venait voir si Schmitt me torturait correctement »*.

Elle se souvient aussi des grilles que *« l'on chauffait devant les cheminées — en plein été — pour les appliquer sur la plante des pieds de son chef de réseau »*. Un épisode l'a profondément marquée : *« J'ai vu Barbie le soir de mon arrestation arracher un petit garçon juif des bras de sa mère. Ce petit garçon très bien, très propre, avec ses cheveux blonds retenus par une barrette, on ne l'a jamais revu, ni sa mère qui a fait partie du convoi pour Auschwitz du 11 août 1944. »*

Aujourd'hui, Mme Vansteenberghe refuse l'oubli. Elle souhaiterait pouvoir témoigner devant la justice, *« ne serait-ce qu'à cause de ce petit enfant juif »*. — C. R.

Les années d'après guerre

UN ENTRETIEN AVEC SERGE ET BEATE KLARSFELD

De l'agent américain au « conseiller » bolivien

Mᵉ Serge Klarsfeld, avocat au barreau de Paris, et sa femme Beate consacrent leur vie à faire en sorte que les atrocités commises au nom de l'idéologie nazie ne soient pas oubliées. Leur combat pour la mémoire s'appuie sur des dossiers épais et précis. Beate Klarsfeld, qui a la double nationalité française et allemande, agit *« en tant qu'Allemande et non-juive »*. Mᵉ Klarsfeld, dont le père est mort à Auswitz, agit en tant que président des fils et filles de déportés juifs en France. Ce sont eux qui ont retrouvé Klaus Barbie en 1971.

« Lorsque les forces armées américaines pénètrent en Allemagne, à la fin de la guerre, Klaus Barbie est en poste à Dortmund dans la police nazie. Il est alors interné à Oberursel. Et puis on le retrouve en 1971 lorsque Beate Klarsfeld établit que Klaus Altman ne fait qu'un avec Klaus Barbie. Qu'a-t-il fait entre 1945 et 1971 ?

— Au départ, il devient agent américain comme beaucoup d'agents de la Gestapo qui sont recyclés dans les activités anticommunistes, les Soviétiques faisant peut-être de même dans leur zone. Il y a plusieurs exemples de criminels nazis devenus agents à la Libération : Hanns-Dietrich Ernst, chef de la Gestapo d'Angers, quatre fois condamné à mort en France par contumace, est devenu un agent anglais et a été arrêté en zone soviétique ; un autre grand criminel, dont je ne peux pas encore donner le nom, qui était l'un des plus célèbres tortionnaires de la Gestapo, a travaillé pour la France en zone soviétique.

» Barbie faisait le même travail pour les Américains. A une époque, par exemple, il a recherché des renseignements sur la Roumanie, au moment de la « guerre froide ». Il a pu remplir des m issions périlleuses en Union soviétique. Il vivait en Allemagne sous divers noms d'emprunt. Cette vie a été troublée parce que, d'une part, il a commis un vol de bijoux qui a attiré l'attention des autorités policières allemandes. C'était en 1946, à Kassel. D'autre part, en 1947, il y a le procès de René Hardy, en France, qui est accusé de trahison.

[René Hardy est soupçonné d'avoir conduit les Allemands, et Barbie en particulier, sur les traces de Jean Moulin, chef de la Résistance. Il sera acquitté au cours de deux procès en 1947 et 1950.]

» Un juge d'instruction délivre alors une commission rogatoire et un commissaire de la D.S.T., Louis Bibes, se rend en Allemagne à trois reprises, dans les locaux de l'armée américaine. Il interroge Barbie en présence d'officiers américains, après un arrangement avec le lieutenant White Way. C'est à ce moment qu'un autre juge, instruisant une autre affaire, s'émeut. Il s'adresse à la direction de la justice française, à Baden-Baden, pour qu'elle demande la livraison de Barbie aux autorités américaines. Barbie est un criminel de guerre, le nº 239 sur la liste nº 1 établie en 1944 par les Alliés. Il n'y a pas de réponse.

Le département d'Etat

» Finalement, on apprend que les autorités américaines le protègent. Alors, cela monte d'un cran. L'ambassadeur français auprès du commandant en chef français demande à son homologue américain la livraison de Barbie. La réponse est toujours dilatoire. La conclusion des autorités françaises en Allemagne est que Barbie est un agent qui travaille pour les Américains et qu'ils ne veulent pas le livrer. Arrive encore une demande : la France intervient pour que Barbie soit témoin à une audience. Une proposition de marché a lieu. Cela n'a jamais été dit. Les Américains déclarent en substance : nous voulons bien que Barbie vienne en France témoigner contre René Hardy, mais nous y posons des conditions. Premièrement, que Barbie revienne ensuite en zone américaine. Deuxièmement, que la durée du séjour en France soit limitée et que sa protection physique soit assurée. Le gouvernement français refuse ce marché. Furieux, il s'adresse à son ambassadeur à Washington, en mai 1950, pour qu'il demande l'extradition de Barbie. L'ambassadeur fait savoir que les Américains n'arrivent pas à localiser Barbie. C'est la réponse du département d'Etat. Ce qui veut dire que, à ce moment là, les Américains ont poussé Barbie en dehors de l'Allemagne. D'une part, parce que l'Allemagne est devenue autonome en 1949 et, d'autre part, parce qu'il y a un mandat d'arrêt délivré contre Barbie. Il quitte donc l'Allemagne, devenu trop gênant, pour l'Argentine et, de là, gagne la Bolivie.

— *Certaines personnes, en dehors des Américains, savent-elles alors qu'il est Klaus Barbie ?*

— Je sais que des Allemands d'Amérique du Sud pensaient que c'était Dannecker, chef de la section antijuive de la Gestapo. Ils savaient que c'était un criminel de guerre nazi. A mon avis, le S.D.E.C.E. (Service de contre-espionnage français) devait savoir aussi que Altman était Barbie. Avant que nous le découvrions ! Cela me paraîtrait anormal que ce soit des gens comme nous qui l'ayons découvert...
D'autres Allemands le savaient, mais qui étaient plutôt de son côté.

La cavale nazie

— *A partir de 1950, Barbie travaille-t-il toujours pour les Américains ?*

— A mon avis non. En 1950, il s'établit comme homme d'affaires. Il crée une scierie. Il s'associe même, paraît-il, à un juif. Il avait certainement été appelé en Bolivie par le M.N.R., Mouvement national révolutionnaire, qui s'installait au pouvoir en 1952. A cette époque, il serait venu avec un autre Allemand et des Croates. Ils se sont établis à La Paz et ont travaillé dans la police politique. Les Croates ont dû repartir vers le Brésil. Lui est resté. A-t-il continué son travail dans la police ou, à la limite de l'homme d'affaires, a-t-il donné des conseils ? C'est moins clair. Je crois qu'il avait été appelé pour mettre au point un système de transmission ou d'écoutes. C'était son métier : il était policier. Ayant de l'entregent et la police ne payant pas beaucoup, il s'est occupé d'affaires et a commis des escroqueries.

— *Depuis que Beate Klarsfeld a publiquement établi qu'Altman, c'est Barbie — en 1971, — les choses sont plus précises.*

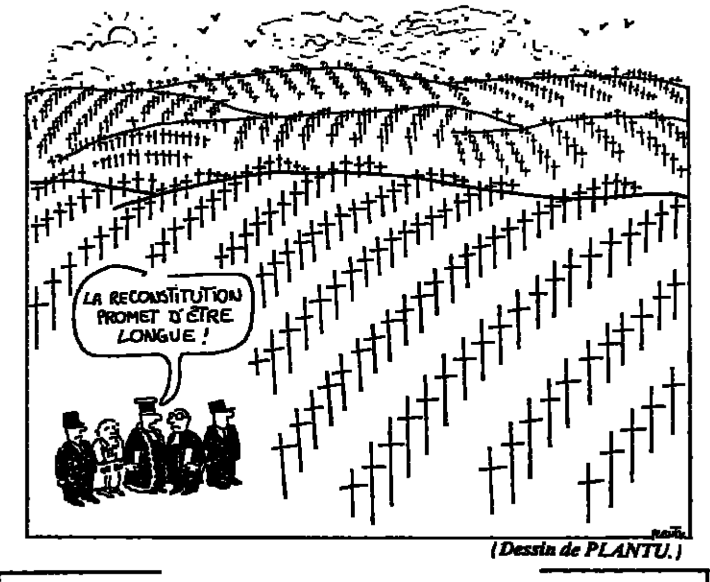
— Depuis 1971-1972, on s'est surtout attaché à savoir s'il avait l'intention de quitter la Bolivie, s'il avait envie de partir dans un coin perdu. Il est arrivé deux ou trois fois que les circonstances l'aient obligé à déménager. On a envoyé quelqu'un qui a pu reprendre la piste, savoir où il était. C'est tout. Nous sommes loin d'être un service. Nous avions des gens introduits dans l'entourage de Barbie. Il est délicat d'en parler.

— *Lors du changement de pouvoir en Bolivie, il aurait dû se méfier.*

— Il s'est cru réellement protégé par l'environnement bolivien et il a perdu le sens du danger. Il voulait rester. Sa femme et son fils sont morts là-bas. C'est un homme de famille. Il n'a jamais une pensée pour ses victimes, mais il est très prévenant pour les siens.

» Au fond, une de ses grandes joies (nous le savons par des témoignages), c'était qu'il n'avait « pas été eu ». Maintenant, on l'a eu. Et ça, c'est quelque chose qu'il doit supporter très mal. Pas pour sa personne, mais parce qu'il représentait le criminel nazi non repenti, la cavale nazie, et que, malgré tout, ça prend fin. »

Propos recueillis par
LAURENT GREILSAMER.



(Dessin de PLANTU.)

L'homme de La Paz

M. Yvon Le Bot, chercheur au C.N.R.S. et spécialiste de la Bolivie, nous a adressé le témoignage suivant :

Klaus Barbie ne revient pas d'une retraite modeste et cachée en Bolivie, et encore moins d'une fuite quotidienne et sans fin comme celle d'un Mengele, par exemple.

Depuis que sa véritable identité avait été révélée il y a une dizaine d'années, il menait une vie relativement publique, avec toutefois des activités mal connues sur lesquelles il est à souhaiter que son procès en France jette aussi quelque lumière. Il continuait, en effet, de se comporter, de s'exprimer et d'agir en nazi dans son pays d'adoption. En tenant compte — mais à peine — des intermittences de la vie politique bolivienne.

Entre ses séjours dans sa maison de Cochabamba ou ses voyages discrets dans des pays voisins, on pouvait le voir dans les rues de La Paz, aux abords de l'appartement des amis qui l'hébergeaient près de l'Alliance française, en fin d'après-midi au café du club La Paz, rendez-vous d'une partie de la classe politique, ou encore au club allemand...

Les témoignages ne manquent pas au sujet de ses agissements et des incidents qu'ils ont parfois occasionnés : en 1979, il se présente avec sa femme et six personnes armées — des Allemands, semble-t-il — à la Pena Naira, cabaret folklorique hanté en d'autres temps par la chanteuse chilienne Violeta Parra et halte obligée des touristes français dans les Andes. Vers la même époque, sa présence à l'aéroport de La Paz en même temps qu'un groupe de Français donne lieu à un esclandre. Une autre fois, il ouvre sa porte à des journalistes nord-américains... pour les livrer ensuite à la police bolivienne, qui les retient prisonniers pendant huit jours.

Il y a à peine six mois, il rendait encore visite, dans son palais présidentiel, au général Vildoso, dernier en date des chefs d'Etat militaires, *« pour régler un problème administratif »*, a-t-il assuré. Lorsque celui-ci fut remplacé, le 10 octobre, par M. Siles Zuazo, l'actuel président civil, qui fit aussitôt connaître ses intentions à son égard, on pouvait s'attendre que Barbie cherche à se réfugier dans un pays voisin. Il n'en fut rien. On l'aperçut encore en octobre dans l'artère principale de la capitale, flanqué comme à l'habitude de son garde du corps, et on put lire dans la presse bolivienne des déclarations dans lesquelles il contestait aux autorités boliviennes le droit de l'expulser ou de l'extrader, menaçait de faire des révélations sur la collaboration en France durant l'Occupation et comparaît son rôle à Lyon à celui d'un Français devenu célèbre et qui fut en rapport avec la guérilla du « Che » en Bolivie en 1967 ! Cette attitude de défi, tous ceux qui, comme moi, ont eu l'occasion de le croiser dans les rues de La Paz ont pu la lire dans ses yeux.

En sécurité

Klaus Barbie n'est pas un vieillard repenti que des bras vengeurs sont venus enlever à l'attente possible d'une mort prochaine. Sans doute, ces derniers mois, la mort accidentelle de son fils et celle de sa femme (enterrée en décembre dans le très exclusif cimetière allemand de La Paz) sont-elles pour quelque chose dans son apparente résignation. Mais son comportement et ses déclarations donnent à penser qu'il continuait, jusqu'à son arrivée sur le sol français, à se sentir en sécurité grâce à d'importants « protecteurs » dans la colonie allemande en Bolivie (qui compte toutefois aussi des éléments antinazis, émigrés d'avant-guerre) et dans les cercles militaires.

Les journaux ont fait état d'informations selon lesquelles Barbie — et sa Compagnie transmaritime bolivienne, qui fut la raison sociale officielle dans un pays qui n'a pas de mer — avait déjà l'appui du général-président Barrientos, le réorganisateur de l'armée bolivienne dans les années 60 ; de la livraison d'armes par cette compagnie à l'armée chilienne sous Allende ; de la présence du tortionnaire nazi comme conseiller auprès du ministre de l'intérieur sous la dictature de Banzer (1971-1978), qui rejeta la première demande française d'extradition...

Plus récemment encore, on mentionne aussi des liens possibles avec le groupe cosmopolite néonazi des Fiancés de la mort et avec les auteurs présumés de l'attentat de Bologne, Pier Luigi Pagliai et Stefano Delle Chiae, très actifs dans la répression déclenchée par la dictature de Garcia Meza, et avec la mafia de la cocaïne...

L'INCULPATION DE KLAUS BARBIE

LES RÉACTIONS EN FRANCE...

Dans la majorité

M. MAUROY : aucun esprit de vengeance

M. Mauroy a fait, dimanche 6 février, en Martinique, la déclaration suivante : « *Klaus Barbie, qui était sous le coup d'un mandat d'arrêt lancé par la justice française, a été expulsé du pays où il se cachait. Il a été interpellé par les autorités françaises, inculpé et écroué. En prenant la décision de faire interpeller Klaus Barbie, le gouvernement français n'a obéi à aucun esprit de vengeance.*

« *Il a eu simplement un double souci : d'une part, permettre à la justice française de faire son œuvre, d'autre part, être fidèle au souvenir des heures de deuil et de lutte par lesquelles la France a sauvé son honneur. Il faut que les Françaises et les Français n'oublient pas cette histoire qui est la leur. Il faut que les jeunes générations sachent ce qui a été alors vécu pour être prêtes à toujours sauvegarder la dignité de leur patrie et plus encore la dignité de l'homme. J'ajoute que tout homme demeure, tout au long de son existence, responsable de ses choix et de ses actes. C'est, là encore, une des conditions de sa dignité.* »

Le P.C.F. : Que les tragédies de l'histoire ne se renouvellent pas

M. Gaston Plissonnier, membre du secrétariat du comité central du P.C.F., déclare au nom de son parti : « *Le parti communiste français se félicite que le nazi Klaus Barbie, responsable de crimes contre l'humanité dans notre pays, soit traduit devant la justice française sur la demande du gouvernement. Klaus Barbie fut l'assassin de Jean Moulin, fondateur du Comité national de la Résistance, de Max Barel, fils de notre regretté camarade Virgile Barel et de milliers d'autres patriotes et résistants. Cinquante ans après l'arrivée de Hitler au pouvoir, ce retour sur les lieux du crime ravive les mémoires et la vigilance pour que les tragédies de l'histoire ne se renouvellent pas.* »

M. CAILLAVET : rétablir la peine de mort pour des cas semblables

M. Henri Caillavet (M.R.G.), sénateur du Lot-et-Garonne, a déposé sur le bureau du Sénat une question écrite demandant le dépôt d'un projet de loi rétablissant la peine capitale pour les crimes contre l'humanité. Considérant qu'il « *est salutaire que Klaus Barbie passe enfin en jugement avec toutes les garanties d'une justice indépendante* », M. Caillavet demande au garde des sceaux « *de déposer sans désemparer devant le Parlement, à l'exemple d'Israël, un projet de loi rétablissant la peine de mort pour les crimes commis contre l'humanité* ».

Selon le sénateur, ce projet « *accorderait ainsi aux jurés et magistrats qui composeront la cour d'assises compétente non une possibilité de vengeance, mais une absolue liberté d'appréciation de l'échelle des peines, conformément aux règles admises lors du procès de Nuremberg* ». Pour M. Caillavet, « *l'indicible souffrance des victimes du nazisme et l'honneur porté à leur mémoire restent une exigence de la morale et du cœur* ».

● M. GASTON DEFFERRE, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, a évoqué l'expulsion de Klaus Barbie en ces termes : « *Il a été condamné par contumace. Il est bon maintenant qu'il puisse être jugé contradictoirement et que les familles de ceux qu'il a arrêtés et torturés, puissent faire entendre leur voix. Certains résistants, ceux-mêmes qui l'ont connu, pourront dire ce qu'il en pensent.* » M. Gaston Defferre a aussi rappelé l'arrestation de Jean Moulin pour laquelle Klauss Barbie est impliqué. « *J'ai eu une longue conversation avec Jean Moulin*, a-t-il dit, *le matin du jour où il avait rendez-vous à Caluire, le jour où il a été arrêté. J'ai fait tout ce que j'ai pu pour le dissuader d'aller à ce rendez-vous, car je savais que quelques imprudences avaient été commises, et mon instinct me disait qu'il pourrait y avoir, ce jour-là, un véritable drame.* »

Dans l'opposition

MME VEIL : le procès d'une idéologie plus que d'un homme

Mme Simone Veil, ancien président du Parlement européen, a déclaré qu' « *il faut faire le procès de l'idéologie nazie beaucoup plus que de l'homme lui-même* ». « *De toute façon, il sera condamné à une peine qui ne peut être absolument pas proportionnelle au fait*, a-t-elle précisé, dimanche 6 février, sur Antenne 2, *parce qu'elle s'intègre dans un phénomène idéologique. Ce n'est pas tellement l'homme qu'on a voulu mettre en cause, mais surtout l'idéologie dont il se réclamait encore* », a-t-elle ajouté. Mme Veil, qui considère que « *les crimes contre l'humanité s'inscrivent beaucoup plus dans un souci d'histoire que dans le souci de vengeance par rapport à un homme* », estime enfin que le procès de Klaus Barbie « *ne concernera pas seulement la justice française, mais qu'on le regardera depuis tous les pays qui ont été occupés et depuis Israël* ».

M. JACQUES CHIRAC : juger dans la sérénité, mais avec fermeté.

M. Jacques Chirac s'est félicité, dimanche, de l'expulsion de Klaus Barbie vers la France et a souhaité que « *la justice soit rendue dans la sérénité, mais avec fermeté* ». M. Chirac a considéré qu'il était « *souhaitable que la justice fût enfin rendue dans cette affaire* ».

● *M. Francisque Collomb*, maire de Lyon : « *Au moment où Klaus Barbie va devoir enfin rendre des comptes à la justice française dans la capitale de la Résistance, il est bon que les Lyonnais, avec toute la France, se souviennent des heures tragiques de l'Occupation. Il est salutaire que notre jeunesse sache à quelles terribles conséquences peuvent conduire les dictatures. En tout cas, Klaus Barbie, dans un pays libre, a d'ores et déjà commencé à bénéficier, lui, des garanties judiciaires et des chances qu'il n'a pas laissées à Jean Moulin et aux autres victimes de la nuit nazie.* »

... ET A L'ÉTRANGER

Les Allemands sont soulagés que le criminel de guerre ait été livré à la France

Bonn. — L'arrestation de Klaus Barbie n'a pas causé moins d'émotion en Allemagne qu'en France. Tous les journaux consacrent des colonnes entières à l'ancien chef de la Gestapo de Lyon et à ses forfaits, comme à ses activités en Bolivie. Ils remarquent que le scénario de remise de Barbie aux autorités françaises n'a pas grand-chose à voir avec une procédure d'extradition. Ce qui permet au ministère fédéral des affaires étrangères de déclarer qu'on aurait préféré à Bonn que Barbie soit livré à la R.F.A.

Il semble que, de son côté, le ministère de la justice de Bavière ait des velléités de demander à la France d'extrader Barbie vers l'Allemagne, mais tout ceci n'est pas sérieux. Les Allemands n'avaient aucune envie de mettre la main sur Barbie qu'ils n'auraient pu juger que sur un seul cas : l'affaire Kemmler (1), et qui s'en serait tiré, dans la pire des hypothèses, avec une peine ultra-légère. La justice allemande d'après-guerre a montré trop de mansuétude envers les criminels nazis pour qu'on puisse lui faire confiance si elle avait à juger Barbie.

De notre correspondant

Si les Allemands sont donc soulagés d'avoir échappé à l'extradition de Barbie, ils appréhendent les sentiments que vont répandre le procès et le défilé des horreurs commises sous l'égide de la Gestapo. Car c'est une chose de savoir qu'elles ont eu lieu et c'en est une autre de le voir remises en pleine lumière, sur la scène de l'actualité.

Comment n'être pas « anti-allemand » face aux crimes d'un Barbie ? Et pourtant, il y a eu entre-temps le patient tissage des liens franco-allemands, entre une France généreuse et une Allemagne démocratique. L'épreuve du souvenir sera-t-elle surmontée ? Du côté allemand, on paraît s'attendre à un procès équitable, « clinique », sans effets de manches, mais les faits relatés à la barre déborderont de toutes parts ce souci de sérénité. C'est pourquoi la *Frankfurter Rundschau* écrit, ce lundi 7 février, que, si le procès de Barbie rouvre de vieilles blessures, il sera bon de penser que « *ce sont justement les compagnons de route de Jean Moulin qui, après la guerre, firent les premiers pas vers la réconciliation franco-allemande* ».

Mais il n'y a pas que le ressentiment français qui puisse ressortir de l'ombre. Le correspondant de *Die Welt* à Paris se demande « *s'il n'y aura pas un peu de gêne, un peu de malaise dans les sentiments de ceux qui menèrent le combat. N'auraient-ils pas préféré que Barbie disparaisse quelque part entre les Andes et l'Amazonie, pour devenir une sorte de légende dont on se serait contenté, plutôt que de redérouler l'histoire très compliquée et pleine de contradictions de la Résistance, et de compromettre à nouveau le rapprochement franco-allemand ?* ». Et l'auteur de conclure cependant : « *L'arrestation de Barbie met le point final à la seconde guerre mondiale. Maintenant seulement la France se sent libérée.* »

ALAIN CLÉMENT.

(1) La famille de Kemmler, résistant français victime de Barbie, s'était adressée aux autorités de l'Allemagne fédérale pour obtenir justice. C'est sur ce cas que l'Allemagne fédérale s'appuyait pour demander l'extradition de Barbie à la Bolivie.

Jérusalem propose de contribuer à l'enquête

Jérusalem. — Toute la presse israélienne consacre une très large place à l'affaire Barbie. Dans les milieux politiques comme dans l'opinion publique, on exprime une vive satisfaction en notant souvent que le rappel des crimes du « *boucher de Lyon* » a une valeur de « *témoignage* » d'autant plus importante que le monde entier vient d'avoir l'« *occasion de se souvenir* » avec le cinquantième anniversaire de l'arrivée au pouvoir des nazis.

En quittant Israël pour un voyage en Europe, le ministre des affaires étrangères, M. Shamir, a déclaré le 7 janvier : « *Je suis évidemment satisfait que l'un des plus connus parmi les criminels nazis puisse être traduit devant un tribunal en France et que justice soit rendue.* » Soulignant qu'il souhaitait un châtiment à la mesure des crimes commis, M. Shamir a indiqué que le cas de Klaus Barbie permettait de signaler une fois de plus que de nombreux criminels de guerre vivaient encore impunément dans différents pays. Auparavant, le porte-parole du ministère des affaires étrangères avait déclaré qu'il ne s'agissait pas « *d'assouvir un besoin de vengeance, mais de considérer cet aboutissement d'un processus judiciaire comme une mise en garde contre un possible renouvellement d'événements aussi tragiques...* ».

Les Israéliens font, bien sûr, un rapprochement entre l'incarcération de Klaus Barbie et la capture en Argentine d'Adolf Eichmann, l'un des principaux responsables de la déportation des juifs sous le IIIe Reich, qui avait été condamné à mort et exécuté en Israël en 1962. Pour les Israéliens, le procès de Barbie sera immanquablement une justification de celui d'Eichmann dont l'enlèvement par les services secrets de l'État juif avait été critiqué aux Nations unies à l'époque.

M. Gideon Haussner, qui fut le procureur d'Eichmann et est actuellement directeur du Musée de l'holocauste et de l'institut Yad-Vashem à Jérusalem, a déclaré : « *L'exemple donné par la Bolivie doit être médité par les autres pays qui abritent encore des dirigeants nazis.* » M. Haussner a fait allusion au cas du docteur Joseph Mengele, « *l'ange de la mort* », *qui se trouluverait actuellement au Paraguay*, et fut le médecin d'Auschwitz, auteur de meurtrières « *expériences* » sur les déportés et notamment les enfants. M. Haussner estime que le procès de Barbie permettra de « *faire comprendre aux jeunes générations un passé toujours proche* ».

Un porte-parole du ministère de la justice à Jérusalem a indiqué qu'Israël n'avait pas encore reçu de la part de la France de requête officielle pour la fourniture d'informations au sujet de Barbie. Mais il a déclaré que son ministère comme d'autres institutions israéliennes (l'institut Yad-Vashem ou le musée de la Diaspora qui disposent d'archives considérables) sont disposés

De notre correspondant

à fournir leur aide pour l'instruction du procès et à faciliter le témoignage des victimes de Klaus Barbie, *qui se trouvent en Israël*. Il a ajouté que l'Etat d'Israël pourrait éventuellement demander l'extradition de Klaus Barbie, mais en précisant que cette demande ne devrait être faite qu'après le procès en France.

La plupart des éditoriaux de la presse israélienne font remarquer que, quarante ans après les faits, il n'est plus question de vengeance mais, comme l'écrit le *Davar*, de « *donner à la justice une valeur éducative* ». Le *Jérusalem Post* estime pour sa part : « *Certes, les années passent, mais il est encore temps de porter, pour la mémoire de l'humanité, un jugement moral sur les meurtriers nazis et leurs collaborateurs.* » Le journal rappelle et constate le point de vue de Mme Veil qui, dans une récente interview au *Monde*, mettait en doute (*le Monde* daté 23-24 janvier), certains aspects des procès qui peuvent être aujourd'hui intentés aux criminels de guerre ou à leurs collaborateurs. Le *Jerusalem Post* enfin signale que parmi d'autres dirigeants nazis qui se cachent encore de par la monde, se trouve un certain Aloïs Bruenner, l'un des adjoints d'Eichmann, qui aurait trouvé refuge en Syrie.

FRANCIS CORNU.

Dans la presse

EN GRANDE-BRETAGNE

Pour les journaux britanniques à l'exception du *Sun*, quotidien populaire qui a le plus fort tirage, consacrent, ce lundi 7 février, un article de première page à l'incarcération de Barbie à Lyon.

DAILY MIRROR (travailliste) : **Pas de pardon.**

« *Quarante ans est une longue période pour attendre que justice soit faite. Mais les crimes de Klaus Barbie, le boucher nazi de Lyon, étaient trop terribles pour être pardonnés (...) La leçon qu'il faut tirer de Klaus Barbie n'est pas seulement qu'il ne peut pas être absout, c'est aussi qu'il ne faudra jamais oublier ce qu'il a fait.* »

GUARDIAN (libéral) : **Un procès traumatisant.**

« *Le procès de Barbie promet d'être aussi traumatisant pour les Français que celui d'Eichmann l'a été pour les Israéliens et aussi inconfortable que le feuilleton télévisé* Holocauste *l'a été pour les Allemands de l'Ouest.* »

FINANCIAL TIMES
Horreur de l'héroïsme.

« *La France a l'air partie pour revivre dans les mois à venir toute l'horreur et tout l'héroïsme de l'occupation allemande.* »

DAILY TELEGRAPH (conservateur) : **Réexamen.**

« *Le procès va encourager les Français à réexaminer la conduite de leur compatriotes pendant les années de l'occupation nazie et de la collaboration de Vichy. (...) Personne, excepté peut-être quelques nazis pétrifiés et terrés quelque part en Amérique du Sud, ne versera de larmes pour Klaus Barbie.* »

DAILY EXPRESS (conservateur) : **Et Pol Pot ?**

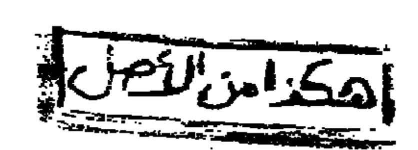
« *Qui a dû prendre des comptes ? (...) Et Pol Pot, le boucher du Cambodge, condamné comme responsable de la mort de deux millions de ses comptriotes ? (...) Il est toujours reconnu par l'ONU comme le chef du Cambodge (...) Il faut la capture d'un nazi vieillissant pour se rappeler du rêve d'un monde qui voulait dénoncer le mal et le punir où qu'il fut commis.* »

EN ALLEMAGNE FÉDÉRALE

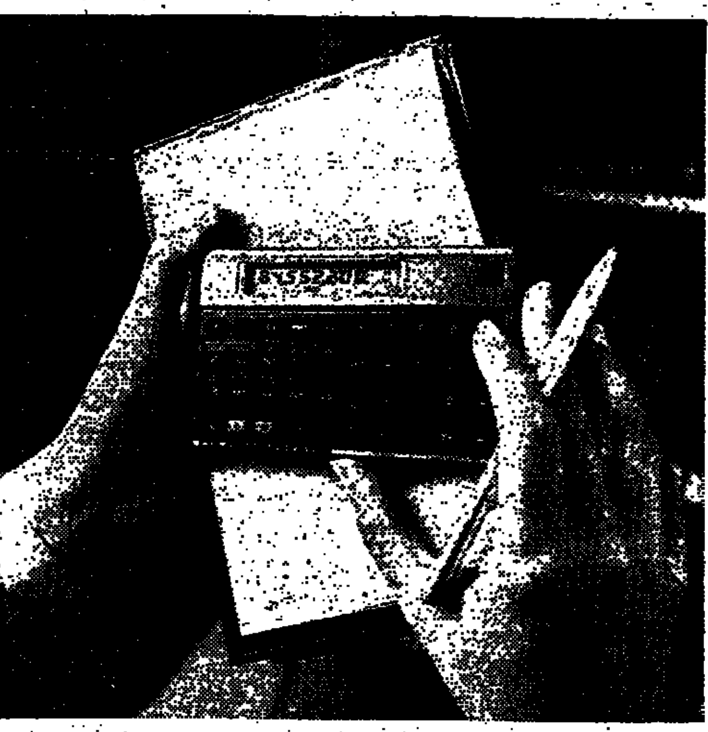
BILD AM SONNTAG (conservateur) : **Barbie aurait préféré la R.F.A.** « *Klaus Barbie ne croyait pas qu'il serait extradé et que s'il devait l'être, il aurait vraiment préféré que ce soit vers la République fédérale. (...) Bonn a fait des efforts pour obtenir l'extradition du criminel de guerre. Mais ce n'était visiblement pas de gaieté de cœur.* »

EN U.R.S.S.

TASS : responsabilité américaine. « *Le criminel nazi doit être châtié pour ses crimes monstrueux à l'encontre de l'humanité et ses règlements de compte personnels avec les patriotes de la résistance française.* » Dans un autre article, daté de New-York, l'agence soviétique mentionne d'autre part les affirmations de M. Dabringhaus, un ancien membre des services de contre-espionnage américains, sur la chaîne de télévision américaine N.B.C., selon lequel Barbie a été un informateur payé par les services de renseignements américains et ajoute : *Les Etats-Unis portent la responsabilité du fait que le criminel fasciste Klaus Barbie, coupable du meurtre de milliers de Français patriotes et combattants de la résistance, au cours de la seconde guerre mondiale, fait réussi pendant de longues années à échapper à un juste châtiment.* »



Ordinateurs personnels : choisir le bon outil.



Calculateur professionnel série 10. Existe en version "gestion" et en version "calculs mathématiques et techniques".



Systèmes de calcul personnel de la série 40. Les astronautes de la navette spatiale Columbia en ont utilisé un pour leur navigation. Il existe 5.999 autres programmes.



Ordinateurs portatifs de la série 70. Fonctionnant sur batterie avec une mémoire extensible, ils peuvent faire, partout, tout ce que fait un ordinateur de table.



Ordinateurs de la série 80. Offrent un très grand nombre de possibilités : graphiques, tableaux grand format, gestion de fichiers et communication n'en sont que quelques aspects.



Ordinateurs de bureau de la série 100. Associent la puissance de traitement de mots, nombres ou graphiques, la capacité d'accès aux fichiers d'un ordinateur central, à la simplicité d'un ordinateur personnel.



Ordinateurs techniques personnels de la série 200. Leur architecture 16 bits offre aux ingénieurs et aux techniciens la puissance dont ils ont besoin, plus toutes les possibilités de dessin, calcul et de tests, dans un volume très réduit.

Si tout le monde faisait le même métier, tout le monde pourrait utiliser le même ordinateur personnel. Cependant, chacun souhaite un ordinateur adapté à ses besoins.

C'est pourquoi, nous avons élaboré la plus large gamme d'ordinateurs personnels – du calculateur de poche à l'ordinateur de table super-puissant – pour donner à chacun la possibilité de choisir l'outil qui lui convient.

Nous y ajoutons nos 15 ans d'expérience en informatique, un réseau de 21 bureaux commerciaux en France et un réseau de distributeurs. Parce qu'une partie de notre métier consiste à faciliter le vôtre.

Pour en savoir plus ou pour recevoir notre nouvelle brochure "Choisir le bon outil", envoyez votre carte de visite à Hewlett Packard Service Documentation, 91947 Les Ulis Cedex, ou téléphonez-nous (6) 907.78.25.

Les moyens de l'ambition.



Le Monde

politique

Le débat sur la rigueur continue de diviser la gauche

Où est-il, le débat sur la rigueur et le pouvoir d'achat ? Entre la droite et la gauche, comme le dit M. Pierre Mauroy ? C'est là, sans doute qu'il devrait se situer, en bonne logique politique, à quelques semaines des élections municipales. Le premier ministre est pourtant contraint de constater, et de regretter, que les déclarations de M. Edmond Maire sur la nécessité d'un second plan de rigueur et de M. Michel Rocard sur une baisse inéluctable du pouvoir d'achat divisent la gauche et réjouissent l'opposition.

Baisse du pouvoir d'achat ? M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S., est contre. Il l'a répété ce week-end. M. Michel Rocard ne *« voit pas comment »* le gouvernement pourrait l'éviter ? *« S'il voit mal, il faut qu'on lui montre »*, réplique M. Pierre Joxe. Le président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale voit bien, pour sa part, comme on peut réduire le déficit du commerce extérieur sans toucher au pouvoir d'achat : il suffit de produire plus, et comme lui, d'acheter français, par civisme.

Quant à M. Paul Quilès, adversaire de M. Jacques Chirac à Paris, il remarque tout simplement qu'il a été élu député pour appliquer un programme et non pas pour restreindre le pouvoir d'achat des Français. M. Mauroy, visiblement, pense lui aussi qu'il n'a pas été nommé premier ministre pour cela. Il récuse les *« donneurs de leçons »* sur la rigueur, d'autant qu'à l'époque du blocage des prix et des salaires, les *« donneurs de leçons »* d'aujourd'hui ne lui avaient pas manifesté leur accord par de vigoureuses acclamations.

En revanche, les dirigeants de l'opposition applaudissent discrètement MM. Maire et Rocard. Avec des mines attristées, certes, MM. Jacques Chirac et René Monory acquiescent. La situation de la France appelle soit une autre politique, soit un nouveau plan de rigueur, dit M. Chirac. Le pouvoir d'achat des Français diminuera de cinq points au *moins cette année, annonce M. Monory.*

S'empoigner avec M. Jacques Chirac afin de mieux mobiliser l'opinion de gauche à l'approche des élections municipales, c'était facile. Il suffisait d'opposer un *« socialisme qui marche »*, c'est-à-dire un bilan présentable, au *« visage le plus réactionnaire, le plus inquiétant de la droite française »*, comme dit M. Joxe.

Si il faut en même temps apaiser les chahuts organisés par ses propres amis, l'affaire devient plus délicate. Il y faut de la pédagogie. On croyait ce *talent réservé, justement aux chahuteurs patentés, tel* M. Rocard, ou soupçonnés de l'être en puissance, tel M. Delors. Voilà que M. Pierre Joxe révèle qu'il en a aussi, du talent ! Les pieds dans la glaise, cet *« élu de province » (voir ci-dessous l'article de Laurent Zecchini)* explique à merveille comment un élevage de cochons et une machine à laver française peuvent sauver le commerce extérieur du pays. M. Joxe devrait parler plus souvent...

JEAN-YVES LHOMEAU.

La fin du voyage du premier ministre aux Antilles

Pointe-à-Pitre. — Le moment le plus fort du voyage du premier ministre aux Antilles restera sa réception par la municipalité de Fort-de-France vendredi matin 4 février. A l'appel du parti progressiste martiniquais (P.P.M. autonomiste), quelques milliers de militants ont fait un accueil enthousiaste à M. Pierre Mauroy à son arrivée sur la scène du Vieux Théâtre dont les locaux servirent *longtemps* d'hôtel de ville à M. Aimé Césaire, maire de la commune, député apparenté socialiste et président de ce parti.

De notre envoyé spécial

Massée du parterre au poulailler à l'intérieur de ce bijou de l'architecture coloniale, mais aussi à l'extérieur, cette foule joyeuse a fait également une ovation au secrétaire d'État aux DOM-TOM, M. Henri Emmanuelli. M. Césaire a souligné que les élections régionales du 20 février dans les départements d'outre-mer revêtiront un caractère historique : *« C'est bien la première fois que le vieil État de type louis-quatorzien, le vieil État de type jacobin, le vieil État de style napoléonien, le vieil État des légistes et des soldats, accepte la discussion de la revendication régionaliste sans se croire obligé de la foudroyer sous l'anathème ou sans lui répondre par je ne sais quelles dragonnade ou quelques colonnes infernales, toutes recettes politiques dont certains gardent toujours la nostalgie. »* Le premier ministre, pour sa part, a rendu un hommage très chaleureux à son hôte *« militant de l'émancipation et de l'authenticité antillaises »*. M. Mauroy s'est ensuite rendu dans les deux communes de Ducos et Trinité dont les maires conduiront la liste du P.S. aux élections régionales. Il a reçu un accueil moins orchestré, mais tout aussi fervent. Dans sa réponse au maire de Trinité, M. Casimir Branglidor, tête de la liste socialiste, le chef du gouvernement a vivement accusé l'opposition de caricaturer les orientations gouvernementales : *« Le chantage à l'abandon témoigne d'une certaine forme de mépris pour les Martiniquais, pour les Antillais. Le chantage à la peur je le récuse. Il est indigne du débat démocratique qui doit exister dans un pays comme le nôtre. »*

En Martinique, M. Mauroy a eu un dialogue aigre-doux avec les représentants de l'opposition vendredi matin au cours d'une réunion des assemblées régionales et des chambres consulaires. Le président du conseil général, M. Émile Maurice (R.P.R.) ayant évoqué *« la rancœur de la population (...) qui saura résister à la griserie d'un nationalisme martiniquais étriqué fatalement porteur de misère, de désespoir et de déchéance »*, le premier ministre a reproché à celui-ci d'avoir prononcé un discours partisan et surtout de n'avoir pas donné aux élus de gauche minoritaires à l'assemblée départementale la possibilité d'exprimer leur point de vue.

En Guadeloupe, en revanche, le président du conseil général, Mme Lucette Michaux-Chevry (modérée), qui conduit la liste soutenue par le R.P.R. et l'U.D.F. a évité toute polémique. M Mauroy a fait de même. Il a relevé toutefois qu'en Guadeloupe comme dans les autres départements d'outre-mer le message gouvernemental subit *« un certain brouillage »*. A plusieurs reprises au cours de son voyage, M. Mauroy a d'ailleurs critiqué vivement la presse quotidienne, dont le groupe Hersant, a le monopole dans les DOM. Il a appelé la télévision régionale à observer, pour contrebalancer cette influence, une objectivité de plus en plus grande.

La dernière réunion publique du voyage du premier ministre a eu lieu samedi soir 5 février en présence de près de deux mille personnes sur la grand-place des Abymes dont le maire, M. Frédéric Jalton, député, conduit la liste du P.S. Avant de quitter les Antilles pour regagner Paris lundi 7 février au matin, M. Mauroy a rendu visite à la municipalité communiste de Pointe-à-Pitre où il a été accueilli aux airs... du *P'tit Quinquin.*

ALAIN ROLLAT.

AU « CLUB DE LA PRESSE » D'EUROPE 1

M. QUILÈS : « Jacques Chirac, c'est l'insécurité sociale et économique »

M. Paul Quilès, *« candidat de toute la gauche à la mairie de Paris »* (selon sa propre expression), qui était l'invité, dimanche 6 février, du « Club de la presse » sur Europe 1, a notamment commenté les récentes déclarations de MM. Edmond Maire et Michel Rocard, déclarant : *« Je pense que les leaders de la gauche quels qu'ils soient — gauche politique ou gauche syndicale — n'ont pas intérêt à faire de la surenchère dans le registre catastrophiste. On peut jouer aux Cassandre à toute les époques de la vie politique, mais il me semble qu'il vaut mieux le faire, si on le souhaite, au bon moment. Lorsque l'on se trouve dans une période électorale, il vaut mieux l'éviter, parce que « à mon avis », ce n'est pas le moment, le climat n'est pas le plus serein pour le faire. Les périodes électorales — et je le regrette autant que d'autres — donnent lieu à des surenchères, à des caricatures, à des arrière-pensées. »* Assurant qu'il y a *« bon nombre »* des propositions de MM. Maire et Rocard qu'il partage — l'appel aux économies d'énergie, par exemple, — le candidat socialiste a indiqué : *« Comme Michel Rocard (...), j'ai été élu pour appliquer un programme at non pour restreindre le pouvoir d'achat. Donc, je suis d'accord avec lui. (...) Je ne suis pas partisan de la police des salaires. Je pense que ce n'est pas applicable en France. »*

A propos du prochain congrès du parti socialiste, qui aura lieu en octobre-novembre, M. Quilès a dit : *« Il permettra de faire le bilan de ces deux années de pouvoir et de voir quel est le nouveau rôle du parti socialiste, intermédiaire entre le soutien au gouvernement et les propositions qui peuvent parfois être critiques. »* Parlant des élections municipales, et précisant à ce sujet qu'il ne se fixe *« aucune base »* quant aux résultats sur la capitale, le député socialiste a souligné : *« Si certains pensent que cette idée de vote-sanction est applicable, ils pensent tout simplement constituer, ce qui a déjà existé dans l'histoire de la France, un véritable cartel des « non ». Or ce n'est pas avec un cartel des « non » que l'on donne un souffle à un pays qui en a bien besoin. »*

Estimant que ce qu'a dit M. J.-P. Cot à propos du « projet socialiste » (« Il faut dont repenser le projet socialiste (...), car il n'y en a plus »), est *« tout à fait exact »*, M. Quilès a précisé : *« Au contact de la réalité, de l'évolution de la France et du contexte international, il faut revoir un certain nombre de choses. Qui a jamais dit que dans un pays donné il y ait un projet figé, qui ne change plus ? Je crois que c'est là une attitude pragmatique, réaliste, en tout cas nous targuons toujours de l'avoir. »* Parlant de la situation économique, M. Quilès a déclaré : *« Dans ce genre de situation, il y a toujours des sirènes. Ce sont celles, en ce moment, de la déflation, des sirènes reaganiennes, si vous me permettez l'expression. Que nous conseille-t-on ? De baisser les impôts pour relancer les entreprises. Cela se traduit aux États-Unis — comme cela se traduirait aussi en France et cela apparaît très clairement dans le programme du R.P.R. et de M. Chirac — par des coupes sombres dans les programmes sociaux ; cela se traduirait par un renoncement aux programmes soutenus par la collectivité, et notamment la recherche. Le résultat, ce serait l'anémie, la récession, le chômage. (...) Le plan de Jacques Chirac est un plan de retour en arrière économique et social. Jacques Chirac, c'est l'insécurité sociale, l'insécurité économique et il faut sue les Français le sachent. »*

— Pour M. Quilès, M. Chirac se livre à *« une véritable escroquerie »* en parlant de *« régression sociale »* quant au bilan de l'action gouvernementale.

M. MAUROY : il n'y a pas de plan caché dans un tiroir

Fort-de-France. — A deux reprises au cours de son séjour en Martinique, le vendredi matin 4 février, à la mairie de Fort-de-France, et le samedi 5 février, au cours d'une réunion en plein air à Trinité, M. Pierre Mauroy a publiquement exprimé son irritation à la suite de récentes déclarations faites par le secrétaire général de la C.F.D.T., M. Edmond Maire, mais aussi par le ministre du Plan et de l'aménagement du territoire, M. Michel Rocard.

De notre envoyé spécial

A Trinité, le premier ministre a catégoriquement démenti qu'il soit question d'accentuer après les élections la politique de rigueur engagée en juin 1982. L'agacement de M. Mauroy est d'autant plus vif qu'il s'était senti bien isolé au sein du gouvernement quand il avait personnellement proposé à cette époque le blocage des prix et des revenus. Le chef du gouvernement estime que ces interventions, qui défient sa propre autorité et bénéficient à l'opposition, relèvent plus d'un phénomène culturel que d'un débat politique.

Quand M. Mauroy répond aux *« donneurs de leçons »* que sa politique a permis de préserver en moyenne le pouvoir d'achat et de faire diminuer l'inflation, bien qu'il ne soit personnellement ni *« sorti des grandes écoles »* ni *« un professeur d'économie »*, il pense à certains de ses camarades de parti, à ceux qu'il appelle en privé *« la petite gauche »*.

A Trinité, le premier ministre a notamment déclaré : *« La rigueur est nécessaire pour le maintien de nos grands équilibres économiques. C'est pourquoi j'ai fait le choix de la rigueur. J'ai même fait ce qu'aucun chef de gouvernement n'a osé faire en bloquant les prix et les revenus. Et, à l'époque, je n'ai pas entendu beaucoup d'acclamations. A l'époque, il y avait moins d'apôtres de la rigueur, moins de professeurs de rigueur ! On disait que ce blocage ne marcherait pas. Il a marché. Après, on a expliqué que les problèmes surgiraient à la sortie du blocage. Nous avons réussi cette sortie du blocage. Alors, je le demande, qu'on ne vienne pas aujourd'hui me donner des leçons de rigueur ! Je n'ai jamais caché la vérité aux Français. Je mène la politique que j'annonce. Je mène la politique qui est conforme aux orientations définies par le président de la République. Il n'y a nul plan caché dans je ne sais quel tiroir, et qui sortirait au lendemain des élections. J'ai toujours dit aux Françaises et aux Français* « Oui, il » y a une crise. Les temps sont diffi- » ciles. Il faut faire des efforts. Il » faudra encore en faire demain. » *Je l'ai toujours dit. Je ne l'ai jamais caché. Mais n'en rajoutons pas.*

» La politique conduite aujourd'hui permet à la France de mieux résister, de passer la crise dans de meilleures conditions que la plupart de ses voisins. Car, enfin, il faut bien que quelqu'un le dise puisqu'on semble l'oublier : le pouvoir d'achat a baissé en Grande-Bratagne ; il a baissé en Allemagne ; il a baissé en Belgique. Dans tous ces pays, en revanche, le chômage a augmenté, et dans des conditions très importantes. Le pouvoir d'achat, il a aussi baissé en France, c'est vrai. Il a baissé en 1980, c'est-à-dire la dernière année du septennat de M. Valéry Giscard d'Estaing. Depuis deux ans, en revanche, le pouvoir d'achat a augmenté en France. Il a augmenté de 4 %. (...) Nous avons ramené l'inflation en métropole à moins de 10 %. Cela, la France ne l'avait pas connu depuis cinq ans ! »

A. R.

A RADIO-MONTE-CARLO

M. Jospin s'interroge sur l'« opportunité » des déclarations de MM. Maire et Rocard

Interrogé dimanche 6 février au micro de R.M.C., sur les récentes déclarations de MM. Edmond Maire et Michel Rocard, M. Lionel Jospin a indiqué qu'il *« ne partage pas l'analyse* [du secrétaire général de la C.F.D.T.] *telle qu'elle a été publiée »*, et qu'il n'est *« pas d'accord avec tout ce que dit »* le ministre du Plan.

M. Jospin a ajouté : *« S'ils pensent ce qu'ils disent, bien évidemment ils le pensent. Je pense qu'ils doivent le dire, ils doivent l'exprimer. Je dois dire — et je parle en tent que premier secrétaire du P.S., qui n'a pas envie de se livrer à des polémiques — je ne comprends pas très bien le choix du moment. Pourquoi cela n'a-t-il pas été dit trois mois avant, pourquoi ce n'est pas dit trois mois après ? Parce qu'à partir du moment où il s'agit de problèmes économiques, de tendances lourdes, de prévisions, cela pouvait être dit trois mois avant ou deux mois après, voire même [...] un mois après. Alors, je ne vois pas bien l'opportunité. J'ai dit aussi : je suis personnellement pour la rigueur, mais je suis contre la baisse du pouvoir d'achat. »*

Parlant du prochain congrès du P.S. prévu à l'automne, M. Jospin a assuré que les questions de politique économique edt sociale y seront abordées, mais que *« la volonté, l'efficacité, la réussite, la justice sociale »* seront aussi à l'ordre du jour.

Pour les prochaines élections municipales, M. Jospin a indiqué : *« A entendre la droite* [qu'il s'agisse] *des élections dans l'agriculture, dans les caisses de prud'hommes, législatives partielles ou maintenant municipales, c'est à chaque fois la politique du gouvernement et les choix faits par les Français qui pourraient être remis ken cause. Cette attitude référendaire, pas très démocratique, est un peu irritante. »*

Au « Grand Jury » R.T.L.-*le Monde*

M. JOXE : je suis pour la politisation des élections municipales

M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, qui était dimanche 6 février l'invité du « Grand Jury » R.T.L.-*le Monde*, a été notamment interrogé sur le débat relatif à la « rigueur » économique et sociale. *« Je ne vois pas très bien pourquoi vous dites que l'actualité c'est la rigueur au lendemain même du jour où un gouvernement de gauche vient de réaliser quelque chose d'extrêmement important : le droit reconnu à tous les travailleurs de prendre leur retraite à soixante ans*, a-t-il répondu. *C'est bien cela qui me paraît véritablement l'actualité politique. Or cela ne correspond pas à une rigueur, mais à une mesure de justice et d'égalité qui va dans le sens des aspirations des travailleurs. »*

Parlant des déclarations de MM. Edmond Maire et Michel Roccard, M. Joxe a indiqué : *« Il y a, en matière économique, comme en matière politique, deux attitudes possibles. L'une consiste à prévoir le pire, à chercher à contourner l'obstacle. La crainte de l'échec est un phénomène que j'ai souvent rencontré dans la vie politique, y compris chez des amis. En 1981, Edmond Maire n'at-il pas annoncé l'échec de la gauche ? L'autre attitude repose sur la confiance, le goût de l'action, l'optimisme, et sur la volonté. »*

M. Rocard ayant affirmé, dans une interview à *l'Expansion* : *« Je vois mal comment on pourrait éviter une baisse du pouvoir d'achat »*, M. Joxe a souligné : *« S'il voit mal, il faut qu'on lui montre. Ceux qui voient mal, il faut leur apprendre à mieux voir. Ce ne serait pas la première fois qu'après avoir manqué de clairvoyance, quelqu'un verrait mieux. »*

Interrogé ensuite sur les prochaines élections municipales, le président du groupe socialiste a répondu : *« Les municipalités d'union de la gauche gèrent les crédits avec économie et évitent de surcharger les contribuables. Elles ont une politique municipale orientée vers les services sociaux. Je suis convaincu que si tous les hommes et les femmes de gauche de ce pays se battent dans leur ville pour garder leur mairie, ils les garderont partout. Je pense qu'on peut en gagner (...). Que M. Jospin fasse des pronostics, peut-être est-ce sa fonction. Moi, j'ai une expérience politique différente de la sienne. Je suis un élu de province, dans une région particulière (...). Dans les villes moyennes, dans les villes importantes, les gens savent très bien ce qu'ils peuvent attendre des municipalités d'union de la gauche et ils savent très bien ce qu'ils perdront s'il y avait des municipalités de droite, en services sociaux (...). Je suis pour la politisation des élections municipales. Une municipalité de gauche, ce n'est pas une municipalité de droite, et je suis optimiste, justement parce qu'elles vont se politiser et que les Français ont toutes les raisons, dans les semaines qui viennent, de se dire que 'le socialisme, ça marche. Cela marche très bien au niveau municipal, au bout de six ans, ils ont pu s'en apercevoir, parfois, depuis trente ans, et ils s'aperçoivent qu'au niveau national cela marche assez bien. »*

Enfin interrogé sur l'état des nationalisations, le député de Saône-et-Loire a indiqué : *« Les nationalisations, cela marche ! Dans certains domaines, cela marche trop lentement. Nous avons été retardés par le Conseil constitutionnel. Mais ce n'est pas la seule raison. Il y a dans les entreprises nationalisées un certain nombre de cadres supérieurs qui n'ont pas pris le virage, qui n'ont pas compris que, dorénavant, ils devaient être aussi zélés, aussi disciplinés, à l'égard de leur actionnaire qu'est la nation qu'ils l'étaient auparavant à l'égard des capitalistes, aux ordres desquels ils étaient. »*

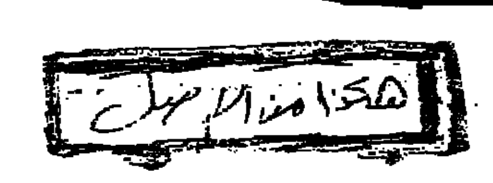
La nouvelle « petite musique »

Tout change. M. Joxe aussi. *Plutôt en bien.* M. Joxe est moins agressif — vis-à-vis des journalistes notamment — qu'il ne le fut. C'est un peu comme si le président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale voulait se façonner une autre image. En prévision d'autres responsabilités ? Il faut le savoir : c'est l'homme des *« choses concrètes »*, l'ennemi des *« déclarations retentissantes »*. D'ailleurs, M. Delors, qui a commis une *« erreur d'appréciation »* (à propos du taux d'intérêt des caisses d'épargne) est son *« ami »*. M. Jospin est un de ses *« meilleurs amis »*. Simplement, contrairement à M. Jospin, M. Joxe pense, lui, qu'il faut être très prudent en ce qui concerne les pronostics en matière électorale et les faire *« très très tard »*. M. Rocard ? Les résultats qu'il vient d'obtenir dans sa ville — Conflans-Sainte-Honorine — sont *« intéressants et rapides »*. Mais si le ministre du Plan *« voit mal »* comment on peut ne pas réduire le pouvoir d'achat des Français, *« il faut qu'on lui montre »*. A l'évidence, M. Rocard est aussi un ami de M. Joxe. M. Maurois aussi, bien sûr. M. Joxe, ami de tout le monde...

C'est cela le nouveau Pierre Joxe. *« Confiance, goût de l'action, optimisme et volonté »*. C'est le credo de celui qui *« voit la France du côté de la province »*, qui se méfie des points de vue *« trop centraux, nationaux, et même parisiens »*. Un homme du terroir, quoi. Un homme qui sait que notre déficit extérieur en matière de *« fleurs »*, de *« cochons »*, de *« moquettes »*, est beaucoup trop important. M. Joxe sait que le corned-beef français est *« bien meilleur »* que le corned-beef allemand puisqu'il contient beaucoup moins de gelée. Et puis, il faut acheter français. La chemise de M. Joxe est française, la machine à laver de M. Joxe est française. Quant aux voitures, Renault, bien sûr. Protectionnisme ? Non, dit M. Joxe, *« une certaine forme de civisme »*. Français, prenez M. Joxe en exemple ! Il a *« une approche vue de la province »*. M. Joxe, les deux pieds dans des sabots ? C'est une image... rafraîchissante !

LAURENT ZECCHINI.

● *M. Michel Charzat*, député socialiste de Paris (vingtième arrondissement), tête de liste d'Union de la gauche pour les prochaines élections municipales, élu en 1977 conseiller de Paris, nous demande de préciser : *« Ma démission (du Conseil de Paris), qui a pris effet au début de l'année 1982, a été exclusivement motivée par la volonté de permettre à mon suppléant M. Claude Beuzelin, de renforcer l'équipe des élus socialistes dans la perspective du combat municipal de 1983. »*



Dans la petite couronne : les rosiers sont coupés !

La banlieue parisienne est pour les socialistes une terre de mission. La rose se fane vite à l'ombre des H.L.M. ou au grand soleil des résidences de luxe. Il est bien difficile d'en faire un bouquet dans ces communes où Paris s'est débarrassé de tout ce qu'il ne pouvait plus — ou ne voulait pas — accueillir. Qu'on en juge : sur les 123 maires de la petite couronne, 18 seulement sont socialistes (3 dans les Hauts-de-Seine, 7 en Seine-Saint-Denis, 8 dans le Val-de-Marne) alors que 54 sont communistes (10 dans les Hauts-de-Seine, 27 en Seine-Saint-Denis, 17 dans le Val-de-Marne).

La récolte du printemps 1981 avait pourtant fait naître de grands espoirs au P.S. : sur les 30 députés élus dans les trois départements limitrophes de la capitale, ils en détiennent dix, soit... neuf de plus qu'en 1978. En outre, dans vingt cités dont le maire est communiste, M. François *Mitterrand avait devancé* M. Georges Marchais lors du premier tour de l'élection présidentielle. Au second, il l'avait emporté sur M. Valéry Giscard d'Estaing dans vingt et une communes gérées par la droite, alors que le président sortant ne l'avait battu que dans deux villes de gauche.

En dix-huit mois, la réalité sur le terrain a repris ses droits. Les usines ont dû, depuis une vingtaine d'années, bien souvent fermer leurs portes — au grand regret des communistes — et les ateliers ont plus souvent laissé la place à des résidences de luxe qu'à des logements sociaux. La spéculation immobilière a *chassé les salariés les plus modestes de Paris* : elle les a aussi envoyés au-delà de la première couronne. Si bien que la proche banlieue commence à devenir trop chère pour les ouvriers et les employés. Les maires n'ont pas toujours su, pu ou voulu s'opposer à ce mouvement, particulièrement à l'ouest.

Les « cols blancs » ont permis la victoire des socialistes mais ceux qui envahissent la banlieue parisienne ont souvent des « boutons de manchettes »... et votent à droite. Les candidats de l'opposition deviennent donc crédibles, y compris dans les fiefs communistes ; les socialistes perdent ainsi les suffrages *« utiles »* de ceux qui, jusqu'alors, votaient pour la seule force en état de s'opposer avec quel*ques chances de succès au P.C. En mars* 1982, les résultats des élections cantonales (un siège perdu dans le Val-de-Marne, aucun gain en Seine-Saint-Denis et dans les Hauts-de-Seine, où le P.S. a moins de conseillers généraux — deux — que de parlementaires — deux députés et un sénateur —) sont venus remettre quelques idées en place chez les responsables socialistes : non, la droite n'a pas disparu d'Ile-de-France ; non, les communistes ne seront pas facilement déracinés.

THIERRY BRÉHIER.

Le P.S. renonce à transformer l'essai du printemps 1981

Siéger dans le bureau du maire est un atout. Si la « vague rose » reflue, la gauche n'a donc pas le droit de se priver de cette carte. Quoi qu'on ait pu en dire au niveau national, les fédérations des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne ont vite compris qu'il ne fallait pas jouer avec le feu : pas question de se lancer dans des primaires contre les maires sortants communistes solidement installés dans leur cité, même là où pourtant la simple addition des résultats électoraux depuis 1979 donnait la priorité au P.S., comme Antony, Châtillon-sous-Bagneux, Neuilly-Plaisance. Résultat, si l'on excepte le cas particulier de Sèvres (1), il n'y aura des primaires dans les communes de gauche que dans les deux villes (Gagny et Sevran), où elles ont été acceptées par l'accord national.

Les sections locales, qui rêvaient d'en découdre, ont eu parfois quelque mal à accepter les décisions des fédérations. Il a fallu user beaucoup de salive pour convaincre. A quelques mois d'un congrès important pour le parti, les directions fédérales, où les mitterrandistes sont majoritaires, ne pouvaient se permettre d'imposer des décisions qui n'auraient pas été comprises ; même si, en l'occurrence, les divisions ne recoupent pas, en règle générale, les clivages des courants.

La base avait eu parfois — il est vrai — les yeux plus gros que le ventre. Revendiquer Montfermeil, oui, mais que faire quand le seul socialiste en état de mener une liste se récuse ? Demander Rosny-sous-Bois ? peut-être ; mais comment faire quand le groupe socialiste du conseil sortant a pratiquement disparu *corps et biens* ? Comment être exigeant à Antony, Châtillon-sous-Bagneux, Neuilly-Plaisance ou Joinville, quand le maire communiste a devancé le candidat socialiste aux cantonales ?

Les directions socialistes ont donc préféré préparer le terrain pour une récolte future. Pour ce faire, elles ont pensé que s'associer avec le P.C. était la meilleure des solutions ; le rapport de force leur était cette fois favorable. S'il voulait garder ses mairies — et c'est pour lui un objectif prioritaire, — le P.C. devait s'allier avec le P.S. Pour celui-ci, les gains sont déjà importants : il va pouvoir pénétrer dans des bureaux municipaux dont les communistes tenaient, jusqu'alors, la porte solidement verrouillée : Vitry, Ivry, Champigny, Arcueil, Orly, Villeneuve-le-Roi, Gennevilliers, Malakoff, Le Plessis-Robinson, Nanterre. La négociation n'a pas été facile entre les deux camps, le P.S. tenant à s'assurer que ses adjoints détiendraient un réel pouvoir, le P.C. faisant remarquer que quelques maires socialistes de la vieille école, comme M. Vincent à Livry-Gargan, n'étaient, eux non plus, guère tentés d'ouvrir leurs municipalités aux communistes. Il est même déjà admis qu'à Fresnes M. Villette, apparenté socialiste, et, à Cachan, M. Carat, sénateur socialiste, ne mèneront pas des listes d'union au premier tour. En échange, le P.S. a dû accepter d'avoir une représentation amoindrie dans les fiefs particulièrement fermés du P.C., comme Le Blanc-Mesnil. Dans les trois départements, en tout cas, la stratégie a été la même : *plutôt des adjoints* dans les mairies communistes que des primaires que l'on n'est pas sûr de gagner.

Le bon choix

Est-ce le bon choix ? L'avenir le dira quand les socialistes s'attaqueront à des cités communistes qu'ils n'ont pas renoncé à conquérir plus tard, comme Antony, Pantin ou Clichy-sous-Bois. L'expérience des adjoints socialistes à des maires communistes, à Rosny-sous-Bois, par exemple, prouve que la partie est difficile à jouer ; le droit et la coutume donnent une autorité incontestable au maire, quels que soient les rapports de force au sein de son conseil ou de son bureau municipal. A Sevran, les socialistes mesurent la difficulté de s'opposer à un homme qu'ils ont soutenu pendant six ans ; en revanche, à Noisy-le-Grand, leur absence de la mairie ne leur a pas permis de préparer des militants à la gestion d'une grande ville, et donc d'être en position de force pour réclamer la tête de liste.

Au reste, la politique gouvernementale imposait l'union à la base. Aussi, là où le P.C. était en position de relative force, dans les villes communistes, le P.S. ne peut se montrer trop exigeant : impossible pour lui de prendre d'assaut trop de citadelles, même s'il a pu continuer à ébrécher les murailles. D'autant que les socialistes auront besoin des soldats de la place du Colonel-Fabien pour défendre quelques-unes de leurs places fortes particulièrement menacées : Villemomble, Créteil, Villiers-sur Marne, voire Châtenay-Malabry.

Les risques courus par le P.C. sont tout aussi importants. A Levallois-Perret, un jeune membre de l'équipe de M. Pasqua, M. Patrick Balkany, s'attaque à M. Jans, député ; à Neuilly-Plaisance, le maire a déjà été battu par le candidat R.P.R. aux cantonales ; on pourrait citer également Colombes et Châtillon-sous-Bagneux.

La droite est plus sereine, se sentant portée par le courant. D'autant qu'elle a réussi à s'unir sans trop de difficultés dans les Hauts-de-Seine, où il n'y aura qu'une primaire, à Ville-d'Avray, même s'il reste quelques rancunes à Meudon et Montrouge, et dans le Val-de-Marne, où il n'y a que deux primaires « organisées » (Noiseau, détenu par le P.S., et Santeny), et au moins une « sauvage » (Saint-Maur).

En Seine-Saint-Denis, tout n'est pas encore réglé, le R.P.R. refusant le partage moitié-moitié des candidats réclamé par l'U.D.F. La nouvelle loi électorale va permettre en effet à la droite — en entrant dans tous les conseils municipaux de gauche — d'augmenter considérablement le nombre de ses élus, et donc d'électeurs pour les futures élections sénatoriales. Mais qui en bénéficiera : le R.P.R. ou l'U.D.F. ? Chacun s'efforce d'être le mieux placé. Le P.S., lui, ne pourra que conforter la situation de ses sénateurs déjà en place.

La volonté de M. Marchais

Les socialistes sont pourtant la principale force d'opposition dans les villes de droite ; les communistes l'ont reconnu, obtenant toutefois d'être partout en position d'être élus même là où leurs précédents résultats ne le leur permettaient pas *a priori* (Ville-d'Avray, Vaucresson, Neuilly-sur-Seine, Saint-Cloud...). En Seine-Saint-Denis, le P.S. sera tête de liste dans les six communes que ne détient pas la gauche ; dans les Hauts-de-Seine, en dehors d'une primaire à Issy-les-Moulineaux, le P.C. ne sera premier de cordée qu'à Villeneuve-la-Garenne, que tient solidement M. Roger Prévot (C.D.S.), bien que la ville vote à gauche dans toutes les élections nationales. Dans le Val-de-Marne, en revanche, le P.C. réclamait — et a pratiquement obtenu — un partage à égalité des têtes de listes. Volonté de M. Marchais de montrer que sa fédération pouvait obtenir plus que les autres, ou difficulté de la direction communiste à imposer l'union à de vieux militants du parti ? Toujours est-il que le P.S. a dû se montrer plus conciliant qu'il ne le souhaitait pour permettre l'accord dans les communes de gauche. Le P.C. sera en tête dans cinq des vingt-deux communes de droite (Le Kremlin-Bicêtre, le Plessis-Trévise, Ormesson, Thiais et Vincennes).

Les socialistes fondent quelques espoirs sur les batailles que vont mener leurs nouveaux députés, qui ne détiennent pas encore de mandats municipaux : Mme Nevoux à Chennevières-sur-Marne, M. Bartoloné aux Lilas, M. Le Bail à Fontenay-aux-Roses, M. Bassinet à Montrouge, Mme Neiertz étant, elle, candidate sur la liste de M. Fuzier, sénateur socialiste, à Bondy.

Pour se consoler de ses difficultés d'implantation en région parisienne, le P.S. pourra toujours se souvenir que l'histoire des gaullistes au début de la Vᵉ République a déjà montré que dans notre système politique il était plus facile de conquérir une majorité parlementaire que de gagner des mairies.

TH. B.

(1) Le P.S. soutient le maire sortant, « dissident » communiste.

Ville dont le maire est communiste

Ville dont le maire est socialiste

Ville dont le maire appartient à l'opposition

HAUTS-DE-SEINE — PARIS — SEINE-ST-DENIS — VAL-DE-MARNE

● Ville "communiste" où François MITTERRAND a devancé Georges MARCHAIS au premier tour de l'élection présidentielle

★ Ville de "droite" où François MITTERRAND a devancé Valéry GISCARD D'ESTAING au deuxième tour

✪ Ville de "gauche" où Valéry GISCARD D'ESTAING devancé François MITTERRAND au deuxième tour des élections présidentielles

GAGNY : toilettage pour un test national

La banlieue est ? Alternance de pavillons *« Front popu »* et de barres lépreuses, couvre-chefs des déshérités, pense-t-on souvent. Gagny, grosse « banlieusarde » de Seine-Saint-Denis, ne faillit pas à la légende. Venu de la gare, l'étranger se demandera pendant un temps où peut bien se trouver le centre de la ville.

La voie de chemin de fer Paris-Strasbourg coupe Gagny en deux. Au sud, les quartiers de Maison Blanche et du Chenay, rues tirées au cordeau, grands ensembles sans saveur. Au nord, le vieux quartier rassemblé anarchiquement autour de l'hôtel-de-ville, puis une première carrière récemment abandonnée — le plâtre et le gypse ont donné un peu de sang à la commune — le stade Marcel-Cerdan ensuite qui abrite les évolutions de l'U.S.M. Gagny, équipe de handball plusieurs fois championne d'Europe, des carrières encore et, enfin, les quartier des Abbesses, plus près de la mairie de Chelles que de celle de Gagny.

Deux réalisations « raisonnables » ou « trop chères » ?

Une commune étirée donc, diverse comme ses habitants, dont le nombre a diminué de 1975 à 1982. La population est passée de 38 700 habitants à 34 800. Elle a vieilli aussi. Et personne ne sait, à Gagny, comment résoudre ce problème. Les terrains à *construire l'ont tous été*.

Le maire communiste sortant, M. Claude Favretto, a pourtant décidé de « toiletter » le centre-ville en créant un ensemble de 8 300 mètres carrés qui réunira, sur la place du Général-de-Gaulle, un parking, cent vingt-sept logements, un marché couvert, des commerces et un nouvel hôtel des postes. Cet équipement ambitieux vient s'ajouter à la bibliothèque Georges Pérec, prochainement inaugurée, très joliment construite pour la somme rondelette de 130 millions de francs.

Ces deux réalisations lourdes, coûteuses, sont au cœur du débat politique qui s'est engagé à Gagny pour les élections municipales. *« Raisonnable et nécessaire »* pour les sortants de la liste d'Union de la gauche, *« trop cher et inadapté »* pour les challengers emmenés par M. Jean Valenet (R.P.R.), fils du maire de Gagny battu en 1977.

Des sortants qui, bien qu'ils se soient assez bien entendus pour gérer la commune depuis six ans, iront divisés à la bataille. Les socialistes locaux, et à leur tête M. Claude Barbara, estiment que les scrutins de 1981 et 1982 les autorisent à revendiquer fermement la tête de liste, au risque d'une primaire à gauche qui est désormais acquise : *« Si l'Union est mobilisatrice, elle l'est moins derrière le P.C.*, explique M. Barbara. *Sur sept élections depuis 1977, la gauche, menée par le P.C., n'a pas gagné une seule fois. Le P.S., deux fois « meneur », a gagné avec entre 50 et 60 % des voix. D'autre part, outre le fait qu'une primaire à gauche permet de « ratisser plus large », une tête de liste socialiste permet de mobiliser l'électorat de centre-gauche qui a toujours très mal reporté ses voix sur les communistes à Gagny lors des seconds tours »*.

M. Favretto conteste ce point de vue : *« Des primaires à gauche ne seraient pas un mal si il y avait deux listes à droite. Le danger est très fort en cas d'une liste unique. »* Or, les deux têtes de liste R.P.R., après plusieurs semaines de tergiversations, se sont mises d'accord dans la nuit de mercredi à jeudi dernier. M. Jean Valenet, dont les affichettes ont complètement inondé Gagny, mènera l'opposition au combat, secondé par M. Michel Teulet, conseiller général R.P.R. du canton qui revendiquait cet honneur pour lui-même. Le handball a gagné, M. Valenet étant président de l'U.S.M. Gagny, forte de ses trois mille membres et, de surcroît, directeur de la gestion du Parc des Princes. Onze places sur trente, en cas de succès, sont réservées à l'U.D.F. qui s'en contentera certainement.

Une équipe jeune

Un sondage, effectué début décembre par la Sofres, pour le compte d'un journal communiste local, donnait 27 % des intentions de vote à la liste communiste, 25 % à la liste socialiste. Au deuxième tour, une liste menée par M. Favretto recueillerait 52 % des suffrages, celle de l'opposition recueillant 48 %. Mais, 32 % des personnes interrogées n'avaient pas choisi leur camp. C'est pour cette raison que M. Barbara veut mener bataille seul. Pour convaincre ces indécis et les rassurer. Dans tous les cas, Gagny sera un bon test national. Dans cette commune où la gauche fait de bons premiers tours, un succès de la droite au premier tour illustrerait un fort mécontentement. Un second tour perdu par la gauche serait le reflet d'un vote-sanction à l'égard de la politique nationale. Un succès serait, somme toute, le fruit du travail d'une équipe jeune qui a pourtant eu tort de se diviser après six années de gestion commune.

OLIVIER SCHMITT.

Le Monde

société

RELIGION

POUR LA PREMIÈRE FOIS A GENÈVE

Le dialogue théologique Nord-Sud a pu s'engager

L'équilibre de la chrétienté est en train de se renverser : désormais, la plus grande proportion de catholiques et de protestants vivent non pas en Europe ou en Amérique du Nord, mais en Amérique latine, en Afrique et en Asie. Depuis une dizaine d'années, des « théologiens du tiers-monde » sont engagés dans un effort concerté pour débarrasser l'expression chrétienne de ses empreintes et de ses entraves par trop occidentales.

Au cours d'un colloque qui vient d'avoir lieu à Genève, ces théologiens du tiers-monde et leurs confrères occidentaux ont engagé le dialogue. C'était la première manifestation publique en Europe d'un mouvement qui, pour le moment, se tient en marge des institutions.

Congrès théologique peu ordinaire : pour discuter, sur l'invitation de l'Association œcuménique des théologiens du tiers-monde, du thème « *Pratiquer la théologie dans un monde divisé – dialogue entre théologiens du premier et du tiers-monde* », se sont retrouvés non seulement des théologiens professionnels et des universitaires, mais aussi des militants ouvriers, des féministes, des militants pour la paix, des travailleurs sociaux ; non seulement des hommes, mais aussi, dans une proportion presque égale, des femmes – dont beaucoup de jeunes ; non seulement quelques théologiens *patentés* d'Europe et d'Amérique, mais aussi quelques grands noms de la « théologie de la libération » et de la « théologie noire » ; enfin, des catholiques, des protestants, des laïcs, des pasteurs, des prêtres, des religieux, des évêques.

Une conviction commune pour ces quelque quatre-vingts participants d'origines si diverses : la foi en Jésus-Christ ne peut s'accommoder de la misère et de l'injustice qui règnent dans le monde ; il faut réviser de fond en comble le « faire » et le « dire » des chrétiens. Autrement dit, il s'agit de « *rendre la théologie au peuple* » ou, comme l'a dit une jeune théologienne costaricienne, de voir « *dans ce monde de mauvaises nouvelles permanentes quel peut être le contenu de la Bonne Nouvelle* ».

A la différence de ses homologues politiques et économiques plus près des sommets que de la base, ce dialogue Nord-Sud de la théologie a pu se réunir sans incident. En soi, c'est un événement. Il y a dix ans, une première tentative de dialogue entre théologiens du premier et du tiers-monde s'était soldée par un échec retentissant, en mai 1973, au Conseil œcuménique des Eglises, à Genève.

Une cinquantaine de théologiens européens et américains parmi les plus célèbres et les plus ouverts, avaient écouté, médusés, quatre théologiens du tiers-monde les accuser d'être les alibis de l'ordre établi, qui écrase le monde non occidental et leur enjoindre de « *cesser de l'opprimer* ».

L'irruption du tiers-monde

Créée trois ans après, en 1976, lors d'un colloque réuni à Dar-Es-Salaam (Tanzanie), l'Association œcuménique des théologiens du tiers-monde (A.O.T.T.M.) a organisé, depuis cette date, trois autres colloques consacrés à l'étude du développement des théologies dans chacun des continents du tiers-monde. Accra (Ghana) en 1977, Colombo (Sri-Lanka) en 1979 et Sao-Paulo (Brésil) en 1980 – et, sous le titre éloquent « L'irruption du tiers-monde : un défi à la théologie », une rencontre des trois continents, en 1981, à New-Delhi. Aucun théologien occidental ne fut admis à ces quatre rencontres.

La déclaration publiée à la suite du colloque de New-Delhi fournit la clef de cette exclusion : « *Pour le tiers-monde, la théologie traditionnelle a été aussi aliénée qu'aliénante. Elle n'a pas motivé les chrétiens à réagir contre le mal que représentent le racisme, le sexisme, le capitalisme, le colonialisme et le néo-colonialisme. Elle a échoué à comprendre nos religions, nos cultures et nos traditions indigènes, et même à s'en approcher avec respect* » (1).

En inaugurant la conférence de Genève, le secrétaire général au Conseil œcuménique des Eglises, M. Philip Potter – lui-même originaire des Antilles – a entièrement fait sienne cette analyse del'A.O.T.T.M en déclarant : « *Il faut que nos frères et sœurs chrétiens dans les deux autres mondes comprennent que nous n'avons pas d'autre possibilité que de nous engager et de faire de la théologie à partir de cette réalité d'un refus idolâtre du plan de Dieu pour l'humanité et pour la création.* »

A Genève, malgré quelques confrontations parfois violentes, l'ensemble des délégués du premier monde (représentant treize pays d'Europe occidentale, les Etats-Unis et le Canada), ont montré qu'ils sont solidaires de cette option des théologiens du tiers-monde. Ceux-ci, à leur tour, se sont déclarés surpris par le sérieux et l'étendue des luttes pour la libération en Occident. En définitive, il semble bien que le colloque de Genève ait aussi bien fourni la preuve de la maturité de la toute jeune « théologie du tiers-monde » que donné une impulsion nouvelle à l'élaboration, sur la base de la « *Lettre aux sœurs et frères des communautés chrétiennes* » publiée à l'issue de la réunion, d'une théologie européenne de la libération (2).

MARLÈNE TUININGA.

(1) Les déclarations publiées à la suite des cinq colloques de l'A.O.T.T.M. ont été éditées en français par le Centre Lebret, 9, rue Guénéguaud, 75006 Paris. Tél. : 354-25-02.

(2) Pour tous renseignements complémentaires, on peut s'adresser au Groupe français pour une théologie européenne de la libération, 20, rue Jean-Colly, 75015 Paris. Tél. : 735-33-75.

Du 2 au 9 mars

JEAN-PAUL II SE RENDRA EN AMÉRIQUE LATINE

Cité du Vatican. (*A.F.P.*). – S'adressant dimanche 6 février à quelque cinq mille pèlerins rassemblés place Saint-Pierre, Jean-Paul II a déclaré : « *J'ai la joie de vous annoncer que dans les dix premiers jours du mois de mars, si Dieu le veut, je me rendrai en visite pastorale auprès des communautés chrétiennes de Costa-Rica, Nicaragua, Panama, El-Salvador, Guatemala, Hondura, Belize et Haïti, acceptant l'invitation qui m'a été adressée par les évêques et les autorités civiles de ces pays.*

« *Le premier jour, le 2 mars, à San-José-de-Costa-Rica, j'aurai le réconfort de rencontrer les évêques du symposium épiscopal de l'Amérique centrale et, le 9 mars, avant de quitter l'Amérique centrale, je m'unirai dans la cathédrale de Notre-Dame du Secours prpétuel aux évêques du Conseil épiscopal latino-américain (Celam), qui se trouveront à Port-au-Prince (Haïti) pour leur assemblée générale.* »

Jean-Paul II s'est déjà rendu trois fois en Amérique latine, en 1979 au Mexique, en 1980 au Brésil, et en 1982 en Argentine.

ÉDUCATION

LA RÉFORME DES COLLÈGES

Les organisations d'enseignants et les associations de parents précisent leurs positions

En rendant publiques, mardi 1er février, les premières mesures que lui avaient inspirées les conclusions du rapport de M. Louis Legrand « *pour un collège démocratique* », M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, a provoqué de nombreuses réactions. Les partenaires syndicaux ont réagi rapidement aux propos du ministre (*le Monde* du 2 février) et fait connaître leurs positions avant que ne s'engagent prochainement des discussions, notamment à propos des statuts et des horaires des différents personnels qui enseignent dans les collèges.

Les responsables de la Fédération de l'éducation nationale (FEN) jugent « positif » que M. Savary entende procéder par étapes après avoir informé les enseignants. « *La rénovation des pratiques pédagogiques proposée par le ministre est difficilement concevable*, selon eux, *sans l'adhésion des personnels.* »

Le Syndicat national des instituteurs (S.N.I.-P.E.G.C.) déclare dans un communiqué que les objectifs retenus par le ministre représentent « *l'ultime chance pour enfin construire un collège démocratique* ».

Au Syndicat national des enseignements du second degré (SNES-FEN), les responsables, qui avaient émis d'importantes réserves lors de la publication du rapport Legrand, estiment que « *le point de vue des personnels est mieux pris en compte* ». Ils regrettent, toutefois, que le ministère n'ait pas pris en considération la réduction de la durée du travail des enseignants et la rémunération du tutorat.

Pour la C.F.D.T. et son syndicat enseignant, Mme Nicolas Totat, secrétaire nationale, juge très positives la démarche du ministre et « *sa volonté de passer à l'action dès 1984* ».

Les principales organisations de parents d'élèves approuvent les décisions retenues par le ministre. Il n'en est pas de même pour le Syndicat national des lycées et collèges (SNALC). Les responsables de ce syndicat estiment que les propositions de M. Legrand comme les mesures du ministre constituent « *un triple défi à la qualité de l'enseignement, à la dignité des enseignants et... à la correction de la langue française* ». Ils affirment que le rapport de M. Legrand ne constitue pas la base d'une réforme de l'enseignement dans les collèges, et insistent sur la nécessité urgente d'une remise en cause de l'enseignement élémentaire, mesures selon eux différées « *pour des motifs politico-syndicaux* ».

Enfin la Confédération nationale des groupes autonomes (C.N.G.A.) dénonce dans un communiqué une réforme qui, « *sous couvert d'amélioration pédagogique, n'est qu'une opération politique* ».

« Recherchons professeur de français-latin-grec »

(*De notre correspondant.*)

Marseille. – « *Le recteur de l'académie d'Aix-Marseille étant dans l'impossibilité, par manque de candidature, de fournir un professeur de lettres classiques pour remplacer un enseignant en congé de maladie, les parents d'élèves du lycée Louis-Armand recherchent un professeur de français-latin-grec pour leurs enfants des classes de cinquième, quatrième, troisième. Adresser les candidatures aux associations de parents d'élèves du C.E.S. Louis-Armand, boulevard Louis-Armand, 13012 Marseille, qui transmettront au recteur* ».

Le texte de cette surprenante offre d'emploi est arrivé à la rédaction des quotidiens marseillais, expédiée par des parents d'élèves lassés d'accomplir en vain des démarches et décidés à jouer eux-mêmes les « *agents recruteurs* ». Depuis le 5 janvier, l'enseignant titulaire de ces classes est malade et, malgré des demandes, aucun remplaçant n'est venu assurer les cours. « *Nous nous sommes adressés au recteur,* affirme Mme Mariani, responsable locale de la Fédération des conseils de parents d'élèves de l'enseignement public, *et on nous a répondu qu'il ne s'agissait pas d'un manque de crédits mais de candidatures...* ».

Le recteur confirme. Pour le moment, il n'y a pas de candidat au poste de maître auxiliaire en lettres classiques. Ni les affiches apposées à l'université ni les avis émanant de l'A.N.P.E. n'ont remédié à cette carence.

« *Puisqu'on nous a affirmé que, si l'on trouvait quelqu'un, on l'embaucherait immédiatement,* poursuit Mme Mariani, *nous avons eu l'idée de passer une offre d'emploi. Nous verrons bien si le rectorat tient parole.* »

J. C.

DU JUS DE POMME A L'ÉCOLE

Un accord est intervenu entre les responsables de l'Alcofel (1) et plusieurs rectorats. Il permettra de distribuer aux écoliers français des berlingots de jus de pomme. Le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) vient de décider de subventionner la transformation en jus de pomme d'une partie des excédents de la production de pommes de la Communauté (2 millions de tonnes environ).

La France a produit, en 1982, 1 900 000 tonnes à elle seule, au lieu de 1 600 000 tonnes en année moyenne. Elle exporte déjà 900 000 tonnes, et les débouchés à l'exportation ne sont pas extensibles. Autre moyen d'écouler les excédents : distribution gratuite dans les collectivités et pour l'alimentation du bétail. Mais ces mesures ne sont pas suffisantes pour éviter des destructions. D'où l'idée du jus de pomme pour les écoliers, qui rappelle les distributions de lait organisées par Pierre Mendès France, il y a trente ans déjà.

(1) Association française des comités économiques fruits et légumes.

● *Manifestation en faveur de l'enseignement privé.* – Quelque deux mille personnes venues des départements de la Gironde, de Lot-et-Garonne, de Tarn-et-Garonne et de la Dordogne ont défilé, samedi 5 février, dans les rues de Sainte-Foy-la-Grande (Gironde) à l'appel de l'Association des parents d'élèves de l'enseignement libre. Des représentants de la municipalité de Sainte-Foy-la-Grande, qui refuse de participer aux dépenses de fonctionnement des établissements privés élémentaires, ont reçu une délégation de manifestants.

● RECTIFICATIF. – *La titularisation des maîtres auxiliaires.* L'omission d'une ligne a rendu incompréhensible l'article consacré à la titularisation des maîtres auxiliaires (nos éditions du 5 février 1983). Le plan de titularisation se répartit ainsi : « *Dix huit mille en 1983, onze mille cinq cents en septembre 1984 et autant en 1985.* »

SCIENCES

Fresques bouddhiques au Museum de Paris

De notre correspondante

Pékin. – Il n'est pas donné à beaucoup de personnes qui entreprennent un voyage en Chine de pouvoir se rendre dans l'oasis de Dunhuang pour y admirer les célèbres fresques bouddhiques qui ornent, depuis le début du cinquième siècle, les grottes de ce site niché au fin fond du Gansu, dans le nord-ouest du pays. La chance veut que, grâce à l'initiative du Muséum national d'histoire naturelle de Paris – dont une délégation vient de *séjourner en Chine pour la signature du contrat définitif,* – les Français pourront contempler des relevés fidèles de ces œuvres anciennes que des artistes chinois contemporains ont mis plus de trente ans à exécuter. C'est au Jardin des plantes, à Paris, dans la salle d'expositions temporaires de la galerie de zoologie, que ces relevés seront exposés pendant six mois, du 19 février au 17 août 1983. Menée par M. Jean Dorst, directeur du Muséum et membre de l'Institut, la délégation, qui comptait aussi les deux commissaires de l'exposition, Mme Rinnie Tang-Loaec et M. Pierre Colombel, est venue à Pékin pour faire aboutir ce projet qui est en préparation *depuis plus de deux ans et* qui entre dans le programme d'échanges culturels franco-chinois.

Les visiteurs de l'exposition auront le plaisir de découvrir plus de 800 mètres carrés de relevés de fresques bouddhiques couvrant une période de mille ans (du quatrième siècle au quatorzième siècle). Ils auront le loisir de cheminer dans une des quatre cent quatre-vingt-seize grottes ornées de Dunhuang – la grotte no 249, reconstituée, qui date des Wei de l'Ouest (535-556). Cette *reconstitution* d'un lieu considéré comme le premier grand centre artistique du bouddhisme chinois sera complétée de sept statues faites de terre modelée et séchée selon une technique propre à la statuaire de Dunhuang.

L'exposition présentera aussi des minéraux ayant servi de colorants de base pour la réalisation des fresques et d'animaux naturalisés de la faune figurant dans ces peintures. *Des manifestations culturelles accompagneront l'exposition* : concerts de musique traditionnelle chinoise, démonstrations de peinture et de calligraphie, spectacles de danses et de l'Opéra de Pékin, enfin, conférences et projections de films archéologiques.

ANITA RIND.

JUSTICE

Une mère criminelle

Christine Leroux, vingt-huit ans, a été condamnée, vendredi 4 février, à la réclusion criminelle à perpétuité pour le meurtre de ses trois enfants par la cour d'assises de Rouen. La jeune femme avait tué, le 28 août 1980, ses trois enfants, âgés de deux, trois et quatre ans, en mettant le feu à leur lit, alors qu'elle envisageait de divorcer de son époux, M. Bouhaid Dakkaoui.

Une affaire simple, selon l'avocat général, dont l'opinion était partagée par le président des assises, Mme Noëlle Monteils, qui a mené les débats avec une implacable sévérité. Christine Leroux a perdu sa mère à sa naissance, a été élevée dans une famille nourricière et a commencé à faire des fugues à quatorze ans, quittant l'école et suivant des garçons. « *Des garçons que vous rencontriez dans la rue*, précise Mme Monteils. *Des Arabes. Vous disiez qu'ils étaient les seuls à comprendre les femmes.* » Le frère jumeau de Christine, Patrick, renchérit : « *Pour se marier, elle aurait pu prendre un Français !* » Mais il ajoute : « *Elle aimait ses enfants, elle n'a pas voulu les éliminer.* »

« *J'étais très déprimée* », dit Christine Leroux, après plusieurs fausses couches et une opération chirurgicale. Elle affirme avoir voulu mourir en entraînant ses enfants avec elle, thèse que les psychiatres jugent plausible.

Trois affaires de mœurs

Un chauffeur-livreur, âgé de quarante ans, M. Gérard Morlet, habitant Paris, a été inculpé d'attentats à la pudeur et écroué à la maison d'arrêt de Fresnes, le 29 janvier. Cet homme, chez qui les policiers ont découvert deux mineurs en fugue qu'il avait recueillis, a avoué avoir hébergé deux autres mineurs. Il s'agit d'Altaïr, dix ans, qui avait disparu pendant seize jours, en novembre dernier, après une promenade solitaire dans Paris, et Paolo, treize ans, dont les parents étaient restés sans nouvelles depuis le mois de juillet 1982.

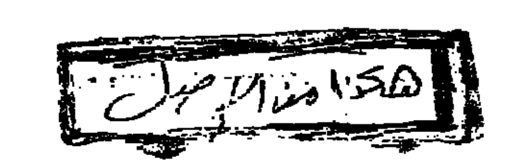
D'autre part, un professeur de mathématiques du lycée Jules-Ferry de Terrasson (Dordogne), M. Gossard, trente ans, marié et père de deux enfants, a été écroué, le mercredi 2 février, nous indique notre correspondant, à la maison d'arrêt de Périgueux, ainsi que l'un de ses amis âgé de vingt ans. Les deux hommes sont accusés d'avoir abusé d'une des élèves de cet établissement, une jeune fille d'origine *maghrébine, âgée de quinze* ans.

Enfin, près de trois cents personnes ont manifesté, le 2 février, à l'appel de la FEN et de la C.F.D.T., *devant le palais de justice de Troyes* (Aube), pour protester contre le maintien en détention, depuis le 6 novembre, d'un instituteur de Bérulle (Aube), M. Patrick Duflexis, vingt-six ans, marié et père d'un enfant. M. Duflexis a été accusé par des habitants du village où il enseigne de s'être livré à des attouchements sur quatre fillettes fréquentant l'école. Le 27 janvier, la cour d'appel avait confirmé son maintien en détention.

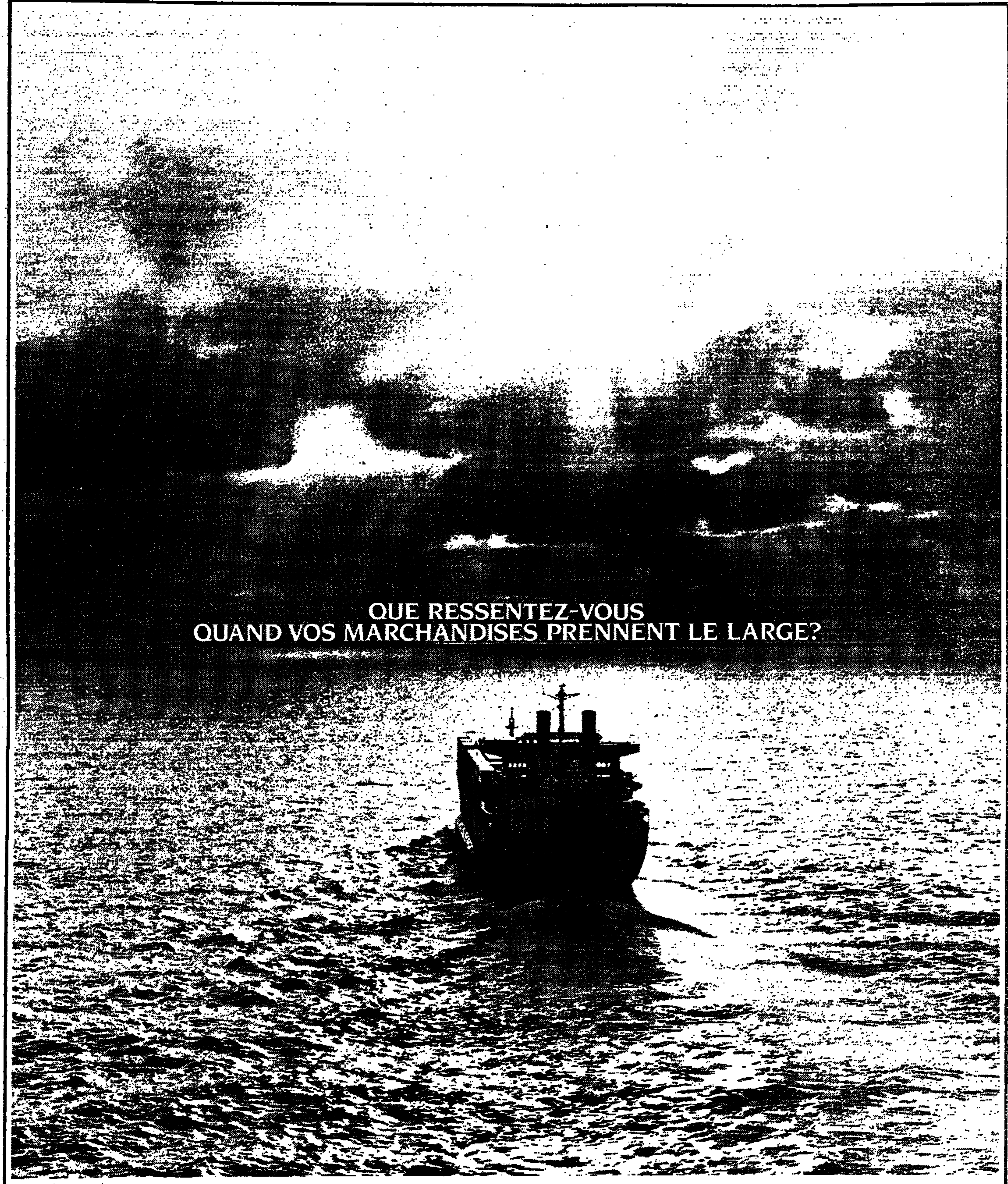
Explosions en Corse

Trois attentats à l'explosif ont été commis en Corse, au cours de la nuit du samedi 5 au dimanche 6 février. A Pietranera, localité du Nord de Bastia, une charge de faible puissance a endommagé légèrement un bar appartenant à M. Antoine Léonard, tandis qu'à Lucciana, à une dizaine de kilomètres au sud de Bastia, un magasin de meubles géré par M. Jean-Marc Tournier était sérieusement mis à mal. Enfin, près de Lucciana, deux engins de travaux publics appartenant à M. François Leoni ont été endommagés par des charges peu puissantes.

En outre, les gendarmes ont découvert, enfouis dans le sol du maquis, au sud-ouest de Bastia, une centaine de kilos de dynamite. Déjà, le mercredi 2 février, on avait trouvé à proximité de cette cache un petit stock d'explosifs et de mèches lentes. Ces explosifs pourraient provenir d'un vol commis en septembre 1981 à Borgo, dans un dépôt fournissant, entre autres, les travaux publics de l'île, vol au cours duquel près d'une tonne de dynamite avait été subtilisée.



هكذا من الأصل



La sérénité... à condition que la compagnie maritime qui les transporte ait pour nom ACL. Savez-vous que l'Atlantic Container Line, précisément maintenant, est en train d'investir des centaines de millions de dollars dans une série de navires révolutionnaires? Pourquoi maintenant? Parce qu'il n'y a que l'innovation et le courage pour garantir l'avenir.

Les prochains navires ACL, conçus pour l'Atlantique Nord, matérialisent l'avance technologique dont vous avez besoin pour rester compétitifs.

Porte-conteneurs/rouliers, doués d'une adaptabilité jamais vue, ils vous permettent de projeter en toute confiance le transport d'un conteneur ou de mille, d'une grue géante, d'une voiture de collection.

Les ports touchés seront plus nombreux. Les délais encore plus brefs. Ajoutons qu'un simple geste doit suffire à vous délivrer de tout souci depuis la porte de votre usine jusqu'à celle de vos clients. Nous sommes parfaitement conscients, en effet, que vos produits sont aussi les nôtres. De même que vos marchés. C'est dans leur propre avenir que nous investissons.

ACL
Atlantic Container Line
No.1 on the North Atlantic

Partenaire Français: Compagnie Générale Maritime

Le Monde

sports

NATATION

LA RÉUNION INTERNATIONALE DE BOULOGNE-BILLANCOURT

Gaines : des records sans titres

Deux nageurs ont largement dominé la réunion internationale de Boulogne-Billancourt qui a rassemblé du vendredi 4 au dimanche 6 février plus de deux cent compétiteurs français et étrangers : l'Américain Rowdy Gaines, détenteur du record du monde du 100 m (49 sec. 36) et du 200 m nage libre (1 min. 49 sec. 16), et l'Allemande de l'Est Kristin Otto, première femme à nager un 100 m dos en moins de 1 min. (59 sec. 97).

Dans un bassin de 25 m, le nageur américain a gagné le 50 m (22 sec. 76) et le 100 m nage libre (49 sec. 59). La jeune Allemande de l'Est a pris la première place du 100 m nage libre (54 sec. 75) du 100 m dos (1 min. 1 sec. 5) du 200 m dos (2 min. 11 sec. 38) et du 200 m quatre nages. Elle a dû en revanche, laisser pour 24 cent. de sec. la victoire à l'Américaine Dara Torres (25 sec. 47) dans le 50 mètres nage libre.

L'Italien Franceschi, de son côté, a battu la meilleure performance européenne sur 400 m. quatre nages (4 min. 16 sec. 94).

En l'absence de Frédéric Delcourt, Bruno Savin, Franck Iacono et Laurence Bensimon, en stage aux États-Unis, les Français ont eu un comportement modeste. Véronique Jardin, quatrième du 200 m dos (2 min. 18 sec. 71) a établi la meilleure performance française tous bassins de la distance et Catherine Poirot a gagné conjointement avec l'Italienne Carlotta Tagnin le 100 mètres brasse en 1 min. 10 sec. 61.

Il s'appelait Ambrose Gaines. En cours de route, il a perdu son prénom parce que, dans la famille, ils n'étaient pas moins de quatre à porter le même. Aujourd'hui on ne le connaît plus que sous le sobriquet de Rowdy, du nom d'un héros de feuilleton télévisé américain.

Depuis 1980, Rowdy Gaines est sur 200 mètres le nageur le plus rapide du monde. Un an plus tard, il est aussi devenu le plus rapide sur 100 mètres. Bref, il est, dans les épreuves de sprint, ce que le Soviétique Vladimir Salnikov est dans celles du demi-fond et du fond. A vingt-trois ans, le jeune Américain est pourtant passé à côté des grandes compétitions qu'un athlète de sa valeur se doit de gagner s'il veut compter, un jour, dans l'histoire du sport. Gaines n'a jusqu'ici jamais gagné un titre de champion du monde ni une victoire aux Jeux olympiques.

Rowdy n'a, il est vrai, pas eu beaucoup de chance. « Trop jeunes en 1976 pour les Jeux de Montréal », il a été l'une des victimes de la décision de M. Jimmy Carter, alors président des Etats-Unis, de boycotter, en 1980 , les Jeux de Moscou. *Victime également de son gabarit et d'une mauvaise préparation « en finale des championnats* du monde en 1982, à Guyaqil (Equateur), où il s'est fait battre, d'une part en finale du 200 mètres par l'Allemand de l'Ouest Michaël Gross, d'autre part en finale du 100 mètres par l'Allemand de l'Est Jorg Woithe.

Originalité

Habitué de la réunion de Boulogne-Billancourt, l'Américain Jim Montgomery, premier nageur à descendre, en 1976 aux Jeux de Montréal, sous la barre des 50 secondes aux 100 mètres, s'est fait photographier, dimanche, aux côtés de l'actuel détenteur du record du monde. Les spectateurs se sont alors bien amusés en constatant que Gaines, du haut de ses 180 centimètres, comptait bien 10 bons centimètres de moins que son compatriote. Mais ils ont également bien ri de la différence de morphologie entre les deux athlètes. Par comparaison, Gaines est presque apparu comme un nageur... chétif malgré des proportions harmonieuses.

Véritable athlète, Rowdy Gaines est un nageurqui s'amuse comme un fou dans l'eau. Il a souvent étonné les entraîneurs américains par son originalité. A sept ans, il commence une carrière qu'il abandonne un an plus tard parce qu'il ne supporte pas la *« durée des entraînements »* trop fastidieux à son goût et qu'*« il s'amuse beaucoup plus à jouer au base-ball »*.

A dix-huit ans, il revient néanmoins à ses premières amours pour constater qu'*« il n'est que le cinquante-deuxième sprinter américain »*. Mais cet homme-là a des idées derrière la tête. A l'âge où tant d'entraîneurs considèrent que la carrière d'un nageur prend fin, il décide de devenir le meilleur *« dans le sport le plus difficile qui réserve portant les meilleures satisfactions »*.

On lui prête pourtant la réputation d'être un dilettante. Allons donc ! Pour atteindre le but qu'il s'est fixé — nager le 200 mètres en 1 min. 48 sec. — il parcourt 10 kilomètres par jour et son programme d'entraînement comporte aussi trois séances hebdomadaires de musculation, longue chacune de une heure trente.

Homme de records, il refuse qu'on le classe *« dans la catégorie des nageurs qui n'ont pas suffisamment de nerfs pour gagner des compétitions importantes »*. Rowdy Gaines ne pense pas, pour l'instant, aux Jeux olympiques de Los Angeles qui doivent avoir lieu en 1984, même si Peter Daland, un des entraîneurs américains les plus réputés, laisse entendre que, s'il le voulait, Gaines pourrait réussir à cette occasion le triplé en gagnant le 100 mètres, le 200 mètres et le 400 mètres. Pesonne ne sait — et surtout pas Gaines — si, d'ici-là, le champion américain n'aura pas pris la décision de mettre un terme à sa carrière.

GILLES MARTINEAU.

ATHLÉTISME

Le Belge Schots, vainqueur du cross de *l'Equipe*

Pluie, brouillard, gadoue sur l'ancien hippodrome du Tremblay (Val-de-Marne) tansformé en parc des sports pour la renaissance du cross de notre confrère l'Equipe.

A quatre semaines des championnats du monde, qui doivent avoir lieu à Gateshead (Grande-Bretagne), quelques-uns des meilleurs spécialistes se sont retrouvés pour une épreuve tracée par Michel Jazy sur un parcours vallonné, qui obligeait les quelques milliers de concurrents, répartis en trente-cinq épreuves, à changer fréquemment de rythme.

Chez les « as », en l'absence du Britannique Dave Clark, le Belge Léon Schots, ancien champion du monde, prit la tête dès le départ en compagnie du Gallois Steve Jones et du Français Pierre Levisse, qui, tenaillé par un point de côté, devait perdre cette position au deuxième tour. Il la céda en fait à Jacky Boxberger, qui s'était laissé piéger par un début de course très rapide et dut produire un gros effort pour « revenir ». Dans la quatrième boucle, Schots forçait l'allure pour lâcher Jones, tandis que Boxberger suivait à une trentaine de mètres. Puis venaient le Britannique Tim Hutchings et le Belge Erik De Beck avec Pierre Levisse dans sa foulée.

Puissant et résistant, le Belge Léon Schots s'imposait au terme d'une course longue de 12 kilomètres parcourue en 36 min. 35 sec. Le Gallois Jones, deuxième à 8 secondes, devançait Boxberger de 12 secondes.

A l'issue de la course, le Français devait déclarer : « J'ai rarement participé à une course aussi dure. Dans la boue, l'amplitude de ma foulée perdait de 20 à 30 centimètres. J'espérais terminer dans les cinq premiers. Je termine à la troisième place. Je suis satisfait. »

SKI ALPIN

Les Mahre triomphent au Kandahar

Les épreuves du traditionnel Kandahar, disputées les 5 et 6 février, à San-Anton (Autriche), ont permis à l'Américain Phil Mahre de prendre une sérieuse option sur la Coupe du monde de ski alpin, dont il est le détenteur depuis deux ans. Cinquième de la descente, gagnée par le Suisse Peter Luescher, qui avait enlevé le trophée de cristal en 1979 grâce à ses qualités de... slalomeur, troisième du slalom spécial, remporté par son jumeau Steve, l'Américain a écarté la menace du Suédois Stenmark, qui a chuté dans la seconde manche du spécial.

Satisfaction aussi dans le camp français, où Michel Canac, neuvième à Madona-di-Campiglio (Italie), septième à Parpan (Suisse), neuvième à Kitzbuehel (Autriche), et troisième à Kranjska-Gora (Yougoslavie), a confirmé qu'à vingt-sept ans il entrait dans le club des dix meilleurs slalomeurs mondiaux, en prenant la quatrième place.

Les dames essayaient les pistes de Sarajevo où se dérouleront dans un an les Jeux olympiques d'hiver. La descente a été gagnée par la Suissesse Maria Walliser, qui signait son second succès de la saison, devant l'Autrichienne Kirchler et la Suissesse Ehrat, la meilleure Française, Elisabeth Chaud, étant cinquième. Le slalom géant a été annulé en raison du mauvais temps.

Aux championnats du monde juniors qui se disputaient à Sestrières (Italie), Luc Alphand, de Serre-Chevalier, qui avait gagné la descente, a obtenu la médaille d'argent du combiné, enlevé par le Soviétique Melnikov. Chez les filles, Hélène Barbier, qui était une des grandes favorites des quatre disciplines, n'a pas eu autant de réussite : elle n'a pu faire que deuxième en slalom géant, battue par l'Allemande de l'Ouest Michaela Gerg, qui a en outre gagné le combiné.

TENNIS

La revanche de McEnroe

L'Américain John McEnroe a levé les bras au ciel comme s'il avait gagné un tournoi du grand chelem. Il venait seulement de remporter les championnats des Etats-Unis en salle, le 6 février, à Philadelphie, mais c'était contre sa « bête noire », *le Tchécoslovaque Ivan Lendl. Depuis vingt-six mois (quarts de finale de Flushing-Meadow, en 1980). McEnroe n'avait plus battu Lendl en tournoi. En sept matches, le Tchécoslovaque avait même gagné dix-neuf sets sur vingt.*

Quand McEnroe perdit encore le premier set 6-4, les spectateurs du Spectrum de Philadelphie pensèrent certainement que la série allait se poursuivre. L'Américain jouait pourtant beaucoup mieux que lors du dernier tournoi des Maîtres. Le match allait basculer au deuxième set, quand McEnroe prit le service de Lendl à 3 à 1 sur un jeu blanc. Le Tchécoslovaque revint bien à 5-5 avant de perdre le tie-break *9 points à 7. Commençant à douter, et à servir moins bien, Lendl fut alors le plus souvent débordé par un McEnroe très offensif, qui s'imposait finalement 4-6, 7-6, 6-4, 6-3.*

McEnroe conservait donc son titre américain en mettant fin à une série de soixante-six victoires consécutives en salle du Tchécoslovaque. Ce dernier, qui s'est à nouveau plaint d'une douleur au bras droit, envisage de prendre deux semaines de repos.

RUGBY

TOURNOI DES CINQ NATIONS : LA FRANCE BAT L'ÉCOSSE (19-15)

Estève, le chariot de feu

Depuis 1963, le quinze de la rose n'a pas réussi à s'imposer à l'Arms Park de Cardiff. Samedi 5 février, devant trente-six mille spectateurs, les rugbymen anglais ont néanmoins arraché *in extremis* le match nul aux Gallois (13-13), grâce à un *but* de pénalité marqué par Dusty Hare, qui est devenu à cette occasion le meilleur marqueur anglais de tous les temps avec un total de 140 points. La partie fut au demeurant très engagée.

Les Anglais *ont dominé en première* période avec un essai de Carleton et une pénalité de Hare, auxquels les Gallois ont répliqué par une pénalité de Wyatt et un drop de Dacey. Puis ceux-ci ont repris l'ascendant en seconde période, passant un essai d'avants par Squire et une pénalité de Wyatt, avant l'égalisation anglaise sur drop de Casworth et un but de Hare.

Depuis 1969, les Ecossais n'ont pas gagné à Paris. Les quelque quarante-six mille spectateurs du Parc des Princes ont failli assister, samedi, au terme de cette série de défaites, tant a été vive la domination de l'équipe du chardon dans les phases de conquête du ballon. Un match nul aurait aussi paru de bonne guerre, mais les attaquants français inscrivirent avec Estève l'essai de la victoire dans les ultimes minutes.

Acquis sur le même score (19-15) que trois semaines auparavant à Twickenham, ce nouveau succès a mis en relief les forces et les faiblesses du quinze national deux semaines avant la rencontre contre *les Irlandais, vainqueurs au tour précédent des* Ecossais, qui affronteront, eux, les Gallois.

Les toasts sont prononcés ; le champagne est bu ; les cigares sont fumés ; l'orchestre a plié bagage. Le banquet offert dans les salons du Grand Hôtel par la Fédération française de rugby en l'honneur de l'équipe d'Ecosse est terminé. C'est l'heure où les messieurs de l'ovale en smoking échangent les bonnes adresses du *Paris by night*, où les chasseurs d'autographes tentent leur dernière chance, où joueurs et journalistes confrontent pour la énième fois leur opinion sur le match. Esprit de corps des uns, réserve des autres.

Sur la pelouse, les auteurs de cette victoire ont souffert. Physiquement. Les plaies et les bosses de la troisième ligne de combat — Rives, amoché comme à l'accoutumée ; Joinel, le cuir chevelu ouvert ; Rodriguez, qui dut quitter le terrain — en témoignent. *« Dur, très dur »*, le commentaire revient dans toutes les bouches. Les vainqueurs ont été éprouvés. Ils sont restés bien sages à leur table pendant tout le repas. Ils n'en finissaient pas de récupérer, alors que les vaincus chantaient à tue-tête.

Funambules et expédients

Souffrance morale aussi. Tout du long, la peur de perdre a *tenaillé* l'équipe nationale, qui a couru après le score. Elle s'était retrouvée menée 12 à 13 après vingt-six minutes de jeu. Les Ecossais ont en effet ouvert la marque sur une pénalité de l'arrière Dods, puis aggravé le score par un superbe essai aplati côté fermé par l'ailier Robertson et transformé par Dods, ainsi que et par un drop de l'ouvreur Gossman, alors que les Français n'avaient passé qu'un but de pénalité de Blanco. Les Écossais ont aussi eu une véritable balle de match lorsque, à 15-15, l'arbitre leur accorda une pénalité à vingt-cinq mètres en face des poteaux six minutes avant la fin du temps réglementaire. Heureusement, Dods rata son coup de pied.

Dans les tribunes, les narrateurs du match ont ergoté. Ils ne retrouvaient plus l'équipe dominatrice qui avait fait brouter le gazon de Twickenham aux Anglais trois semaines auparavant. Entre les deux piliers, le talonneur Dupont n'avait pas le rayonnement et l'adresse d'un Dintrans malheureusement blessé. Les « jeunots » de la deuxième ligne, Orso et Condom, furent fort discrets. Quant à la paire de demis Berbizier-Delage, elle devrait assurément passer en correctionnelle, comme leurs prédécesseurs Martinez-Camberabero, car les *passe du premier laissèrent* trop à désirer et les ouvertures du second grincèrent désagréablement.

Bref, sans les invraisemblables cafouillages des attaquants écossais — privés, il est vrai, de leurs jockers, Irvine à l'arrière et Rutherford à l'ouverture, — l'équipe de Laidlaw aurait pu donner une leçon à celle de Rives, tant elle disposait à sa guise du ballon dans les regroupements et les touches. Après un rugby d'incendiaires à Londres, c'était au Parc de Princes un rugby de pompiers. Deux versions d'un même jeu : la victoire tambour battant, puis la non-défaite sans tambour ni trompette. Avoir des ballons ou ne pas en avoir. Et gagner.

« Tant que nous serons dominés en mêlée et dans les alignements, nous continuerons à jouer comme des funambules, à vivre d'expédients », dit le sélectionneur Jacques Fouroux pour mettre tout le monde d'accord. « Funambules », « expédients », les jolies épithètes pour désigner l'arrière Blanco *et l'aillier* Estève : dix-neuf points à eux deux, trois pénalités et une transformation pour le Biarrot, deux essais pour le Narbonnais. La victoire au grand galop.

En trois saisons et dix-huit sélections avec le quinze de France, Blanco a familiarisé les amateurs d'ovale à ses courses folles qui, selon la belle image d'un confrère, tranchent les défenses adverses comme un ouvre-boîte découpe le couvercle d'une conserve. Fixé à l'arrière après avoir opéré avec bonheur à tous les postes de la ligne de trois-quarts, il a *été*, de *surcroît*, chargé des coups de pied. Exception faite d'une pénalité ratée face aux poteaux, il n'y a pas trop mal réussi. Il aurait été l'unique héros du match s'il n'avait pas servi les deux ballons d'essai à Estève.

Trente-septième minute. Rives et Joinel chargent côté droit. Regroupement sur les 22-mètres écossais. Le cuir est extrait pour Codorniou qui transmet côté ouvert à Blanco intercalé. Comme une flèche, Estève relaie pour l'essai, que Blanco transforme. Soixante-quatorzième minute. Quasiment le même scénario, sinon que trois Ecossais font barrage à cinq mètres devant la ligne à Estève. Celui-ci passe en force, « poussé au cul » par Blanco resté en soutien après son relais.

Ailier-sprinter

Pour sa cinquième sélection, le technicien agricole de Lavelanet, qui est le meilleur marqueur du championnat cette saison, aplatissait son quatrième essai. Et il s'agissait, samedi soir après le cognac, de savoir avec quel ailier-sprinter de légende on allait désormais l'étalonner. *L'unanimité se fit sur Christian* Darrouy. En quarante et une sélections (1957-1967), ce Landais marqua vingt et un essais. Plus récemment, les courses folles de Noves, Costes et Gourdon avaient fait les beaux jours du quinze de France.

Pourtant, selon nous, Estève évoquerait plutôt un... Ecossais, Eric Liddell, dont un film récent, *les Chariots de feu*, a retracé l'histoire. Fils de missionnaire protestant, celui-ci fut champion olympique du 400 mètres en 1924 et sept fois international de rugby en 1922 et 1923, avant de partir évangéliser la Chine où il mourut dans un camp de concentration japonais en 1945. Fervent pratiquant, Liddell renonçait à certaines compétitions lorsqu'elles avaient lieu le dimanche. Sélectionné pour les championnats de France universitaires de sprint, Estève préféra aller passer un examen. Chez ces deux ailiers donc, vitesse, talent et idéalisme.

Toutefois, comparaison n'est pas raison. *Une extrême émotivité* est le point faible du joueur de Narbonne, qui est à l'occasion un bon défenseur. Outre son extraordinaire accélération, son point fort est d'avoir compris qu'il était le rouage d'une machine dont toutes les pièces ont leur importance : *« On peut mettre quelqu'un d'autre à ma place, il fera aussi bien. J'essaie simplement d'utiliser au mieux les ballons qui me parviennent. Pour les gagner, les autres se crèvent. Les avants en particulier. Ils ont fait un match d'enfer cet après-midi. »* Esprit de corps...

ALAIN GIRAUDO.

LES RÉSULTATS

Athlétisme

MEILLEURE PERFORMANCE MONDIALE AU SAUT A LA PERCHE

Pour la troisième fois depuis le début de la saison en salle, l'Américain Bill Olson a amélioré la meilleure performance mondiale en salle du saut à la perche, le 5 février à Toronto, en franchissant 5,80 m, soit 4 cm de mieux que son ancienne performance.

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(dix-neuvième journée)

*Le Mans b. Antibes	90-82
Limoges b. *Nice	100-72
Orthez b. *Tours	79-75
Stade français Paris b. *Caen	73-68
*Villeurbanne b. Vichy	101-95
Reims b. Avignon	91-81
*Mulhouse b. Monaco	79-71

Classement. — 1. Limoges, 51 pts ; 2. Orthez, 48 ; 3. Le Mans, 47 ; 4. Antibes, 44 ; 5. Villeurbanne, 43 ; 6. Stade Français, 41 ; 7. Tours, 41 ; 8. Caen, 38 ; 9. Avignon, 37 ; 10. Monaco et Vichy, 31 ; 12. Reims, 29 ; 13. Nice, 27 ; Mulhouse, 23.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE
Première division
(Vingt-quatrième journée)

Nantes b. *Lyon	2-1
*Laval b. Bordeaux	2-0
Nancy b. Brest	3-0
*Metz et Monaco	1-1
*Sochaux b. Auxerre	2-0
*Strasbourg et Tours	1-1
*Lille b. Rouen	5-0
*Toulouse et Saint-Etienne	1-1
*Bastia b. Mulhouse	2-0

Paris-S.G.-Lens aura lieu le 8 février.

Classement. — 1. Nantes, 38 pts ; 2. Bordeaux, 31 ; 3. Lens, 29 ; 4. Laval, 28 ; 5. Monaco, 27 ; 6. Paris-S.-G., 26 ; 7. Sochaux, Brest, 24 ; 9. Auxerre, Lille, Strasbourg, 23 ; 12. Nancy, Metz, 22 ; 14. Bastia, Saint-Etienne, 21 ; 16. Rouen, Tours, Toulouse, 20 ; 19. Lyon, Mulhouse, 18.

Deuxième division
(Vingt-troisième journée)

GROUPE A

*Rennes b. Angers	4-1
*Châteauroux b. Angers	0-0
*Racing P I et Valenciennes	2-2
*Corbeil et Guingamp	1-1
*Le Havre b. Béziers	2-0
Abbeville b. *Alès	1-0
Angoulême b. *Nœux	1-0
*Montpellier et Viry	0-0
*Limoges et Libourne	0-0

Classement. — 1. Rennes, 36 pts ; 2. Nîmes, 34 ; 3. Valenciennes, 32.

GROUPE B

*Reims b. Fontainebleau	1-0
*Orléans et Nice	0-0
*Toulon b. Cannes	3-1
Marseille b. *Gueugnon	1-0
*Martigues b. Dunkerque	2-1
Thonon b. *Grenoble	3-0
*Besançon et Stade français	2-2
*Blénod et Red Star	0-0
*Cuiseaux b. Montceau	2-1

Classement. — 1. Reims, 36 pts ; 2. Nice, 35 ; 3. Toulon.

Patinage artistique

CHAMPIONNATS D'EUROPE A DORTMUND

Les Soviétiques Nathalia Bestemianova et Andrei Bukin, vice-champions d'Europe à Lyon en 1982, ont profité du forfait des Britanniques Christopher Dean et Jayne Torvill, (blessée à une épaule) pour remporter leur premier titre européen devant leurs compatriotes Olga Volozhinskaya et Alexandre Svinin.

Ski nordique

CHAMPIONNATS DE FRANCE

Les titres nationaux, décernés à Cauterets (Hautes-Pyrénées), sont revenus à Marie-Christine Subot sur 5 et 10 kilomètres, à Guy Henriet sur 30 kilomètres et à Gérard Durand-Poudret sur 15 kilomètres.

CYCLISME

MARTIAL GAYANT CHAMPION DE FRANCE DE CROSS

On connaissait les qualités de rouleur de Martial Gayant, qui s'était révélé à la fin de la saison 1980 en remportant le Grand Prix des nations amateurs. Le jeune équipier de Bernard Hinault (il appartient au groupe Renault-Gitane) possède d'autres cordes à son arc puisqu'il a conquis le titre de champion de France de cyclo-cross dimanche 6 février à Salies-de-Béarn, après avoir obtenu, il est vrai, celui de champion de Picardie l'an passé.

Le nouveau venu dans la spécialité n'a pas fait le détail : il a lâché Thévenard à 7 kilomètres de l'arrivée pour le distancer de trente-trois secondes.

Victoire indiscutable qui bouleverse quelque peu l'ordre établi. Elle confirme cependant la supériorité des routiers complets sur les spécialistes du cyclo-cross qui ont vieilli sans avoir trouvé leurs successeurs.

Au palmarès de l'épreuve, Martial Gayant rejoint en effet Madiot et Chassang. Son succès acquis avec panache fournit une évidente satisfaction à Jean-Yves Plaisance, devenu entraîneur national, qui va tenter de relancer le cyclo-cross français en rajeunissant ses cadres. Or Gayant n'a que vingt ans. On pourra évaluer ses possibilités au niveau international le 21 février à Birmingham, dans le championnat du monde, pour lequel Thévenard, Madiot et Castaing sont également sélectionnés.

Chez les amateurs, Daniel Perret a battu Desclos et Martinez. Le deuxième est un vétéran, le troisième un authentique espoir, fort heureusement. — J. A.

INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 7.2.83 A 0 h G.M.T.

PRÉVISIONS POUR LE 8.2.83 DÉBUT DE MATINÉE

Brouillard – Verglas dans la région

PRÉVISIONS POUR LE 8 FÉVRIER A 0 HEURE (G.M.T.)

Évolution probable du temps en France entre le lundi 7 février à 0 heure et le mardi 8 février à minuit.

Une vaste zone de basses pressions recouvre l'Europe. Sur la France, temps très instable, avec vent de nord-est ou de nord poussant des lignes de grains et de l'air froid en provenance de Scandinavie.

Mardi matin, temps maussade et froid sur la majeure partie du pays. Des gelées de – 5 à – 6 degrés dans le Centre, 0 à – 2 degrés sur les autres régions ; seules les régions côtières auront des températures légèrement positives. Sur la moitié nord, des chutes de neige assez fréquentes et un vent de nord-est soufflant en rafales.

Sur la moitié sud, ciel plus variable avec de belles éclaircies, surtout en bordure de la Méditerranée, où le mistral chassera les nuages.

L'après-midi, la neige progressera vers le Centre, le Massif Central, le nord des Alpes et même vers les régions pyrénéennes.

Au nord de la Loire et sur le Nord, les chutes de neige seront moins fréquentes. Près de la Méditerranée encore de belles éclaircies.

Sur la plus grande partie du pays il fera à peine plus de 0 degré, seules les régions méridionales verront les thermomètres dépasser légèrement les 5 degrés.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 7 février à 7 heures, de 998 millibars, soit 748,6 millimètres de mercure.

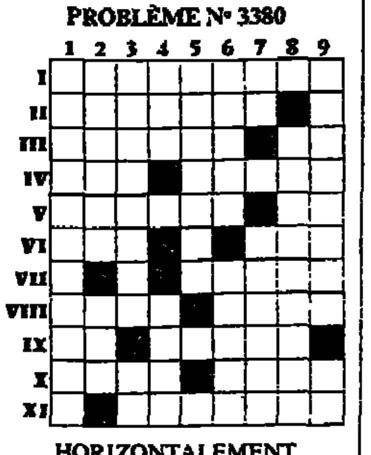
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 6 février ; le second le minimum de la nuit du 6 au 7 février) : Ajaccio, 12 et 5 degrés ; Biarritz, 10 et 5 ; Bordeaux, 10 et 2 ; Bourges, 6 et 2 ; Brest, 8 et 3 ; Caen, 7 et 3 ; Cherbourg, 7 et 3 ; Clermont-Ferrand, 6 et 0 ; Dijon, 4 et 1 ; Grenoble, 6 et 0 ; Lille, 4 et 0 ; Lyon, 6 et 1 ; Marseille-Marignane, 11 et 3 ; Nancy, 3 et 0 ; Nantes, 9 et 2 ; Nice-Côte d'Azur, 13 et 3 ; Paris-Le Bourget, 6 et 2 ; Pau, 9 et 2 ; Perpignan, 11 et 4 ; Rennes, 8 et 3 ; Strasbourg, 5 et 1 ; Tours, 7 et 2 ; Toulouse, 3 et 3 ; Pointe-à-Pitre, 28 et 21.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 19 et 10 degrés ; Amsterdam, 5 et 0 ; Athènes, 10 et 5 ; Berlin, 2 et 0 ; Bonn, 3 et 0 ; Bruxelles, 5 et 1 ; Le Caire, 17 et 12 ; îles Canaries, 20 et 15 ; Copenhague, 3 et 0 ; Dakar, 27 et 18 ; Djerba, 17 et 9 ; Genève, 4 et 0 ; Jérusalem, 8 et 5 ; Lisbonne, 14 et 6 ; Londres, 6 et 2 ; Luxembourg, 1 et 0 ; Madrid, 14 et 0 ; Moscou, – 1 et – 10 ; Nairobi, 27 et 14 ; New-York, – 3 et – 2 ; Palma-de-Majorque, 18 et 8 ; Rome, 13 et 10 ; Stockholm, 0 et – 6 ; Tozeur, 17 et 8 ; Tunis, 18 et 9.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3380



HORIZONTALEMENT

I. Surface où il faut chercher le rayon pour trouver le volume. – II. Transport incontrôlé ou souvent contrôlée dans les transports. – III. Ont donc subi des pressions. Franc... parler. – IV. Cela coule parfois de source. Se déguste à certaines réceptions ou fait déguster lors de certaines rencontres. – V. Telle l'expression de nos sentiments les meilleurs. Démonstratif. – VI. Cours du Midi. Dont la présence au palais n'est pas du meilleur goût. – VII. Un bout de chemin ou le bout de chemin. – VIII. On y met ceux qu'on aime. Nous empoisonne la vie quand il s'y met. – IX. Tout beau lorsqu'il est tout nouveau. Sa présence peut attirer certains et repousser les autres. – X. De cajoler ne l'empêche pas de jaser. Instrument à cordes qui a été un instrument dans le vent. – XI. Reprend ou rend suivant le cas.

VERTICALEMENT

1. Dissolution de société qui entraîne une certaine débauche. – 2. Doit être retirée pour une bonne qualité de son. A une position très en vue dans la presse. – 3. Vinaigrette qui était utilisée avec certaines huiles. Symbole. – 4. Chimiste français. Important atout pour une coupe. – 5. S'oppose à l'entrée d'éléments indésirables. – 6. Prise d'un bon pas pour se tirer d'un mauvais pas. C'est une bonne couverture. – 7. Un bout de terre ou un bout d'air. Fume et fait la bombe quand il est mineur. – 8. Sont plus payants en temps de paix qu'en temps de guerre. – 9. On n'est pas toujours sûr d'avoir le dernier mot avec elles. Fait appel.

Solution du problème n° 3379

Horizontalement

I. Empreinte. Sas. – II. Xérès. Al. Pavois. – III. Très. Introverti. – IV. Rite. Strapontin. – V. Atermoiement. Né. – VI. Œuvée. Essuyé. – VII. Reitres. Rare. – VIII. Dos. Léon. Iseran. – IX. Il. Elsa. Dit. – X. Né. Aspe. Ré. – XI. Acteurs. Bossuet. – XII. Irroration. Sl. – XIII. Rail. Tentateurs. – XIV. En. Eternité. Lu. – XV. Set. Hé! Enervées.

Verticalement

1. Extraordinaires. – 2. Mérite. Olécrâne. – 3. Prêteurs. Tri. – 4. Réserve. Eole. – 5. Es. Meilleur. Th. – 6. Isoètes. Ratée. – 7. Nanti. Roadster. – 8. Titre. En. Inné. – 9. Rames. Cabotin. – 10. Popes. Sonate. – 11. Savons. Seps. Ter. – 12. Aventure. Esse. – 13. Sort. Yard. Ulule. – 14. Itinéraire. Rue. – 15. Usine. Entêtés.

GUY BROUTY.

ENTRAIDE

Les aveugles et leur chien

Un chien-guide apporte au non-voyant un grand sens de l'indépendance. De plus en plus de non-voyants sont guidés par des chiens éduqués à cet effet et il devient donc important que les personnes voyantes sachent agir lorsqu'elles rencontrent un non-voyant accompagné de son chien-guide.

● Un non-voyant utilisant un chien-guide veut être traité comme une personne indépendante ; aussi la meilleure façon de l'aider est de tenir comme acquis que *c'est une personne indépendante.* S'il a des ennuis, il demandera de l'aide. Inutile de courir vers lui pour l'entourer de prévenances, mais demandez-lui simplement : « Que puis-je faire pour vous ? » « Puis-je vous être utile ? »

● Si un non-voyant semble avoir besoin de quelque assistance, *ne le prenez pas par le bras,* mais demandez-lui sur un ton neutre s'il désire une aide.

● S'il accepte votre assistance, *placez-vous à sa droite,* du côté de sa canne, car le chien-guide sera invariablement à sa gauche, et offrez-lui votre bras ou votre épaule gauche.

● *En aucun cas vous ne devez prendre le chien-guide par la laisse,* car cela apportera de la confusion à l'animal, suprendra son maître et les empêchera de travailler selon leurs habitudes.

● Si vous aidez un non-voyant à traverser une rue, accompagnez-le jusqu'au trottoir opposé, afin que le chien-guide puisse ensuite continuer son travail.

● Pour ne pas le distraire de son travail, *ne donnez jamais rien à manger à un chien-guide.* Son maître surveille son alimentation de façon très précise. Le chien-guide est bien alimenté et fait son travail de façon efficiente lorsque le régime recommandé est appliqué.

● *Ne caressez pas un chien-guide lorsqu'il est au harnais, et ne l'appelez pas.* Une impulsion naturelle porte les passants à caresser un chien-guide parce que c'est un animal amical qui rend service, mais son maître doit être consulté avant. Aussi, demandez toujours au non-voyant la permission de toucher son chien.

● Sachez que les non-voyants apprécient les attentions, mais désirent surtout que leurs amis et les personnes qu'ils rencontrent aient une attitude naturelle envers eux et non pas trop empressée, ce qui n'est pas nécessaire.

Un non-voyant guidé par son chien aime se promener à sa façon et n'apprécie nullement les attentions dont il n'a que faire. La pitié n'a pas sa place dans notre approche d'un non-voyant qui se déplace avec un chien-guide, car c'est une personne qui doit être admirée pour sa victoire sur elle-même.

★ Ces conseils nous ont été transmis par le Club de chiens-guides d'aveugles d'Ile-de-France, centre Corteville, 3, rue Eugène-Dorlet, 77170 Coubert. Tél. : 406-73-82. Les écoles affiliées à la Fédération nationale des clubs de chiens-guides d'aveugles (65, rue Réaumur, Paris 2e. Tél. : 233-33-13) éduquent des chiens-guides qui sont remis *à titre gratuit* aux aveugles jugés aptes à les utiliser.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 9 FÉVRIER

« L'Odéon », 13 h 45, mairie du 6e, place Saint-Sulpice, M. Lépany.

« La demeure du ministre d'Henri IV racontée aux jeunes », 14 h 30, 62, rue Saint-Antoine, Mme Colin.

« L'Ile de la Cité », 15 heures, métro Cité, Mlle Oswald.

« Hôtel d'un maréchal d'Empire », 15 heures, 16, rue de la Ville-l'Évêque, Mme Chapuis (Caisse nationale des monuments historiques).

« De David à Delacroix », 14 h 30, musée du Louvre, porte Denon (Approche de l'art).

« L'école de La Haye », 17 h 30, Grand Palais (M. Bouchard).

« Le collège des Bernardins », 15 heures, devant Saint-Julien-le-Pauvre (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Le réservoir de Montsouris », 14 h 30, 115, rue de la Tombe-Issoire (La France et son passé).

« Quartier des Archives », 14 h 30, 20, rue des Archives.

« Les Catacombes », 14 h 30, 2, place Denfert-Rochereau (Paris et son histoire).

« La rue Saint-Honoré », 14 h 30, métro Louvre (Paris pittoresque et insolite).

« Le Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Le fournil de la boulangerie Poilane », 10 heures, 87, rue Brancion, Mme Romann.

« L'Opéra », 13 h 30, haut des marches, à gauche (Tourisme culturel).

« Saint-Germain-des-Prés », 14 h 30, rue Mabillon (Le Vieux Paris).

CONFÉRENCES

19 h 30, 26, rue Bergère, Père H. Biondi : « Illuminations divines et prédispositions humaines » (L'homme et la connaissance).

19 h 30, Sorbonne, amphithéâtre Bachelard, 1, rue Victor-Cousin, M. F. Lionel : « Le faux attrait du merveilleux » (Université populaire de Paris).

EXPOSITIONS

LE CENTENAIRE DE L'HOTEL DE VILLE. – La ville de Paris communique *« qu'en raison de son succès »,* l'exposition consacrée au centenaire de l'Hôtel de Ville est prolongée jusqu'au 12 février inclus. (Salle Saint-Jean, entrée rue Lobau, porche côté Seine).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* des samedi 5 et dimanche 6 février :

DES DÉCRETS

● Complétant et modifiant le décret n° 82-1219 du 31 décembre 1982 authentifiant les résultats du recensement général de la population de mars-avril 1982 ;

● *Révisant et complétant* les tableaux de maladies professionnelles annexés au décret n° 46-2959 du 31 décembre 1946 pris pour l'application du livre IV du code de la sécurité sociale relatif à la prévention et à la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles.

DES ARRÊTÉS

● Relatif aux modalités de fonctionnement du régime de retraite complémentaire des assurances sociales institué par le décret n° 70-1277 du 23 décembre 1970 ;

● Portant modification de l'organisation de la direction des transports terrestres ;

● Portant octroi d'autorisation et d'agrément de transports aériens.

ANIMAUX

L'ASSOCIATION NATIONALE FÉLINE, ses délégations régionales et ses clubs étrangers affiliés, organisera un grand Salon du chat, samedi 19 et dimanche 20 février, au pavillon Baltard à Nogent-sur-Marne (Val-de-Marne), avec la présence de sept cents chats et chiens. Un podium accueillera les animations : présentation et historique de toutes les races de chats, démonstration de toilettages, etc. La S.P.A. tiendra un stand d'adoption. Une exposition de cent cinquante affiches de 1890 à nos jours, sur le thème du chat, complétera cette manifestation dédiée à tous les vétérinaires

★ Salon du chat, pavillon Baltard, rue Victor-Hugo, 94130 Nogent-sur-Marne. Samedi 19 et dimanche *20 février de 10 h à 19 h. Entrée* 20 F. Tarif réduit : 10 F.

DÉFENSE

LE GÉNÉRAL ROGER EMIN DEVIENT DIRECTEUR A LA D.G.S.E.

Le général de brigade Roger Emin a été nommé, par arrêté de M. Charles Hernu, ministre de la défense, paru au *Journal officiel* du dimanche 6 février, au poste de directeur à la Direction générale de la sécurité extérieure (D.G.S.E.) qui est l'ancien Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (S.D.E.C.E.). Le général Emin, qui était jusqu'à présent attaché des forces armées et chef de poste des attachés militaires de l'ambassade de France en Italie, remplace le général de brigade Jacques Fouilland qui a été nommé *(le Monde* du 21 janvier) adjoint au directeur de l'Institut des hautes études de défense nationale (I.H.E.D.N.) à Paris

Dans ses nouvelles fonctions, le général Emin a reçu délégation de l'amiral Pierre Lacoste de remplacer le directeur général de la D.G.S.E. en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, il a donc autorité sur l'ensemble des services secrets.

[Né le 18 octobre 1928 à Mijoux (Ain) et ancien Saint-Cyrien, Roger Emin a fait une grande partie de sa carrière dans l'artillerie des troupes de marine, notamment en Extrême-Orient et en Algérie. Entre 1963 et 1966, il a appartenu au S.D.E.C.E. et entre 1970 et 1972 il a continué ses services à l'état-major interarmées du commandement supérieur des forces françaises du point d'appui de Dakar (Sénégal). Après avoir appartenu à la direction du personnel militaire de l'armée de terre, puis au cabinet de MM. Jacques Soufflet et Yvon Bourges qui se sont succédé au ministère de la défense entre 1974 et 1976, il commande le 9e régiment d'artillerie de marine stationné à Trèves (Allemagne fédérale).

Promu général de brigade en décembre 1979, Roger Emin est, alors, adjoint au général commandant la 12e division d'infanterie et la 23e division militaire territoriale à Rouen. C'est en novembre 1980 qu'il est nommé à l'ambassade de France à Rome.]

ÉQUIPEMENT

UNE PROPOSITION DU CONSEIL GÉNÉRAL DE LA SEINE-SAINT-DENIS

Relancer la machine-outil

L'Ile-de-France est le berceau de la machine-outil. 34 % des entreprises françaises et 22 % des personnels de cette branche y sont rassemblés. Pour lui redonner « une nouvelle vigueur », M. Jean-Louis Mons, président communiste du conseil général de la Seine-Saint-Denis, a invité, le samedi 5 février à Paris, producteurs, utilisateurs, responsables politiques et économiques régionaux à un colloque, auquel participait le ministère de la recherche et de l'industrie, pour *étudier la prochaine création* d'un centre régional de la machine-outil.

Le parc français de la machine-outil est le plus vétuste de tous les pays développés. Sa moyenne d'âge est de seize ans. La France est donc dépendante des importations dans ce domaine, ce qui ne manque pas d'avoir des répercussions sur la balance des paiements. Cette dépendance entraîne un retard technologique de deux à trois ans sur l'étranger, principalement dans les P.M.I., et une moindre productivité.

C'est la raison pour laquelle le gouvernement a, en 1981, lancé un plan machine-outil qui prévoit une action sur la production, le soutien à la demande et le développement de l'innovation et de la formation. *« Dans cet effort national peuvent prendre place aujourd'hui, de manière concrète, les collectivités territoriales »,* estime M. Jean-Louis Mons, président du conseil général de la Seine-Saint-Denis, qui propose de *« créer un centre régional de la machine-outil en Ile-de-France capable de susciter une nouvelle synergie entre l'industrie régionale de cette branche et son environnement économique et social ».*

Depuis plusieurs mois, en liaison avec l'ensemble des partenaires de la machine-outil – producteurs, constructeurs, utilisateurs, organismes de financement, représentants de l'enseignement supérieur, élus locaux, etc., – le conseil général de la Seine-Saint-Denis a cherché à définir le contenu d'un tel centre.

Après un recensement de toutes les entreprises de machines-outils en Ile-de-France, des produits et des possibilités de production, le centre disposerait d'un catalogue précis et pourrait définir des moyens logistiques pour participer aux expositions nationales et internationales. La promotion de certaines machines pourrait être encouragée par la création d'un label de qualité, et les services après-vente rassemblés. Dans le domaine de la vente, un G.I.E. pourrait être créé avec l'aide du centre régional.

Pour encourager la conception de matériels nouveaux, la recherche et l'innovation, le centre pourrait aussi se doter d'un service de chercheurs et accueillir une société de service et de conseil en informatique. Une structure de concertation permettrait d'autre part de déterminer, après des études visant à réduire le coût de production des machines, les regroupements de fournitures, de composants ou de pièces sous-traitées nécessaires.

Si le centre régional ne peut prétendre être un centre de formation, il pourrait, après discussion avec les personnels, recenser les carences et les besoins de formation en fonction des évolutions technologiques et contribuer à l'adaptation des centres de formation à la demande.

Un centre régional de la machine-outil ne pourra pas avoir le statut d'un organisme financier supplémentaire. Mais il pourra jouer un rôle important auprès des organismes existants et celui de conseil financier des entreprises.

« La région parisienne est un des berceaux de l'industrie de la machine-outil, souligne M. Mons. *Celle-ci s'appuie sur de grandes industries de pointe, un tissu industriel diversifié et de qualité. Seule une action régionale concertée et d'envergure permettra de lui redonner une nouvelle vigueur. La création d'un centre régional de la machine-outil pourrait nous permettre d'engager cette action. »*

OLIVIER SCHMITT.

Le Monde

culture

THÉATRE

« ATTILA DOUNAI » à Enghien

Pour sa première pièce, créée le 25 janvier au Mans, Catherine Paysan est restée fidèle à ses racines de romancière : dans les couloirs d'un petit lycée de province se déroule la rencontre de deux êtres que tout sépare : la nationalité, la culture, les convictions. Margueritte Patureau *est devenue la parfaite vieille fille* ; elle conçoit le bon et le bien à travers son conformisme rigide d'enseignante modèle. Lorsque, après une nuit blanche, le balayeur du lycée, passablement éméché, vient lui déclarer sa flamme, elle reçoit sa déclaration comme une insulte. D'autant qu'il s'agit d'un émigré *hongrois, un dénommé* Attila Dounaï. Un « barbare »... Mais c'est un émigré qui crie son droit à la différence à travers un anticonformisme militant forgé dans les camps nazis et au cours de sa fuite loin de la chape de plomb stalinienne. La vieille fille ne vas pas tarder à chavirer. Trop vite, le face-à-face tourne court.

Difficile de vibrer à cette histoire d'amour qui viendrait se greffer sur l'histoire d'un peuple. Bien d'autres peuples ont été contraints à l'exil, d'autres émigrés ont vécu le déracinement, mais une barrière autrement plus imperméable les a souvent réduits au ghetto : celle de la race.

Il est difficile d'oublier que Catherine Paysan a épousé un émigré hongrois, même si elle se défend d'avoir fait œuvre autobiographique en se réfugiant derrière la formule suivante : *« Écrire, c'est mentir afin de mieux dire la vérité. »* Dans le roman, elle excelle. Dans cette pièce, la vérité est peut-être trop criante pour qu'on y croit tout à fait.

ALAIN MACHEFER.

« Jocaste », au Petit Odéon

Dans la mythologie de l'inconscient, *Jocaste n'existe qu'en fonction* d'Œdipe. Michèle Fabien veut donner la parole à cette reine qui, promise au vainqueur de la Sphynge, obéit sans s'interroger sur la nature de son attirance pour l'homme inconnu qui est son fils. Fils-homme, mère-femme, toute la question est là, analysée, décortiquée, exposée sous divers éclairages pour affirmer à la fin que l'auteur assume sa sexualité maternelle.

Mais Jocaste s'adresse au fan*tôme* d'Œdipe, à l'*idée* qu'elle s'en fait, qu'elle se fait de l'humanité mâle, comme si elle était seule au monde. Elle est seule dans le décor — de Claude Lemaire, — tombeau fermé par un miroir qui la reflète avec netteté tandis que la salle apparaît en ombre. La pièce est un monologue littéraire mis en scène par *Marc Liebens, chorégraphie rituelle* dont la retenue brise la violence souhaitée du propos, neutralise la présence charnelle de Laurence Février. Deux ou trois fois, on a l'impression que l'actrice va se délivrer, dire, montrer le chaos, mais c'est l'ordonnancement raisonné qui gagne, trop abstrait pour toucher sinon convaincre. — C. G.

★ Petit Odéon, 18 h 30.

MUSIQUE

LA RENTRÉE DE « L'ITINÉRAIRE »

Ouverture et persévérance

Pour son premier concert parisien de la saison 1982-1983 (le 3 février au Centre Pompidou), l'Ensemble de l'Itinéraire, qui fêtera bientôt son dixième anniversaire, a voulu montrer à ceux qui en doutaient encore qu'il n'était pas au service d'une esthétique, d'une tendance ou d'une faction, mais se tenait toujours ouvert pour accueillir les formes d'expression les plus diverses, fussent-elles radicalement opposées aux options personnelles de certains membres de l'équipe de programmation.

Ainsi est-il permis de supposer que le Tribun, *de Maurice Kagel, pour conteur politique (Guy Gallardo), airs de marche (joués par l'harmonie municipale d'Antony) et haut-parleurs, n'a pas dû sembler assez « musical » à certains compositeurs membres de l'association, tandis que la simplicité monodique de* Vision, *du compositeur espagnol José Evangelista (1943), pour mezzo-soprano et petit ensemble, désarmait les uns et confortait les autres... Mais c'est cela l'ouverture, et ceux qui n'avaient pas pu entendre, lors de la création aixoise (le* Monde *du 5 août 1982), cette analyse dramatico-musicale de la rhétorique des tribuns, entrecoupés de marches para-militaires, syncopées et redondantes à souhait, en ont senti le prix.*

A en juger également par l'accueil du public, la cantate de José Evangelista sur des fragments empruntés à la vie de sainte Thérèse d'Avila a suscité un intérêt assez vif malgré le caractère un peu lassant, à la longue, d'une écriture privée du confort harmonique puisque, à la façon de certaines traditions orientales, elle ne comporte qu'une mélodie principale reproduite simultanément avec des décalages ou quelques écarts par les divers instruments. Cette austérité, qui aurait plus de poids si on pouvait comprendre le texte chanté en italien, résout en tout cas le délicat problème de l'accompagnement, sans perturbations inutiles, d'une mélodie non tonale.

Delizie costante, *de Jacob Druckman (né à Philadelphie en 1928), date de 1973. Dédiée à Bruno Maderna et prenant pour thème un air de Cavalli, cette œuvre associe un quintette à vent à une bande magnétique où ont été enregistrés des sons instrumentaux et électroniques. Toujours sous-jacent après avoir été exposé* in extenso, *l'air de Cavalli reste, comme l'écrit l'auteur, au-dessous du seuil de perception, mais la confrontation des styles comme celle des sources sonores soutient efficacement l'intérêt, évitant les facilités de la simple citation classique et celles des haut-parleurs cache-misère.*

Créé au Festival de Metz en novembre dernier, Diffractions, *de Roger Tessier (1939), conjugue également les ressources de la musique vivante et de l'électronique, à ceci près que les manipulations sont effectuées en direct et visent à transformer les sons instrumentaux sans nécessairement les déformer, pour créer une lutherie appropriée à son projet. Prenant le son même comme centre vital,* Diffractions *procède par vagues successives plus que par lignes ; scintillement aigu du glockenspiel, vibrations profondes du tam tam, notes égrenées de la guitare électrique, tels sont les rares jalons auxquels peut se raccrocher la description.*

A défaut de pouvoir donner une idée d'un climat insaisissable, il faut souligner, pour finir, la discrétion avec laquelle s'opèrent les transformations électroniques : on ne les perçoit presque jamais en tant que telles, signe qu'elles sont parfaitement intégrées.

GÉRARD CONDÉ.

PETITES NOUVELLES

■ Le Concours international d'Arcachon fait alterner désormais les épreuves de danse classique et de danse moderne. La compétition de 1983 (du 6 au 9 avril) sera réservée aux adeptes de cette dernière, âgés de dix-huit à vingt-quatre ans.

Le Concours de ballet de Varna (Bulgarie), organisé du 9 au 24 juillet, s'adresse à deux catégories, les juniors (quatorze-dix-neuf ans), les seniors (moins de vingt-huit ans). Très réputé, d'un haut niveau professionnel, ce concours comporte trois tours éliminatoires et concerne les styles classique et contemporain.

■ *La partition manuscrite d'une* symphonie que Mozart aurait écrite à l'âge de douze ans a été découverte dans les caves de l'hôtel de ville d'Odense, au Danemark, par un musicien de l'orchestre municipal. Cette symphonie (en la mineur pour cordes, hautbois, bassons et cors) aurait été composée à Vienne, vers 1768, et se trouve mentionnée dans le catalogue d'un éditeur allemand, qui date de 1829. Les quatre premières mesures y sont données, identiques à celles du manuscrit retrouvé.

■ La National Gallery de Washington vient de recevoir 93 œuvres des dix-huitième, dix-neuvième et vingtième siècles offerts par Paul Mellon. L'ensemble comprend 50 tableaux, notamment de Monet, Van Gogh, Gauguin, Seurat, Mary Cassat, Klee, Miro, Staël, Villon, 24 sculptures de Maillol, Renoir, Calder, Moore et 19 gravures du peintre réaliste américain George Bellow. La National Gallery, qui est un des rares musées nationaux des États-Unis, avait été construite en 1941 et dotée par le banquier Aurew Mellon, père de l'actuel donateur. Sa collection s'est enrichie par la suite d'autres donations privées.

■ Présenté par le BLIC (Bureau de liaison des industries cinématographiques), un court *métrage d'animation* d'une durée de cinq minutes environ est présenté depuis une semaine dans les salles. Il narre les aventures (malheureuses) d'un gentil petit Chaperon bleu banc rouge, *le cinéma, livré* aux turpitudes de l'horrible loup, la télévision. La consommation gargantuesque de films de cinéma par les sociétés de programmes de la télévision et leur propension à ne les payer qu'une somme dérisoire nourrissent la parodie. Siné a conçu cette satire, Michel Boschet, spécialiste du film d'animation, en a assuré l'exécution.

■ Un accord-cadre de coopération dans le domaine du cinéma a été signé le 31 janvier au Caire par M. Abdel Hamid Radouane, ministre égyptien de la culture, et M. Philippe Cuvillier, ambassadeur de France. Cet accord fait suite à celui signé en février 1982 à Paris par M. Radouane et son homologue français, M. Lang. Parmi les coproductions envisagées figure *Bonaparte en Egypte*, un film de Youssef Chahine.

MUSÉES

L'esprit de Nantes

(Suite de la première page.)

Un musée-palais, tout en pierre taillée et sculpturée, sans fenêtres ouvertes sur le dehors, et où la lumière descend des verrières pour *éclairer salles d'expositions, halls,* patios... Les murs en dur et les toits en verre sont aujourd'hui encore considérés comme de bonnes solutions, puisque la nouvelle architecture des musées les découvre et les applique.

M. Jack Lang, qui inaugurait le 5 février les premiers espaces restaurés, *a parlé du rôle de l'État* en faveur des musées de province, grâce notamment aux fonds régionaux d'acquisition des œuvres d'art (le FRAM récemment créé). Il a pu se rendre compte que ce ne sont pas toujours les envois de l'État qui ont fait la richesse du musée de Nantes. Pas plus les anciennes collections royales *que le butin des guerres* napoléoniennes, le trop-plein du Luxembourg, qui autour de 1900 se déversait sur les musées de province, et les achats plus récents du CNAC (Centre d'art contemporain). Le musée de Nantes doit le meilleur de ses trésors aux dons et legs, et surtout à l'achat, à bon compte, de la collection Cacault, *qui, en 1810,* avait fait entrer d'un coup mille cent cinquante-cinq tableaux, soixante-quatre sculptures et plus de dix mille gravures.

D'origine « roturière » comme on disait alors, François Cacault a su « s'élever » d'abord par la diplomatie, sous l'Ancien Régime, puis avec la Révolution, *le* Consulat, l'Empire — il fut en poste à Naples, en Toscane, à Rome, au Vatican. Ensuite, par la collection d'œuvres d'art, la *vraie promotion sociale, à la mode* chez les grands commis de l'Etat. Qu'on songe aux collections du Prince Murat et du maréchal Soult ! Lorsqu'il retourne en France, François Cacault, aidé par son frère, peintre et élève de Vien, se trouve en possession d'un ensemble de tableaux assez encyclopédique pour *illustrer l'histoire de l'art en Europe,* des primitifs aux années 1800.

Il en fait un « muséum » à Clisson, sans savoir toujours de qui est tel ou *tel tableau et sans jamais donner* de détail sur les origines. Il ne les choisissait pas un à un, il les achetait par lots. Parmi ces trésors insoupçonnés, que la ville a payés 30 000 F, plus une rente viagère, des peintures que les Cacault croyaient être de l'école espagnole se sont avérées être, il n'y a guère si longtemps, des œuvres de Georges de La Tour. *Ainsi le célèbre Joueur de vielle,* tableau vedette du musée dont Stendhal, qui, comme chacun alors, le croyait de Murillo ou de Velasquez, avait souligné *« l'ignoble et effroyable vérité »*.

Ingres, Courbet, La Tour

Un second tableau vedette du musée de Nantes est le portrait de Mme de Senonnes, d'Ingres, réalisé en 1814 à Rome, peu après la « Grande Odalisque », dont le peintre donne une variante richement habillée, vue de face et de dos par un jeu de miroirs. La ville l'achète 4 000 francs en 1853, chez un brocanteur d'Angers. Et peu après, en 1861, elle paya 3 500 francs à Courbet, non sans lui avoir demandé un rabais, ses *Cribleuses de blé,* le troisième chef-d'œuvre de Nantes. Mais à côté de ces tableaux grands par leurs qualités, le musée de Nantes en possède davantage qui sont sur*tout grands par* la *taille*. C'est le résultat des distributions faites à Paris, où l'on se débarrassait des encombrantes machines en les déposant dans les musées de province.

La longue galerie rassemble les grands formats héroïques du dix-septième siècle, avec Rubens, Simon Vouet, Michel Corneille, Philippe de Champaigne, Ottavio Vanini,... et le salon carré les plus petits tableaux de Cacault : le *Songe de saint Joseph*, et le *Reniement de saint Pierre* de La Tour, qui encadrent le *Joueur de vielle*, les caravagesques rapportés d'Italie, et le *Saint Jean Baptiste*, de Guido Reni, qui prévoient des collections royales. D'autres salles évoquent les fêtes galantes du dix-huitième siècle, avec de grandes peintures décoratives de Coypel pour ses *Fragments d'opéras*, des œuvres de Watteau et de Lancret, et enfin, au centre d'une salle néo-classique, la célèbre esquisse du baron Gros pour la *Bataille de nazareth*, le *Portrait du duc de Feltre*, par Fabre et l'unique *Portrait de Mme de Senonnes*, d'Ingres.

En attendant la restauration du reste du bâtiment, on mesure les méfaits de l'évolution du goût de la muséographie. Sur une photo d'époque, l'immense salle des sculptures, avec ses deux étages d'arcades ita*lianisantes, fait penser à une pein*ture de De Chirico. Elle est aujourd'hui méconnaissable. Les arcades sont depuis plusieurs décennies aux trois quarts bouchées, et les scuptures dissimulées derrière des panneaux sur lesquels on présente comme on peut, à titre provisoire, la collection de peintures modernes et contemporaines. *Ce dernier ensem*ble doit une part de ses richesses à la donation d'un autre collectionneur nantais, Gildas Fardel, qui s'est intéressé à la peinture abstraite des années 50-60. Parmi ces tableaux d'inégale qualité, des œuvres de Hartung, Manessier, Poliakoff, Bitran, Rancillac, Vasarely, Gorin, ainsi que des Nantais de Paris, comme Bryen, Bigot, Guittet...

L'étonnante salle de sculptures de l'architecte Josso retrouvera donc *son état primitif*. Mais la collection de statues est, au contraire de celle de tableaux, de second ordre. Le musée de Nantes va devoir en constituer une qui soit digne de cet espace métaphysique.

JACQUES MICHEL.

VARIÉTÉS

Pierre Barrouh à l'Espace Cardin

Auteur-compositeur et chanteur (*Chabada bada*, le titre fétiche *d'Un homme et une femme, la Bicyclette*, chantée par Yves Montand), producteur d'une maison de disques (la firme Saravah qui comprend dans son catalogue des albums de Jacques Higelin, Jean-Roger Caussimon, Lewis Furey et Carole Laure), réalisateur de films *(Ça va, ça vient, le Divorcement)*, Pierre Barouh a toujours voulu échapper à tout classement étriqué, éviter aussi qu'on le range par commodité, dans la marginalité.

En fait, tout ce qu'entreprend depuis vingt ans Pierre Barouh a une cohérence : celle de la disponibilité au temps, aux rencontres de hasard, aux pulsations extérieures. C'est ainsi que les musiciens japonais ont brusquement surgi, en avril dernier, dans son univers, que des chansons écrites avec le Québécois Michel Rivard et le Français François Laï ont *été* enregistrées à Tokyo avec des musiciens japonais, parmi lesquels Yukihiro Takakashi. La connivence *entre ceux-ci* et Pierre *Barouh* a *été* si chaleureuse qu'une suite à l'album — publié ce mois-ci chez R.C.A. — est donnée aujourd'hui sous la forme de cinq concerts, l'un à Poitiers le 9 février, les quatres autres à l'Espace Cardin les 11, 12, 14 et 15 février. — C. F.

CINÉMA

« LA FUITE EN AVANT » de Christian Zerbib

Tradition réaliste

Assassinat, probablement politique, d'un attaché commercial italien, *activités syndicales et grève dans* une usine près de Liège, à la suite d'un accident du travail dont est victime une ouvrière : ce film de Christian *Zerbib*, coproduction franco-belge, aborde d'une manière un peu maladroite (faiblesse du scénario) mais sincère, quelques problèmes sociaux et économiques touchant aux *difficultés des petites et moyennes* entreprises.

Cela pourrait aussi bien se passer dans une province française, et ce *premier long métrage d'un jeune réalisateur qui se* cherche encore mais se trouvera sûrement, mérite mieux qu'une sortie confidentielle. On y retrouve la vérité humaine, les scènes justes de la vie quotidienne, d'une tradition réaliste chère à notre cinéma et plutôt négligée aujourd'hui. Les personnages ne sont pas tout *d'une pièce (Michel Bouquet en pa*tron paternaliste au comportement ambigu, Jacques Denis, militant syndical), et les images n'ont pas ce vernis esthétique de la « nouvelle qualité » à la mode.

Bernard Blier incarne avec une sobriété et une vérité psychologique parfaites un ouvrier qui ne veut pas s'engager, changer sa vie, même si sa femme a eu le bras pris dans une machine. Sa « fuite en avant », dans une sorte de rêve, avec Laura Betti *se termine de façon douloureuse.*

JACQUES SICLIER.

★ Voir les films en exclusivité.

« A LA RECHERCHE DE LA PANTHÈRE ROSE » de Blake Edwards

Peter Sellers est mort en 1980. *On ne s'attendait pas à le voir réap*paraître en inspecteur Clouseau. Mais, comme il est dit à la fin de ce film, un pareil personnage ne peut pas mourir. En vertu de cela, Blake Edwards a fabriqué un hommage à son acteur favori avec des séquences inutilisées des diverses aventures du policier gaffeur.

Le scénario s'est plus ou moins bien plié à ce montage. Après un bout-à-bout de pitreries diverses, Clouseau disparaît avec l'avion qui l'emmenait à Lugash, où le fabuleux diamant dit « Panthère rose » vient d'être volé une nouvelle fois. Une journaliste de télévision réunit alors *des témoignages sur la personnalité* de Clouseau, et il revit dans des retours en arrière. Ce n'est pas une mauvaise idée. Malheureusement, les morceaux récupérés, semés de gags souvent vulgaires, semblent plutôt avoir été réalisés par un Jean Girault que par le brillant metteur en scène de *Victor, Victoria.*

On peut y voir, au lieu d'un hommage, les raisons pour lesquelles Blake Edwards ne les avaient pas retenus. Les scènes tournées avec la *blonde Joanna Lumley* et d'anciens partenaires de Peter Sellers, pour servir de liaisons et de compléments, sont meilleures. Mais la vraie drôle*rie, le vrai plaisir, viennent de la Pan*thère rose, l'animal célèbre des dessins animés du générique. — J.S.

★ Voir les films nouveaux.

« L'ÉTÉ DE NOS QUINZE ANS » de Marcel Jullian

En *1970*, un petit garçon et une petite fille appartenant à des milieux sociaux différents font connaissance à *Deauville*, s'égarent, ensemble, au cours d'une fête et passent une nuit enfermés dans les bureaux du commissariat. Dix ans plus tard, ils se retrouvent par hasard et vivent les troubles de l'adolescence.

Financier et industriel touché par le cinéma, Marcel Dassault est le producteur, le concepteur et le coscénariste de ce film, dont il a confié la *réalisation à Marcel Jullian*. De Deauville à la Camargue, le monde des adolescents et celui des adultes se mêlent ou s'opposent dans des jeux sentimentaux dont la mièvrerie se teinte, vaguement, d'un réalisme « moderne » ou cherche à se faire passer pour de la poésie.

On reste pantois devant ce roman-photo où s'agitent des comédiens mal dirigés (Michel Sardou n'est pas le pire ; il a l'air ailleurs), où tout est beau et pittoresque dans les reflets d'un bonheur artificiel et jusque dans les crises amoureuses.

Marcel Dassault vise le public de *la Boum* (1 et 2) et, en même temps, il s'obstine — l'argent permet tout — à imposer un « cinéma du cœur » et sa propre vision de la jeunesse. C'est tout de même une attitude qui, sans *qu'on lui fasse trop d'honneur,* demande réflexion. — J. S.

★ Voir les films nouveaux.

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

TROUBADOURS DE PENDULE – Lucernaire (544-57-34), 22 h 15.
LE JOUEUR DE SAXO – Dix Heures (606-07-48), 18 h 30.

Les salles subventionnées et municipales

COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20) : 20 h 30 : La vie est un songe.
BEAUBOURG (277-12-35) Débats-rencontres Musées : 9 h 30 à 18 h : « Des écritures scéniques contemporaines ». – Cinéma-Vidéo : 13 h, 16 h, 19 h : nouveaux films B.P.I. ; à 19 h : D.W. Griffith ;

Les autres salles

ARTS-HEBERTOT (387-23-23), 21 h : Moi.
COMEDIE CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.
COMEDIE DE PARIS (281-00-11), 20 h 30 : la Nuit des Alligators.
ESCALIER D'OR (523-15-10), 21 h : Match d'improvisations.
HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon.
LUCERNAIRE (544-57-34) I. 21 h : Six heures au plus tard ; 22 h 15 : Tchoufa ; II. 18 h 15 : Eden Cinéma.
MARIGNY, salle Gabriel (225-20-74), 21 h : l'Education de Rita.
NOUVEAUTES (770-52-76), 20 h 30 : Hold-up pour rire.
ŒUVRE (874-42-52), 20 h 30 : Sarah ou le Cri de la langouste.
POCHE (548-92-97), 21 h : le Butin.
POTINIERE (261-44-16), 20 h 45 : Sol : Je m'égalomane à moi-même.
TAI THÉATRE D'ESSAI (278-10-79) I. 20 h 30 : l'Ecume des jours.
THÉATRE DES DÉCHARGEURS (236-00-02), 18 h 30 : Portraits d'amis ; 20 h 30 : Yes, peut-être ; 22 h : Voyageur vers les ombres vertes.
THÉATRE DE L'EPICERIE (272-23-41), 20 h 30 : Conte cruel.
THÉATRE DU MARAIS (278-03-53) 20 h 30 : le Misanthrope.
THÉATRE DU TOURTOUR (887-82-48), 18 h 30 : la Crosse en l'air ; 20 h 30 : Le mal court ; 22 h 30 : le Donnez-moi signe de vie.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35), 20 h 30 : Tohu-Bahut ; 22 h : le Président.
BEAUBOUR GEOIS (272-08-51), 19 h 30 : Sur une île flottante.
BLANCS-MANTEAUX (887-15-84) I : 20 h 15 : Arcuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou ; 22 h 30 : Des bulles dans l'encrier. – II : 20 h 15 : Philippe Ogouz tout a changé ; 21 h 30 : Qui a tué Betty Grandt ? ; 22 h 30 : Versions originales.
CAFÉ D'EDGAR (322-11-02) I : 18 h 30 : Laissez chanter les clowns ; 20 h 30 : Tiens, voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : L'amour, c'est comme un bateau blanc. – II : 20 h 30 : Les blaireaux sont fatigués ; 22 h : Une goutte de sang dans le glaçon.
LE FANAL (233-91-17), 20 h : la Musica ; 21 h 15 : J. Menaud-Étoiles rouges.
LA GAGEURE (367-62-45), 22 h : la Garçonne.
POINT-VIRGULE (278-67-03), 20 h 15 : Tranches de vie ; 22 h 30 : Elle voit des géants partout.
SENTIER DES HALLES (236-37-27), 20 h 15 : On est pas des pigeons ; 22 h : Autant en emporte le banc.
LE TINTAMARRE (887-33-82), 20 h 15 : Phèdre ; 21 h 30 : Apocalypse Na.
THÉATRE DE DIX HEURES (606-07-48), 20 h 30 : Excuse-moi si je te coupe ; 21 h 30 : Les huîtres ont des bérets ; 22 h 30 : Nitro Goldwyn-Pinson.

Le music-hall

BOBINO (322-74-84) 20 h 45 : B. Haller.
CENTRE MANDAPA (589-01-60), à 20 30 : C. Zarcate.
FORUM (297-53-47), à 21 h : Font et Val.
LUCERNAIRE (544-57-34), 22 h 30 : J. Humenry, J. Ada.
OLYMPIA (742-25-49), 21 h : Ch. Couture.
THÉATRE DU ROND-POINT (256-70-80), à 20 h 30 : Y. Dautin.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h : A la courte-paye.
THÉATRE DES DEUX-ANES (606-10-26) 21 h : A vos ronds... fisc.

Les concerts

LUCERNAIRE, B. Rehak, Mari-Yasuda, D. Raclot (Messiaen, Chostakovitch, Ravel) ; 21 h : A Belone, D. Guiot, S. Joly.
RADIO-FRANCE, Grand Auditorium, 20 h 30 : Quatuor Arcana (Haydn, Mihalovici, Beethoven).
SALLE GAVEAU, 20 h 30 : D. Laval, T. Ehicuna (Soler, Schumann, Chopin...).
ATHENEE, 21 h : K. Ricciarelli, L. Valentini-Terrani (Offenbach, Rossini, Bellini).
RADIO-FRANCE – Auditorium 106, 18 h 30 : Chants polyphoniques et musique d'Epire.
CITE INTERNATIONALE, Grand théâtre, *20 h 30 :* Musique populaire et liturgique russe.
THÉATRE MUSICAL DE PARIS, 20 h 30 : Orchestre Tonhalle de Zurich, dir : Ch. Eschenbach (Beethoven, Bruckner).

Jazz, pop, rock, folk

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : S. Guérault.
CHAPELLE DES LOMBARDS (357-24-24), 22 h 30 : Agbavia.
ÉLYSÉE-MONTMARTRE (606-38-79), à 20 h 30 : Triptyque Orchestra.
NEW MORNING (523-51-41), 20 h 30 : Brotherhood of Breath.
PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h 30 : Alligator Jazz Band.
PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : A. Jean-Marie, R. Del Fra, O. Johnson.

En région parisienne

ARGENTEUIL, CCM (961-25-29), 20 h 45, Juanito court toujours.
MONTREUIL, Théâtre (858-65-33), 21 h : le Temps des cerises (dern. le 6).
VINCENNES, Th. D. Sorano (374-73-74), 21 h : le Cormoran de Bougainville.

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées)
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Lundi 7 février

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

18 h, Films réalisés par les étudiants de l'I.D.H.E.C.

BEAUBOURG (278-35-57)

15 h, Le Vent, de V. Sjostrom ; 17 h, Hommage à G. Mingozzi : Sequestro di Persona ; 19 h, Hommage à D. W. Griffith : Naissance d'une nation.

Les exclusivités

AMERIQUE INTERDITE (A., v.f.) (**) : Rio-Opéra, 2e (742-82-54) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08).
AMITYVILLE II (LE POSSEDE) (A., v.o.) (**) : Marbeuf, 8e (225-18-45). – (V.f.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).
ANNIE (A., v.o.) : Ambassade, 8e (359-19-08).
ANTONIETA (Fr.-Mex., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Publicis-Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). – V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; *Montparnos, 14e* (327-52-37) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00).
L'AS DES AS (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41) ; Montparnasse Pathé, 14e (322-19-23).
LES AVENTURES DE PANDA (Jap.) : Gaumont-Richelieu, 2e (233-56-70). – V.f. : Templiers, 3e (272-94-56) ; Ambassade, 8e (359-19-08).
LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46). – (V.f.) : Trois Haussmann, 9e (770-47-55).
LA BALANCE (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Montparnasse Pathé, 14e (322-19-23).
BLADE RUNNER (A., v.o.) (*) : Rialto, 19e (607-87-61). – V.f. : Opéra Night, 2e (296-62-56).
LA BOUM 2 (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; La Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnos, 14e (327-52-37).
LE BRACONNIER DE DIEU (Fr.) : Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gloria, 18e (627-60-20).
BRISBY, LE SECRET DE NIMH (A.) : Ambassade, 8e (359-19-08) ; La Fauvette, 13e (331-60-74) en mat.
LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARD (A., v.o.) : Elysées Lincoln, 8e (359-36-14).
CLEMENTINE TANGO (Fr.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; U.G.C. Boulevard, 9e (770-10-41)
COMÉDIE ÉROTIQUE D'UNE NUIT D'ÉTÉ (A., v.o.) : Studio Médicis, 5e (623-25-97).
COMMANDO (Angl., v.o.) : Biarritz, 8e (723-69-23).
LA COURTISANE (A., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).
LE CRIME D'AMOUR (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).
DANTON (Franco-polonais) : Forum, 1er (297-53-74) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).
DE MAO A MOZART (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; Pagode, 7e (705-12-15).
LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bost. - A.) (V. Ang.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). – (V.f.) : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Mayfair Pathé, 16e (527-07-06) ; Images, 18e (522-47-94).
DIVA (Fr.) : Capri, 2e (506-11-69) ; Panthéon, 5e (354-15-04) ; Ambassade, 8e (359-19-08).
DOCTEURS IN LOVE (A., v.o.) : Marbeuf, 8e (225-18-45).
E.T. L'EXTRA-TERRESTRE (A., v.o.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50). – (V.f.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Gaumont-Richelieu, 2e (233-56-70) ; Mercury, 8e (562-75-90) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).
L'ÉTAT DES CHOSES (All., v.o.) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
FIREFOX, L'ARME ABSOLUE (A., v.f.) : Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
LA FUITE EN AVANT (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
GISELLE (Bré., v.f.) (**) : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
HECATE (Fr.) (*) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).
HITLER UNE CARRIÈRE (All., v.o.) : Marbeuf, 8e (225-18-45).
L'HONNEUR D'UN CAPITAINE (Fr.) : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40).
IDENTIFICATION D'UNE FEMME (It., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
LE JAPON DE FRANÇOIS REICHENBACH (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36).
LE JOURNAL DE CAMPAGNE (Franco-israélien) : Saint-Séverin, 5e (354-50-91) (H. sp.).
MAYA L'ABEILLE (Autr., v.f.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).
LES MISÉRABLES (Fr.) : Rotonde, 6e (633-08-22) ; Trois Haussmann, 9e (770-47-55).
LA MORT AUX ENCHÈRES (A., v.o.) (**) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Gaumont-Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). – V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
LA NUIT DE SAN LORENZO (It., v.o.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Marbeuf, 8e (225-18-45).
OFFICIER ET GENTLEMAN (A., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; St-Michel, 5e (326-79-17) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Murat, 16e (651-99-75)) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
L'ŒIL DU TIGRE : ROCKY III (A., v.o.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23). – V.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-City, 8e (562-45-76) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Max Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
PINK FLOYD THE WALL (A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38).
PLUS BEAU QUE MOI TU MEURS (Fr.) : Arcades, 2e (233-54-58).
LE PRIX DU DANGER (Fr.) (*) Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Studio-Alpha, 5e (354-39-47) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; Publicis-Matignon, 8e (359-31-97) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94) ; *Secrétan*, 19e (241-77-99).
LA REVANCHE DES HUMANOIDES (Fr.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount-City, 8e (562-45-76) ; Paramount-Opéra, 9e (742-

LES FILMS NOUVEAUX

A LA RECHERCHE DE LA PANTHÈRE ROSE, film américain de Blake Edwards. V.o. : Forum, 1er (297-53-74) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; George-V, 8e (562-41-46) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; V.F. : Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-34-43) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Montparnasse Bienvenüe, 15e (544-25-02) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).
LE BATTANT, film français d'Alain Delon. Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Marignan, 8e (359-82-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Lumière, 8e (246-49-07) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (626-10-96).
L'ÉTÉ DE NOS QUINZE ANS, Film français de Marcel Jullian. U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Le Paris, 8e (359-53-99) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Calypso, 17e (380-30-11) ; Images, 18e (522-47-94) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).
LE PREMIER AMOUR, film israélien d'Uriel Pérez. V.o. : Marais, 4e (278-47-86).
LE RETOUR DES BIDASSES EN FOLIE, film français de Michel Vocoret. U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Biarritz, 8e (723-69-23) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Magic Convention, 15e (828-20-64) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).
TRIPTYQUE, film soviétique d'Ari Khamrev. V.o. : Cosmos, 6e (544-28-80).

SPECTACLES

56-31) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention-*Saint-Charles, 15e (579-33-00)* ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

LA RIVIERE DE BOUE (Jap., v.o.) : St-André des Arts, 6e (326-48-18).

LE RUFFIAN (Fr.,) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) : George V, 8e (562-41-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) : Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) : Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

S.A.S. A SAN SALVADOR (Fr., All.) : Bergère, 9e (770-77-58) ; Gaîté-Rochechouart, 9e (878-81-77).

SUBWAY RIDERS (A., v.o.) : Action *Christine, 6e (325-47-46)*.

SUPERVIXENS (**) (A., v.o.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22) ; Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41).

LA TEMPÊTE (A., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; U.G.C. Champs-Elysées, 8e (359-12-15) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81). — V.f. : *U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27)* ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44).

LE TERRITOIRE (A.-Port., V. Ang.) : Républic-Cinéma, 11e (805-51-33) ; Olympic, 14e (542-67-42).

TIR GROUPE (Fr.,) (*) : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31).

TRAVAIL AU NOIR (Ang., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; 14-Juillet Racine, 6e (326-19-68) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; 14-Juillet - Beaugre*nelle, 15e (575-79-79). — V.F. : U.G.C.* Opéra, 2e (261-50-32).

TRON (A., v.f.) : Arcades, 2e (233-54-58) ; Napoléon, 17e (380-41-48) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

UN CHIEN DANS UN JEU DE QUILLES (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; *Athéna, 12e (343-00-65)* ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96) ;

VICTOR, VICTORIA (A., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; *Marignan, 8e (359-92-82)* ; V.F. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

VIGILANTE (A.) (**) : V.f. : Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).

UNE CHAMBRE EN VILLE (Fr.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Biarritz, 8e (723-69-23).

LES UNS ET LES AUTRES (Fr.) : Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).

WESTERN (A., v.o.) : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

YOL (Turc, v.o.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62). — Vf. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).

Les grandes reprises

AGENT X 27 (A, v.o.), Action-Christine bis, 6e (325-47-46), Mac-Mahon, 17e (380-24-81).

LES ARISTOCHATS (A., v.f.) : Arcades, 2e (233-54-58), La Royale, 8e (265-82-66) ; Napoléon, 17e (380-41-46), Secrétan, 19e (797-46-99).

LE BAL DES VAMPIRES (*) (A., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).

LA BELLE AU BOIS DORMANT (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).

CABARET (A., v.o.) : Noctambules, 5e *(354-42-34)*.

CALIGULA ET MESSALINE (IT) (**) (v.f.) : Paris loisirs bowling, 18e (606-64-98).

LES CHARIOTS DE FEU *(A., v.o.)* : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).

COUP DE CŒUR (A., v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04).

DEEP END (*) *(Ang., v.f.) : Studio de la* Harpe, 5e (634-25-52).

DELIVRANCE (A., v.f.) (*), Opera-Night, 2e (296-62-56).

LA DEROBADE (Fr.) : Lumière, 9e (246-49-07).

DES GENS COMME LES AUTRES (A., v.o.) : Cinéma Présent, 19e (203-02-55).

EASY RIDER (*) (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56).

EMMANUELLE (**) (Fr.) : Paramount-City, 8e (562-45-76).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

ERASERHEAD (A., v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04).

FAMILY LIFE (ang. v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).

LA FIÈVRE DANS LE SANG (A., v.o.) : A. Bazin, 13e (337-74-39).

LE FAUCON MALTAIS (A., v.o.) : Action-Christine *bis, 6e (325-47-46)*, Acacias, 17e (764-97-83).

FRANKENSTEIN Jr (A., v.f.) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).

GEORGIA (A., v.o.) : Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04).

GILDA (A., v.o.) : Olympic-St-Germain, 6e (222-87-23) ; Olympic-Balzac, 8e (561-10-60).

LE GUEPARD (It., v.o.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

HIROSHIMA MON AMOUR, (Fr.) : Cinéma Beaubourg, 3e (271-52-36) ; St-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Elysées Lincoln, 8e (259-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

L'HOMME AU MASQUE DE CIRE *(A., v.o.) : Action-Rive Gauche, 5e (354-47-62)*.

L'HOMME QUI VOULUT ÊTRE ROI (A., v.o.) : Rialto, 19e (607-87-61).

IL ETAIT UNE FOIS DANS L'OUEST (A., v.f.) : Haussmann, 9e (770-47-55).

L'ILE SUR LE TOIT DU MONDE (A. v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; (v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Napoléon, 17e (380-41-46).

JEREMIAH JOHNSON (A., v.f.) : Opéra-Night, 2e (296-52-56).

JESUS DE NAZARETH (1re partie) (It., (2e partie, v.f.) : Grand Pavois 15e (554-46-85).

LE LAURÉAT (A., v.o.) *Quartier-Latin*, 5e (326-84-25).

MAD MAX I (**) (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). — V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Fauvette, 13e (331-56-86) (en soirée) : Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).

LA MAMAN ET LA PUTAIN (Fr.) : Olympic, 14e (542-67-42).

LE MÉPRIS (Fr.) ; Studio Logos (H.S.P.), 5e (354-26-42).

MIDNIGHT EXPRESS (**) (A., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).

LA MELODIE DU BONHEUR (A., v.f.) : Grand-Pavois, 15e (554-46-85).

MÈRE JEANNE DES ANGES (Pol., v.o.) : Olympic Halles, 4e (278-34-15) ; Olympic Entrepôt, 14e (524-67-42).

MONTY PYTHON, SACRÉ GRAAL (Ang., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12).

LA MOUCHE NOIRE (A., v.o.) : Studio Contrescarpe, 5e (325-78-37) ; Calypso, 17e (380-30-11).

MOURIR A TRENTE ANS (Fr.), 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

NEW-YORK, NEW-YORK (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

ON NE VIT QUE DEUX FOIS (A., v.f.) : Paris loisirs bowling, 18e (606-64-98).

PAPILLON (*) (A., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).

PHANTOM OF THE PARADISE (*) (A., v.o.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82).

LE PONT DE LA RIVIÈRE KWAI (A., v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04).

LA POURSUITE IMPITOYABLE (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (325-47-46).

PROVIDENCE (Fr.-Ang.) : Forum, 1er *(297-53-74) ; Studio Logos, 5e (354-*26-42) : Parnassiens, 14e (329-83-11).

REPORTERS (Fr.), Saint-Séverin, 5e (354-50-91).

RETOUR *(A., v.o.) : Espace Gaîté, 14e* (327-95-94).

LE SHÉRIF EST EN PRISON (A., v.f.) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).

LA STRADA *(It., v.o.) : Cinoche Saint-*Germain, 6e (633-10-82).

LE TAMBOUR (*) (All., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12).

TOM JONES (Ang., v.o.) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Olympic-Balzac, 8e (561-10-60).

TOUT CE QUE VOUS AVEZ TOUJOURS VOULU SAVOIR SUR LE SEXE SANS JAMAIS OSER LE DEMANDER (**) (A., v.o.) Studio de la Harpe, 5e (634-25-52).

UN TRAMWAY NOMME DESIR (A., v.o.) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77).

LES VIKINGS (A., v.o.) : Actions Ecoles, 5e (325-72-07) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60).

WANDA (A., v.o.) : Studio Gît-le-Cœur, 5e (326-80-25).

WOMEN (A., v.o.) : Olympic Entrepot, 14e (542-67-42).

Les festivals

RETROSPECTIVE PHILIPPE GARREL : Studio 43, 9e (770-63-40).

VOTEZ REDFORD. (v.o.) Action La Fayette 9e (878-80-50), Willy Boy.

FESTIVAL DE CINEMA BRESILIEN (v.o.) Denfert, 14e (321-41-01), 18 h : L'âge de la terre ; 21 h : O Homen que virou suco.

CINÉMA FRANÇAIS.

25 ÉCLAIRS DANS LA NUIT : Olympic, 14e, (542-67-42), 20 h : Femmes Femmes ; 18 h, 22 h : Passe montagne.

FESTIVAL BUSTER KEATON : Marais, 4e (278-47-86), Steamboat Bill Junior.

FESTIVAL BOGART (v.o.) Action La Fayette, 9e, (878-80-50), Casablanca.

FESTIVAL MARX BROTHERS (v.o.) : Action-Ecoles, 5e (325-72-07), Un jour aux courses.

Les séances spéciales

ABSENCE DE MALICE (A., v.o.) : Palace, 15e (374-95-04), 21 h. 15.

L'AMI AMÉRICAIN (All., v.o.) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 h.

CHÉRIE, JE ME SENS RAJEUNIR (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 20 h 40.

CONTE DE LA FOLIE ORDINAIRE (I., v.o.) : Rivoli-Beaubourg, 4e (272-63-32), 20 h.

LA DAME DE SHANGHAI (A, v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h.

DRAME DE LA JALOUSIE (It ; v.o.) : St-André-des-Arts, 6e (326-46-18), 24 h.

L'EXORCISTE (**) (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56), 21 h 45.

GEORGIA (A., v.o.) : Palace, 15e (374-95-04), 21 h 15.

L'HEURE DU LOUP *(Suéd., v.o.)* : St-Lambert, 15e (532-91-68), 21 h.

L'HOMME A LA PEAU DE SERPENT (A., v.o.) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 h.

1941 (A, v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04), 20 h. 30.

MEAN STREET (A., v.o.) (**) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 h.

MÉPHISTO (Hong., v.o.) : Rivoli-Beaubourg, 4e (272-63-32), 22 h.

MORT A VENISE (It., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 16 h.

ORANGE MÉCANIQUE (**) (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 18 h 15.

QUERELLE (*) (All., v.o.) : Boîte à films, *17e (622-44-21) 22 h.*

RENCONTRE DU 3e TYPE (A, v.o.) : Rivoli-Beaubourg, 3e (272-63-32), 15 h. 45, Escurial, 13e (707-28-04), 22 h.30.

LE RETOUR DE MARTIN GUERRE (Fr) : St-Ambroise, 12e (700-89-16), 21 h. 30.

SYLVIA SCARLETT (A, v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h.

LE TESTAMENT DU DOCTEUR MABUSE (All., muet) : Boîte à Films, 17e (622-44-21), 17 h. 30.

THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (A., v.o.) (*) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 22 h 40 + 0 h 20.

RADIO-TÉLÉVISION

Lundi 7 Février

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Film : C'est pas moi, c'est lui.
Film français de P. Richard (1979) avec P. Richard, A. Maccione, V. Mairesse, D. Minazzoli, H. Garçin.
Un écrivain besogneux, « nègre » d'un scénariste de cinéma célèbre, se fait passer pour celui-ci auprès d'un acteur italien, qui l'emmène en Tunisie et lui commande un film.
Une suite de quiproquos pour un médiocre vaudeville. On ne rit pas souvent. Pierre Richard est meilleur acteur que scénariste, Aldo Maccione s'est fait une popularité dans le genre « ringard ».

22 h 10 Téléthèque : les Perses.
D'après la tragédie d'Eschyle. Réal. J. Prat, avec F. Chaumette, M. Meriko, M. Garrel...
A Suse, capitale de la Perse, Xerxès, après avoir battu les Grecs sur terre, tente de triompher sur mer, mais il échoue. Darios, son père, revient d'entre les morts, blâme la folie de son fils et retourne dans son royaume tandis que le chœur chante sa gloire...

23 h 30 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A2

20 h 35 Musiques au cœur : Viva Verdi !
Magazine d'E. Ruggieri et P. Camus.
Quelques documents d'archives irremplaçables : Tito Gobbi dans « Rigoletto », Maria Callas dans « Don Carlos », Sylvia Sass dans « la Traviata » donnent sa vigueur à l'évocation du grand compositeur. Des extraits de films (de Visconti, des Marx Brothers) font l'appoint. Tout serait bien. Si seulement Ève Ruggieri voulait en faire un peu moins... ou alors beaucoup plus.

21 h 50 Théâtre pour demain : le Lion.
De F. Falk, réal. S. Lewartowski, avec C. Brosset et J. Lescot.
Un beau matin, un individu s'introduit dans l'appartement d'un locataire, s'y installe, y prend de plus en plus de place...

22 h 20 Magazine : Juste une image.
De T. Garrel, L. Neil, P. Grandrieux et A. Breuil (INA).
Intelligent et sophistiqué, ce magazine propose une réflexion autour de l'image. Dans ce numéro, sous le titre « Petits écrans du Caire », P. Grandieux nous montre le poste et son contenu dans la réalité de l'Égypte : l'écran dans toutes ses faces et dans tous ses états ; Brian Eno nous offre une vision étrange du ciel de Manhattan et P. Beuchot une interview de James Agee, romancier, poète et scénariste américain.

23 h 10 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Série : Le fou du désert.
De J.-M. Charlier, adapt. Cl. Brule, réal. J. Trefouël, avec M. Carrière, R. Pellegrin, F. Giorgetti...
Le 30 août 1950 un hommme est retrouvé pendu. C'est Conrad Kilian, géologue et aventurier, un personnage haut en couleurs qui découvrit l'or noir sous le sable du Sahara : une histoire passionnante mais mal interprétée.

21 h 35 Journal.

22 h 40 Magazine : Thalassa.
Où va la planche à voile ?

22 h 20 Une minute pour une image.
L'album de photos d'Agnès Varda.

22 h 25 Prélude à la nuit.
Suite des Fêtes d'Hébé, *de J.-P. Rameau, par l'Orchestre Cannes-Provence-Côte-d'Azur, sous la direction de P. Bender.*

FRANCE-CULTURE

20 h, Copyright one : Dans l'escalier au bord de la mer, de S. Valletti.
20 h 30, Salle d'attente, d'A. Praga.
21 h, L'autre scène ou les vivants et les dieux : La pensée d'Alexis de Tocqueville.
22 h 30, Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Concert (en direct du Grand Auditorium de Radio-France) : « Quatuors à cordes » de Haydn, Mihalovici, Beethoven ; par le Quatuor Arcana.
22 h 30, La nuit sur France-Musique : Musique de nuit ; Aspects de la musique française.

Mardi 8 février

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

11 h 15 Vision plus.
12 h HF 12 (info.)
12 h 30 Atout cœur.
13 h Journal.
13 h 45 Les après-midi de TF 1 : Féminin présent.
A 14 h 5, Feuilleton : Section contre enquête ; à 15 h, Féminin seulement ; à 15 h 20, Dossier : les Magiciens de la haute couture ; à 16 h, Librairie du mardi ; à 16 h 20, Du côté d'ailleurs : la Cappadoce ; à 16 h 30, la Table d'Adrienne ; à 16 h 55, l'Œil en coin.
17 h 20 Croque-Vacances.
18 h C'est à vous.
18 h 25 Le village dans les nuages.
18 h 50 Histoire d'en rire.
19 h 5 Météorologie.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 S'il vous plaît.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord pas d'accord. (I.N.C.)
20 h 35 Document. L'an quarante ou un peuple et ses fantômes.
Par C. Santelli.
La deuxième partie de ce documentaire dramatique, sur la France en 1940, concerne surtout « le mythe Pétain ». Construction savante, mouvement des images et des témoignages : passionnant.
22 h 40 Court-métrage :
« Polka Mazurka », De G.Z. Horvatch.
23 h 10 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 5 Journal (et à 12 h 45).
12 h 10 Jeu : L'Académie des neuf.
13 h 35 Émissions régionales.
13 h 45 Série : Les amours de la Belle Epoque.
14 h Aujourd'hui la vie.
Choisir d'être marginal.
15 h 5 Série : Hunter.
15 h 50 Reprise : Patinage artistique.
16 h 45 Entre vous.
Au sommaire : face au risque (les problèmes de l'alcoolisme) ; la mer féconde (la survie en milieu marin)
17 H 50 Récré A 2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord, pas d'accord.
20 h 40 Film (hommage à Louis de Funès) : le Corniaud.
Film français de Gérard Oury (1964), avec Bourvil, L. de Funès, V. Venantini, B. Loncar, A. Ghelli, H. Genès (Rediffusion).
Un homme d'affaires a démoli la 2 cv d'un représentant de commerce partant en vacances. Il charge celui-ci, en compensation, d'aller prendre livraison à Naples, d'une Cadillac qu'il ramènera en France. Le « corniaud » ignore que dans cette voiture sont cachés de la drogue et des diamants. Comédie burlesque avec duperies et poursuites. Prélude à la Grande Vadrouille *par la réunion de Bourvil le naïf et de Louis de Funès, le colérique excité. La qualité Oury.*
22 h 40 Mardi cinéma.
Avec Nathalie Baye et François Périer.
23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3



18 h 30 Pour les jeunes.
Les sorciers de l'écran.
18 h 55 Tribune libre.
Le parti républicain.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
20 h Les jeux.
20 h D'accord pas d'accord (I.N.C.).
20 h 35 Film : Guerre et paix.
Film soviétique de Serge Bondartchouk (1962-65), avec L. Savelevia, S. Bondartchouk, V. Tikhonov, I. Scobtseva.
Premier épisode : Austerlitz.
En 1805, la Russie se prépare à la guerre avec Napoléon Ier. Un jeune prince veut faire œuvre patriotique. Son ami, fils illégitime d'un riche notable, reçoit l'héritage de ce père. La fille d'un aristocrate éprouve les troubles de l'adolescence.
Le premier des quatre films constitue une monumentale et fidèle adaption du roman de Tolstoï, tournée en 70 mm. Présentation des personnages et reconstitution spectaculaire de la bataille d'Austerlitz, vue du côté russe.
22 h 20 Journal.
22 h 35 Une minute pour une image.
22 h 40 Prélude à la nuit.
Sonate pour hautbois et piano, de F. Poulenc par D. Walter, hautbois, et D. My au piano.

FRANCE-CULTURE

12 h 5, Agora.
12 h 45, Panorama.
14 h, Sons : Kuala-Lumpur.
14 h 5, Un livre, des voix : « l'Archange aux pieds fourchus », de G. Matzneff.
14 h 45, Les après-midi de France-Culture : le monde au singulier ; à 15 h 30, Points cardinaux ; à 16 h 15, l'actualité étrangère ; à 16 h 30, Micromag ; à 17 h, Roue libre.
18 h 30, Feuilleton : Le bonheur fou.
19 h 25, Jazz à l'ancienne.
19 h 30, Sciences : la théorie des catastrophes, une philosophie scientifique (morphogenèse et imaginaire).
20 h, *Dialogues* : Comment interpréter les troubles psychiques ? Avec J.-L. Signoret et D. Widlocher.
22 h 30, Nuits magnétiques : les conteurs ; à 23 h, En cas d'absence.

FRANCE-MUSIQUE

13 h, Opérette : « la Chauve-Souris », de Strauss, par l'Orchestre philharmonique de Vienne et les Chœurs de l'Opéra de Vienne. Dir. : H. von Karajan.
14 h 4, Boîte à musique.
14 h 30, Les enfants d'Orphée.
15 h, Musiciens à l'œuvre : Les quatuors de Beethoven. Œuvres de Beethoven et de Brahms.
17 h 5, Repères contemporains.
17 h 30, Les intégrales : la musique de chambre de J. Brahms.
18 h 30, Studio-Concert (en direct du Studio 106) : Œuvres de Reverdy, Holliger, Jolas, Denisov ; par le Quintette Nielsen.
19 h 38, Jazz.
20 h, Premières loges : G. Lugo, ténor ; œuvres de Verdi, Gounod, Massenet, Puccini. Œuvres de Reyer, avec G. Lubin, soprano.
20 h 30, Concert (donné à la Philharmonie de Berlin, le 22 juin 1982) : « la Tosca », de Puccini ; par l'Orchestre philharmonique de Berlin, les petits chœurs de Rias et le Berlin Schoenberger Saengerknaben ; dir. : H. von Karajan ; chef des chœurs : U. Gronostay, G. Hellwig, W. Hagen-Groll : sol. K. Ricciarelli, soprano ; J. Carreras, ténor ; R. Raimondi, basse...
23 h, La nuit sur France-Musique : Musique de nuit ; Jazz-Club.

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 7 FÉVRIER

— *M. François Léotard*, secrétaire général du parti républicain, est invité à l'émission « Face au *public* », sur France-Inter à 19 h 15.

— *MM. Dominique Baudis*, (U.D.F.), ancien présentateur à FR 3, et *Gérard Bapt*, député P.S. de la Haute-Garonne, participent au débat organisé sur Europe 1, à 19 h 30.

MARDI 8 FÉVRIER

— *Mme Edwige Avice*, ministre délégué, chargé de la jeunesse et des sports, est reçue à l'émission « Plaidoyer », sur R.M.C., à 18 h 30.

— VU —

Une douche écossaise de sentiments

Michel Thoulouze, qui dirige les magazines d'information d'Antenne 2, n'a pas le génie des titres. Passe encore pour Résistances, *l'émission mensuelle désormais consacrée aux droits de l'homme. En revanche, les titres des deux nouveaux « hebdos », « Dimanche Magazine », et le dernier-né, « A nous 2 », diffusé le samedi de 12 heures à 12 h 45 et présenté pour la première fois le 5 février, sont franchement banals. Même si le second veut « jouer » avec le sigle de la chaîne.*

C'est dommage, cas ces titres peu alléchants cachent de grandes originalités. Ainsi, « A nous 2 » : depuis la disparition du « Petit Rapporteur » — auquel le nouveau magazine animé par Patrick Poivre d'Arvor emprunte un peu, — il manquait à la télévision une émission qui traitât, avec humour et réalisme, des mille et un tracas de la vie quotidienne. Qui prît en charge les cargaisons de soucis et de réclamations qui se brisent ordinairement contre les icebergs de l'administration. C'est désormais chose faite, et chose pas si mal faite.

Certes, le premier numéro d'« A nous 2 » n'était pas irréprochable : on peut critiquer le « dosage » entre les sujets dramatiques, tragi-comiques ou carrément cocasses. On a été soumis, samedi, à une douche écossaise des sentiments : au cas de cette institutrice, qui a reçu plusieurs mois de salaire pour un remplacement de deux jours ou à celui de ces deux enfants, qui ont trouvé des monceaux de billets de 100 F déchirés, a succédé, par exemple, la bouleversante situation de cette vieille dame, qui cherche un établissement pour continuer de vivre avec un fils mongolien âgé de quarante-huit ans.

On a pu, aussi, trouver irritante la présence d'un public tout acquis, par ses applaudissements, aux animateurs de l'émission, comme lors d'une finale des « Chiffres et des lettres »... On a pu, enfin, être agacé par le style Pierre Bellemare d'un ou deux jeunes journalistes, qui entourent Patrick Poivre d'Arvor. Mais, nous a assuré P.P.D.A., tout cela est perfectible, et des améliorations seront apportées dès le prochain numéro.

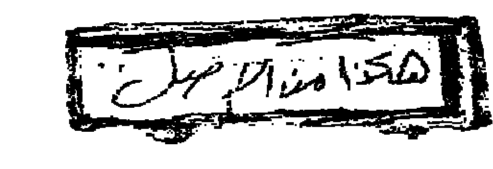
L'essentiel est que cette « émission de service » existe : très vivante — bonne idée, celle des saynètes entre les journalistes, pour exposer une situation qui n'a pu être filmée, — très pratique, s'attachant avant tout à régler des problèmes apparemment insolubles, elle est promise à un grand retentissement. Depuis l'annonce de la création d'« A nous 2 », l'équipe responsable a reçu plus de huit mille lettres ; et il en arrive, en moyenne, cent par jour.

Il n'est pas toujours facile de faire le tri entre la correspondance des délateurs ou des procéduriers et les vrais appels au secours. Il ne sera pas aisé toujours d'éviter le misérabilisme ou le haro systématique contre l'administration. D'éviter que les hauts fonctionnaires qui acceptent de venir sur le plateau soient traités en boucs émissaires : l'expérience alors tournerait court.

Mais, avec sa puissance d'impact, la télévision a, dans la régression des injustices sociales, un superbe et efficace rôle à jouer. Un coup de projecteur vaut cent démarches, même si toutes les victimes d'injustices doivent avoir conscience que le petit écran — et c'est heureux — ne peut pas tout faire, tout imposer.

MICHEL CASTAING.

● *« Canal 13 »*, qui projette de diffuser des émissions de télévision par câble dans le treizième arrondissement de Paris, a indiqué, vendredi 4 février, qu'une première expérience pourrait avoir lieu en octobre prochain. Le treizième arrondissement abrite de nombreuses tours équipées d'antennes collectives : il suffirait de relier ces immeubles entre eux pour constituer un réseau local pour un coût estimé à un million de francs.



VU — Une douche écossaise de sentiments

COMMUNICATION

LA FINALE DES « CHIFFRES ET DES LETTRES » A MONTE-CARLO

Un jogging de l'esprit

De notre envoyé spécial

Monte-Carlo. — Ils sont arrivés plus d'une heure et demie avant le début du spectacle et, dès l'ouverture des portes, ils se sont hâtés, leur invitation à la main, vers les fauteuils du grand auditorium. Des gens de Monaco et de la région, bien sûr, mais aussi de Lyon et de Marseille, venus en groupe pour assister à la finale des champions. Il y a quelques adolescents, mais la majorité a passé la soixantaine, retraités et classes moyennes de toute évidence. Un public à l'image de ces dix ou douze millions de téléspectateurs, qui ont choisi, dimanche soir, de ne pas regarder *L'Horloger de Saint-Paul*.

Ils ont assisté sagement aux préparatifs du direct, contents de se voir à l'écran, mais sans excès : la magie est déjà familière. Ils ont applaudi ceux qu'on leur demandait d'applaudir : Marie-José Nat, Claude Rich, Pierre Sabbagh et Catherine Langeais. Mais ils n'étaient pas venus pour ça. Lorsque le jeu a commencé, le silence s'est fait plus recueilli : beaucoup ont pris leur papier, leur stylo. A chaque distribution des chiffres ou des lettres, la salle a réagi immédiatement, en experts : un « Z » ou un « Q » rend évidemment l'épreuve plus difficile. 188, c'est un cadeau ; 319, c'est beaucoup moins évident. Aussitôt, on murmure, on compte sur ses doigts, on griffonne rapidement, on compare avec le voisin. Et puis, les deux candidats annoncent leurs résultats : le compte est bon, bravo. « *Maman, on avait trouvé.* » Viduité, « carmeline », où vont-il chercher tout ça ? On applaudit très fort.

Curieux spectacle, cette finale des « Chiffres et des lettres », en direct du Festival de télévision de Monte-Carlo. Un grand moment de télévision, à l'instar de la Coupe du monde de football ou du Tournoi des cinq nations, *comme l'affirme* Armand Jammot, fier de voir son émission occuper la quatrième place dans un récent sondage Sofrès ? Certes, mais sans le déchaînement des passions propre aux grandes rencontres sportives, ni même l'intensité dramatique des jeux d'autrefois.

Sur le plateau, il ne se passe pas grand-chose : depuis onze ans, le dispositif est quasiment immuable, et Max Favalelli ou Patrice Laffont ne sont pas précisément des bêtes de scène. Les finalistes, non plus, ne *font pas rêver, malgré les efforts de* la presse spécialisée. Vincent Labbé et Jean-Marc Bellot sont jeunes et sympathiques, mais lorsqu'ils arrivent, mains dans les poches, trop décontractés, on sent très bien qu'ils ne communiquent pas entièrement avec la ferveur de leur public.

Non, le succès des « Chiffres et des lettres » est ailleurs. Le coup de génie d'Armand Jammot est d'avoir rompu avec une conception traditionnelle du jeu télévisé où la moitié de la France, celle des employés, ouvriers, paysans, regarde passivement les représentants de l'autre moitié faire étalage de leur savoir. Dès 1965, avec « Le mot le plus long », il impose une participation des téléspectateurs en réduisant la culture à la pratique du dictionnaire.

Un phénomène social

En 1972, la formule s'élargit et propose chaque jour à des millions de Français un petit rendez-vous de gymnastique intellectuelle. Depuis, c'est un véritable phénomène social : partout en France, plus de deux-cents clubs jouent aux « Chiffres et aux lettres », organisent des tournois, trouvent des sources de financement. A tel point qu'Armand Jammot, heureux détenteur des droits de la formule, a décidé de réunir à Monte-Carlo les présidents de ces fédérations spontanées pour fixer des règles, instituer des rencontres.

Mais, visiblement, tout cela dépasse un peu le producteur et l'équipe d'Antenne 2. Dimanche soir, à la fin de l'émission, le public est rentré chez lui, laissant Vincent Labbé fêter son triomphe. Peu importe qui gagne, peu importe la télévision. « Les chiffres et les lettres » règnent désormais sur une France moyenne, pour qui le vocabulaire et *le calcul sont encore les bases les* plus évidentes d'une hygiène mentale quotidienne, une sorte de jogging de l'esprit.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

LES BONS COMPTES...

M. Armand Jammot, qui est personnellement venu présenter les candidats de l'émission dès samedi, s'est bien gardé de nous révéler que nos jouteurs, étudiants (l'un à H.E.C., l'autre en préparation à H.E.C.) étaient aussi des scrabbleurs, champions du monde francophone : Jean-Marc Bellot a remporté le titre en 1977 à seize ans, et Vincent Labbé en 1980, à dix-sept ans.

Le producteur des « Chiffres et des lettres » s'est ainsi montré rigoureux en matière de déontologie télévisée : pas question de permettre à aucun concurrent de prononcer le mot « scrabble », marque déposée, même s'il figure dans Le Petit Larousse illustré depuis cinq ans déjà.

En revanche, au cours de la même émission, M. Armand Jammot n'a pas oublié de présenter aux quatre demi-finalistes — et aux téléspectateurs — la toute nouvelle mallette grand luxe qui sert d'écrin à son jeu électronique, commercialisé depuis quelques mois au prix de 890 F.

Alors, deux poids et deux mesures : d'un côté, on feint de traquer la publicité clandestine ; de l'autre, on matraque les téléspectateurs, en demandant au débonnaire Patrice Laffont de vanter, jour après jour, les sous-produits d'une émission à succès.

MICHEL CHARLEMAGNE.

● *Radios privées : protestations.* — Le comité Riposte, qui regroupe une vingtaine de radios locales privées, « *élève une vigoureuse protestation après la proclamation des vingt-deux fréquences autorisées* », dans Paris, par la Haute Autorité de la communication audiovisuelle (*le Monde* du 3 février). « *La Haute Autorité, contrairement à ce qu'elle avait déclaré,* dit-il, *n'a pas pris contact avec toutes les radios libres pour les appeler à se regrouper.* » D'autre part, trois stations locales musulmanes (Radio-Maghreb, Radio Arabe de Paris, Radio-Paris-Méditerranée), *qui ne figurent* pas non plus sur la liste des radios autorisées « *s'indignent qu'aucune radio se réclamant directement ou indirectement du caractère spécifique musulman* » n'ait été retenue dans la région parisienne. Enfin, le Comité de coordination du syndicat Solidarnosc en France « *exprime son profond étonnement et sa protestation* » devant la non-autorisation de Radio-Solidarnosc à Paris. Dans un télégramme adressé à MM. Mitterrand, Mauroy, Fillioud et à Mme Cotta, le comité estime que la décision de la Haute Autorité « *va à l'encontre de l'attente de tous les Polonais* ».

LES PREMIERS PAS DE LA RÉGIONALISATION SUR FR 3

Une simple rediffusion pour Rhône-Aples

Sept stations de FR 3 (Lille, Lyon, Bordeaux, Rennes, Limoges, Strasbourg et Toulouse) ont, pour la première fois, « décroché », samedi 5 février à 20 h 30, pour diffuser, jusqu'à 21 h 30 ou plus, un programme régional différent du programme national. Dans l'esemble, les émissions régionales proposées n'étaient pas d'une grande originalité. Come l'indique ci-dessous notre correspondant à Lyon, FR 3 Rhône-Alpes-Auvergne s'est même contentée d'une rediffusion.

(De notre correspondant.)

Lyon. — FR 3 Rhône-Alpes-Auvergne a choisi le créneau culturel pour son premier décrochage. Saisissant l'occasion du bicentenaire de la naissance, à Grenoble, de l'auteur de *la Charteuse de Parme*, la station régionale a programmé la rediffusion de *Sylvain Joubert lit Stendhal*, une émission de Patrice Galbeau, réalisée par André Bonnardel, dans le cadre de la série « Un comédien lit un auteur ».

Tantôt en décors, tantôt à la fenêtre d'un appartement de la place Grenette, au cœur de Grenoble, l'acteur évoque plus particulièrement deux héros stendhaliens, Julien Sorel et Fabrice del Dongo. Les transitions sont assurées par des musiques de Rossini et des dessins de Daumier. Efficace, bien rytmée, jamais ennuyeuse, l'émission justifiait-elle pour autant une rediffusion ?

M. Pierre Gout, directeur des programmes, reconnaît : « *Nous aurions préféré inaugurer les décrochages avec la grande émission que nous préparons sur Stendhal (1). Mais elle n'était pas prête.* » Il ajoute cependant : « *Notre souci est de rediffuser des émissions de qualité, afin de concentrer nos budgets sur quelques grandes créations.* » Par exemple, une émission sur les frères Montgolfier, prévue pour un prochain décrochage.

Conscient qu'un programme culturel, face à la concurrence du samedi soir, ne bouleversera aucun taux d'écoute, M. Gout annonce « *une diversification vers des décrochages plus populaires* ». Mais il assure : « *Notre volonté régionale exclut la médiocrité.* » Des propos à rapprocher de ceux de M. Jack Lang, interviewé en introduction à l'émission sur Stendhal. Le ministre de la culture expliquait que « *les propositions gouvernementales en matière de culture s'appuient largement sur l'expérience de Grenoble* ». — *(Intérim.)*

(1) L'émission « *Grenoble 83 ou les chroniques stendhaliennes* » sera diffusée le 26 mars.

Aux Pays-Bas

Les programmes français de télévision pourront être transmis par le réseau câblé

De notre correspondant

Amsterdam. — Le ministre néerlandais de la culture, M. Brinkman (chrétien-démocrate), a annoncé, jeudi 3 février, devant la commission des affaires étrangères de la *Chambre des députés, la décision de* son gouvernement d'admettre la transmission par câble de programmes français de télévision (1). Le réseau câblé dessert les deux tiers des récepteurs néerlandais.

Ainsi serait levée une des hypothèques qui pèsent sur les relations franco-néerlandaises. Depuis de longues années, l'ambassade de France à La Haye s'était fixé comme objectif, pour enrayer le déclin de la langue française aux Pays-Bas, d'obtenir l'accès du réseau câblé (déjà ouvert aux programmes allemands, belges flamands et, plus irrégulièrement, anglais et belges en langue française) pour les programmes des chaînes françaises.

Jusqu'à présent, le ministère de la culture rejetait cette demande en mettant en avant des arguments juridiques : les programmes français devraient être relayés par un satellite de communication, ce qui était contraire à la loi. L'ambassadeur de France, M. de Kemoularia, proposa alors, gratuitement, les programmes destinés aux forces françaises en Allemagne. Mais il se heurta à un nouveau refus de M. Brinkman, invoquant encore la nécessité de réviser la législation. Cette fois-ci, cependant, les libéraux de la coalition gouvernementale se rebellèrent et M. Brinkman promit d'accélérer la réforme.

Reste à savoir si les réseaux de télévision câblée aux Pays-Bas manifesteront de l'intérêt pour les programmes français, précisément parce que les Néerlandais sont de moins en moins nombreux à comprendre le français. Un porte-parole du ministère de la culture à La Haye nous a dit être plutôt sceptique à cet égard.

RENÉ TER STEEGE.

(1) Il ne semble pas que le ministre néerlandais des affaires étrangères, M. Van den Broeck, qui se trouvait le même jour en visite officielle à Paris, ait *été en mesure d'informer* le gouvernement français de cette décision.

PRESSE

« LE NOUVEL ALSACIEN » LANCE UNE SOUSCRIPTION

Le Nouvel Alsacien, quotidien édité à Strasbourg — qui avait failli déposer son bilan à la fin du mois de décembre, — lance une souscription auprès de ses lecteurs. Fondé il y a quatre-vingt-dix-huit ans et dirigé aujourd'hui par M. Bernard Deck, ce journal bilingue se situe dans la mouvance chrétienne-démocrate et se définit comme un « *quotidien alsacien, chrétien, indépendant et fidèle à sa tradition politique* ».

Tiré à près de vingt mille exemplaires, la plupart étant vendus par abonnements, essentiellement dans les régions agricoles du Bas-Rhin, il constitue, à côté des *Dernières Nouvelles d'Alsace* de Strasbourg (deux cent quarante mille exemplaires) et de *l'Alsace* de Mulhouse (cent quarante mille exemplaires), le troisième quotidien alsacien.

ÉDITION

LU

« Prosper Mérimée », de Jean Autin

Un dandy voltairien

Mal aimé, Mérimée ? De ses contemporains, certainement pas. On ne peut guère se faire, en quarante ans de littérature, de vie publique et de fréquentation des grands, davantage d'amis et moins d'ennemis *qu'ils ne s'en fit*. De ses contemporaines ? On ne voit que George Sand, qui « l'essaya » (ou qu'il essaya ?), pour se déclarer insatisfaite. Mais de quel homme ne l'aurait-elle pas été ? Mal aimé de la vie ? Sans doute pas. Une enfance et une jeunesse heureuses, matériellement et moralement, une existence très intelligemment emplie, une belle aisance, les honneurs, la satisfaction des tâches menées à bien, et, pour en finir, une mort bienvenue, le 23 septembre 1870, au crépuscule d'un Second Empire et d'une société qu'il avait servis et aimés.

Reste la postérité. De l'écrivain, elle ne conserve guère que le souvenir de *Carmen* ; et encore, de la *Carmen* de Bizet dont on n'est pas loin de croire que Mérimée n'a été que le parolier. *Colomba*, un peu. La Corse est, littérairement parlant, si touristique ! La *Chronique du règne de Charles IX* à quelques amateurs, adolescents en quête d'aventures historiques un peu lestes et vieillards voués aux vieilleries. Mais *Arsène Guillot* (1844) ? Mais ces deux réussites de l'extrême fin que sont *Lokis* et *Djoumâne* (1869) ?

Où est donc le vrai Mérimée ? Dans sa littérature ? Dans son œuvre de sauvegarde du patrimoine architectural de la France ? Dans son amitié pour l'impératrice ?

Dans tout cela, de façon indissoluble, et c'est sans doute ce qui explique la réserve, pour ne pas dire plus, de la postérité à son égard. L'ami, le conseiller d'Eugénie de Montijo, pensez donc ! n'a pu être qu'un courtisan intéressé, et certainement un fieffé réactionnaire. Mais Eugénie avait quatre ans à l'époque de leur première rencontre ; Mérimée fut véritablement et sans aucune arrière-pensée courtisane l'ami de ses parents et de sa sœur. Et surtout, le Second Empire ne lui apporta rien de plus que ne l'aurait fait n'importe quel autre régime tant soit peu soucieux de l'intérêt public.

La passion du patrimoine

« Homme de droite » ? Oui, pour nous. A peine un « homme d'ordre » pour ses contemporains. Et beaucoup moins que Vigny, Flaubert ou George Sand. Ce réactionnaire était un voltairien, un anticlérical, un ennemi *né des idéologues et des phraseurs*, et, tranchons, un aristocrate de cœur, même s'il ne dédaignait pas la débauche canaille.

Un homme d'esprit surtout, maîtrisant et maniant à la perfection ce que l'on n'avait pas encore imaginé d'appeler la « culture », mais qui en était vraiment une. Méchant ? Pourquoi pas ? Ses contemporains s'accordent à lui trouver un air « effronté », « *méchant* », « *guindé* », « trop bien élevé ». Il a « le bonheur le plus triste du monde ». Mais ses contemporains l'apprécient et l'aiment, et ceci compense cela.

Un dandy voyeur ? Sans doute aussi. Mais ce dandy a été un monstre de *travail efficace*. Il s'est battu durant vingt ans, par monts et par vaux et dans des conditions épuisantes, contre les crétins et contre les fripouilles pour sauver physiquement de la disparition ce qu'il aimait d'une France qu'il aimait. Et sauf si l'on décide que le vêtement est plus que la chair, des « hommes de droite » comme lui valent bien des « hommes de gauche » comme Lamartine.

La biographie de Jean Autin est surtout celle du grand commis de l'Etat, et de l'homme privé. Elle est minutieuse et vive, lucide et favorable. Quelques fautes vénielles échappées au correcteur, quelques maladresses d'écriture, l'absence d'une chronologie récapitulative et d'une bibliographie sommaire, empêchent de lui donner un 20 sur 20. Mais nous n'en sommes pas trop loin.

JACQUES CELLARD.

★ **Librairie académique Perrin, relié, illustrations, 350 pages, 90 F.**

CARNET

Décès

JEAN NAYROU

— Nous apprenons le décès de
M. Jean NAYROU,
ancien sénateur socialiste,
maire de La Bastide-de-Sérou (Ariège),
survenu le dimanche 6 février à Foix.

[Né le 3 décembre 1914 à Esplas-de-Sérou dans l'Ariège, Jean Nayrou, exploitant agricole, responsable du réseau de résistance « Combat » dans l'Ariège, ancien instituteur-itinérant agricole, était conseiller général du canton de Vicdessos depuis 1945. Maire de Suc-et-Sentenac de 1953 à 1965, il avait été adjoint au maire de Foix de 1965 à 1971, puis, depuis cette date, maire de La Bastide-de-Sérou. Élu en 1955 au Sénat, inscrit au groupe socialiste, il n'avait pas sollicité le renouvellement de ce mandat en 1980. Président de la Fédération française d'économie montagnarde, Jean Nayrou était un des maîtres du félibrige.]

— *On nous prie d'annoncer le décès* de
Mme Albert CHATELET,
née Marguerite Brey,
survenu le 4 février 1983, dans sa quatre-vingt-dix-septième année.
De la part de :
Mlle Suzanne Châtelet,
M. et Mme François Châtelet,
Mlle Yvonne Châtelet,
M. et Mme Jean Châtelet,
M. et Mme Pierre Châtelet,
M. et Mme Joseph Châtelet,
M. et Mme Philippe Châtelet,
Mlle Marguerite (Marie-Christine) Châtelet,
M. et Mme Albert Châtelet,
ses enfants, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,
Mlle Jane Brey, sa sœur,
Mlle Maria Châtelet, sa belle-sœur,
M. et Mme Jacques et Michel Brey
et leur famille, ses neveux
Et la famille.
Et de rappeler la mémoire de
M. Albert CHATELET,
doyen honoraire
de la faculté des sciences de Paris.
Les obsèques auront lieu le mardi 8 février, à 10 h 30, au cimetière Montparnasse.
Ni fleurs ni couronnes.

— Le Seigneur a rappelé à lui
le Père L. COIGNET, s.j.,
le 2 février à Tallard, à l'âge de soixante-douze ans.
Les obsèques ont eu lieu le 5 février à Marseille.

[Le Père Louis Coignet est né le 13 janvier 1911 à Saint-Bonnet-le-Château. Il est entré dans la Compagnie de Jésus le 17 octobre 1930. Sa disparition est particulièrement ressentie par les trois générations qui l'ont connu : celle de la Résistance, à laquelle il a participé à Lyon, aidant notamment des hommes à échapper à la Gestapo ; celle des étudiants d'Alger dont il a été l'aumônier pendant la guerre d'Algérie, préservant dans la communauté dont il avait la charge, au milieu des passions et des *affrontements*, un esprit de justice et de liberté ; celle enfin des religieux et religieuses, des isolés aussi, auxquels, en France et au Tchad, il a porté inlassablement durant les vingt dernières années de sa vie le message de l'Évangile. — D. J.]

— On nous prie d'annoncer la mort de
Mme François de Menthon,
née Nicole de Saint-Seine,
endormie dans la paix du Seigneur, le vendredi 4 février, dans sa quatre-vingt-quatrième année.
De la part de :
François de Menthon,
Ses enfants,
Ses petits-enfants et de son arrière-petit-fils.
La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église de Menthon-Saint-Bernard, le mercredi 9 février, à 14 heures.
Château de Menthon,
74290 Menthon-Saint-Bernard.

— Marennes.
M. et Mme Pierre-Jean Hay,
M. et Mme Jean Hay,
Le docteur et Mme François Hay,
M. Christian Hay,
M. et Mme Alain Hay,
Mlle Sylvie Hay,
M. et Mme Paul Castanet,
Les familles Castanet, Jancoux et Delavalle,
ont la douleur de faire part du décès de leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère et sœur,
Mme Louise HAY,
née Castanet,
officier du Mérite national,
veuve de Jean Hay,
député de Marennes,
mort en déportation,
survenu le 5 février à l'âge de quatre-*vingt-neuf ans.*
Ses obsèques auront lieu à Marennes.
Réunion au domicile, place Carnot, le mercredi 9 février, à 15 h 30.
Cet avis tient lieu de faire-part.
Place Carnot, 17320 Marennes.
1, place Pierre-Brisson,
75116 Paris.

— Monsieur et Mme Pierre Avril,
Pierre-Olivier Avril,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Robert HILLION,
survenu le 22 janvier 1983.
Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, le 27 janvier 1983.
48, *rue* Gay-Lussac,
75005 Paris.

— M. et Mme Charles Kable,
Leurs enfants,
Ainsi que toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de
Mme Bernard KABLE,
née Henriette Favier,
directrice honoraire
des services sociaux
de la ville de Versailles,
survenu le 2 février 1983 dans sa quatre-vingt-dixième année.
Un service religieux œcuménique a été célébré le 4 février en l'église réformée de Versailles.
28 *bis*, rue Jean-de-La Fontaine,
78000 Versailles.

— Mme Marcel Mortessagne,
son épouse,
Le lieutenant-colonel et Mme Jacques Mortessagne et leurs enfants,
M. et Mme Bernard Coudray
et leurs enfants,
Ses enfants et petits-enfants,
Tous ses parents et amis,
ont la douleur de faire part du décès de
Marcel MORTESSAGNE,
professeur honoraire
au lycée Charlemagne (Paris-4e),
survenu, le 30 janvier 1983, dans sa quatre-vingt-cinquième année.
La cérémonie religieuse a eu lieu dans l'intimité, le 2 février 1983, en l'église de Billy (Allier).
Cet avis tient lieu de faire-part.
Résidence de France-Chambord.
92, boulevard Clemenceau,
76600 Le Havre.

— M. et Mme Gilles Neubauer
et leurs enfants,
M. et Mme Philippe Weill
et leurs enfants,
M. et Mme Michel Laury
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de
Mme Jacques NEUBAUER,
survenu le 1er février 1983.
La cérémonie religieuse a eu lieu dans la plus stricte intimité.

— Mme Vital Polack,
M. et Mme Denis Polack,
M. et Mme Thierry Polack,
M. et Mme Jean Léger,
Jean-Emmanuel, Oriane, Julia, Antoine et Guillaume Polack, Sébastien Léger,
ont la grande douleur de faire part du décès de
M. Vital POLACK,
leur époux, père et grand-père,
survenu le 31 janvier 1983.
Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

Remerciements

— Mme Georges Bidault
Et sa famille,
dans l'impossibilité de répondre aux innombrables témoignages de sympa*thie qui leur ont été adressés à l'occa*sion de la mort de
Georges BIDAULT,
vous prient de trouver ici l'expression de leur gratitude émue.

— Mlle Hélène Morere,
Mme Hortense Morere,
très sensibles aux marques de sympathie que vous leur avez témoignées lors du décès de
Jean-Edouard MORERE,
vous expriment leurs sincères remerciements.
14, rue Eugène-Gibez, 75015 Paris.
Rue François-Camel,
09800 Castillon.

Anniversaires

— Souvenez-vous de
Georges SALVY,
mort le 5 février 1980.

Messes anniversaires

— Il y a quatre ans, disparaissait
Pierre-Henri MALRIEU.
Une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.
Une messe sera célébrée en sa mémoire le 8 février 1983, à 9 heures, en l'église Sainte-Marguerite, à Cannes-La Bocca.

Communications diverses

— Au cours d'une réception organisée au Cercle républicain par la Fédération française des groupes folkloriques, une jeune Gasconne, Mlle Martine Duron, a été élue Payse de France 1983. Elle était présentée par « l'Ensoulelhada », section arts et traditions populaires des Toulousains à Paris.

Soutenances de thèses

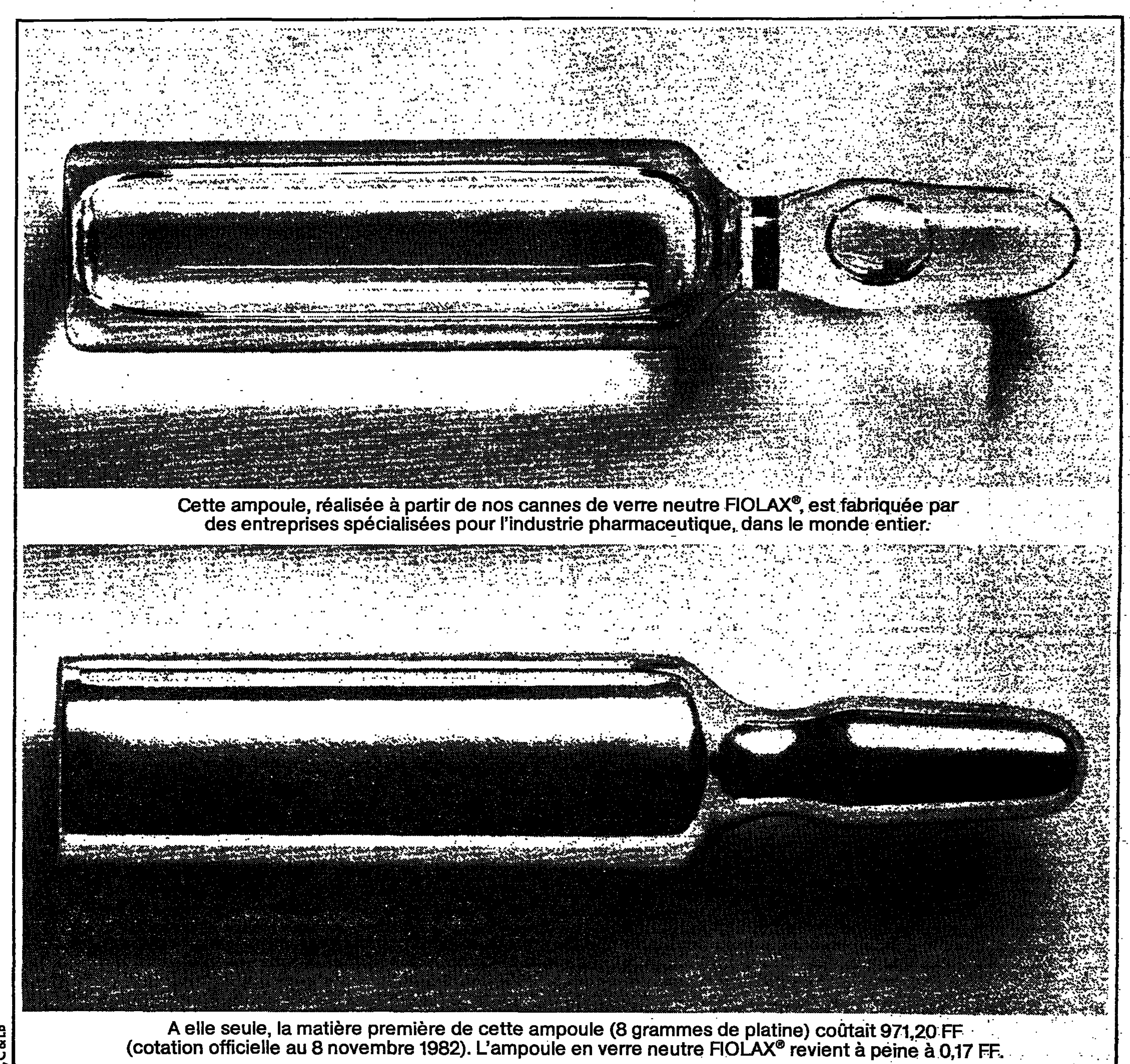
— Université Rennes-I, jeudi 10 février à 14 h 30, salle des thèses, M. Hervé Le Roy : « L'assurance et le droit pécuniaire de la famille ».

— Université Paris-I (Panthéon-Sorbonne), samedi 12 février à 14 heures, salle Louis-Liard, M. Daniel Panzac : « La peste dans l'empire Ottoman de 1700 à 1850 ».

— Université Paris-II, mercredi 16 février à 16 h 30, salle des commissions, M. Akram Al Zubaidi : « Le conseil de l'unité économique arabe ; son rôle dans la préparation de l'intégration économique des pays arabes ».

Que savez-vous du verre?

A performances égales, l'ampoule du haut coûte 971,03 FF de moins.



Cette ampoule, réalisée à partir de nos cannes de verre neutre FIOLAX®, est fabriquée par des entreprises spécialisées pour l'industrie pharmaceutique, dans le monde entier.

A elle seule, la matière première de cette ampoule (8 grammes de platine) coûtait 971,20 FF (cotation officielle au 8 novembre 1982). L'ampoule en verre neutre FIOLAX® revient à peine à 0,17 FF.

L,C&LB

Chaque jour, on sauve de nombreuses vies humaines par l'injection de médicaments comme les antibiotiques ou l'insuline. La bonne conservation, donc l'efficacité d'un médicament, dépend essentiellement de son conditionnement.

Les parois d'une ampoule doivent être parfaitement imperméables aux gaz, comme l'oxygène. L'ampoule ne doit présenter aucun pore, car certains composants du médicament pourraient s'y fixer. Et le matériau utilisé pour l'ampoule ne doit provoquer aucune réaction chimique qui puisse altérer le médicament.

Seulement deux possibilités.

Seuls deux matériaux remplissent toutes ces conditions: le platine et le verre spécial neutre FIOLAX® de SCHOTT-RUHRGLAS. Le verre a encore sur le platine un énorme avantage: il est transparent et permet donc les contrôles visuels obligatoires pour les médicaments liquides.

FIOLAX® n'est qu'un exemple des propriétés particulières que nous pouvons donner au verre. Et les possibilités de ce matériau sont loin d'être épuisées: nous travaillons sans cesse à des projets de recherche et à de nouveaux produits.

Le Groupe Schott:

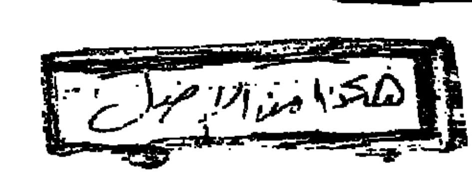
34 entreprises avec 40 centres de production répartis dans le monde, plus de 250 agences de distribution en France et à l'étranger. Le catalogue SCHOTT comporte plus de 50.000 articles et la Société réalise un chiffre d'affaires annuel de 3.5 milliards de francs.

FIOLAX® est une marque déposée de SCHOTT GLASWERKE, Mayence.

SCHOTT FRANCE
6, rue des Bateliers, 92110 Clichy

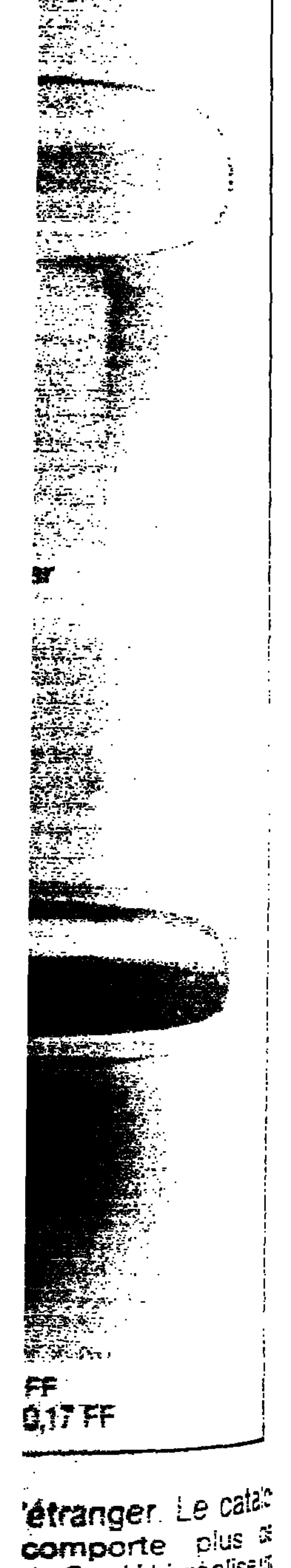


Nous perfectionnons sans cesse le verre.



Le Monde

ECONOMIE



La reprise américaine serait plus forte que la Maison Blanche ne veut encore le dire

QU'ON ne compte pas trop *sur les Etats-Unis* pour servir de locomotive à l'économie mondiale. Si une reprise est jugée certaine ici et *a sans doute* même déjà commencé, son ampleur devrait être faible et sa progression lente, si l'on en croit les experts gouverne*mentaux*.

L'administration Reagan prévoit, en effet, une hausse du produit national brut de 1,4 % en 1983, ce *qui permettrait à peine de rattraper* la baisse de l'année dernière (– 1,8 %), baisse la plus forte depuis 1936. La croissance serait de 1 % *au premier trimestre*, de 3 % au deuxième, puis de 4 % au troisième et au quatrième. Cela n'empêcherait pas le taux de chômage *de tourner autour* de 10,4 % en décembre 1983, contre 10,8 % douze mois plus tôt.

Avec un tel tableau, les Etats-*Unis* ne se rueraient pas sur les importations. Poussées par les syndicats, ils chercheraient, au contraire, à limiter au maximum le déficit de leur commerce extérieur. Celui-ci a atteint 42,7 milliards de dollars en 1982 et pourrait être beaucoup plus fort cette année – on avance le chiffre gigantesque de 75 milliards – si le taux de change ne se modifie pas sensiblement. La balance des paiements américaine a elle-même été déficitaire de 6 milliards de dollars en 1982, après deux années d'excédent.

Une fois n'est pas coutume : le gouvernement est accusé de noircir le tableau. Les instituts privés ne prévoient-ils pas, en moyenne, une croissance de 2,5 % en 1983 ? Certains avancent même le chiffre de 5,9 %, faisant valoir que les lendemains de récession surprennent toujours par leur vitalité.

Excessive ou non, la grande prudence de la Maison Blanche s'explique par des mésaventures antérieures : les collaborateurs de M. Reagan craignent de perdre toute crédibilité en décevant de nouveau les Américains, alors *qu'une bonne surprise pourrait* être montée en épingle, exploitée politiquement.

Les signes de reprise se manifestent depuis quelques semaines, avec plus ou moins de clarté. En décembre, les commandes industrielles ont augmenté de 4,8 %, ce qui est le plus fort gain mensuel depuis deux ans et demi et laisse prévoir une relance de la production en janvier. On le doit pour l'essentiel *aux équipements militaires*. Autre chiffre significatif : les dépenses de construction ont augmenté de 4,5 % et les mises en vente de 39 % *par* rapport à décembre 1982. Enfin, dans l'automobile, la production de janvier est supérieure de 40 % à celle de janvier 1982. On a rappelé des chômeurs pour la première fois depuis longtemps, même si les ventes restent toujours très insuffisantes.

Quelle que soit son ampleur, la reprise ne sera pas due aux investissements. Les sociétés américaines *envisagent* de consacrer encore moins d'argent qu'en 1982 au développement de leurs activités. Le département du commerce évalue *cette baisse présumée* à 5,2 %, en dollars constants. On compte sur plusieurs autres facteurs.

Les stocks industriels ont beaucoup baissé pendant cette longue récession, et il faut les regarnir. En outre de nombreux consommateurs, qui avaient retardé des achats essentiels (automobile, maison individuelle), profiteraient de taux d'intérêt plus raisonnables, malgré la peur provoquée par le chômage environnant. Enfin, un nouvel allégement de 10 % de l'impôt sur le revenu des personnes physiques doit entrer en vigueur le 1er juillet prochain.

Quant aux obstacles... on se demande toujours comment la Réserve fédérale (FED) et les marchés financiers vont réagir à un déficit budgétaire évalué à 208 milliards de dollars en 1983. Ne seront-ils *pas tentés, chacun à sa manière*, de pousser les taux d'intérêt vers le haut, par crainte d'une reprise de l'inflation ?

La FED a clairement fait savoir qu'avec de tels déficits on ne doit pas compter sur elle pour abaisser davantage les taux d'intérêt. Des taux ne permettant pas une reprise vigoureuse, *car* trop élevés par rapport à la hausse des prix. N'a-t-elle pas déjà assoupli son calcul de la masse *monétaire, laissant les liquidités* en circulation croître de 50 milliards de dollars en janvier ?

La Réserve fédérale adopte, en fait, une position moyenne, cherchant à faire trois choses à la fois : pousser la Maison Blanche et le Congrès à réduire le déficit budgétaire, favoriser *quand même* la reprise économique, rassurer les milieux financiers sur son engagement antiinflationniste. C'est un exercice *difficile. Au moins la FED n'est-elle* plus attaquée par le gouvernement : M. Reagan vient de lui adresser des louanges publiques.

Comment réduire le déficit ? C'est la grande question à Washington. Le Congrès exerce de fortes pressions sur M. Reagan pour l'amener à ralentir l'accroissement des dépenses militaires. Il y arrivera sans doute. Mais la Maison Blanche pourrait céder sur une autre *demande qui, elle, aggraverait* le déficit : le lancement d'un programme de lutte contre le chômage par des travaux publics. Un tel projet coûterait, selon ses promoteurs, entre 5 et 10 milliards de dollars.

Une bonne nouvelle est venue jeudi de l'office budgétaire du Congrès. Cet organisme très écouté a l'habitude d'être beaucoup plus pessimiste que la Maison Blanche. Or il estime que le déficit envisagé pour 1984 serait inférieur de 22 milliards de dollars au chiffre prévu par M. Reagan. Ses calculs se fondent sur une reprise plus forte et des taux *d'intérêt plus* bas.

ROBERT SOLÉ.

L'ENTRÉE EN VIGUEUR DES LOIS AUROUX

Il reste beaucoup à faire pour relancer la négociation sociale

Les lois Auroux entrent dans les faits et... dans les entreprises. A la date du 4 février, toutes celles qui emploient plus de deux cents salariés devaient obligatoirement avoir engagé des négociations sur la mise en œuvre du droit d'expression des salariés. *C'est également cette année qu'*entre en vigueur l'obligation de négocier annuellement dans les entreprises où existent des sections syndicales. La négociation sociale va-t-elle ainsi retrouver un certain dynamisme ?

QUI, en France, a peur de la *négociation sociale* ? A première vue, personne. Alors que peu à peu la discussion collective recouvre ses droits à la régie Renault, tentant d'éteindre progressivement les derniers feux des conflits, les partenaires sociaux sont en train de démontrer, au niveau national, que le dialogue, favorisé il est vrai par la puissance publique, peut se révéler plus fructueux pour abaisser l'âge de la retraite que pour réformer l'assurance-chômage. Au lendemain d'une année qui aura vu la suspension, pendant quatre mois, de la loi de 1950 sur la libre discussion des salaires, 1983 s'annonce-t-elle comme une ère nouvelle pour la négociation sociale ?

Tout paraît annoncer une période plus faste. Les entreprises de plus de deux cents salariés avaient jusqu'au 4 février pour ouvrir des négociations sur les modalités de la mise en œuvre du droit d'expression des salariés. Par ailleurs, les entreprises « *où sont constituées une ou plusieurs sections syndicales d'organisations représentatives* » sont désormais tenues à une obligation annuelle de négocier sur les salaires réels, la durée et l'organisation du temps de travail. Autant dire que, bon gré mal gré, syndicats et patronat devraient avoir cette année un peu plus de grain à moudre.

Certes, depuis son arrivée au pouvoir, *le nouveau gouvernement* prône la négociation permanente. Définissant l'esprit de ses lois, M. Jean Auroux avait souligné : « *La politique contractuelle, par la négociation stimulée par l'État à tous les niveaux, constitue donc la pierre angulaire des nouveaux rapports sociaux dans l'entreprise, dans le cadre naturellement de la loi.* » Pareille volonté concordait parfaitement avec les discours syndicaux. Dans ses interventions, M. André Bergeron ne manque jamais de louer les bienfaits de la politique contractuelle. La C.G.T. reconnaît la nécessité de la négociation, à partir du moment où le rapport de forces joue en faveur des salariés. De longue date, la C.F.T.C. a été l'avocate du dialogue social. Et la C.G.C. se bat pour la concertation permanente, d'abord dans l'entreprise, en premier lieu avec les cadres.

Rendez-vous manqué

Depuis sa « *resyndicalisation* » en 1978, la C.F.D.T. elle-même a développé ce thème. M. Edmond Maire a ainsi vu dans le changement du 10 mai 1981 la possibilité de construire une « *société contractuelle* » : « *A la société autoritaire où tout se décide d'en haut*, expliquait-il à *Syndicalisme* le 2 avril 1981, *dans le secret des cabinets ministériels et des conseils d'administration, la C.F.D.T. veut substituer une société où le mouvement social sera pris en compte, où la négociation sera la règle, où le débat public et la consultation de tous les intéressés seront une pratique habituelle.* »

Dès 1982, toutes les conditions auraient pu *se trouver réunies pour* susciter un grand renouveau de la négociation collective. Or, si le gouvernement a indéniablement développé la concertation, il a manqué ce rendez-vous. La plupart des grandes réformes sociales ont été promulguées par ordonnances. Et le blocage des revenus, avec l'encadrement qui a suivi, n'a pas vraiment favorisé, malgré les quatre-vingt-huit accords salariaux de branche au niveau national, le libre jeu de la négociation. De nombreux – trop nombreux – salariés sont restés en dehors de tout accord salarial. Existerait-il une résistance à négocier, liée au désir de ne pas modifier ses comportements, de n'abandonner aucune parcelle du pouvoir, de ne pas se prêter au jeu du compromis ? Comme le disait M. Raymond Soubie, ancien conseiller social de M. Barre, lors d'un colloque de la revue *Droit social*, en octobre 1982, « *personne n'est explicitement hostile à la négociation collective* », mais « *la propension à négocier n'est pas toujours la pente la plus naturelle des organisations syndicales ou patronales, ou des employeurs* ».

Etait-il nécessaire de transformer la propension en obligation pour que la négociation se développe ? Si l'on en croit une analyse du service des études du ministère du travail (1), notre système conventionnel ressemble encore à un énorme gruyère. Au niveau national, 288 conventions collectives sont en vigueur, 40 d'entre elles couvrant plus de la moitié des salariés du secteur privé. En 1981, 657 avenants conventionnels (un peu moins qu'en 1980), la plupart portant sur les salaires, ont été conclus. « *Globalement*, note l'étude, *la proportion d'établissements appliquant au moins une convention collective de branche est de 76,9 %.* » Dans l'industrie, cette proportion d'établissements est passée, de 1972 à 1981, de 62,1 % à 86,2 %, le pourcentage de salariés *couverts passant* dans le même temps de 74,6 % à 90,4 %.

Si depuis le début de 1980 le nombre de conventions collectives est stable, la couverture conventionnelle a marqué des points ces dernières années, et en particulier dans les établissements de moins de deux cents salariés. Mais il y a encore des vides conventionnels qui ressemblent à des déserts. C'est très sensible quand on descend de la branche à l'entreprise : seulement près de 10 % des établissements de dix salariés et plus déclarent appliquer une convention ou un accord propre à l'entreprise ou à l'établissement (2). *Un million cent trente-trois mille* salariés, soit 11 % des effectifs des établissements de plus de dix salariés, sont « *totalement privés de garanties conventionnelles* » et ne bénéficient ni d'une convention de branche, ni d'un accord d'entreprise, ni d'un accord professionnel.

Il y a donc beaucoup à faire pour relancer la dynamique de la négociation et réduire encore le nombre d'exclus du système conventionnel. Paradoxalement, la sortie du blocage des salaires a permis de combler quelques « trous ». Pour la première fois, un accord national – sur les salaires – a été conclu dans la branche cafés-hôtels-restaurants, où on s'attaque maintenant à la durée du travail. Sur les quatre-vingt-huit accords nationaux de sortie du blocage, plus du tiers comportent des clauses d'augmentation sur les salaires réels alors que, en 1981, seulement 4,5 % des conventions collectives nationales avaient eu au moins un avenant sur ces salaires réels.

D'autres progrès ont été réalisés. Dans les sociétés d'intérim, en quête d'une convention collective, un protocole d'accord sur l'indemnisation de la maladie vient d'être signé. Dans l'alimentation de détail (deux cent quatre-vingt mille professionnels et six cents mille salariés), patronat et syndicats ont, sous la houlette des ministres Auroux et *Delelis*, jeté les bases d'un projet d'accord global ouvrant la voie à des conventions collectives. Dans les branches, soixante-dix-huit accords *ont été conclus en 1982 sur la réduc*tion de la durée du travail, montrant, dans certains cas que, tant pour l'utilisation des équipements que sur la difficile question de la compensation salariale, les partenaires sociaux savaient faire preuve de souplesse.

MICHEL NOBLECOURT.

(*Lire la suite page 22.*)

(1) *Bulletin mensuel des statistiques du travail.* Supplément n° 100, 1982.

(2) Cependant, note l'étude, « *l'application d'une convention ou d'un accord d'entreprise vient le plus souvent compléter celle de textes plus généraux, puisque treize mille trois cents établissements (sur dix-neuf mille trois cents) cumulent les deux couvertures* ». Des accords d'entreprise existent dans 29,5 % des établissements de deux cents à quatre cent quatre-vingt-dix-neuf salariés, dans près de 45 % des établissements au-dessus de cinq cents salariés.

Pour que l'OPEP ne se disloque pas...

L'échec, le 24 janvier à Genève, de la conférence de l'OPEP marquera-t-il la date d'un troisième « choc » pétrolier à rebours ? Pour la première fois depuis 1973, l'opinion a pris conscience qu'une baisse des prix nominaux du pétrole significative ne relevait pas de l'utopie. Les signes contradictoires émis depuis la réunion de Genève par les diverses parties prenantes du marché ne permettent cependant pas une interprétation aisée. Quels buts poursuit l'Arabie Saoudite ? Les risques d'une guerre des prix sont-ils réels ? Quel peut être le rôle des compagnies pétrolières dans ces circonstances ? Et celui des pays producteurs n'appartenant pas à l'OPEP ?

Mme Agnès Chevallier, chargée de mission au Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII), et M. Jean-Marie Chevalier, professeur de sciences économiques, tentent de répondre à ces questions. Leurs analyses s'appuient sur une hypothèse centrale : une baisse importante des prix nominaux du pétrole ne profite fondamentalement à aucun des acteurs en présence sur le marché pétrolier. Elle n'est donc pas recherchée. Au contraire, il est probable que l'Arabie Saoudite – qui joue un rôle central au sein de l'OPEP – fera tout pour éviter le déclenchement d'une guerre des prix pouvant amener à un effondrement durable de ceux-ci. *De même y-a-t-il peu de chance que les* compagnies, dont les stratégies à moyen et à long terme sont basées sur l'hypothèse d'une hausse des prix, tentent d'encourager un mouvement à la baisse.

Ces analyses sont fondées sur les travaux auxquels ont participé A. Chevallier et J.-M. Chevalier dans le cadre du projet de Simulation et analyse du cheminement de l'économie mondiale (Sachem) mis en œuvre au CEPII – relié au Plan, – en association avec l'Institut économique et juridique de l'énergie de Grenoble (1).

(1) Une série d'études réalisées dans ce cadre, et présentant les principaux pays producteurs et consommateurs d'énergie (États-Unis, Japon, U.R.S.S., Arabie Saoudite, Iran, Irak, Koweït, Chine) ainsi que les compagnies pétrolières, ont été publiées par *la Documentation française* sous le titre « Les grands acteurs de la scène énergétique mondiale », *Économie et Prospective internationale*, n° 11, troisième trimestre 1982.

Arabie Saoudite : un « coup de poker » qui pourrait réussir

par AGNÈS CHEVALLIER

LA conférence de Genève (22-24 janvier 1983) est depuis le mois de juillet la troisième conférence de l'OPEP à se solder par un échec : cette fois encore, les délégations des pays membres se sont séparées sans arrêter de politique *commune. L'émoi suscité par l'échec* de Genève est cependant particulièrement vif. D'abord parce que la répétition des échecs augmente la probabilité d'une baisse du prix du pétrole ; mais surtout cette dernière rupture est venue de là où on l'attendait le moins, de l'Arabie Saoudite. Comment expliquer que ce pays traditionnellement *considéré* comme prudent et modéré se soit lancé dans un véritable « coup de poker » dont l'enjeu pour l'économie mondiale *pourrait être capital ? Comment* comprendre qu'après avoir soutenu le prix du pétrole pendant près d'un an, les Saoudiens et leurs voisins du Golfe aient provoqué la rupture au moment même où un accord sur de nouveaux quotas de production paraissait acquis ?

Rappelons que les pays de l'OPEP avaient déjà adopté, en mars 1982, un plafond de production et des quotas par pays afin de résister aux pressions à la baisse des prix particulièrement forte alors : au premier trimestre 1982 l'écart entre le prix officiel de l'Arabian light (fixé à 34 dollars le baril depuis octobre 1981) et son prix sur le marché spot était de 5,50 dollars par baril.

Mais les quotas fixés alors n'étaient à l'évidence qu'une première étape : la production saoudienne qu'ils supposaient (7,5 millions de barils/jour) même si elle était fortement *en baisse par rapport* au niveau record atteint l'année précédente (10,5 millions barils/jour) et très inférieure au potentiel du pays *était encore très élevée* au regard des besoins financiers respectifs des différents pays membres de l'organisation. Des « dérapages » étaient donc inévitables, et sans doute prévus, plusieurs pays essayant, par baisse de leurs prix officiels ou en pratiquant des rabais de toutes natures, d'accroître leurs parts du marché. Ce fut surtout le cas au cours de l'automne 1982, quand la demande progressa légèrement.

L'Arabie Saoudite s'est trouvée ainsi absorber une part de plus en plus importante des effets de la stagnation, ce « sacrifice » profitant d'ailleurs, en dehors du Venezuela, *essentiellement aux deux pays* les plus farouchement opposés au gouvernement saoudien, l'Iran et la Libye. Cela n'était évidemment pas *fait pour favoriser les discussions* lors des conférences de juillet et de décembre.

Au total, toutefois, le prix moyen *auquel s'effectuaient* les achats de pétrole à l'OPEP n'était pas très en dessous de ce qu'aurait voulu la moyenne des prix officiels, et l'on *pouvait* considérer que l'OPEP, ou plutôt l'Arabie Saoudite avait réussi à maintenir le prix nominal.

(*Lire la suite page 23.*)

Compagnies : une baisse durable des prix du pétrole nuirait à leurs intérêts

par JEAN-MARIE CHEVALIER

AU moment où la tendance à l'augmentation du prix du brut, que tout le monde *commençait à admettre, paraît* remise en cause, il semble opportun de s'interroger sur la position des compagnies pétrolières face aux remous du marché : ont-elles intérêt à une baisse durable des prix ? De quelles armes disposent-elles pour agir sur la situation ?

Un bref regard en arrière montre que les grandes compagnies ont beaucoup bénéficié du mouvement de hausse de la dernière décennie : entre 1969 et 1981, le chiffre d'affaires des douze *plus* grandes firmes pétrolières du monde est passé de 61 à 560 milliards de dollars, tandis que leurs profits passaient de 5 à 26 milliards de dollars. Ces douze compagnies appartiennent toutes aujourd'hui au groupe des vingt premières firmes mondiales alors que ce n'était le cas que de six d'entre elles en 1969 (1).

Ainsi, malgré les nationalisations, l'augmentation du coût d'accès au brut, la diminution de leur activité de raffinage et celle de la demande, elles ont réussi à augmenter, sur un rythme plus rapide que le reste de l'économie, leur chiffre d'affaires, *leur cash flow et leur* puissance financière.

Les résultats, plus médiocres, de 1982, ne remettent nullement en cause cette évolution qui s'explique, en partie au moins, par la mise en œuvre d'une stratégie remarquable d'adaptation à l'incertitude fondée sur trois principes majeurs : priorité aux hydrocarbures, développement contrôlé du charbon, souplesse *d'adaptation à l'évolution* de la demande.

La plupart des grandes compagnies pétrolières sont présentes, plus ou moins activement, dans *les principales* filières énergétiques. *Le* pétrole et, dans une moindre mesure, le gaz restent cependant la source essentielle de leurs profits et la cible majeure de leurs investissements (plus de 90 %). Parmi toutes les énergies, le pétrole et le gaz sont en effet les deux seules qui soient susceptibles de conférer à celui qui les possède une rente sans commune mesure avec les profits que l'on peut trouver ailleurs.

Prenons, pour illustrer cela, le cas d'une firme comme Conoco, absorbée en 1981 par Du Pont de Nemours. Conoco présente la particula*rité de partager son activité à 50/50* entre le charbon et le pétrole. L'examen des profits entre 1971 et 1980 montre que le profit issu du charbon était de 3 *cents/baril* équivalent pétrole en 1971, de 50 cents en fin de période après avoir atteint un chiffre maximum de 75 cents en 1976, année exceptionnelle.

(*Lire la suite page 23.*)

(1) Ces douze compagnies sont dans l'ordre en 1981 : Exxon, Shell, Mobil, Texaco, B.P., Socal, Standard of Indiana, Gulf Oil, Arco, Conoco (Du Pont de Nemours), C.F.P. et Elf-Aquitaine.

L'IMPLANTATION DES SYNDICATS APRÈS LES ÉLECTIONS AUX CHAMBRES D'AGRICULTURE

● La F.N.S.E.A., largement majoritaire, est surtout forte au nord de la Loire.

● Les syndicats minoritaires représentent ensemble près de 30 % des voix.

LES élections aux chambres d'agriculture du 28 janvier dernier qui, pour la première fois, se déroulaient à la proportionnelle, ont permis d'apprécier les rapports de forces syndicaux qui traversent les campagnes. La F.N.S.E.A. reste et de loin le principal représentant des agriculteurs dans les campagnes. Mais, comme le montrent ces cartes, les nouveaux syndicats minoritaires, comme le Modef plus ancien, ont acquis une audience qui dépasse les points forts de leurs origines.

Ces cartes ont été établies par *le Monde*, à partir des résultats fournis par le ministère de l'agriculture (1) et en fonction du classement qu'il a retenu. En plusieurs endroits, des listes aux résultats importants (parfois plus de 30 %) n'ont pas été attribuées à un syndicat en particulier, leur intitulé ne le permettant pas. C'est de ces attributions litigieuses que provient la différence d'estimation concernant le score de la F.N.S.E.A., celle-ci s'attribuant 70,85 % du résultat global et le ministère lui donnant 63,9 %.

● F.N.S.E.A. (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles) : présente dans l'ensemble de la France, la mouvance F.N.S.E.A. est surtout très forte dans le bassin parisien, le Nord et le Nord-Est. Plusieurs cas sont à relever : dans la Somme et l'Oise, la F.N.S.E.A. fait un score de 100 % (il y avait une seule liste). Le point fort de l'Allier ne doit pas faire illusion : institutionnellement parlant, la F.D.S.E.A. de ce département relève de la F.N.S.E.A. mais avec les F.D.S.E.A. des Alpes-Maritimes, de l'Ariège, de la Dordogne, de la Haute-Garonne, du Lot-et-Garonne et de la Haute-Vienne, elles ont reçu le soutien du Modef, qui estime que ces fédérations sont dans sa ligne. Autre cas d'espèce, l'Aude, où la liste de la mouvance F.N.S.E.A. est en fait constituée par M. Verdale, président de la Fédération des caves coopératives, lequel joue plutôt la carte du gouvernement.

● MODEF (Mouvement de défense des exploitants familiaux) : syndicat de gauche, avec des dirigeants membres du P.C.F., mais aussi du P.S., le Modef frise les 10 % au plan national. Ses points forts sont les Landes, où il fait, avec 48,75 % des voix, pratiquement jeu égal avec la F.N.S.E.A., la Charente, l'Aude, le Vaucluse, et la Corse-du-Sud. L'implantation du Modef est remarquable dans le Sud-Ouest, où il faut tenir compte des F.D.S.E.A. qu'il soutient, et le Sud-Est. Le Modef soutenait également les listes F.D.S.E.A. de Loire-Atlantique et du Puy-de-Dôme, exclues de la F.N.S.E.A., et qui ont rejoint la F.N.S.P., ainsi que la liste C.N.S.T.P. de l'Orne.

● C.N.S.T.P. (Confédération nationale syndicale des travailleurs paysans) : dix-huit mois après sa création, ce syndicat original délibérément situé à gauche, avec des adhérents souvent socialistes mais plutôt critiques sur la timidité du programme gouvernemental, devient avec 6,8 % des suffrages au plan national (et 11 % dans les départements où il présentait des listes autonomes) le troisième syndicat paysan. Son implantation : diffuse sur l'ensemble du territoire, à l'exclusion du nord du bassin parisien et du Nord-Est, assez forte en Bretagne du nord, dans le sud du bassin parisien, dans le Sud-Ouest, dans la région Rhône-Alpes, la Savoie, et l'Hérault, où il a reçu le renfort du Mivoc (Mouvement d'intervention viticole occitan).

● F.N.S.P. (Fédération nationale des syndicats paysans) : plus jeune encore que la C.N.S.T.P., puisque créée en avril 1982, la F.N.S.P. regroupe ceux des syndicats agricoles qui ont choisi la rupture d'avec la F.N.S.E.A. Plutôt proche du P.S., son implantation nationale reste faible. Elle représente cependant 6,55 % des suffrages paysans. Les points forts sont la Loire-Atlantique (42,2 %), le Puy-de-Dôme (49,5 %), où cependant la gauche qui tenait la chambre d'agriculture la perd au profit de la F.N.S.E.A. dont la liste était conduite par son ancien président M. Michel Debatisse.

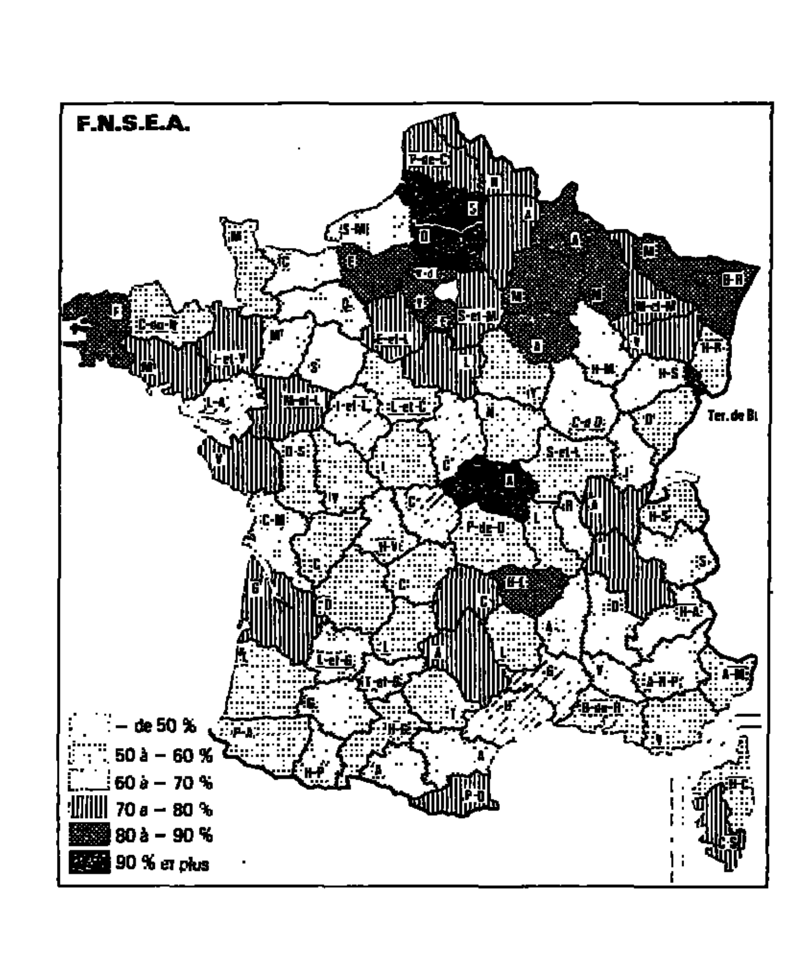
● F.F.A (Fédération française de l'agriculture) : considérée comme un syndicat conservateur, la F.F.A. *qui a son berceau en Indre-*et-Loire où elle atteint 54 % des voix est surtout implantée en Pays de Loire (pays chouan ?), en Basse Normandie, en Bourgogne, dans la Creuse et dans la Haute-Savoie. Sur le plan national, la F.F.A. recueille 5,95 % des suffrages, mais ses forces sont relativement concentrées. Il semble que le maintien de la F.F.A. relève surtout d'un rejet par un électorat non progressiste des leaders du syndicalisme traditionnel qui « tiennent » les départements.

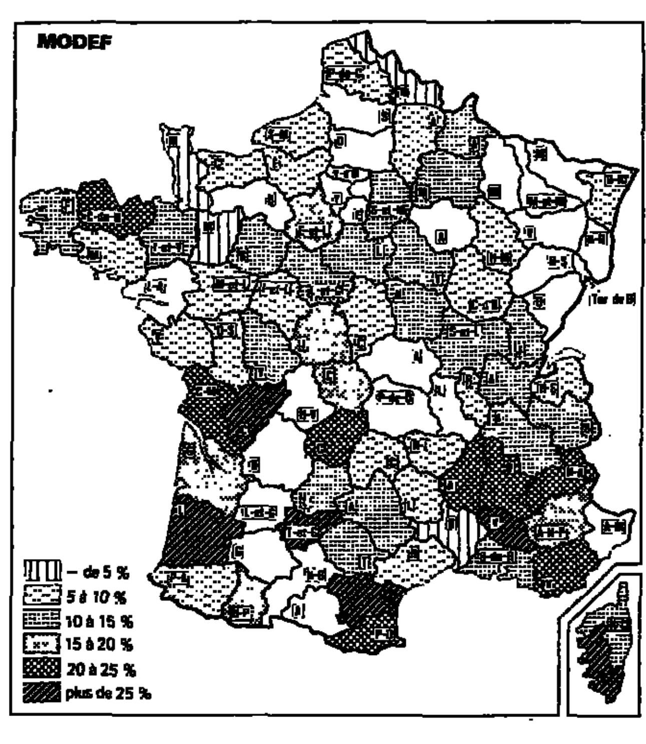
Les salariés d'exploitation comme ceux des organismes agricoles sont représentés au sein des chambres d'agriculture. Le nombre de leurs sièges y a même été augmenté. La participation au scrutin a été plus faible que celle des exploitants (69,62 %) : mais elle est en progression par rapport aux élections de 1976 : elle atteint 42,15 % pour les salariés d'exploitation et 47,5 % pour ceux des organisations. Les résultats pour les deux collèges confondus donnent 34,64 % à la C.F.D.T., 21,66 % à la C.G.T., 12,05 % à la C.G.C., 11,72 % à F.O., 6,51 % à la F.G.S.O.A (Fédération générale des syndicats des salariés des organisations professionnelles agricoles-autonome), 1,94 % à la C.F.D.T. A noter enfin que les listes « diverses » recueillent 11,28 %. La forte proportion des élus C.F.D.T. et C.G.T. va renforcer l'orientation « à gauche » de plusieurs chambres d'agriculture.

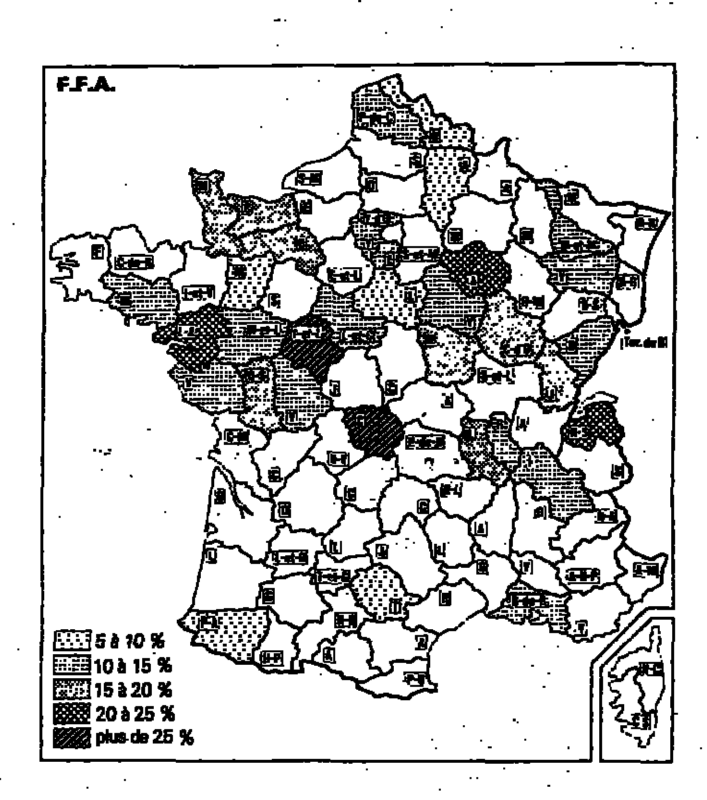
(1) Il s'agit des résultats officieux. Les résultats officiels qui viennent d'être publiés attribuent 61,1 % à la F.N.S.E.A.

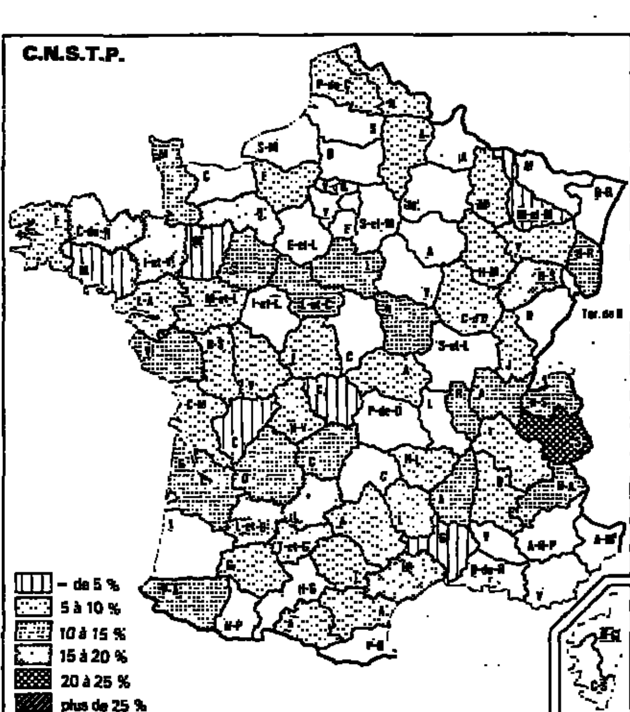
La F.N.S.E.A. est « faible » là où elle recueille moins de la moitié des suffrages...

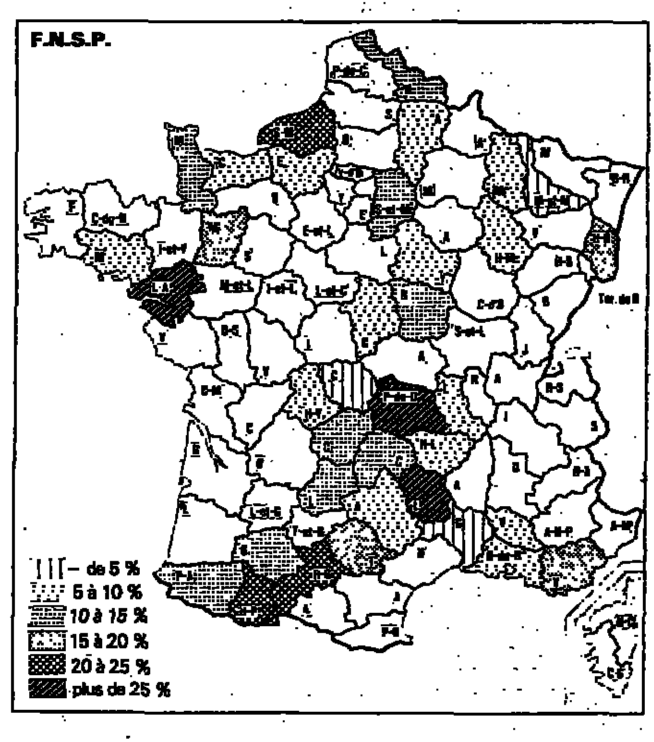
...Les autres syndicats sont considérés comme « forts » là où ils obtiennent plus de 20 % des suffrages.











L'ENTRÉE EN VIGUEUR DES LOIS AUROUX

RELANCER LA NÉGOCIATION SOCIALE

(Suite de la page 21.)

Malgré les blocages, les résistances, les vides conventionnels, le paysage bouge.

Ce n'est pas un hasard si M. Auroux a retenu le seuil de deux cents salariés pour les entreprises qui devront mettre en musique l'expression des salariés : c'est effectivement au-dessus de ce seuil que « *la négociation interne à l'entreprise prend de l'importance* » (2). Mais, pour les cinq mille entreprises concernées, seuls vingt-deux accords sur l'expression avaient été conclus au 15 janvier, la plupart des négociations s'étant engagées fin janvier.

Tant sur le plan national que dans l'entreprise, la relance de la négociation suppose des changements de comportement qui ne se décrètent pas. Mais qui sont indispensables. Comment, en effet, sera-t-il possible d'affronter les mutations sociales, les changements technologiques, de répartir une production nationale en croissance quasi nulle, si on ne renoue pas, patiemment mais résolument, les fils du dialogue à tous les niveaux ?

MICHEL NOBLECOURT.

POUR QUE L'OPEP NE SE DISLOQUE PAS...

Le « coup de poker » de l'Arabie Saoudite

(Suite de la page 21.)

Les difficultés de l'Arabie Saoudite à vendre un pétrole relativement cher allaient pourtant croissantes, et chacun sentait bien que la résistance saoudienne – que la plupart des observateurs n'estimaient d'ailleurs pas si grande – allait bientôt toucher ses limites. Dès lors, la conférence de Genève, réunie sur l'intiative des pays du Golfe à peine plus d'un mois après celle de Vienne, était attendue comme une réunion décisive devant conduire, selon les analyses des uns et des autres, soit à un accord sur de nouveaux quotas, soit à l'annonce *d'une baisse des prix. Or elle* s'est conclue, comme les précédentes, sur un constat de désaccord, la rupture étant cette fois venue des Saoudiens et de leurs alliés du Golfe alors que les pays les plus « indisciplinés » étaient prêts à se ranger à une position commune.

Certes, la question des *différentiels* de prix devait être soulevée : un accord sur les productions ne peut être viable que si les prix des différents bruts sont fixés à des niveaux assurant la stabilité de cette répartition. Mais cette question n'était pas urgente et certains pays, l'Algérie notamment, s'ils refusaient l'ultimatum *saoudien, étaient prêts* à entamer les discussions. La seule annonce d'un accord sur les quotas, après l'échec des conférences prédédentes, aurait permis, dans le climat d'expectative actuel, de renverser les anticipations dans un sens favorable à l'OPEP. Pourquoi alors ce « coup » des Saoudiens ?

Les premiers commentaires privilégient deux interprétations, d'ailleurs non exclusives. Selon la première, l'Arabie Saoudite voudrait baisser son prix, mais la situation n'était pas encore « mûre » pour qu'elle apparaisse aux yeux de l'opinion internationale et de sa propre opinion comme *contrainte de le faire*. La baisse des prix spot que l'échec de Genève pourrait entraîner lui faciliterait la tâche. Selon la deuxième interprétation, l'Arabie Saoudite veut produire un effet de choc sur les pays de l'OPEP pour mieux reprendre la situation en main dans quelques semaines et amener l'OPEP à une position commune sur les quotas et les différentiels de prix.

Ces interprétations appellent plusieurs remarques. Depuis plus d'un an, le prix officiel saoudien est soumis à des fortes pressions, et l'annonce que les Saoudiens allaient être obligés de baisser leurs prix a *déjà été largement répandue* : personne n'aurait sans doute été ni surpris ni choqué par une *décision* de baissé. Il nous semble plutôt que l'Arabie Saoudite cherchait encore les moyens d'enrayer une baisse du prix nominal à la défense duquel elle s'est attachée pour des considérations politiques autant qu'économiques. Tout au moins, si cette baisse est inévitable cherchait-elle à la limiter et à l'assortir de toutes les garanties contre des dérapages ultérieurs. La rupture de Genève ne serait pas un renoncement à la politique de stabilisation des prix pratiquée jusque-là *mais devrait plutôt* être considérée comme un épisode tactique. On pencherait dès lors pour la deuxième interprétation : l'effet de choc.

Manifestement, cet effet a été recherché, les déclarations de Cheik Yamani à l'issue de la conférence le montrent bien. Cependant il nous semble que cet effet n'est pas exclusivement, ni même prioritairement, adressé aux pays membres de l'OPEP. Reprenons en effet le scénario « prédit » par Yamani et qui, d'ailleurs, est loin d'être inédit : il démarre par une baisse des prix spot à laquelle les Britanniques répondent *par une baisse de leurs prix, ils sont* suivis en cela par les producteurs africains directement concurrencés, cette baisse ne peut qu'être suivie par les autres pays de l'OPEP ; une seule inconnue demeure dans ce scénario de baisse généralisée : l'ampleur du mouvement.

Les destinations de l'effet de choc

Au niveau actuel de la demande de pétrole, et compte tenu des perspectives qui ne sont guère encourageantes, le déclenchement d'un tel scénario ne peut être évité que par la volonté commune de l'*ensemble* des pays exportateurs. Jusqu'à présent la résistance aux pressions du marché s'est trouvée concentrée sur le dernier maillon de la chaîne, l'Arabie Saoudite. Elle ne peut être maintenant poussée plus loin. Mais l'Arabie Saoudite serait convaincue de la va*nité des efforts qui pourraient être* entrepris aux seuls maillons « intermédiaires », autrement dit de l'inefficacité d'un accord qui ne concernerait que les pays de l'OPEP : comment en effet exiger des pays africains qu'ils augmentent leurs différentiels alors qu'ils sont directement soumis à la concurrence britannique ?

« L'effet de choc » serait destiné directement aux producteurs non membres de l'OPEP. Eux aussi s'abritent sous le parapluie de l'OPEP avec jusqu'ici l'avantage non négligeable par rapport aux pays membres que personne ne leur demande de le porter. *Ce parapluie est maintenant trop* lourd pour la seule Arabie Saoudite qui réclame le soutien de tous les pays exportateurs.

La « rupture » de Genève met les Britanniques à découvert et leur fait mesurer l'ampleur des risques encourus, d'autant plus que la « prévision » de Yamani d'une baisse des prix britanniques a provoqué immédiatement la baisse sur le marché libre. Les Britanniques et les Mexicains, bien qu'à des titres différents, seraient les premiers touchés par une baisse des prix et des revenus pétroliers.

Deux questions se trouvent maintenant posées : quels sont les risques et quelles sont les chances de succès ?

Ce « coup de poker » semble avoir été bien calculé.

D'abord, il a été provoqué à un moment qui n'est pas trop critique : l'écart entre les prix spot et les prix officiels n'est pas particulièrement fort actuellement, les stocks des compagnies sont bas, la baisse saisonnière de la demande n'a pas encore commencé. Si un « coup » devait être tenté, c'était le moment ou jamais.

Plus fondamentalement, il est peu probable que les pays exportateurs se livrent à une guerre des prix. Que les pays de l'OPEP aient été prêts à s'accorder sur des quotas indique bien la conscience qu'ils ont des limites de la concurrence pratiquée jusqu'alors. Aucun ne souhaite une baisse des prix saoudiens, encore moins une baisse généralisée des prix dont tout le monde admet qu'elle serait impuissante, au moins à court terme, à relancer la demande. Jusqu'à présent seuls les Emirats Arabes Unis, traditionnellement proches de l'Arabie Saoudite, ont an*noncé qu'ils allaient augmenter leur* production : il n'est pas interdit de penser que cette annonce fait partie de l'effet recherché.

Quant aux compagnies pétrolières, une baisse de leurs coûts d'approvisionnement en brut allégerait les difficultés de leurs activités de raffinage. En revanche, compte tenu de leurs activités d'exploration et de production, elles ont davantage intérêt à un glissement des prix réels plutôt qu'à une cassure des prix qui viendrait compromettre la rentabilité de leurs investissements.

Il est donc permis de penser que les intervenants sur le marché pétro*lier vont adopter une attitude pru*dente et attentiste limitant ainsi les risques de dérapage.

S'il n'est pas trop risqué, le « coup » saoudien a-t-il des chances de réussir ? La réussite totale serait une entente, plus ou moins officielle, de l'ensemble des exportateurs, qui éviterait la baisse du prix de référence et se conclurait par un accord général sur les quantités et les prix. C'est sans doute là plus que n'espèrent les pays du Golfe, qui se contenteraient d'un succès plus partiel. L'essentiel pour eux est de garantir l'avenir car rien ne permet d'assurer que les temps les plus durs pour les pays exportateurs sont passés. Si cette garantie réclame aujourd'hui un réajustement du prix de référence, il est probable que l'Arabie Saoudite le concédera pour préserver les chances de succès d'un accord des exportateurs. Celui-ci n'est pas impossible à trouver : si les rivalités et la concurrence ont tendance à s'exacerber dans un climat aussi difficile, en même temps la nécessité d'une organisation commune des producteurs n'a jamais été aussi évidente. Même l'Iran – qui représente la plus grande menace de rupture au sein de l'OPEP – paraît maintenant en être convaincu. Les producteurs extérieurs à l'OPEP pourraient eux aussi ne pas rester insensibles à cette évidence.

AGNÈS CHEVALLIER,
chargée de mission au CEPII (Centre d'études prospectives et d'informations internationales).

Les intérêts des compagnies pétrolières

(Suite de la page 21.)

Le profit issu du pétrole était de 65 cents/baril en 1971 et de 5,17 dollars/baril en 1980 !

Même constatation chez Exxon : neuf ans de perte sur le charbon, l'uranium et les minerais.

Apparition d'un premier bénéfice charbonnier en 1980 : 3 millions de dollars, ce qui représente une marge/baril à peu près nulle à comparer à une marge de 3,4 dollars/baril de pétrole donnant un profit pétrolier de 6 000 millions de dollars.

Dans ces conditions, l'une des préoccupations majeures des compagnies reste la recherche d'une production propre en zone sûre : États-Unis, Europe occidentale. Certes, le coût d'extraction y est plus cher, mais le profit est plus élevé, et le risque de nationalisation n'existe pas. En 1981, on estimait que le profit net sur le brut d'Alaska était d'environ 8 dollars/baril, l'une des marges les plus élevées du monde pour les compagnies.

Cette permanence de la priorité pétrolière présente, malgré sa rentabilité, un danger majeur pour les compagnies dans la mesure où elles ne contrôlent plus le mode de détermination du prix du brut. Le deuxième choc pétrolier, par exemple, qui leur a été favorable dans un premier temps, apparaît maintenant comme ayant été trop fort : l'augmentation des marges par baril qu'il a provoquée a été annulée dans un deuxième temps par l'ampleur de la diminution de la demande. Aujourd'hui, une légère baisse des prix est de nature à rétablir la situation, mais, si elle était trop forte, à 20 vingt dollars par baril par exemple, elle obligerait les compagnies à fermer des gisements pour la mise en production desquels des *dizaines* de milliards de dollars ont été dépensés.

Le charbon : un développement contrôlé

Le charbon est, nous l'avons vu, une activité assez peu rentable et contraignante (rigidité de la production, grèves, problèmes d'environnement). Cependant, pour assurer l'équilibre énergétique de long terme, le charbon doit nécessairement se développer pour les usages sous chaudière.

Les compagnies pétrolières ont compris rapidement qu'elles devaient participer à ce développement. Elles contrôlent depuis longtemps un potentiel charbonnier situé aux États-Unis (environ 50 % des réserves), au Canada, en Australie, en Afrique du Sud ; la majeure partie de cette production est destinée au marché mondial.

Les quatre compagnies les plus engagées dans le charbon, Exxon, Shell, Mobil et B.P., pourraient ainsi contrôler près de la moitié du commerce international du charbon vers 1985.

Le développement du charbon se fait à une cadence très mesurée : une mine est mise en développement lorsque les contrats de vente ont été signés sur une période d'une dizaine d'années. La croissance assez exactement *planifiée* de ce marché permet donc d'alléger le marché pétrolier et de l'orienter progressivement vers les produits plus légers de meilleure valorisation pour lesquels il n'existe, en l'état actuel des prix, aucun substitut.

Au-delà de ce marché classique, les pétroliers ont une préoccupation de plus long terme : *développer les* nouvelles technologies charbonnières qui pourront être appelées un jour en complément des hydrocarbures classiques : gazéification, liquéfaction, fabrication de carburants, récupération *in situ*, etc. La maîtrise de ces nouvelles technologies, qui sont aujourd'hui *entièrement entre les mains* des compagnies pétrolières, confère à ces dernières une arme de dissuasion assez efficace au regard de l'OPEP : il suffirait, en effet, que le prix du pétrole passe un certain seuil, (que l'on situe aux environs de 60 dollars/baril.) pour qu'elles décident le développement massif des substituts (à partir du charbon ou des schistes) s'attaquant alors aux marchés légers du pétrole.

On constate donc que la présence des compagnies dans l'activité charbonnière, même si elle n'est pas très rentable, leur donne un moyen indi*rect de contrôle du marché pétrolier.*

Le rythme de la croissance économique, dans les deux ou trois ans qui viennent, constitue aujourd'hui l'incertitude majeure. Pour les compagnies, il s'agit donc de s'adapter à cette situation.

Pour le pétrole brut, les compa*gnies ont mis en place une structure* d'approvisionnement assez souple : leurs ressources sont assurées par leur production propre complétée par des contrats à long terme et, s'il le faut, par des achats spot. La baisse des prix porte essentiellement sur ces achats ; elle avantage, provisoirement, les compagnies « courtes » en brut et pénalise les compagnies « longues » en brut. Une baisse limitée peut avoir un effet régulateur, tant qu'elle ne met pas en cause la rentabilité des productions propres.

Au niveau du raffinage, il convient de distinguer deux marchés différents :

- Celui des produits légers est évidemment le plus intéressant pour les compagnies, puisqu'il permet la valorisation maximale des bruts. Il s'agit par ailleurs d'un marché moins soumis aux variations conjoncturelles ou saisonnières que celui des produits lourds, d'un marché dont la rigidité de la demande est assez forte et qui devrait donc progresser, en tendance, comme le parc automobile mondial.
- Le marché des produits lourds est davantage soumis aux variations de la demande : son évolution est plus difficile à prévoir. En outre, c'est un marché sur lequel la concurrence peut s'accentuer : progression du charbon, excédents de produits lourds de la part des pays de l'OPEP et de certains raffineurs, arrivée des bruts lourds d'Amérique latine. Ces risques d'excédents pourraient mettre en péril la compétitivité du charbon, mais, d'un autre côté, ils accentuent la décote des produits lourds par rapport aux produits légers et augmentent par conséquent la rentabilité des unités de conversion. Les compagnies peuvent donc y faire face par des investissements de conversion qui apparaissent ainsi comme une variable stratégique fondamentale à partir de laquelle les grands raffineurs internationaux peuvent adapter l'offre à la variation de la demande. Par les investissements qu'ils font, ou qu'ils ne font pas, ils peuvent, en toute sécurité, faire face aux incertitudes de la croissance économique et aux éventualités de déséquilibres physiques.

Une demande incertaine

Ainsi, les compagnies paraissent se trouver dans une position assez forte, mais qui se situe dans un contexte de croissance et de hausse tendancielle des prix. Les mieux placées sont dans cette hypothèse celles qui disposent des meilleurs atouts internationaux : forte base américaine, ressources *diversifiées*, *implantation* sur les grandes plates-formes de raffinage à partir desquelles elles valorisent au mieux les bruts et les produits.

Elles paraissent au contraire moins armées face à une baisse des prix : au-delà d'un ajustement *conjoncturel (quelques dollars en moins)*, dont l'effet régulateur est d'ailleurs très limité, une baisse durable et substantielle mettrait en cause la rentabilité des gisements sûrs aussi bien que le développement du charbon. Cette baisse irait donc directement à l'encontre des efforts déployés par les États et les compagnies pour se dégager de la dépendance extérieure. De ce point de vue, la régulation, en dernière instance, reste bien le marché américain : si les prix de l'OPEP tombaient en dessous du prix marginal américain (environ 29 dollars), contraignant les compagnies à fermer des puits, celles-ci se retourneraient alors vers le gouvernement fédéral qui, en période pré-électorale, n'hésiterait sans doute pas à instaurer des quotas ou des taxes à l'importation.

La baisse des prix heurte donc trop d'intérêts pour que l'on puisse y croire. *Les pays exportateurs sont en* quelque sorte condamnés à trouver un arrangement de limitation de la production.

JEAN-MARIE CHEVALIER,
professeur de sciences économiques à l'université Paris-Nord.

Le Nord-Est britannique : tentatives pour enrayer un profond déclin

VÉRITABLE *« leçon de choses »* de la révolution industrielle et de son déclin, illustration à l'état chimiquement pur de la puissance de l'Angleterre et de ses difficultés actuelles : le Nord-Est, berceau de l'industrie britannique, de cette machine conquérante, semble aujourd'hui s'enfoncer dans la récession et le chômage. Les mesures mises en œuvre pour surmonter la crise apparaissent encore *marginales*.

C'est dans cette région, exactement entre Stockton et Darlington, que George Stevenson fit marcher sa première *locomotive* à vapeur en 1825. Le développement industriel du Nord-Est a été fondé depuis le XIXe siècle sur le charbon et les industries lourdes qui lui sont liées, la sidérurgie et les constructions navales. Avant guerre, 40 % du tonnage de la marine britannique venaient de Teeside. Il n'y en a plus que 4 % maintenant. Pourtant British Steel a encore investi au cours des dernières années 1 milliard de livres (1) dans la plus grande usine *sidérurgique d'Europe à Redcar, qui* produit l'acier le meilleur marché, mais qui n'en est pas moins menacée par la crise.

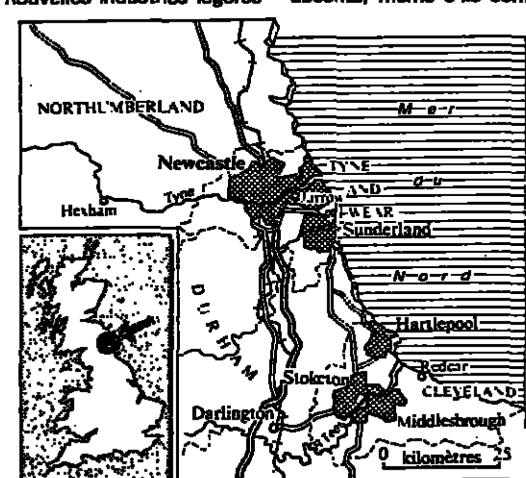
Décrié dans toute la Grande-Bretagne, le Nord-Est apparaît comme doublement victime de ses industries lourdes. Le charbon et l'acier l'ont pollué et abîmé avant de le précipiter dans la récession. La région revit, avec quelques adoucissements, le cauchemar des années 30 : le chômage frappait alors 37 % de la population active, les chantiers navals et les mines déjà fermaient leurs portes. En 1936, l'armée des sans-emploi de *la petite ville de Jarrow*, au bord de la Tyne, organisait une marche sur Londres. Jusqu'en 1938, les pouvoirs publics encouragèrent une politique d'exode, puis ils décidèrent *« d'amener le travail aux travailleurs »* en créant des zones industrielles et commerciales. Le regain d'activité des chantiers navals, des industries lourdes et de l'armement ne survécut pas longtemps à la guerre.

Le Nord-Est est-il exemplaire du déclin économique, particulièrement industriel, de la Grande-Bretagne, seul pays développé où le secteur secondaire a non seulement perdu en importance relative, mais a régressé en chiffres absolus ? De 1966 à 1981, le nombre de personnes employées dans l'industrie est passé de 9,2 à 6 millions. La région n'est pourtant pas exactement un modèle réduit de la montée puis de la chute de l'industrie britannique, car la crise a encore accusé le contraste entre le nord et *le sud du pays. Dans le Nord-Est*, le taux de chômage est de six points plus élevé que dans le Sud-Est, le revenu par tête moyen y est inférieur de 20 livres par semaine, et 2 % seulement des emplois qui seront créés d'ici à 1986 le seront dans le Nord contre 34 % dans le Sud-Est.

A bien des égards le Nord-Est est une région *« à part »*. Elle est considérée comme telle par ses habitants et par les autres Britanniques, qui ne la tiennent pas en grande considération. Sa mauvaise réputation est largement imméritée ; mais elle fait partie de son image de marque. Coincée aux confins de l'Angleterre et de l'Ecosse, elle a une tradition plus nordique que britannique. Ses habitants, les *« Geordies »*, passent pour être *« machos »*, durs à l'ouvrage, méprisants envers les femmes et rebelles à tout travail *qui ne met pas en jeu leur force* physique. D'où le peu de succès des emplois dans les industries nouvelles, comme l'électronique, auprès des anciens mineurs et sidérurgistes.

Toutefois, le Nord-Est est certainement plus vivant, plus dynamique et même plus gai que ne veulent bien le croire la plupart des Britanniques. Newcastle a eu le premier métro de Grande-Bretagne en dehors de Londres ; en partie grâce au pétrole et au gaz de la mer du Nord, la ville est devenue un nœud de communications ; l'université de Durham-Newcastle est la troisième de Grande-Bretagne, après Oxford et Cambridge. Newcastle accueille chaque année au mois de juin une foire d'une semaine qui est, au dire d'un Geordie d'adoption, *« une vraie Oktoberfest sans alcool »*. Elle possède un orchestre de chambre et une troupe permanente de théâtre que complètent cinq troupes locales qui tournent constamment dans les cinq comtés de la région.

Le dépeuplement ne s'en poursuit pas moins. La tentative de réorientation et de modernisation des industries lourdes, entamée à la fin des années 60, a fait long feu. Au déclin des industries traditionnelles s'est bien vite ajoutée la récession *dans les nouvelles industries légères*



introduites pendant la décennie précédente. Le phénomène est aussi apparu dans le secteur public, qui avait été gonflé pour compenser les suppressions d'emploi dans le charbon et l'acier. Même si l'aide publique proprement dite a diminué depuis l'arrivée au pouvoir des conservateurs, la région n'en demeure pas moins une assistée : les dépenses publiques (gouvernement central, collectivités locales et entreprises nationalisées) y sont plus élevées par tête que la moyenne nationale.

Depuis 1979, le Nord-Est a perdu autant d'emplois qu'il en avait été créé au cours des dix ans précédents. Dans certaines villes dépendant uniquement de la sidérurgie, le taux de chômage atteint 38 %. Selon une étude de l'université de Newcastle, trois cents petites entreprises ont créé deux mille emplois nouveaux de 1976 à 1981 dans le comté de Tyne and Wear ; mais, dans le même temps, quarante-six mille emplois étaient perdus dans tout le comté, où quatre-vingt-huit mille chômeurs sont enregistrés. Les auteurs du rapport concluent sur l' *« impact marginal »* des P.M.E. dans la solution de la crise.

Les exemples d'entreprises qui marchent ne sont pas totalement *absents, même s'ils sont peu nom*breux. Ainsi la société Cleveland Bridge est *installée à Darlington* depuis 1877. Elle vient d'emménager dans des installations toutes neuves représentant un investissement de 26 millions de livres. C'est, disent ses promoteurs, *l'« usine la plus moderne du monde »* pour la fabrication de ponts métalliques et d'enveloppes pour réacteurs de centrales électriques. Elle emploie un peu plus de huit cents ouvriers, le même nombre que dans les anciennes installations, bien que la capacité de production ait été multipliée par 2,5. Cleveland Bridge travaille à 80 % pour l'exportation ; mais son directeur estime que la disproportion est *trop grande*, d'autant *plus* que le carnet de commandes n'est rempli qu'à un tiers pour cette année.

Pour susciter des vocations d'entrepreneur, Sir Geoffrey Howe a créé en 1981 les « zones d'entreprise ». La plus grande de Grande-Bretagne se trouve dans la banlieue de Newcastle. Le chancelier de l'Echiquier pensait que le premier obstacle à la floraison de l'économie britannique était le poids des impôts. Dans les « zones » en question, les sociétés sont exemptées pendant dix ans des taxes locales, qui sont indépendantes du chiffre d'affaires et donc relativement plus lourdes pour les P.M.E. que pour les grandes entreprises.

Il s'agit plus de stimuler ou d'attirer ces petites et moyennes entreprises que de lutter contre un chômage massif. Mais en supprimant les taxes et les contrôles qui sont censés freiner l'esprit d'initiative dans des zones où les capitalistes n'auraient pas l'idée par eux-mêmes de s'installer – parce qu'elles sont jugées non rentables, – les « zones d'entreprise » ne répondent que partiellement à leur vocation. A Newcastle en tout cas, les « zones » n'ont pour le moment attiré aucune *société* de l'extérieur. Des entreprises de la région ont simplement déménagé pour profiter des nouveaux avantages.

En marge de l'école des affaires *(business school)* de Durham, des chefs d'entreprise ont décidé, depuis une dizaine d'années déjà, de mettre bénévolement leurs connaissances et leur expérience au service *de tous ceux qui veulent se lancer* dans les affaires. Le Groupe technologique britannique (B.T.G.), organisme parapublic du type institut de développement industriel, vient également en aide aux petites entreprises qui souhaitent se développer. La filiale du Nord-Est dispose d'un budget de 20 millions de livres pour soutenir les activités d'avenir. L'objectif n'est pas de créer des emplois à tout prix sans trop se soucier de la rentabilité – comme c'était souvent le cas pour les précédents gouvernements travaillistes, – explique son directeur, mais d'encourager des idées, des *technologies nouvelles*, même si *a priori* elles créent moins d'emplois que les activités traditionnelles.

Le B.T.G. agit comme un catalyseur pour inspirer confiance aux banques. Il peut prendre une participation dans une société, puis se retirer quand les premiers profits apparaissent. Le Groupe du Nord-Est est ainsi partie prenante dans une dizaine d'entreprises, mais il en conseille au total une centaine par an. Parmi elles, une quarantaine sont des créations nouvelles lancées par des chefs d'entreprise, novices ou confirmés, parfois par des chômeurs qui ont investi toutes leurs indemnités de licenciement *(souvent substantielles en Grande-Bretagne, surtout pour les cadres)*, et une trentaine d'autres tentent d'échapper à la faillite.

Toutes ces entreprises permettent d'insuffler un certain dynamisme à une région en perte de vitesse, mais elles ne proposent que des solutions marginales à une crise beaucoup plus générale. Les P.M.E. restent très dépendantes des grandes firmes dont les centres de décision se trouvent ailleurs que dans le Nord-Est. De même, les technologies et les produits nouveaux viennent-ils la plupart du temps de l'extérieur de la région, *parce que les centres de recherche* des grandes firmes britanniques ou internationales ne sont pas installés dans le Nord-Est. Le taux d'innovation y est particulièrement faible ; toujours selon l'étude de l'université de Newcastle, dans trois secteurs hautement technologiques, la moitié des entreprises de la région n'ont introduit aucun produit nouveau au cours des cinq dernières années...

La main-d'œuvre est travailleuse, disciplinée et bien qualifiée pour des activités traditionnelles, mais le recyclage est très insuffisant. L'encadrement local n'est pas de très grande valeur, malgré la présence d'une *université renommée, parce* que les dirigeants d'entreprise sont traditionnellement venus d'autres régions. La recherche est embryonnaire... Le Nord-Est s'est trouvé ainsi frappé plus durement que d'autres régions britanniques par la récession, et nul n'espère que la reprise tant attendue s'y fasse sentir plus tôt que dans le reste du pays.

DANIEL VERNET.

(1) Une livre vaut environ 11 francs.

NOTES DE LECTURE par Alfred SAUVY

● EDMOND MALINVAUD. – Théorie macroéconomique. – II. Évolutions conjoncturelles

Le second volume de cette œuvre magistrale (que l'on souhaite pourvu de suivants) est, en quelque sorte, un complément logique du premier (analysé dans *le Monde* du 17 novembre 1981), consacré surtout aux contraintes physiques sur la production et à la croissance. Trois tableaux, ici, trois sujets plutôt, faisant les chapitres 7, 8 et 9 : l'équilibre à court terme, l'inflation, les fluctuations conjoncturelles et les politiques de stabilisation.

Dictée par un scrupule scientifique extrême, la méthode suivie part d'un cadre exogène, bien défini (comme il ne l'est jamais assez, il faut toujours sacrifier quelque chose). Cette plate-forme donne le droit de construire et, éventuellement, de conclure. Les équations sont naturellement nombreuses, mais simples (quelques différentielles, mais pas d'intégrales). Tout est dans le départ et c'est sur lui seul que peuvent porter des critiques.

Le domaine extérieur est, volontairement, laissé de côté, ce qui peut surprendre, dans les circonstances du moment, mais il s'agit, rappelons-le, d'un exercice qui peut se moduler dans la suite.

Plus troublant est le globalisme : l'offre, comme la demande, reste désespérément au singulier, alors que nos aventures tiennent, de plus en plus, à leur diversité. Cette observation nous incite à penser (c'est encore un simple cadre de réflexion) que mieux eût valu que Keynes n'eût pas existé (pour la pratique, Schacht et d'autres auraient pu servir). Notre auteur aurait alors trouvé, lui-même, le thème et l'aurait largement dépassé. Sans doute aurait-il été moins sensible à la sirène du multiplicateur, qui, dans les circonstances actuelles, prend parfois une tournure tragique.

Nous retrouvons ici l'infortune qui peut menacer les économètres. Dépassant l'abstraction de leur réflexion, certains d'entre eux pensent pouvoir indiquer ou, du moins, conseiller fermement la voie à suivre. Rien de tel ici, bien au contraire : le souci, sinon le remords, d'une simplification, jugée un moment inévitable, conduit plutôt à s'éloigner des remous. Dès lors, nous sommes, à nouveau, tenté de parler d'un *exercice* ou *tout au moins d'une répétition provisoire.*

Toujours dans le premier chapitre, qui débouche inévitablement sur le thème « chômage et rigidité des prix », est mis justement l'accent sur la principale rigidité, celle qui nous éloigne le plus du mécanisme libéral classique ; d'autres rigidités pourraient être étudiées, ce qui conduirait, même pour la production, à la notion d'élasticité, plus efficiente que l'usuelle et trompeuse « capacité de production ».

Sur l'inflation, sujet peut-être présenté de façon un peu moins minutieuse que le précédent, retenons non seulement la notion d'anticipation, inspirée de la théorie des jeux, *mais quelques vues nouvelles*. Cependant est peu mis en valeur l'allégement, si intense, de l'endettement du principal créancier, l'État. Précieux, en revanche, les développements qui s'opposent à la thèse facile de l'inflation-oreiller, sans accélération. La comparaison avec un toxique vient alors à l'esprit.

De la troisième partie, non moins riche, tout serait à citer, et c'est à regret que nous limitons nos commentaires aux vues (prudentes) sur les modèles et les prévisions qu'elles permettent. Nous sommes déjà bien mis en garde, quand surgit soudain le risque de voir l'ensemble d'équations dicter deux solutions. Bien que nullement à exclure, une telle réponse prête aisément à l'humour.

Ce n'est qu'un éclair : politique budgétaire, politique monétaire et le reste nous ramènent à l'air libre ou, plutôt, sur la terre.

Recueillons-nous donc un peu et mesurons la portée d'un tel ouvrage : dans l'inquiétude profonde de l'homme contemporain devant sa création sociale, mouvante et, de jour en jour, plus complexe, les choix politiques ne sont que trop souvent que le coup d'épée d'Alexandre. Démêler totalement les écheveaux étant, pour le moment, hors d'atteinte, *l'exercice* s'avère souverain. Celui-ci étant la matière d'un enseignement, heureux les jeunes appelés à profiter d'un tel entraînement, si conventionnel qu'il puisse paraître parfois. Ils auront toujours, au cours de leur carrière, l'occasion de trancher, sans trop trembler de la main.

Doivent-ils être les seuls ? Nous pensons que les chefs d'entreprise et bien d'autres peuvent trouver eux aussi leur profit à de tels jeux, ce terme étant, bien entendu, loin d'être péjoratif.

* Éditions Dunod. Collection sous la direction de H. Hierche. Paris 1982. 24 cm. 306 pages. 120 F.

● CLAUDE MOUTON et PHILIPPE CHALMAIN (et divers). – Les marchés internationaux des matières premières.

Un monde, ces matières premières, dites mondiales, et tout un monde aussi, autour d'elles, de producteurs, de consommateurs, *négociants, courtiers, juristes, banquiers, administratifs, etc.* C'est la troisième fois que sont présentés les résultats du séminaire « Matières premières et échanges internationaux », organisé par le CREMAP (Centre de recherches sur les marchés des matières premières). En raison de la diversité des sujets et du nombre des auteurs (vingt-trois), le déroulement est plus vivant que logique, mais l'intérêt est partout soutenu.

Dans la première partie, consacrée aux méthodes et techniques des marchés (sept articles dont trois financiers), retenons le rôle de la puissante C.F.T.C. américaine (Commodity Future Trading Commission) et la novation des *commodity bonds*, encore à l'essai, forme nouvelle d'indexation, propre à faciliter les recherches minières. Cette partie se termine par un cas concret, la fourniture de blé à l'Égypte (Ph. Billouin, J.-P. Samuel et le maître du jeu Ph. Chalmain).

C'est toute la « faune » des intervenants qui est présentée en seconde partie, et déjà apparaissent les essais de cartel ; dénouement sur un bel exemple, si symbolique, le sucre (J. Graham et P. de Genestoux).

La troisième partie, consacrée à l'environnement, s'ouvre par une, plus curieuse que convaincante, comparaison à la circulation, place de l'Étoile. Plus substantiel, du moins en espoir, le fameux « *fonds commun des matières premières* », appelé à faciliter les rapports Nord-Sud.

Assez embarrassés, les États socialistes, particulièrement sur les accords internationaux (Marie Lavigne), par leur double qualité de fournisseurs et d'acheteurs et aussi par la divergence entre leurs intérêts et ceux du tiers-monde, dont ils entendent, cependant, être défenseurs.

Quant à l'arme alimentaire (Ph. Chalmain), épée de bois plus que d'acier, elle se limite ici à l'embargo des États-Unis sur le blé en 1980.

Cinq articles sur l'étain terminent ce recueil si riche, où nous sommes un peu étonné de ne pas rencontrer la CNUCED à chaque alinéa.

* Économica, Paris 1982. 24 cm. 307 pages. 125 F.

● JEAN-LUC POJEL. – Le bifteck de soja. – Une solution au problème alimentaire mondial ?

Cette nouvelle version d'un mémoire, présenté à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, comble une regrettable lacune de notre littérature contemporaine. Le public en était resté au prétendu bifteck de pétrole de l'usine de Lavéra (où le *pétrole ne fournissait, d'ailleurs, que l'énergie)*. Aux *Etats-Unis*, la bibliographie est assez abondante et, dans nos propres menus, figurent, à l'occasion (de façon toujours discrète), les « protéines végétales texturées » (P.V.T.).

Au centre de l'opération, un riche végétal, le soja, qu'après le maïs, l'Europe essaie *d'acclimater, mais sans succès jusqu'ici*.

Très éclairante, la partie technique cède malheureusement trop vite la place à des vues effectives, qui rappellent quelque peu les reproches acerbes prodigués naguère contre la révolution verte, qui a sauvé l'Asie du Sud. Que des intérêts considérables *soient en jeu ; que la défense de ces intérêts* prête à critique, n'est pas pour surprendre, mais il est à craindre qu'une vue trop systématiquement idéaliste ne prenne le pas sur l'objectif fondamental : « Nourrir les hommes ».

Bibliographie large, sans mention toutefois, de Marcellin Berthelot.

* L'Harmattan. Paris 1982. 21,5 cm. 167 pages. 60 F.

● JACQUES MAIRESSE (et divers). – Emploi et chômage. – Avant-propos de J. Mairesse.

Autour du maître d'œuvre sont réunis quelques auteurs éminents (que l'éditeur n'a malheureusement pas jugé utile de nous présenter, mais dont l'attache à l'INSEE paraît forte) pour traiter d'un sujet qui, dans le pays, ne fait l'unanimité que sur un point : la nécessité de vaincre le grand fléau social.

Des sept articles (dont l'un est, malheureusement, en anglais), la première impression qui se dégage est le très faible recours à l'expérience, reproche souvent formulé contre les universitaires, mais qui semble plus fondé encore à l'endroit d'hommes dont le métier est de saisir les faits dans leur filet : aucune recherche, par exemple, sur les pays qui semblent avoir réussi (Suisse, Autriche, Luxembourg et peut-être la Suède), non plus que sur les moins heureux (Angleterre, Canada, Etats-Unis, Australie, Espagne). Nous retrouvons, par contre, en toile de fond, les vues, classiques ou renouvelées, de J.-M. Keynes et, dès l'abord, nous sommes frappés : « *La théorie de Keynes n'est pas inexacte, comme le prétendent des esprits en mal d'originalité* (sic), *mais elle est incomplète et ne traite pas certains phénomènes devenus essentiels* » (E. Malinvaud). L'humour par euphémisme, est, dit-on, britannique.

Particulièrement digne d'attention nous paraît l'étude de M. Salais, la stabilité d'un important secteur y est déclarée favorable à *la mobilité de l'ensemble*. Seulement, *jusqu'à présent*, c'est à l'évolution inverse que nous avons assisté. L'immobilité sécurisante d'une fraction croissante de l'économie, dans un ensemble mouvant, a reporté sur le reste le soin de mobilité. A tout le moins, cette question centrale est-elle matière à observation minutieuse, sans préjugé.

De façon générale, les divers auteurs partent, comme tout le monde, de la population active actuelle et s'efforcent de trouver le moyen de procurer un emploi à chacun, d'assurer son « insertion » dans l'ensemble. Autant cette attitude se justifie à l'échelon individuel et chez les praticiens (Agence de l'emploi, etc.), autant elle est une fois érigée en système de nature à aggraver le mal : pour la nation, en effet, le but de l'économie n'est pas, comme pour l'individu, l'emploi, mais la satisfaction des besoins privés et publics. Or, dans ce recueil, si estimable, même l'article intitulé « Besoins d'emplois » ne touche pas le sujet. Dans ces conditions, logique devient l'expression « créer des emplois », que ne peut, certes, éviter M. Le Garrec, mais dont les économistes statisticiens devraient finir par se détacher.

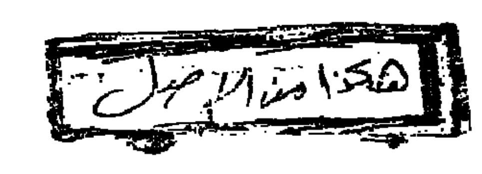
Aussi vieille que l'économie elle-même, *la réflexion sur le problème de l'emploi* ne peut progresser que si le point de départ est juste et nul le souci de bonne réputation des auteurs. Suivons, du reste, M. Malinvaud : « *Le renouvellement actuel de la théorie macro-économique... présente un grand intérêt pour ceux qui ont à étudier les politiques de lutte contre le chômage.* » L'idée exprimée se prête aisément à la réciproque. L'espoir est là et la réussite peut enfin pointer, comme le jour sort de la nuit.

* Presses de la Fondation nationale des sciences politiques. Paris 1982. 20 cm. 182 pages. 32 F.

● JEAN CLUZEL. – Les pouvoirs publics et l'artisanat.

Remarquable présentation d'un secteur vital, toujours oublié et trop souvent considéré comme attardé, voire voué à disparition. Celui qui a tant contribué, dans le Bourbonnais et les alentours, à une large diffusion des connaissances économiques et sociales montre que tout en s'opposant à l'aliénation, si souvent dénoncée ailleurs, l'artisanat satisfait un grand nombre de *besoins et rétablit ou maintient* divers équilibres essentiels. Le travail clandestin dénoncé ici, à diverses reprises – est-il spécifié, – doit être combattu moins par répression que par allégement des charges sociales.

* Librairie générale de droit et de jurisprudence. Paris *1982. 22 cm. 212 pages. 55 F.*

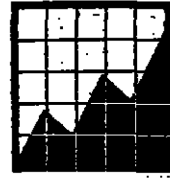


	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/lig. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

DIRECTEUR DE FABRICATION

Un groupe industriel français recherche un RESPONSABLE DE FABRICATION pour l'une de ses sociétés située dans l'Est.

Rattaché au Directeur Général il assurera la gestion complète d'un atelier de 1.000 personnes avec des moyens logistiques et comptables.

Ce poste s'adresse à un Ingénieur d'environ 35 ans ayant une expérience comparable de l'animation d'une unité de production fabriquant des produits en séries.

Le lieu d'emploi se situe dans une ville de Province permettant la pratique du ski.

Adresser C.V., photo et prétentions s/réf. 11889 sur enveloppe à JEAN REGNIER Publicité - 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transm.

J.R.P.

VILLE D'ORLÉANS
(+ 100.000 habitants
2.300 agents).
recrute d'urgence un

DIRECTEUR

ou un

SOUS-DIRECTEUR

pour le service du personnel.
Directeur de Services Administratifs
conditions statutaires.
Sous-Directeur

conditions de recrutement et grille indiciaire de Secrétaire Général Adjoint de 20.000 à 40.000 habitants.
Expérience souhaitée.

Adresser candidatures et curriculum vitae à M. le Maire, Centre Municipal, place de l'Étape, 45000 Orléans.
Pour tous renseignements, tél. (38) 42-23-74.

Groupe international de tout premier plan fabriquant et commercialisant des composants électroniques
recherche pour une de ses divisions

UN DIRECTEUR D'USINE

MISSION: Dépendant du Directeur Général, il gère opérationnellement un centre de profit, dont il assure la responsabilité des résultats dans le cadre d'objectifs budgétés.

MOYENS: Une équipe pluridisciplinaire, jeune et expérimentée.
Le support permanent et efficace des Directions fonctionnelles de la Division.
Un équipement automatique sans cesse perfectionné et renouvelé.
Un cadre et des conditions de travail attractifs et motivants dans une unité à taille humaine (250 personnes).

PROFIL: INGENIEUR AM - ENSI ou équivalent
ayant 10 ans d'expérience industrielle, de préférence dans le domaine des composants électroniques *ou électromécaniques, dont au moins cinq ans comme responsable d'une unité de fabrication.* Dans cette fonction, il a prouvé sa maîtrise en matière de réduction de coûts, d'amélioration de la qualité et du service client.
Une compétence de décideur et de gestionnaire rigoureux est nécessaire, ainsi que l'aptitude à la communication à tous les niveaux.
Anglais indispensable.

Le poste à pourvoir est situé dans une région touristique du littoral Nord-Ouest, et offre une opportunité de développement pour un candidat à fort potentiel.

Envoyer CV, photo et prétentions sous réf. 60231 à CONTESSE PUBLICITÉ - 20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01
Discrétion assurée.

EP PE LE PARLEMENT EUROPEEN

envisage de recruter un

DIRECTEUR DES FINANCES

(M/F)

chargé de diriger, sous l'autorité directe du Directeur Général de l'Administration, du Personnel et des Finances, une importante unité administrative.

LES CANDIDATS DEVRONT: □ avoir fait des études universitaires sanctionnées par un diplôme, de préférence en sciences économiques et financières ou posséder un expérience professionnelle garantissant un niveau équivalent; □ avoir des connaissances du règlement financier applicable au budget général de la Communauté européenne ainsi qu'une bonne connaissance de l'informatique; □ posséder une *expérience de plusieurs années en matière de gestion financière* □ posséder une connaissance approfondie d'une des langues officielles de la Communauté européenne (danois, allemand, grec moderne, anglais, français, italien, néerlandais) et une bonne connaissance d'une autre de ces langues. La connaissance d'autres langues officielles de la Communauté européenne sera prise en considération; □ être ressortissant d'un des États membres de la Communauté européenne; □ être âgés entre 35 et 50 ans.

Lieu d'affectation: LUXEMBOURG.
Rémunération afférente au grade A2 du Statut des fonctionnaires des Communautés européennes.

Le numéro du Journal Officiel mentionnant les conditions d'admission peut être obtenu en rappelant la référence "Avis de recrutement nº PE/11/S", ■ soit au Bureau d'Information du Parlement européen, 288, boulevard Saint-Germain - 75007 PARIS ■ soit directement au Service de Recrutement du Parlement européen B.P. 1601 à LUXEMBOURG.

DATE LIMITE DE DEPOT DES CANDIDATURES: 28 février 1983.





Directeur de Production

CHIMIE 250/300.000 F an

Un important GROUPE CHIMIQUE souhaite renforcer le potentiel de sa Direction Industrielle. Dans ce but il envisage de recruter un ingénieur d'environ 35 ans pour lui confier dans un premier temps la Direction de Production (150 pers.) de l'un de ses établissements travaillant à feu continu et situé en PROVINCE. Le poste implique une sérieuse expérience du commandement d'ateliers, une bonne capacité à former de jeunes ingénieurs, des connaissances Process.

Envoyer votre CV sous réf. M 1026 B aux consultants de GFC chargés de cette recherche.
350, rue de Vaugirard 75015 Paris

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE TRANSPORTS INTERNATIONAUX

recherche

COLLABORATEUR DE HAUT NIVEAU

Expérimenté dans le transport international terrestre, il dépendra directement du Directeur Général, et devra être de nationalité française, connaître l'allemand, et si possible, l'anglais.

Transmettre C.V. avec lettre manuscrite et photo :
sous nº T 038.193 M à
RÉGIE-PRESSE
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier *l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde* Publicité » ou d'une agence.

Je cherche pour mon client, maison internationale de la branche alimentation et soin des animaux domestiques,

directeur

pour le Profit Center France. Ce poste requiert une personnalité dynamique faisant preuve d'initiative, de volonté et d'esprit inventif et offre une tâche intéressante dans un secteur plein d'avenir.

Fonctions principales:
– contact personnel avec les gros clients
– acquisition de nouveaux clients
– réalisation des mesures d'impulsion à la vente et application des stratégies de marketing
– diriger un team déjà existant

Nous exigeons:
– formation commerciale et connaissances de marketing
– expérience dans la vente, de préférence du secteur biens de consommation; des connaissances spécifiques de l'alimentation pour animaux domestiques seraient un avantage
– plusieurs années de pratique dans la direction
– don d'enthousiasmer et de motiver; forte personnalité et capacité de travailler dans un team
– langues: français parfaitement; bonnes connaissances d'allemand
– âge idéal: entre 35 et 45 ans

Nous offrons:
– grande responsabilité et indépendance
– poste de confiance
– poste susceptible de développement dans une maison bien établie et appréciée de la clientèle
– lieu de travail: Paris

Veuillez adresser vos offres avec curriculum vitae, lettre d'accompagnement manuscrite et copies de certificats à l'adresse ci-dessous. Discrétion assurée.

Dr. oec. publ. Franz Suter
Marketing- und Unternehmungsberatung
Landenbergstr. 6, CH-8037 Zürich, Suisse

---

emplois internationaux emplois internationaux emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

SOCIETE DE TRANSPORTS INTERNATIONAUX
RECHERCHE POUR SES AGENCES

D'AFRIQUE NOIRE FRANCOPHONE
DES

CADRES CONFIRMES

EN TRANSIT, CONSIGNATION ET MANUTENTION MARITIME.

Pour tous ces postes une expérience de l'Afrique est souhaitée, ainsi que la connaissance de l'anglais. Outre une rémunération attractive, les cadres recrutés bénéficieront des avantages propres au personnel expatrié.

Adresser curriculum-vitae et photo d'identité s/réf. 8060 à PIERRE LICHAU S.A., BP 220, 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

---

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

SAE

recherche pour ses chantiers au MOYEN-ORIENT

1 PROGRAMMEUR

spécialiste en langage BASIC sur APPLE

■ La mission : assister le Directeur Administratif sur le chantier, dans sa gestion du Personnel.

■ L'homme : il a quelques années d'expérience en programmation - Attiré par la vie d'équipe sur les chantiers à l'étranger il veut faire carrière.

Adresser votre C.V. sous référence P.G.A. au Service Recrutement S.A.E. 32, avenue de New-York 75784 Paris cedex 16

COFAP

Assistant export Moyen-Orient

Société construction **serres métalliques** recherche pour résider pays **Moyen-Orient**

Jeune assistant export administrativo-commercial

Parfaitement bilingue français-anglais. Langue arabe souhaitée.

Rémunération de départ : 100 000 F rapidement évolutive.

Ecrire manuscrit (+ photo) à

L. justet psychologue
18, rue des Grottes 84000 AVIGNON

MEDIA PA

NIGER

CADRE COMPTABLE financier

DECS et expérience chef comptable.
Expérience expatriation, disponible rapidement.
Avantages expatriés.
Adresser lettre manuscrite et prétentions.

Ecrire sous n 7.685 *le Monde* Publicité, services Annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.



DIRECTIONS

Nationales et Internationales

Une des premières sociétés industrielles françaises du littoral méditerranéen, recherche

SON DIRECTEUR DU PERSONNEL ET DES AFFAIRES SOCIALES

Il sera chargé de l'animation et de la gestion, d'une unité de 900 personnes à fort pourcentage d'ingénieurs et de techniciens hautement qualifiés, concevant et réalisant des ensembles complexes destinés à des marchés porteurs.

Rattaché directement au D.G., il lui sera confié l'ensemble des attributions classiques de la fonction et il aura l'avantage de la créer.

Un double facteur d'expérience et d'envergure personnelle sera donc impérativement exigé au regard de l'importance des responsabilités proposées.

Adresser votre dossier de candidature très complet, avec CV références et prétentions, sous référence 802 à BAILLY CONSEIL qui l'étudiera en toute discrétion.

Emplois et Entreprises



BAILLY CONSEIL
40, avenue Hoche
75008 PARIS

notre directeur du marketing
220 000 F/an, Sud de Paris

Une grande entreprise de vente directe cherche son directeur du marketing.

Le poste comprend les fonctions habituelles d'études de produits, de marchés, de prix... et d'autres, plus originales, en matière de communication.

Nous souhaitons rencontrer de jeunes (30 ans minimum) cadres brillants, diplômés HEC, ESSEC, Sup de Co, ayant atteint le niveau de chef de groupe chez un fabricant de produits de consommation de standing (cosmétiques, par exemple) dans une chaîne de grands magasins, ou dans la VPC et capables de travailler quotidiennement en anglais.

Notre consultant, J.E. LEYMARIE, vous remercie de lui écrire (réf. 4295 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

Directeur commercial

220 000 +

Filiale d'un important groupe pétrolier, nous distribuons sur toute la France des accessoires auto, principalement dans le canal stations services et garages.

Nous renforçons notre structure et créons le poste de directeur commercial, en relation directe avec le directeur général.

Il participera à la définition de la politique commerciale, à partir d'une analyse du marché. Il élaborera et lancera les actions permettant d'atteindre les objectifs et suivra le déroulement et les résultats de ces actions. Il informera et stimulera la force de vente, environ cinquante personnes, en liaison avec les chefs de centres régionaux dont elle dépend opérationnellement.

Nous voyons à ce poste un homme de réflexion et d'action, capable d'intégrer le marketing et la promotion ainsi que l'animation opérationnelle des ventes.

Il a environ 35 ans, une formation commerciale supérieure et une *expérience similaire dans les produits de grande consommation ou* les services.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo), réponse et discrétion. Merci d'écrire sous référence 4738M, 1 rue de Berri - 75008 Paris.



Bernard Julhiet Psycom
Tél. 562.90.90

Membre de Syntec

*annonce parlée**

Directeur d'exploitation
Gestion - Organisation - Finances

Distribution de matériel technique — *Compiègne (ou 80 km Nord Paris)*

L'un des tout premiers groupes français de distribution de matériel électrique C.A. 4 milliards de frs. 4000 personnes, recherche pour seconder le Directeur Général de sa filiale régionale en "Picardie Ile de France". C.A. 100 millions. 130 personnes, un cadre de direction d'un professionnalisme éprouvé et de formation supérieure.

Il pilotera directement l'ensemble des aspects non commerciaux de la vie de l'entreprise : il en conduira la mutation informatique, il concevra et développera des outils de gestion nouveaux et dirigera les services financiers et comptables dans la double perspective de la rentabilité et de l'adoptation de l'entreprise aux évolutions de ses marchés.

** Pour informations complémentaires et rendez-vous éventuel, téléphonez au 763.11.15. de 9 h à 18 h. Réf. 1305.*

SVP Information Carrière
7 rue de Logelbach 75017 Paris.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.



emplois internationaux — emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer) (et départements d'Outre Mer)

SAE

FRANCE ET ETRANGER - 20.000 personnes - 7,3 milliards C.A. H.T. en 1981

s'adresse aux

INGENIEURS DEBUTANTS
JEUNES INGENIEURS

- *Vous recherchez une formation :* *nous vous proposons une carrière.*
- *Vous souhaitez l'autonomie :* *nous vous offrons des responsabilités.*
- *Vous désirez construire :* *nous vous donnons les moyens d'entreprendre.*

Nous accueillerons dans les mois qui viennent 40 à 50 d'entre vous.

Les postes sont à pourvoir :
- en région parisienne
- en province (toutes régions)
- à l'étranger (Arabie saoudite - Irak ...)

Envoyez votre candidature en précisant l'affectation souhaitée (Réf. IND):
S A E - Service Recrutement 32, avenue de New York 75784 PARIS CEDEX 16

COFAP

MISSION DE DEUX ANS
AUPRÈS DU GOUVERNEMENT D'AFRIQUE NOIRE

PROJECT FINANCING EXPERT

VOTRE MISSION :

Coordonner les activités des planificateurs et des financiers pour la mise en œuvre d'une politique homogène d'approche des bailleurs de fonds internationaux.

VOTRE ACTIVITÉ JOURNALIÈRE :

Mettre les dossiers de projets élaborés par les planificateurs et les ministères techniques sous une forme directement assimilable par les organismes financiers internationaux.

VOTRE AVENIR :

Une carrière de consultant financier international.

Pour que vous puissiez vous joindre à nous, il faut :
- *Que vous ayez au moins dix ans d'expérience* de projet financing acquise auprès de banques et d'organismes financiers internationaux ;
- Que vous aimiez travailler en AFRIQUE auprès de hauts responsables ;
- Que vous ayez une formation financière et économique, niveau doctorat ou grandes écoles ;
- Que vous parliez le français et l'anglais ;
- Que vous ayez au moins quarante ans.

***NOUS SOMMES UN GROUPE INTERNATIONAL DE* SOCIÉTÉS DE CONSEILS EN DÉVELOPPEMENT RAPIDE (C.A. QUADRUPLÉ EN 4 ANS).**

Envoyer c.v., photo et prétentions à RÉGIE-PRESSE, N° T 038.233 M, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

GABON recrute

PROFESSEURS DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET TECHNOLOGIQUE

LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA RÉPUBLIQUE GABONAISE
recherche pour la rentrée 1983-1984

***Professeurs d'enseignement technique et technologique* titulaires d'un des diplômes suivants :**

Ingénieurs, B.P. + expérience, B.T.S., D.U.T., C.A.E.C.E.T., C.A.P.E.T., expérience professionnelle ou pédagogique de 3 ans minimum dans les spécialités :
- Constructions métalliques.
- Mécanique automobiles.
- Mécanique entretien.
- Electromécanique.
- Construction mécanique (dessin industriel).
- Dessin du bâtiment.
- Froid, climatisation.
- Electronique.
- Plomberie, installations sanitaires (BP + expérience).
- Secrétariat (BTS minimum).

Pour enseignement dans lycées et collèges, capitale et province.

Avantages pour tout personnel :
Logement assuré, soit hôtel tout confort, soit appartement meublé, suivant possibilités, avantages familiaux, voyages vacances *tous* les ans.

Salaire mensuel brut pour ancienneté d'exercice de 5 ans après diplôme (tous pays) le plus élevé, état des services officiels à l'appui :

- B.P. .... Indice 195 = 2.872 F.
- B.T.S ou DUT .... Indice 325 = 4.285 F.
- C.A.E.C.E.T. .... Indice 350 = 4.835 F.
- CAPET .... Indice 665 = 7.685 F.

Adresser candidatures avant le 15 mars 1983 au Service *Culturel, Ambassade du Gabon, 26 bis, avenue Raphaël,* 75016 Paris
(comprenant lettre manuscrite, 2 photos, copie certifiée conforme des diplômes, C.V., copie certifiée conforme, états de service officiels ou certificats d'exercice, extrait de casier judiciaire, fiche familiale d'état civil, fiche individuelle pour célibataire, certificat médical, copie certifiée (recto-verso) de la carte d'identité, copie du diplôme de baccalauréat certifiée conforme).

Tout dossier non strictement conforme ou incomplet sera retourné à l'expéditeur.

N.B. — Tous les dossiers sont à fournir en double exemplaire.

IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL
recherche

AUDITEUR SENIOR CHEF DE MISSION

rattaché au Siège Parisien du Groupe, il assurera des missions d'Audit Financier, comptables et opérationnelles, au sein des filiales situées en majeure partie dans les pays d'AFRIQUE et d'ASIE.

Ce poste requiert une formation financière et comptable supérieure (ESC + DECS ou expertise en cours).
Une expérience d'Audit de 3 à 5 ans en Entreprise ou dans un Cabinet spécialisé est indispensable.
Pratique courante de l'anglais.

Il implique une large autonomie et une disponibilité importante pour des déplacements fréquents à l'étranger.
La rémunération sera fonction du niveau de l'expérience acquise et complétée par des indemnités de déplacements.
Ce poste ouvre des perspectives d'évolution intéressantes au sein du Groupe.

Merci d'envoyez votre lettre manuscrite, CV + photo à No 60347 Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra *75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.*

UN BTS _ UN DUT TECHNIQUE OU EQUIVALENT ?

REJOIGNEZ DOWELL SCHLUMBERGER

Présents dans plus de 50 pays, nous ouvrons aujourd'hui nos portes à de jeunes candidats de nationalité Algérienne ou Tunisienne.
Très vite, ils prendront des responsabilités sur nos chantiers de forage et tout de suite, nous leur offrons une ambiance particulièrement stimulante où la mobilité physique et intellectuelle ainsi qu'une forte motivation pour le service sont indispensables.
Célibataires de préférence. Permis de conduire indispensable.
Anglais courant.
Adressez votre dossier de candidature (CV, photo) à DOWELL SCHLUMBERGER - 17, Bd Mohamed Khemisti — Alge - ALGERIE ou DOWELL SCHLUMBERGER - route de Gabès, Km2 SFAX - TUNISIE.

DS

Dessein

Cabinet international
spécialisé dans les pays du Tiers-Monde
recherche pour missions (3 mois - 3 ans)
en **Afrique Francophone**

- réf.1 : **Economistes - Planificateurs**
- réf.2 : **Agronomes Tropicaux**
- réf.2bis : **Agro-économistes**
- réf.3 : **Organisateurs** (Administration/Technique)
- réf.6 : **Fiscalistes et Codes Investissements**
- réf.7 : **Experts Entreprises Publiques**
- réf.8 : **Négociateurs d'Entreprise** (Banques d'Affaires)
- réf.9 : **Experts Hydrauliciens/ Génie Rural**

pouvant justifier 5 à 10 ans d'expérience dont pays du Tiers-Monde
Conditions motivantes pour candidats de qualité.

Adresser CV à **ICTAD**
6, rue Jean Goujon 75008 Paris



emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)
emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

esa

l'agence spatiale européenne

recherche
pour son Centre de Recherche et de Technologie spatiales

situé à Noordwijk aux Pays-Bas

DES INGENIEURS

Ingénieur Systèmes radar embarqués qui sera notamment chargé de la définition, de la conception, du développement et de l'exploitation de l'altimètre radar pour le programme européen de télédétection ;

Ingénieur analyse et mise en œuvre de mission de satellites notamment dans les *aspects orbitographie* et restitution de l'attitude, optimisation des manœuvres d'orientation et de changement d'orbite.

Ingénieur Systèmes qui participera à la définition des objectifs de mission et de mesure du radar altimètre du Programme de Télédétection, à la gestion des *études de systèmes et à la préparation des spécifications* du système de satellite notamment dans le domaine du radar altimètre. Il définira la philosophie d'ensemble en matière de calibration du système et les méthodes pour la vérification des performances de l'instrument.

Ingénieur responsable de la plate-forme du satellite pour le Programme de Télédétection. Il sera chargé du contrôle des spécifications de la plate-forme à stabilisation tri-axiale et du suivi des activités d'approvisionnement et d'essais de cette plate-forme.

Les candidats devront être titulaires d'un diplôme universitaire assorti d'une expérience dans les domaines concernés.

UN CONTROLEUR DE PROJET

Ses fonctions consistent notamment à mettre en place et à appliquer des procédures de planification et de contrôle propres à donner une vue complète *du calendrier et des coûts du projet. Il élaborera également les plans de coût,* budgets, prévisions d'effectifs, besoins en ressources. Il établira des rapports sur les coûts et des rapports d'avancement technique.

Les candidats doivent avoir un diplôme universitaire, justifier une première *expérience de l'application des méthodes de contrôle de projet à des projets* aérospatiaux.

UN NEGOCIATEUR-ADMINISTRATEUR DE CONTRATS

Le candidat retenu sera chargé de la préparation des appels d'offres, de l'évaluation des soumissions industrielles ainsi que de la préparation et de la négociation des grands marchés d'étude, de développement et d'approvisionnement dans le domaine des satellites et de la technologie spatiale.

Il sera amené à travailler avec les industries spatiales des 14 pays membres ou associés de l'Agence.

Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure juridique et/ou économique ayant déjà une certaine expérience en matière de marchés internationaux.

Il devra être préparé à de fréquents déplacements en Europe.

* * *

Les candidats à tous ces postes doivent posséder une bonne connaissance de l'anglais ou du français et une connaissance pratique de l'autre de ces deux langues.

* * *

Les conditions de travail sont celles des Organisations internationales. Elles comprennent, outre le salaire de base, une indemnité d'expatriation, des allocations familiales, des régimes de sécurité sociale et de retraite. Les frais de déménagement sont remboursés.

Prière d'adresser un curriculum vitae détaillé au Chef du Personnel, ESTEC, Keplerlaan 1, Postbus 299 2200 AG Noordwijk, Pays-Bas.

Emplois et Entreprises

La Commission des Communautés Européennes

organise un concours pour

administrateurs (m/f)

à Luxembourg et Bruxelles:

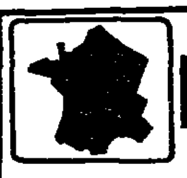
A. pour conception, réalisation et assistance technique de systèmes informatiques dans des domaines très divers;

B. comme ingénieur pour les systèmes d'exploitation et de télétransmission.

Conditions d'admission:
☐ être ressortissant d'un des Etats membres; ☐ avoir moins de 32 ans; ☐ diplôme universitaire et expérience post-universitaire d'au moins deux ans appropriée;
☐ connaissance approfondie d'une des langues des Communautés et connaissance satisfaisante d'une autre.

Le formulaire de candidature obligatoire peut être obtenu, en rappelant la référence COM/A/374, auprès de:
☐ Bureau de Presse et d'Information, 61 rue des Belles-Feuilles, F-75782 Paris Cédex 16; ou:
☐ Commission des Communautés Européennes, Division "Recrutement", rue de la Loi 200, B-1049 Bruxelles.

Date limite pour l'envoi des candidatures: 18 mars 1983.



emplois régionaux

Ingénieur électronicien
Bureau d'études

Filiale du **Groupe MATRA, PICART LEBAS,** située à châteaudun *développe et fabrique des* ***systèmes d'intercommunication et d'autocommutation électroniques.***

Dans le cadre du développement de **réseaux systèmes radio-téléphones** à St-Quentin en Yvelines, notre direction «Etudes et *Développement» souhaite se renforcer et recherche :* ***un jeune ingénieur en études systèmes radio.***

Dans un premier temps, intégré à l'équipe projet radio, vous vous verrez confier l'analyse du produit puis la prise en charge du transfert technologique. Vous participerez aux études, au développement et à la mise au *point.*

S'agissant d'un produit développé au niveau de la branche TELECOM, vous assurerez l'interface sur le plan des études entre les différents centres concernés.

Ingénieur électronicien vous avez de bonnes connaissances en **VHF + UHF et en logique.**

Une première expérience acquise en bureau d'études, bancs de contrôle n'en sera que plus appréciée.

Vous avez le sens de l'organisation et du concret, la communication aisée et faites face aux responsabilités techniques.

Basé à St-Quentin en Yvelines jusqu'en Septembre 83, ce poste sera ensuite transféré à Châteaudun.

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. L 16 à **T.P.L.** La Boissière - Service du Personnel - B.P. 89 - 28200 CHATEAUDUN.

MEDIA PA

PICART LEBAS



un jeune assistant financier, *HF*,
filiale de Groupe international, Basse-Seine.

Vous avez 28 ans minimum, une formation supérieure, deux à trois ans d'expérience en cabinet d'expertise comptable, en cabinet d'audit ou dans une entreprise industrielle et maîtrisez l'anglais.

Devenez l'adjoint du contrôleur financier d'une société de constructions mécaniques de pointe sise en *Basse-Seine (1000 personnes - 550 MF de CA) et appartenant à un groupe international.*

Vous participez à l'établissement du plan financier, à la consolidation des résultats, au reporting mensuel. Vous élaborez et suivez les budgets des filiales commerciales France et Europe et assurez la liaison permanente avec le siège US.

Notre consultant, Mme *M.C. TESSIER*, vous remercie de lui écrire à Paris (*réf.* 4160 LM).

La CRCAM de la Haute-Savoie cherche pour Annecy,
le responsable de sa division «études commerciales»

Avec l'aide de trois collaborateurs, il réalise des études de marché, apporte des idées neuves (produits, formation) et améliore l'assistance au réseau commercial dans son action sur le terrain, en développant l'utilisation de l'informatique.

A 30 ans environ, vous avez une formation supérieure ESC ou équivalent, une première expérience du marketing et les qualités d'un homme de communication : imagination, esprit de synthèse et sens de la négociation.

Notre consultant, Mme B. ROQUES, vous remercie de lui écrire à Lyon (réf. 832 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE -75008 PARIS
7, RUE SERVIENT -69003 LYON

MEMBRE DE SYNTEC

GABON recrute PROFESSEURS ET INSTITUTEURS

LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA RÉPUBLIQUE GABONAISE
recherche pour la rentrée 1983-1984

PROFESSEURS :

P.E.G.C., licenciés, maîtrises et certifiés pour enseignement 2e degré général et technique en mathématiques, physique-chimie, sciences naturelles, enseignement manuel et technologique, français, espagnol dans lycées et collèges, capitale et province. Aucune candidature reçue en anglais, philosophie, histoire et géographie.

INSTITUTEURS :

Titulaires du C.A.P. primaire pour enseignement 1er degré, capitale et province.

Avantages pour tout personnel :
Logement assuré, soit hôtel tout confort, soit appartement meublé, suivant possibilités, avantages familiaux, voyage vacances tous les ans.

Salaire mensuel brut pour ancienneté d'exercice de 5 ans après diplôme (tous pays) le plus élevé, état des services officiels à l'appui :

- Instituteurs .... indice 350 = 4.534 F
- P.E.G.C. .... indice 380 = 4.835 F
- Licenciés .... indice 350 = 4.535 F
- Maîtrises .... indice 515 = 6.185 F
- Certifiés .... indice 665 = 7.685 F

Adresser candidatures avant *le 15 mars 1983* au Service Culturel, Ambassade du Gabon, 26 bis, avenue Raphaël, 75016 Paris (comprenant lettre manuscrite, 2 photos, copie certifiée conforme états de service officiels ou certificats d'exercice, copie certifiée conforme des diplômes, extrait de casier judiciaire, fiche familiale d'état civil, fiche individuelle pour les célibataires, certificat médical, copie certifiée (recto-verso) de la carte d'identité, copie du diplôme du baccalauréat certifié conforme).

Tous les dossiers sont à fournir en double exemplaire.

N.B. – *Tout dossier non strictement conforme à l'annonce ou incomplet sera retourné à l'expéditeur.*

SOCIÉTÉ
recherche

PROGRAMMEURS

GAP 2, **inter actif avec 2 ans minimum d'expérience. Ces postes sont pourvoir pour une mission à durée illimitée. A l'île de la Réunion.**

Téléphone : (1) 758-66-06 pour rendez-vous avec M. GAGEONNET.

Recherchons FILLE AU PAIR pour l'Allemagne fédérale
Entrevue : *Hôtel de l'Etoile* 3, rue de l'Etoile, PARIS-17e
mercredi 9-2-83, à 11 h
Société FRANCE-BAGUETTE.

Groupe important recherche pour une de ses filiales en AFRIQUE (statut expatrié)

CADRE DE COMPTABILITÉ GÉNÉRALE

DECS ou équivalent
3 à 4 ans d'expérience
Anglais souhaité.

Adresser C.V. et prétentions sous nº 60.090 CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui tr.

Lycée français de Los Angeles recherche

PROFESSEURS :

français, philosophie, maths, histoire-géographie, sciences naturelles, physique-chimie
et

INSTITUTRICES.

Envoyer c.v. et photo, 3261 Overland Avenue, Los Angeles California 90034.

For its LONDON based international headquarters
AMNESTY INTERNATIONAL

requires a

FRENCH LANGUAGE PROGRAMME ATTACHÉ

JOB DESCRIPT :
English to French translation of the monthly newsletter and press releases ; revision of other *official texts ; assisting* decentralized French publishing programme ; coordinating volunteer work.

REQUIRED :
French mother tongue.
Professional experience as senior translator or revisor. Capacity to work in small team. Acquaintance with legal and diplomatic language an asset.

SALARY :
£ 8.750 p.a (indexed).

Write to personnel office AMNESTY INTERNATIONAL 10, Southampton Street WC 2E – 7HF – LONDON Before Feb. 18.

IMPORTANTE STÉ FRANÇAISE
recherche pour poste Afrique Noire francophone

1 ZOO TECHNICIEN

Ingénieur ou titulaire BTS spécialité élevage avec expérience outre-mer.

Adresser lettre manuscrite + C.V. détaillé avec photo et prétentions à L.T.P. ss/réf. 8 784 31, bd Bonne Nouvelle 75083 PARIS Cedex 02.

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES

296-15-01



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

SAINT ETIENNE - ORGANISME MUTUALISTE
recherche

Responsable des prestations financières

(Complément assurance maladie, prévoyance, retraite)

- Sa formation : Maitrise ou Licence de Droit (Droit de la S. S.) ou niveau équivalent.
- Son expérience : au moins 5 ans dans un service de même nature, de préférence en Mutualité.
- Sa responsabilité : liaison avec les Sociétés réassurées et les groupements d'Entreprises. Encadrement de 25 personnes. Gestion et développement des activités à caractère financier. (réf. 1)

Responsable des relations sociales

- Sa formation : Maitrise ou Licence de Droit (Droit du Travail et S. S.)
- Son expérience : au moins 10 ans dans une Entreprise de plus de 500 personnes.
- Sa responsabilité : Gestion et administration du personnel (3 conventions) (réf. 2)

Responsable des œuvres sanitaires et sociales

- Sa formation : Ecole de Santé de Rennes, Etudes Supérieures (Droit + IAE ou ICG). Droit de la Santé Publique ou niveau équivalent.
- Son expérience : au moins 10 ans en établissements à caractère sanitaire et social.
- Sa responsabilité : superviser la gestion et le développement des Oeuvres Sociales (actuellement au nombre de 10 dont 340 lits d'hospitalisation). (réf. 3)

Adresser sous référence, CV + photo + prétentions + lettre manuscrite en précisant le poste à COFAP - 40, rue de Chabrol - 75010 PARIS, qui transmettra.

Les Hommes de Personnel nouvelle génération

Ce sont ceux qui ont découvert au travers de leurs expériences que la clarté, la franchise, l'équité étaient *leur meilleur allié. Oui, le nécessaire fondement* de toute politique sociale aujourd'hui.

Ce sont aussi tous ces jeunes ingénieurs et universitaires que, il y a quelques années, les grands groupes industriels ont entrepris de sensibiliser à la fonction personnel en leur faisant faire leurs premières armes en usine. Par cette présence dans les ateliers auprès de la base, ils ont appris l'art et la manière du dialogue à tous les niveaux. Ils ont compris que c'était là le seul moyen de rapprocher des points de vue aussi différents que ceux de l'encadrement préoccupé d'une production à sortir et des salariés aspirant à être entendus.

C'est l'un de ces hommes que nous voudrions voir rejoindre notre équipe de responsables de personnel. Une équipe soudée faisant vivre, dans la chimie, au sein d'un groupe industriel de taille moyenne, très profitable et désireux aujourd'hui de bien passer la crise, une politique de personnel volontariste.

Il se verra confier, dans un premier temps, le service du personnel d'une usine située à 200 kms au nord de Paris. Cinq cents personnes réparties en un grand nombre de sous-groupes à la culture propre : ceux des labos, ceux de l'entretien, ceux de tel type de production ou de tel autre, ceux en travail posté, Tout en étant le proche collaborateur du Directeur de l'usine, il assumera, à la tête d'un service d'une huitaine de personnes, la totalité de la fonction.

Les candidatures à ce poste seront étudiées rapidement par les consultants du cabinet de recrutement CLEAS qui connaissent bien notre entreprise. Si vous vous sentez concerné par notre approche et si vous avez, bien sûr, déjà une expérience de chef de personnel écrivez-leur sous référence 192 M.

CLEAS
6, place de la République Dominicaine - 75017 PARIS. Tél : 267 35 11

NEYRPIC
GROUPE CREUSOT-LOIRE

Neyrpic est l'un des leaders mondiaux pour les équipements hydroélectriques : turbines hydrauliques - vannes - conduites forcées. Neyrpic est aussi fabricant de composants nucléaires.

GRENOBLE
recherche

INGÉNIEURS MÉCANO-SOUDAGE
CONFIRMÉS

parlant anglais et si possible Espagnol ou Portugais

ESSAIS SOUDAGE
Le Responsable du Centre

Chargé d'animer le développement de la fonction Progrès dans le domaine du Soudage, cet ingénieur Grandes Ecoles (spécialisation ESSA appréciée) aura la responsabilité des programmes d'essais et veillera à l'application correcte en atelier des méthodes mises au point.
Déplacements de courte durée en France et à l'Étranger.

MÉTHODES
1 Ingénieur Développement

Chargé de l'amélioration des méthodes de fabrication (qualité, coût...), il suivra la mise en application de la FAO. Cet ingénieur créatif, ouvert et dynamique, pourra être amené à effectuer des transferts de technologie auprès de nos licenciés étrangers, avec des déplacements (ou même détachements de 2 à 3 ans) à l'étranger.

CONTRÔLE NON DESTRUCTIF
L'Adjoint au Chef de Section Contrôle

Chargé de l'assister dans toutes ses activités techniques (contrôles non destructifs, métallurgiques - traitement des anomalies) et de gestion (dossiers de qualification, de contrôle, gestion de la Section). Le poste convient à un jeune ingénieur débutant ou quelques années d'expérience en Mécano-Soudage ou Contrôle.

Envoyer candidature et curriculum vitae à NEYRPIC, Service Gestion des Cadres
Boite Postale 75 — 38041 GRENOBLE CEDEX.

Cii Honeywell Bull

recherche pour la Direction Financière de l'usine d'Angers, le

CHEF DU SERVICE COMPTABILITE ANALYTIQUE

Vous avez :
- un diplôme d'une école d'ingénieur ou de gestion
- une expérience concrète et approfondie des techniques modernes de comptabilité analytique dans une grande entreprise industrielle
- volonté d'utiliser efficacement l'informatique
- fait la preuve de vos capacités à animer une équipe de professionnels (environ 15 personnes)
- minimum 30 ans.

Nous vous proposons de prendre la responsabilité du service comptabilité analytique de l'usine d'Angers (fabrication de notre gamme d'unités centrales : 3.000 personnes).

Vous serez responsable de :
- la mesure de l'activité économique
- l'établissement des prix de revient
- la gestion financière des stocks.

Vous aurez à travailler en étroite liaison avec :
- les responsables de fabrication
- le contrôle de gestion et
- l'ensemble des services de l'usine.

Envoyer candidature à B. SOLIER - Cii Honeywell Bull
331, avenue Patton 49005 ANGERS

IMPORTANTE ENTREPRISE FRANÇAISE PARA-PHARMACIE
(Rattachée à un grand groupe diversifié)
préparant ses structures d'avenir, propose un poste de :

Chef de Produit
Secteur grande consommation.

Ce poste conviendrait à un candidat de formation commerciale (H.E.C. – E.S.S.E.C. – SUP. de Co...)
AYANT UNE EXPÉRIENCE DE 2 À 3 ANS DANS LA FONCTION
L'Anglais serait apprécié.

Les perspectives d'évolution, les structures en place sont prometteuses pour un candidat de valeur.

Le poste est à pourvoir en Bourgogne, ville universitaire.

Les candidats intéressés enverront leur CV détaillé, photo (retournée) et prétentions s/réf. 12104 LM à
JEAN RÉGNIER Publicité
39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

J.R.P.

IMPORTANT LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE DU SUD-OUEST
recrute

INGÉNIEUR GÉNIE CHIMIQUE

- 3-4 ans d'expérience.
- Intéressé par les problèmes de mise au point et automatisation des processus de fabrication.
- Connaissance des problèmes de mécanique des fluides et techniques de régulation exigée.

Ce poste à forte technicité conditionne directement le développement de l'activité de l'entreprise.

Envoyer C.V. détaillé + prétentions + photo sous n° 59681 à Contesse Publicité, 20 avenue de l'Opéra - 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

PAULSTRA

APPLICATIONS MECANIQUES DU CAOUTCHOUC
cherche

JEUNES INGENIEURS D'ETUDES

Pour son centre technique de **Chateaudun**

Vous êtes Ingénieur Grande Ecole mécanique, débutant ou ayant une première expérience, de préférence dans le domaine de la mécanique de vibration.
Vous aimez le travail en équipe et pratiquez bien l'anglais.

Nous vous confierons la responsabilité de la conception et du développement de pièces nouvelles et de familles de produits nouveaux.
Notre Groupe offre des perspectives variées de carrière à des candidats de valeur.
Si vous êtes intéressé, adressez votre candidature à PAULSTRA - Département Recrutement - sous réf. 72 M - 2, rue Balzac 75008 PARIS.

Prendre la responsabilité commerciale d'un groupe d'agences.
Organisme bancaire - Caen

Organisme bancaire en pleine expansion, nous recherchons 2 candidats agés au minimum de 30 ans et pouvant justifier d'une *expérience réussie dans une fonction similaire ou dans une* **fonction de directeur d'agence bancaire.**

Ils seront charges de suivre et d'assister un groupe d'agences dans leur développement commercial.

Lieu de travail CAEN : nombreux déplacements regionaux.

La remuneration sera fonction de l'experience.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite. C.V., photo sous ref.LM 5011 a notre Conseil qui etudiera votre candidature en toute discrétion.

SRC
PARIS - LILLE - LYON
57, rue de Richelieu
75002 PARIS

MEDIA PA

IMPORTANTE SOCIETE
80 km Nord de Paris
recherche

ingénieurs électriciens
DEBUTANTS

- spécialité électronique, informatique ou connaissances mini-informatique appréciées.
- Anglais et/ou Allemand souhaité.

Adresser lettre manuscrite, Curr.-Vitae, photo (retournée) en indiquant prétentions sous la référence 53.493
PUBLICITÉ ROGER BLEY
101, rue Réaumur, 75002 Paris

CHARPENTES MÉTALLIQUES

Par sa structure, son C.A., ses réalisations, notre entreprise est l'une des premières en France. Comme fer de lance de nos réalisations export, nous recherchons un

INGÉNIEUR DE PROJETS

Responsable de l'unité Devis, il sera en particulier chargé des études destinées aux U.S.A. et au Proche-Orient. Il sera aussi conseiller pour la réalisation des travaux. Le salaire proposé est à la mesure des responsabilités et, pour l'avenir, ce poste est un véritable tremplin de carrière. Les candidats, expérimentés, devront connaître les normes anglo-saxonnes de la construction, parler couramment anglais et savoir manipuler la mini-informatique. Si vous voulez venir vivre en Touraine, envoyez photo et coordonnées sous la référence LM 314 à notre conseil :

Gilles DELALANDRE
CONSEIL EN RECRUTEMENT
46, rue Traversière - 37000 - TOURS



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

L'ATELIER DE CONSTRUCTION DE ROANNE

Établissement industriel de mécanique dépendant du Ministère de la Défense

recherche, pour son

BUREAU INFORMATIQUE et ORGANISATION

– Un ingénieur CHEF DE PROJET pour la gestion de la production, chargé de concevoir et mettre en place les applications informatiques concernant les stocks et les approvisionnements.

Formation : Diplôme d'ingénieur avec spécialité informatique de gestion ou Maitrise d'informatique appliquée à la gestion (MIAG).

Débutant : Première expérience sur matériel I.B.M. – C.I.C.S. serait appréciée.

Les candidats, de nationalité française, enverront leur curriculum vitae et leurs prétentions à :

A.R.E.
B.P. 504. 42328 ROANNE.



Responsable administratif et financier 230.000 F

La filiale française (25 personnes, 30 millions de chiffre d'affaires) d'un important groupe international, spécialisée dans la commercialisation d'une gamme de machines très performantes dans le domaine de la micro-informatique, crée le poste de responsable administratif et financier. Placé sous l'autorité hiérarchique du directeur général et en liaison fonctionnelle avec le responsable financier européen, il prendra en charge l'ensemble des problèmes comptables, l'établissement des tableaux de bord, le reporting, le contrôle budgétaire... Il aura également pour mission de superviser la gestion commerciale et de mettre en place une procédure efficace pour le crédit-recouvrement. Il sera aidé dans ses fonctions par une équipe de 3 personnes. Ce poste s'adresse à un candidat doté d'une formation supérieure (type ESC + DECS ou équivalent), ayant acquis une expérience polyvalente de la fonction d'au moins 5 ans au sein de la filiale d'un groupe anglo-saxon ou dans un cabinet d'audit. Il sera familiarisé avec l'outil informatique et maitrisera bien la langue anglaise. Ce poste, basé à Paris, peut offrir à terme de réelles perspectives d'évolution. La rémunération annuelle pourra atteindre 230.000 francs. Ecrire à Christine CHABAUD. Réf. A/R9003M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Ingénieur d'affaires export 230.000 F

Grande exportation - La filiale d'un groupe important, leader mondial dans le domaine de produits industriels de haute technicité, recherche, pour renforcer ses structures, un ingénieur d'affaires export. Rattaché au directeur de la division, et dans le cadre d'une large autonomie, il devra promouvoir la vente de produits techniques et aura pour mission d'identifier les processus d'achats, de négocier les contrats auprès d'une clientèle de haut niveau (ministère, direction de l'équipement, grandes entreprises, cabinet d'ingénierie...) sous les aspects commerciaux, économiques, techniques et juridiques. Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 30 ans, justifiant d'une expérience réussie dans la négociation d'affaires impliquant des contacts de haut niveau. Celle-ci aura été acquise soit dans une entreprise commercialisant des biens d'équipement, soit dans une société d'ingéniérie. La pratique de l'anglais et de l'espagnol est nécessaire. Ce poste est basé à Paris, mais des déplacements sont à prévoir. La rémunération, fonction de l'expérience acquise et du potentiel du candidat retenu, sera de l'ordre de 230.000 francs. Ecrire à M. LE GOUEFF. Réf. A/3705M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
78, boulevard du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

LA VILLE D'AMIENS

recrute

1 Chargé d'études spécialisé

Placé directement sous la responsabilité du Directeur de l'Aménagement, *l'agent sera chargé des opérations d'implantation* et d'expansion d'activités économiques.
Niveau requis : maîtrise en économie, expérience minimale de 5 ans dans le traitement des problèmes économiques vivement souhaitée. (candidatures avant le 28 février 1983).

1 CHARGÉ DES QUESTIONS SOCIALES

Au sein de la Direction de l'Aménagement, l'agent assurera le suivi au PLAN SOCIAL d'une opération de réhabilitation d'un quartier (suivi des études préalables, des études de réalisation et de la conduite d'opérations). Une expérience dans un domaine similaire est indispensable (candidatures avant le 20 février 1983).

Adresser candidatures et C.V. à :
MAIRIE D'AMIENS
B.P. 2720. 80027. AMIENS Cedex.

---

100 Km Ouest Paris

JEUNE INGENIEUR AM ou équivalent

Notre unité (150 personnes - 80 MF de C.A.) est l'une des usines d'un groupe français de niveau international spécialisé dans l'emballage et leader dans sa profession.

Nous recherchons un ingénieur débutant, ou 2 à 3 ans d'expérience en *production*, entretien, études ou méthodes, désireux de s'intégrer dans une entreprise performante.

Rattaché au responsable technique, dont il est appelé à prendre la *succession, il se verra confier, dans un premier temps, les responsabilités* de l'entretien, des méthodes et des travaux neufs.

Perspectives d'évolution de carrière à l'intérieur du groupe. La pratique de l'anglais ou de l'allemand sera appréciée. Les entretiens se tiendront directement sur le site.

Adresser, sous référence 537/M, lettre manuscrite, CV. détaillé et photo à J.M. LEGRAND



CENTRE DE PSYCHOLOGIE DU TRAVAIL
3, bd René Levasseur 72000 LE MANS

LE MANS - ANGERS - LIMOGES

COFAP



Responsable marketing 180.000 F

Grande distribution - Une jeune société à forte croissance (35% par an), spécialisée dans la conception et la distribution de biens d'équipement destinés à améliorer l'exploitation et la gestion des super et hypermarchés, recherche son responsable marketing pour assurer le développement de ses nouveaux produits. Rattaché à la direction générale, il sera l'interlocuteur privilégié de la grande distribution. Il aura pour mission de rechercher l'information sur le terrain, d'assurer la promotion auprès de la force de vente et de collaborer avec les services techniques pour la conception des produits. Il participera *à la réalisation d'une communication active. Enfin, il devra assister les responsables* commerciaux des centrales d'achat dans leur propre communication et faire passer auprès d'eux, les concepts nouveaux liés à l'utilisation de ses produits. Ce poste très complet et évolutif s'adresse à un candidat âgé d'au moins *30 ans, de formation commerciale supérieure (type ESCAE), disposant* d'une expérience réalisée directement ou indirectement dans le domaine de la grande distribution. Il devra être sensibilisé au marketing grand public. La connaissance de l'anglais est indispensable. La rémunération essentiellement liée à l'expérience du candidat sera de l'ordre de 180.000 francs. Ce poste est basé dans l'ouest de la région parisienne. Ecrire à B. COULANGE. Réf.A/2347M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY – Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

---

roset

leader français du mobilier contemporain de haut de gamme, propose à un

JEUNE CADRE COMMERCIAL à fort potentiel

d'être l'ADJOINT de son DIRECTEUR COMMERCIAL FRANCE. *Ce poste* s'adresse à un jeune diplômé de l'enseignement commercial supérieur, HEC, ESSEC, ESCP, qui secondera le Directeur Commercial dans toutes ses activités pour évoluer de façon autonome vers de larges responsabilités impliquant des missions allant de la participation à l'élaboration de la politique commerciale et à la définition puis à la mise en oeuvre du marketing-mixte jusqu'au suivi du réseau de vente. Quelques années d'expérience acquises dans la distribution des biens de consommation apparaîtront comme un atout certain, mais les qualités d'homme d'action *ainsi qu'une personnalité de valeur seront* les éléments déterminants face à ce poste d'avenir au sein d'une société particulièrement performante.
Résidence près du Siège de la Société, à BRIORD, dans la campagne de l'AIN à 60 kms EST de LYON.

Ecrire au CABINET GATIER 32 *rue* Barrême 69006 LYON, sous réf M 084.

Cabinet Gatier

média-system

---

contrôleur de gestion

SPORT ET LOISIRS

Notre entreprise, en **Vallée du Rhône**, leader sur son marché, emploie à *la fabrication et commercialisation de ses articles, plus de 400 personnes* et réalise un C.A. de 130 MF dont 15 % à l'export. Nous recherchons notre Contrôleur de Gestion pour dynamiser les systèmes élémentaires mis en place tant en gestion qu'en informatique.
En position fonctionnelle, il reporte à la Direction.

Ses objectifs immédiats sont :
- en contrôle de gestion, faire fonctionner les procédures à tous niveaux, *analyser les informations sur la production et les prix de revient et mener* toute mission
- en informatique, introduire la rigueur dans l'exploitation et en réduire les coûts.

Dans l'année, il devra proposer et mettre en place un contrôle de gestion performant et le plan informatique, en étant l'interface du service avec les utilisateurs.

Le candidat doit avoir une formation technique ou commerciale, une expérience en organisation ou contrôle de gestion en milieu industriel et, il a participé à la définition et à la mise en place d'applications informatiques.

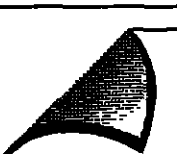
La rémunération est motivante pour cette fonction qui pourra être élargie selon les capacités du candidat retenu.

Merci d'adresser C.V. et prétentions sous réf. 117 à :
ORES MEDIA
4, rue Quentin Bauchart - 75008 PARIS

ORES MEDIA

Organisation et Publicité

ITT COMPOSANTS ET INSTRUMENTS



Dans le cadre de l'expansion de sa Division Electromécanique

recherche

INGENIEUR CHEF DE PROJET

de formation A.M. - ENSI - INSA ou équivalent pour son « Département Recherche et Développement »

A ce titre, il sera responsable de l'étude de nouveaux produits, de leur conception *jusqu'à leur industrialisation dans le respect du cahier des charges* qu'il a lui même défini, tant sur le plan technique (matériaux et procédés de fabrication) que sur celui des coûts prévisionnels.

CETTE FONCTION NECESSITE :
– une expérience confirmée en mécanique et cotation fonctionnelle,
– des connaissances solides en électricité et électromécanique,
– le sens de l'organisation et des contacts humains,
– le sens de la valeur économique,
– une expérience industrielle d'environ 5 ans.

La pratique de l'anglais est indispensable et la connaissance de l'allemand est un atout supplémentaire.

Notre Société offre en outre de réelles possibilités d'évolution pour un candidat de valeur.

Poste situé en France Comté.

Envoyer CV, photo et prétentions sous No 60.260 à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra

---

INDUSTRIE DU BOIS

travaillant en 3 x 8 recherche

SON RESPONSABLE LOGISTIQUE

Ce poste de Cadre, nécessite une solide connaissance de la Production, de la Planification, des Problèmes de Transports, le sens du commandement et des compétences d'organisation.
Pratique de la langue allemande appréciée.

IL FAUT ASSURER :
le Planning, la Production, les Expéditions et Affrètements, les relations avec le service commercial et les services douaniers .

Lieu de travail :
Ville de la Haute-Saône
à proximité des Vosges.

Rémunération intéressante.
Avantages sociaux.

Adresser lettre et CV manuscrit, photo et prétentions à No 60275 à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui tr.

Trésorier

200 000 F Grenoble

C'est dans le cadre de notre expansion que nous créons un poste de contrôle de la réalisation et des prévisions de trésorerie des sociétés *du groupe*.

Vous serez responsable des échanges de trésorerie entre les entités et sur la base des carnets de bord et rapports mensuels, vous contrô*lerez la gestion de la trésorerie du groupe, interviendrez en tant que* conseil auprès de nos centres de profit et assurerez bien sûr les relations banques au niveau central.

Vous avez une bonne formation comptable type DECS ou équivalent, vous faites la preuve d'une solide pratique de la trésorerie, vous êtes mobile et avez le goût des contacts humains.

Nous vous apporterons la garantie d'un groupe industriel important dépassant 2 milliards de francs pour un effectif d'environ 6 000 personnes avec en plus la qualité de la vie : les pistes de ski sont à deux pas.

Merci d'envoyer vos dossiers de candidature à notre Conseil sous référence LM/276.



Ressources & Développement
6, rue Casimir Delavigne - 75006 PARIS

MEDIA PA

L'agence de DUNKERQUE
de la BANQUE LOUIS-DREYFUS
recherche un

EXPLOITANT CLIENTÈLE PARTICULIÈRE

pour développer et gérer une clientèle de particuliers de bon niveau.

Nous lui demandons :
– une expérience de plusieurs années de la fonction et notamment de la gestion de portefeuille (conseil et traitement sans mandat)
– un bon tempérament commercial appuyé sur de solides connaissances techniques (ITB apprécié)
– si possible la connaissance de la place ou de la région.

Nous lui offrons :
– *le potentiel de développement d'une banque privée*
– l'assistance au siège de services spécialisés réputés
– une évolution de carrière possible à Paris ou vers d'autres implantations régionales.

Envoyez lettre manuscrite avec c.v. détaillé, photo et prétentions à la Direction du Personnel de la Banque Louis-Dreyfus, 6, rue Rabelais, 75008 PARIS.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

FAMICREDIT

Nous sommes un Etablissement Financier spécialisé dans le crédit à la consommation. Nous faisons partie d'un Groupe bancaire privé international et nous recherchons immédiatement

Chef de produits senior

Rapportant au Directeur commercial, ce cadre sera responsable de la fonction marketing de la société ; à ce titre il participera à l'élaboration de la politique commerciale, à la définition de produits et services nouveaux, au suivi des opérations déjà en place en relation avec notre agence de publicité.
Nous retiendrons un candidat de formation supérieure, connaissant bien les techniques et le langage du marketing, avec une expérience de plusieurs années sur le marché de la consommation ou des services aux particuliers. Anglais courant nécessaire. Poste basé à Dijon.
réf 1

Chef de département agents

Ce département basé à notre siège social est en plein développement ; son responsable devra prospecter et animer un réseau de distributeurs agréés, distinct des agences traditionnelles.
Ce poste suppose une bonne connaissance des produits de crédit aux particuliers, d'excellentes qualités commerciales et de manager. De fréquents déplacements de courte durée sont à prévoir. Il s'agit d'un poste d'avenir pour un candidat ayant les qualités requises.
réf 2

Directeur de notre agence de Grenoble

Ce poste nécessite une formation supérieure et une première expérience réussie de quelques années dans des fonctions à caractère commercial ainsi que la capacité prouvée d'animer une équipe de 6 ou 7 personnes. La connaissance du crédit à la consommation serait un plus. Ce poste peut constituer une étape vers d'autres responsabilités à moyen terme.
réf 3

Pour notre Division Crédit,

Jeune diplômé à fort potentiel

Cette offre s'adresse à des candidats ayant une formation de haut niveau (grande école scientifique type Centrale, ESSEC etc...) et désireux de faire carrière dans un groupe financier. Nous prévoyons d'intégrer le candidat retenu dans nos activités relatives à l'évaluation des risques de crédit, ceci en liaison avec les instances techniques appropriées du Groupe.
Ce poste suppose l'aptitude et le goût de l'analyse statistique, la capacité de mener à bien des projets complexes et de communiquer de manière articulée avec l'ensemble des fonctions de la société.
La réussite conditionne une évolution des responsabilités vers de plus hauts niveaux. Anglais courant indispensable. Poste à pourvoir à Dijon.
réf 4

La rémunération attachée à chacun de ses 4 postes sera attractive, de plus s'y attacheront les avantages traditionnels de la profession.

Adresser candidature manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence du poste choisi à Franck de Bucy BP 449 - 21000 Dijon.

médiasystem

Premier groupe coopératif français, Ouest de la France, recherche pour sa société de service en organisation et informatique (75 personnes).

UN CHEF DE PROJET

- Ingénieur ou universitaire (M.I.A.G.) capable d'animer une équipe de 5 à 10 analystes-programmeurs, pour étude et réalisation de projets sur la base de cahiers des charges en mettant en œuvre des moyens importants (4341/2 sous V.S. 1, 40 X P.D.P. 11).
- L'expérience C.I.C.S., DL 1 et la pratique de L.C.P. Warnier représentent des atouts complémentaires.
- La possible évolution vers d'autres fonctions à l'intérieur d'un groupe réalisant 10 milliards de C.A. se conjugue à l'intérêt d'une carrière informatique de haut niveau en province.

Adres. C.V. et prétent. s/nº 7690 LE MONDE PUB. service annonces classées 5, rue des Italiens. 75009 PARIS.

IMPORTANT GROUPE D'ENTREPRISES DE TRAVAUX PUBLICS

recherche pour son

SIÈGE SOCIAL SITUÉ RÉGION OUEST

UN COLLABORATEUR EXPÉRIMENTÉ

Pour seconder le Responsable de son service juridique.
Une expérience réussie dans cette branche d'activité serait appréciée.

Il sera répondu à toutes candidatures contenant C.V., photo et prétentions.
sous/nº T 038 208 M. RÉGIE-PRESSE. 85 bis, rue Réaumur – 75002 PARIS.

Entreprise agro-alimentaire Charente recherche

CHEF SERVICE COMPTABLE ET INFORMATIQUE

Formation :
– Programmeur Cobol sur Philips P 430 ;
– Certificat comptable du D.E.C.S.

Expérience :
– Minimum 5 ans en entreprise.

Adr. C.V. bur. à, réf. nº 7673 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, r. des Italiens, 75009 Paris.

Banque Populaire

de l'AUVERGNE et de la CORRÈZE

recherche son

CONTROLEUR DE GESTION

parmi des candidats

- Diplômés d'enseignement supérieur, maîtrise Sc. Eco., E.S.C.A.E. ou diplômes équivalents ;
- Ayant 2/3 ans d'expérience bancaire, de préférence en exploitation.

Lettre manuscrite, photo, c.v. détaillé et références à adresser à : BANQUE POPULAIRE DE L'AUVERGNE ET DE LA CORRÈZE, DIRECTION DES RELATIONS HUMAINES, 18, boulevard Jean-Moulin, 63002 CLERMONT-FERRAND CEDEX.

SAFT Groupe CGE

Nous sommes leader mondial dans notre spécialité : les accumulateurs alcalins - Produits techniques très élaborés dont les utilisations industrielles sont multiples : éclairage - aéronautique - téléphone - océanographie.

Nous recherchons un :

RESPONSABLE EXPORT

Chargé de l'animation, du suivi de la clientèle et de la prospection sur le secteur des PAYS DE L'EST.
Vous êtes Ingénieur Electricien, vous avez une expérience de la vente de produits industriels sur ces marchés qui constituent une part importante de notre activité EXPORT.
Vous parlez anglais couramment, votre connaissance de l'Allemand serait appréciée.

Si vous souhaitez faire partie d'une équipe gagnante.

Adresser votre C.V. sous référence A.40.61 à SAFT
Direction des Ressources Humaines
119, rue du Président Wilson
92300 LEVALLOIS-PERRET

MERLIN GERIN
GRENOBLE

recherche
pour sa division électronique industrielle

AGENTS TECHNIQUES INFORMATICIENS

CONFIRMES

CONNAISSANCES :
soit, MITRA - PDP 11 SOLAR - microprocesseurs, 16 BITS,
dans une application informatique industrielle ou conduite de process automatique.

FONCTION :
analyse, programmation et mise en oeuvre de logiciels intégrés à des équipements d'automatique.

FORMATION :
— DUT informatique
— Institut programmation.

Adresser C.V. détaillé à
MERLIN-GERIN
Division électronique/M4
38050 - GRENOBLE Cedex

CPIO COMPAGNIE DES PRODUITS INDUSTRIELS DE L'OUEST NANTES

2.200 personnes - 3 usines - 530 millions de C.A.

Notre Division Plastique qui utilise 4.000 T de matières premières par an est équipé de 75 presses de 40 à 1.700 T. Nous développons notre activité et nous proposons un poste à

JEUNE INGENIEUR

Formation mécanique, Arts et Métiers, ENSI, etc..., pour travailler dans notre Bureau d'Etudes de pièces. Rattaché directement au responsable et en relations constantes avec les clients, il prend en compte l'analyse de leurs besoins, pour définir les meilleures caractéristiques des pièces, au meilleur coût, tout en respectant les impératifs de style.
C'est un poste qui demande des idées, du goût, des initiatives.



Merci d'adresser C.V. manuscrit, photo, prétentions s/réf. 1938 à
Madame A. GARRET
11, rue Mauvoisins - 44200 NANTES.

HAUTE-NORMANDIE

Importante société parfumerie recherche

JEUNE ACHETEUR QUALIFIÉ

Ses connaissances en emballages (verre, métal, carton, papier) et en matières premières, assorties d'une expérience d'acheteur dans un service similaire, lui permettront de seconder activement le responsable du service achats. Anglais lu, parlé indispensable, allemand apprécié. Envoyer C.V., photo et prétentions à JD/258 Havas, B.P. 907, 76023 Rouen Cedex.

Chargé (e) d'études Fonction personnel

Nous recherchons, afin de l'intégrer dans notre service du personnel, un chargé d'études particulièrement motivé, qui prendra en charge les domaines suivants :

- Définition et mise en œuvre de notre **Politique de rémunération.**
- Etude et application dans l'entreprise de la **Législation du travail.**
- Mise en place et suivi des statistiques et **Tableaux de bord sociaux.**

Nous souhaitons une formation juridique supérieure complétée par un IAE ou un diplôme de Sciences Politiques.

Une première expérience réussie dans les domaines décrits ci-dessus, constituera un atout essentiel pour ce poste.

Poste à pourvoir à Valence



Ecrire sous référence 3516 à Crouzet S.A.
Service du Personnel 26027 Valence Cédex

---

gestion exploitation

Marseille **étb financier**

Un établissement financier recherche l'Assistant du Chef du Service d'Exploitation.

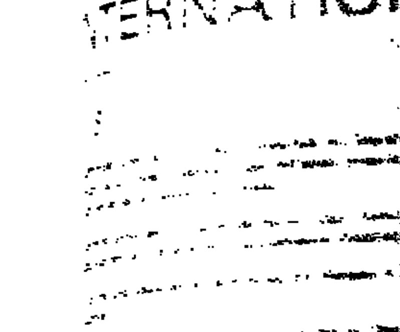
Ses missions seront essentiellement d'assistance et de contrôle dans l'exploitation quotidienne des produits de l'établissement.

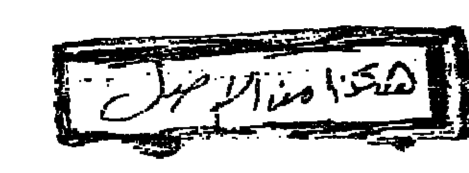
Ce poste conviendrait à un titulaire du DECS ou équivalent, ayant l'esprit de gestion. Le candidat retenu devra justifier de 3 à 5 ans d'expérience, en particulier dans l'animation d'une équipe. Il aura des connaissances sérieuses dans les applications informatiques et des facilités de contact. Ce poste est à pourvoir immédiatement.

Adresser votre CV avec une courte lettre manuscrite, sous la référence 14032/M à A. Coffin, Sema-Sélection: 5, rue St Hermentaire 13008 MARSEILLE

MEMBRE DE SYNTEC

sema selection Paris · Lille · Lyon Marseille · Toulouse







emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



LA CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DU NORD

recherche pour son siège social
10, avenue Foch à LILLE

UN CHEF DE SERVICE DES AFFAIRES INTERNATIONALES

MISSIONS :

- Contribuer, avec les services concernés du Département des Engagements, à la promotion et au développement des Affaires Internationales, dans le cadre de la politique définie par la Caisse Régionale.
- Suivre et appliquer la réglementation des changes, avec connaissances éprouvées spécialement en matière de financements internationaux.
- Apporter une assistance technique au réseau d'agences de l'établissement et à sa clientèle.
- Animer, coordonner et contrôler l'activité du Service en ce qui concerne notamment les opérations bancaires avec l'étranger.

PROFIL :

- Formation économique, juridique, comptable ou financière de niveau supérieur.
- Expérience souhaitée dans le domaine des affaires internationales.
- Connaissances bancaires éprouvées au niveau du financement des entreprises.
- Connaissance de l'anglais nécessaire et de l'allemand souhaitable.

QUALITÉS :

- Aptitude à l'encadrement et sens des responsabilités.
- Sens développé du risque.
- Goût et expérience commerciale pour participer activement à la prospection d'une nouvelle clientèle.
- Esprit de synthèse.

Adresser lettre de candidature manuscrite avec curriculum vitae et photographie à :
Monsieur le Directeur de la
CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DU NORD
10, avenue Foch – 59800 LILLE.



Telemecanique

11 000 personnes dont 26 % à l'Étranger 22 Usines en France. 6 usines à l'Étranger. Filiales Commerciales dans 28 pays C.A. 3,5 milliards en 1981

LEADER FRANCAIS DANS SON DOMAINE D'ACTIVITES DE CONSTITUANTS D'AUTOMATISMES INDUSTRIELS

recrute Pour soutenir l'expansion de ses activités électroniques

AUTOMATES PROGRAMMABLES ET VARIATION DE VITESSE

INGÉNIEURS :

• ANALYSTES	Expérience développt Logiciels CFAO électronique	S1
• ANALYSTES-PROGRAMMEURS	Expérience Développt Logiciel Application process. Régul.	S5
• QUALIFICATION LOGICIEL	Expérience Développt Logiciel	S3
• DÉVELOPPEMENT	Expérience Puissance + Microprocesseurs (ENSEETH-INPG...)	V1
• ANALYSE DE DÉFAILLANCES	Électronicien - expérience composants électroniques *compétences physico-chimiques* Responsable labo-évaluation-expertise	TC
• SPÉCIALISTE ANALOGIQUE	10 ans expérience process Régulation microprocesseur.	SA

TECHNICIENS :

• DÉVELOPPEMENT MATÉRIEL	BTS - DUT expérimentés. • Electronique Puissance + Microprocesseur	V2
	• *Analogique - Régulation - Alimentation...*	H 14
• ANALYSTES-PROGRAMMEURS	Expérience développt Logiciel d'application, process et logiciels de CFAO	S6
• MÉTHODES INDUSTRIALISATION	BTS - DUT expérimentés Elaboration des tests (HARD et SOFT) des produits à base microprocesseurs et/ou Tech. Analogiques	IND

La division électronique est implantée dans le Sud-Est. Siège et centre de recherche à Sophia-Antipolis Valbonne. Établissements de production à Grasse et Carros-le-Broc près de Nice.

Adresser : lettre manuscrite, C.V., photographie, diplômes et prétentions en rappelant la référence.
Télémécanique Électrique - Direction du Personnel - Route des Lucioles - Sophia-Antipolis 06565 Valbonne.

Pour structurer son SERVICE JURIDIQUE Importante Société d'Expertise Comptable régionale NANTES recherche

JURISTE CONFIRMÉ (E)

- Expérience droit des affaires.
- Dynamique et sens des responsabilités.

Ecrire sous le n° 38 016 M. RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.



Colmar

CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL
CAISSE RÉGIONALE DU HAUT-RHIN

Adjoint au Responsable Commercial

Il s'agit d'un poste à créer dans le cadre du renforcement de nos structures commerciales. Vous serez rattaché au Sous-Directeur, Responsable Commercial. Vous animerez un service d'études *commerciales promotion et publicité de 5 ou 6 personnes et prendrez progressivement*, un rôle opérationnel d'animation des chefs de bureau et des équipes commerciales. Vous participerez à la définition du plan annuel d'action commerciale, proposerez la répartition des objectifs, suivrez le tableau de bord des bureaux et aiderez le réseau dans ses missions de conquête du marché. Ce poste nécessite un esprit d'innovation et d'organisation et d'excellentes capacités d'animation. Il s'adresse à un candidat, âgé de 32 ans environ, diplômé d'une école supérieure de commerce ou équivalent, ayant déjà 3 ou 4 ans d'expérience à la fois marketing et « terrain ». La connaissance du secteur bancaire serait un avantage. Merci d'adresser lettre man. et C.V. détaillé mentionnant votre niveau actuel de rémunération sous réf. 11666/M à D. de LARIVIERE, qui étudiera votre dossier en toute discrétion, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 92516 BOULOGNE.

sélé CEGOS

Membre de SYNTEC Publival

Banque Populaire d'Armorique

Banque Coopérative et Régionale (Saint Brieuc)

recherche pour animer une équipe chargée de conduire des analyses et des études et de former des projets d'implantations ou d'améliorations des circuits et procédures en intégrant le développement des techniques informatiques.

ORGANISATEUR

Rattaché au Directeur de l'Organisation, ce cadre aura la responsabilité de l'animation et de la coordination d'une équipe d'organisateurs et de techniciens.
***Qualités recherchées :** esprit créatif, sens du possible, rigueur, ténacité, habitude du dialogue.*
***Formation de base :** techniques de l'organisation, expérience de quelques années en cabinet ou entreprise.*

Adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. et prétentions) sous réf. 3426 à rscg carrières - 48, rue Saint Ferdinand - 75017 PARIS.

---

sepro LA-ROCHE-SUR-YON (Vendée)

Constructeur d'équipements industriels pour l'automatisation du travail de la tôle et des plastiques.
N°1 français dans sa spécialité, recrute pour son secteur **ROBOTIQUE** -

Ingénieur d'affaires

Electromécanicien, A.M., INSA ou équivalent

Expérience 3 ans environ. *Après une période de formation, assurée par nos soins, il sera chargé :*
— d'analyser les besoins des clients,
— de présenter les devis,
— de participer directement à la mise en service des équipements,
— d'assurer le suivi en clientèle.

Ce poste essentiellement technique, comporte de nombreux contacts en clientèle et des déplacements de courte durée en France et en Europe.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions sous réf. 1067M à
DIRECTION DU PERSONNEL — SEPRO — 87 X — 85002 LA-ROCHE-SUR-YON CEDEX

Publival

AGEN
Importante Société de Distribution à multi-magasins cherche

CONTROLEUR DE GESTION COMPTABLE

pour suivre les procédures et les systèmes de gestion de la branche ainsi que d'un rôle de coordination d'organisation vis à vis des responsables de magasins.

Le poste suppose :
- un esprit d'analyse et de synthèse accentué et des qualités de formateur,
- le niveau minimum du DECS et 5 à 6 ans dans une formation similaire,
- l'expérience de la comptabilité analytique et la formation d'une école supérieure de commerce section comptabilité finances seraient des atouts très appréciés.

Salaire de départ de l'ordre de 150.000 F annuels.

Pour un premier contact, écrire à Madame D'ORNANT
FIDAL PARIS - 18 Bis, rue de Villiers

FIDAL PARIS 92303 LEVALLOIS PERRET

ADJOINT DIRECTION GENERALE AVIGNON

P.D.G. (voyageant beaucoup) d'une moyenne entreprise construction métallique en pleine expansion et à vocation fortement exportatrice, s'adjoindrait

licencié en droit

30 ans minimum, parlant anglais, chargé de la Gestion du Personnel, de l'Organisation Générale, de missions commerciales ponctuelles (litiges, relations publiques) etc...

Rémunération départ 150.000 F.

Ecrire manuscrit + C.V. détaillé et photo à

L. justet
PSYCHOLOGUE
18 rue des Grottes
84000 AVIGNON

« Etablt d'enseignement près *ROUEN*, recherche d'urgence.

ORTHOPHONISTE

Diplômé (e)
pour exercer notamment auprès de jeunes sourds profonds ».

Ecr. s/nº 7 884 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.



Degrémont

LEADER MONDIAL DU TRATEMENT D'EAU

recherche afin de poursuivre le développement de son activité conditionnement en Métropole et Outre-Mer un

jeune Ingénieur Technico-Commercial

PRODUITS CHIMIQUES POUR LE CONDITIONNEMENT D'EAU

Basé dans une de nos 9 agences régionales, il sera responsable du développement d'une activité commerciale et d'appui technique auprès d'une clientèle d'utilisateurs de produits chimiques destinés au conditionnement d'eau.

Ce poste s'adresse à un jeune ingénieur chimiste débutant ou ayant déjà une première expérience industrielle, et désireux de s'investir dans une activité technico-commerciale pouvant offrir des débouchés.

L'usage de la langue anglaise sera apprécié.

La rémunération de départ sera fonction du niveau de compétence offert :
elle se compose d'un fixe évoluant avec les résultats.

Les personnes intéressées doivent adresser leur C.V. avec leurs prétentions sous réf. 270 à
DEGREMONT Direction Relations du Travail
183 avenue du 18 Juin 1940 - 92500 RUEIL-MALMAISON.

Sur littoral méditerranéen

CNIM INDUSTRIES

importante société d'ingénierie thermique et de réalisations d'ensembles clés en main recherche

INGENIEURS THERMICIENS

diplômés grande école ENSTA, ECP...

débutants ou ayant quelques années d'expérience.

Anglais écrit ou parlé.

Adresser lettre de candidature et CV sous référence 702 à

BAILLY CONSEIL
40, avenue Hoche
75008 PARIS

Emplois et Entreprises

E.S.C. Commercial d'usine

Société réputée d'Ennoblissement Textile

Roanne

s'attacherait la collaboration d'un JEUNE E.S.C. ouvert aux problèmes techniques. Il serait chargé d'assurer les relations technico-commerciales avec les industries du textile *depuis la prise de commandes jusqu'au suivi de* leur exécution conforme dans les ateliers.

Rémunération départ : 100 000 F.

Ecrire manuscrit (+ photo) à

L. justet psychologue
18, rue des Grottes 84000 AVIGNON

MEDIA SA

CADRE ADMINISTRATIF BANQUE
organisme bancaire à forme mutuelle recherche

COLLABORATEUR

pour encadrer « Service engagements et administratif produit »
– *expérience confirmé* des circuits bancaires ;
– bases solides de formation technique (niveau licence en droit, I.T.B., etc.) ;
– appréciation du risque bancaire des P.M.E. ;
– poste « classe 5 » pouvant et devant évoluer.

Adresser C.V. + photo et prétent. salariales à :

Agence HAVAS, 80, rue St-Jean 14000 CAEN, nº 5 892, qui transm.

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS



emplois régionaux

STÉ DE SERVICES ET CONSEIL EN INFORMATIQUE
(effectif actuel 630 personnes)
filiale d'un groupe industriel de taille internationale, recherche pour postes à pourvoir à

Bordeaux
INGENIEURS

- Diplômés Grandes Écoles (spécialisation informatique) ou DEA INFORMATIQUE
- 0 à 2 ans d'expérience
- pour conception et réalisation de logiciel d'avionique.

Préférence sera donnée à candidats libres rapidement.

Envoyer C.V., photo et prétentions à N. 2738 - PUBLICITÉS RÉUNIES 112, Bd Voltaire - 75011 Paris

---

Brüel & Kjaer France

Pour renforcer sa DIVISION MEDICALE
Brüel & Kjaer France
recherche

jeune Ingénieur Technico-Commercial

De formation **Ingénieur Bio-Médical** ou équivalent et possédant des connaissances de base en ECHOGRAPHIE.

Affecté à notre **Agence de Toulouse** après période de formation à MENNECY, il sera chargé du développement de nos ventes d'échographes dans le Sud de la France.

Sa formation sera complétée par des stages au Danemark.

Rémunération intéressante pour candidat de valeur.
Véhicule de fonction + % C.A.

Adresser C.V. :
BRUEL & KJAER France
38, rue Champoreux 91540-MENNECY.

Groupe Industriel National
recherche
pour l'une de ses filiales située dans le département du Nord

un responsable administratif et financier

Mission :
s'intégrer à une équipe performante pour lui apporter son concours :
- Étude et mise en place de l'ensemble des procédures internes,
- Élaboration des budgets et des comptes d'exploitation prévisionnels,
- Mise au point des plans de Comptabilité Analytique, de Prix de Revient, etc.
- Gestion administrative du Personnel.

Les qualités de contacts humains et d'esprit d'équipe, ainsi qu'une expérience *solide dans un Groupe d'Entreprises, ou* comme Auditeur dans un important Cabinet de Conseils sont indispensables pour réussir rapidement et pleinement. Age minimum 32 ans.

Adresser Curric.-Vitae complet s/réf. 158 à LPA-GENEVAY
11, square Jasmin, 75016 Paris

P.R.B.

L'A.L.P.A.V.E.
recherche pour
Lyon et Clermont-Ferrand

Ingénieurs
économies d'énergie

Chargés d'effectuer ou faire effectuer les contrôles réglementaires. Ils apporteront en outre une assistance technique pour une meilleure utilisation de l'énergie dans les installations importantes industrielles et tertiaires (analyse des centres de consommation, bilans énergétiques, orientation de la gestion «énergie»).

Ces postes appellent des ingénieurs diplômés avec une expérience en thermique industrielle et en régulation.

Formation complémentaire assurée à Lyon.

Les candidatures précisant la rémunération souhaitée seront étudiées avec la plus grande discrétion, sous réf. 205, par Josette Vanden Borre.

v.d.b conseil
Chamandre 01340 Foissiat

média-system

---

location financière
biens d'équipement

Pour faire face à sa forte expansion, la jeune filiale à vocation financière d'un grand groupe automobile, cherche,

un spécialiste du financement industriel *(réf. 15005/M)*

capable de concevoir, promouvoir et développer des programmes de location financière adaptés aux besoins et aux capacités de financement d'une clientèle implantée sur l'ensemble de la France.
La Direction dont il dépendra, dynamique et hautement compétente, attend une personnalité de négociateur commercial doublée d'une formation supérieure et d'une expérience d'environ 5 ans dans le domaine du financement d'équipements industriels. C'est de préférence dans un établissement financier ou chez un grand constructeur pratiquant la location que ce candidat, âgé de 35 ans environ, aura acquis son expérience.

Sa disponibilité et ses performances seront les meilleurs garants de son évolution au sein de la Société ; la rémunération de départ sera fonction des compétences et assortie d'un régime "voiture" particulièrement attractif.

un analyste financier *(réf. 15006/M)*

chargé, sous la responsabilité du Directeur de la Société, de l'analyse et de la constitution de dossiers clients dont le nombre croît régulièrement.

Ce poste conviendra à un (e) candidat (e) de formation supérieure spécialisé (e) depuis 3 à 5 ans dans le domaine du financement de véhicules ou d'équipements industriels soit dans une société financière, soit chez un constructeur.

Pour ces deux postes, basés dans la région parisienne, adresser votre CV accompagné d'une lettre manuscrite et d'une photo, en indiquant vos prétentions et précisant la référence. Merci d'écrire rapidement à Marie-Christine Gilles, Sema-Sélection : **Centre Metra, 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE**

MEMBRE DE SYNTEC

sema selection Paris · Lille · Lyon · Marseille · Toulouse

TOTAL
Compagnie Française des Pétroles

recherche pour le Département Personnel de
Total Exploration Production
un praticien de la

GESTION DU PERSONNEL

De formation supérieure en Sciences Humaines, il aura acquis, après quelques années en Entreprise, la capacité de concevoir et de mettre en oeuvre l'évolution d'un système de gestion prévisionnelle (pratique des outils informatiques).

Il sera chargé de mettre en place des procédures, de coordonner des applications, notamment sur le plan informatique, de conseiller et d'assister les responsables dans leurs actions relatives à la gestion de carrière.

Il va sans dire qu'une aptitude certaine à la négociation et au conseil est indispensable.

Si ces perspectives vous intéressent, adressez une lettre manuscrite avec C.V. et photo au SERVICE RECRUTEMENT
5, rue Michel-Ange - 75781 PARIS CEDEX 16 - sous la référence 3 MO 69

---

digital
N° 1 de l'informatique interactive
Crée des postes sédentaires de Hauts Niveaux sur Evry

2 Responsables de groupes électroniciens H et F

pour encadrer deux équipes de techniciens de maintenance en ateliers dans les activités suivantes :
- maintenance d'ordinateurs et de périphériques (Réf. M 26),
- dépannage de cartes électroniques (Réf. M 27).

Une formation supérieure en électronique, plusieurs années d'expérience et la connaissance de l'anglais technique sont indispensables.
Adressez votre CV sous la Réf. choisie à André GLEIZES,
DIGITAL EQUIPMENT FRANCE, 7, rue de l'Estérel, Silic 225, 94528 Rungis.

NCR

Troisième, constructeur mondial de systèmes informatiques avec un C.A. de $ 3,5 milliards, nous consacrons plus de $ 200 millions au budget Recherche.

- Vous connaissez très bien la gestion des entreprises de transport.
- Vous êtes vendeur, capable de négocier à haut niveau.
- Vous êtes familiarisé avec les applications de l'informatique, si possible dans le transport.

Devenez notre

ingénieur commercial transports
Paris et Ile de France

Nos produits, au delà des ordinateurs, sont essentiellement des solutions informatiques concrètes aux problèmes de gestion des entreprises. Après formation technique, nous vous en confierons la vente dans cette profession sur Paris et Ile de France. Salaire composé d'un fixe et d'un intéressement attractif.

Merci d'adresser lettre, C.V., photo et rémunération sous référence M 91 à M. Bernard Bablon, **NCR France**, Tour Neptune, 92086 Paris La Défense, Cedex 20, qui vous garantit discrétion de rigueur et réponse.

---

2 Chefs de produits

Le succès de 3M dans le domaine de la **recherche** se doit d'être appuyé par une action **marketing** efficace et novatrice. C'est pourquoi 3M France recherche actuellement 2 Chefs de Produits.

Division «grand public» — C.P. Senior

Diplômé d'une **école supérieure de commerce**, il justifiera d'une **expérience de 3 ans minimum** en tant que junior.
Il se verra confier, d'entrée, la **gestion** et le **développement** d'une gamme importante de la Division.
A terme et selon son expérience, il pourra accéder à une **responsabilité plus large** dans la gamme de produits (réf. 1/DS/M)

Division «énergie électrique» — C.P. Junior

Diplômé d'une **école supérieure de commerce**, il possèdera une **première expérience** de 2 à 3 ans dans la fonction marketing.
Il devra se montrer capable de prendre rapidement en charge la **responsabilité marketing du marché E.D.F.** pour les produits de raccordement et d'isolation basse et moyenne tension (réf. 2/PB/M)

Si ces postes basés à **CERGY** vous intéressent, adressez votre candidature (C.V., photo et prétentions) en précisant la référence à **3M France**
Division Relations Humaines - Boulevard de l'Oise - 95000 CERGY.

3M

MEDIA BA

DAF FRANCE

recherche pour
sa Sté de Location de Véhicules Industriels et de Prestations de Services (Entretien-Réparation, Assurances...)

LOCADAF

S.A. au Capital de 16.000.000 de Frs
C.A. - H.T. en 1982 : 90.000.000 de Frs

UN ou UNE CHEF COMPTABLE

Profil :
- Expérience confirmée
- Maîtrise de l'outil informatique
- D.E.C.S. ou équivalent

Responsabilités :
- Encadrement du Service
- Bilan et reporting
- Trésorerie cours terme
- Relations Administration

Poste à pourvoir à SURVILLIERS

Adresser CV détaillé, photo, prétentions à DAF FRANCE - SERVICE DU PERSONNEL
SURVILLIERS - B.P. 4 - 95470 FOSSES

SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DE PROPULSION RECHERCHE POUR SON SIÈGE SOCIAL A LA DÉFENSE

UN JEUNE CADRE FINANCIER

Le poste :
- Établissement des comptes d'exploitation mensuels par division (comptabilité générale et analytique),
- Prévisions d'exploitation par division.

Le profil :
École de Commerce, option comptabilité finances ou Institut de Gestion, niveau DECS.
2 à 3 ans d'expérience en comptabilité analytique, consolidation de comptes ou reporting.
Esprit de synthèse, goût des chiffres, rigueur dans le raisonnement, initiative, goût du travail d'équipe.

Envoyer CV détaillé + prétentions à SEP, Service du Personnel,
"Tour Roussel Nobel, Cedex n° 3,
92080 PARIS-LA DÉFENSE.

SEP

HAVAS CONTACT

GESTION DU PERSONNEL
Paris

Filiale du groupe P.S.A., la société ACIER OUTILLAGE PEUGEOT emploie 10.000 personnes dans 3 centres de production et 12 filiales.

Adjoint direct du Directeur des Relations Humaines, le cadre qu'elle recherche aura la responsabilité du recrutement et des mouvements des ingénieurs et cadres, de l'étude des améliorations à apporter aux systèmes de gestion du personnel existants (statuts, rémunération, retraite, paye...), de l'harmonisation des politiques entre les centres de production et les filiales. Formation supérieure grande école de gestion ou d'ingénieur, I.E.P. C.E.L.S.A. ou similaire.

Environ 35 ans. Expérience de quelques années dans la fonction personnel, de préférence en usine.

Adresser CV détaillé sous réf. 232/08M à

France Cadres 22, rue St-Augustin 75002 Paris.

IMPORTANTE SOCIETE DE BATIMENT ET T.P.
région OUEST PARIS
recherche pour ses Services Comptables de la Division Internationale,

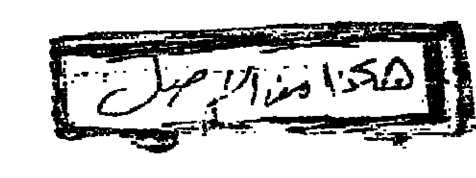
CADRE FINANCIER

Formation supérieure.

Expérience confirmée dans le domaine bancaire internationale (cautions, trésorerie, etc).

Parfaite connaissance de l'anglais et bonnes bases d'espagnol.

Envoyer C.V., photo et prétentions à No 60416, Contesse Publicité
20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01
qui transmettra.





	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/lig. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DE PROPULSION RECHERCHE POUR SON ÉTABLISSEMENT DE BORDEAUX

UN INGÉNIEUR COMMERCIAL

Le poste :
Responsable de la vente de capteurs et dispositifs pyrotechniques.

Le profil :
connaissance du marché des capteurs, du milieu aéronautique indispensable (avionneurs et motoristes).

Pratique de l'anglais.

Expérience 10 ans.

Envoyer CV détaillé + prétentions à SEP, Service du Personnel, Tour Roussel Nobel, Cedex n° 3, 92080 PARIS-LA DÉFENSE.

SEP

HAVAS CONTACT



Service gestion des titres — 140.000 F

Attaché de direction - Un organisme financier régionalisé qui jouit d'une enviable notoriété auprès du grand public, recherche dans le cadre de sa nouvelle orientation et de la diversification de ses produits traditionnels, un responsable gestion de titres. Rendant compte à la direction générale mais dans un esprit de large délégation, il sera chargé de lancer et mettre progressivement en place, au niveau de l'ensemble du réseau, l'exploitation, le suivi administratif et la gestion de ce nouveau service. Dans cette optique, il participera à l'étude de propositions de nature à développer cette activité, faisant intervenir des partenaires informaticiens, financiers et commerciaux. Pour ce poste évolutif, basé en région lilloise, dans un secteur en expansion, nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé de l'enseignement supérieur, âgé d'au moins *28 ans, ayant acquis au-delà d'une solide formation économique, financière et* juridique (Sup de Co, Sciences Eco, MSG, DECS), une première expérience en banque ou chez un agent de change l'ayant, sinon spécialisé, du moins familiarisé avec les opérations de placement et la gestion des titres. La rémunération annuelle brute, fonction des compétences et de l'acquis, pourra atteindre 140.000 francs. Ecrire à J.P. FRAY. Réf. A/4618M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.
Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
19, Résidence Flandre - 59170 CROIX - Tél. (20) 72.52.25

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Ingénieur grandes écoles — Vallée du rhône

Métallurgie - industrie de pointe - Filiale d'un groupe français de tout premier plan, cette société (1.300 personnes) met en œuvre des technologies de pointe très diversifiées (métallurgie, mécanique, chimie) du cycle du combustible nucléaire. Après une croissance de 40% par an, une de ses unités implantées dans la Vallée du Rhône, renforce ses structures et recherche un ingénieur grandes écoles. Dépendant du directeur technique et après une période de formation (USA notamment), il prendra en charge des projets de développement, de la définition des axes de recherche jusqu'à l'application en production. Il travaillera en liaison étroite avec les différents services et sera responsable du suivi budgétaire. Ce poste s'adresse à un candidat, diplômé d'une grande école d'ingénieurs (Mines, Centrale, Sup Aéro...), débutant ou *ayant acquis une première expérience dans le domaine de la métallurgie*. La réussite dans cette fonction permettra au titulaire d'accéder à des postes de responsabilités soit dans cette unité, soit au sein du groupe. Une bonne connaissance de l'anglais serait un atout supplémentaire. La rémunération tenant compte de l'expérience acquise, saura motiver des candidats à fort potentiel. Ecrire à M. LE GOUEFF. Réf. A/3706M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.
Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
78, boulevard du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Burroughs

Revue de Presse

Burroughs annonce un nouvel ordinateur le B 4955
Ce nouveau système entièrement compatible avec la série B 2/3/4000 offre un niveau de performances inconnues jusqu'à maintenant.
Disponible courant 1983, le B 4955 inclus également un processeur de télé-maintenance autonome.

Nous sommes le second constructeur mondial de l'industrie informatique et le troisième en France. Pour assurer notre croissance, nous vous proposons des poste d'

Ingénieurs commerciaux confirmés — REF. 83.06

De formation supérieure, ils seront avant tout des professionnels du conseil et de la vente de produits informatiques.

Depuis deux à quatre ans, ils ont fait preuve de leur talent de ***négociateur à très haut niveau*** : *PDG, DG, Directeur de service informatique...* Leur capacité d'autonomie et d'imagination dans la commercialisation des systèmes informatiques, de biens d'équipement, ou de services en ont fait de véritables ***«hommes d'affaires»***.

Ils rejoindront une Société extrêmement performante. L'évolution dans les structures commerciales sera effective pour des cadres de valeur.

Ces postes sont à pourvoir à Paris, en région parisienne à Lyon et à Rouen.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature, CV, photo et prétent. à Jean-François LUCET, Société BURROUGHS, Bd de l'Oise - 95015 CERGY-PONTOISE CEDEX.

Burroughs : un partenaire... des services...



Responsable transport - responsable gestion logistique — Rhône-alpes

Cette grande entreprise du secteur tertiaire, pour assurer un fort développement, doit mettre en œuvre des moyens matériels et techniques très importants. Elle crée en particulier deux nouvelles fonctions. Le responsable transport aura pour mission, dans un premier temps, d'analyser les besoins spécifiques de l'entreprise, de les synthétiser et de définir une politique (intégration et/ou sous-traitance). Ensuite, il mettra en place les moyens, achètera les services extérieurs, constituera et organisera son équipe. Le responsable gestion logistique aura pour mission de gérer toutes les demandes d'intervention dans les domaines maintenance, matériels, approvisionnements des différents secteurs de l'entreprise, de les planifier, d'en contrôler l'exécution sur les plans coûts et délais. Progressivement, il mettra en place un outil informatique performant. Ces opportunités s'adressent de préférence à de jeunes ESC ou équivalent, *possédant une première expérience dans les domaines précités*. La candidature de professionnels, dotés d'un fort potentiel, peut être également envisagée. La réussite dans ces fonctions doit permettre à leurs titulaires d'évoluer vers des responsabilités plus larges dans divers départements de la société. La rémunération sera liée à l'acquis professionnel et à la valeur des *candidats retenus. Ecrire à D. de VERNEUIL.* *Réf. A/3702M*

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.
Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
78, boulevard du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

SOCIETE INGENIERIE MOYENNE IMPORTANCE
SPECIALISEE HYDRO-METALLURGIE ET CHIMIE MINERALE
recherche

ingénieur chimiste

confirmé pour diriger service process - Grande Ecole - Anglais indispensable.

ingénieurs études et réalisations

pour direction et coordination études, gestion administrative et financière des projets - Grande Ecole - Anglais indispensable.

Ecrire avec C.V. et prétentions sous référence 59519 à
Contesse Publicité - 20, avenue de l'Opéra - 75040 Paris cedex 01
qui transmettra.

Seita

Société Nationale employant 9 000 personnes et réalisant 4,5 milliards de C.A. HT, nous représentons plus des 2/3 du marché des cigarettes en France et avons su prouver notre dynamisme à l'export.
La Direction Marketing-Ventes cigarettes de la SEITA souhaite engager plusieurs cadres.

Jeunes diplômés ESC l'export

dépendant d'un chef de zone, vous avez pour mission de développer les ventes de nos produits en quantité et en rentabilité.
Homme de développement, vous savez animer et contrôler les correspondants locaux sans négliger les problèmes de suivi et d'intendance.
L'anglais parlé est indispensable, une 2e langue serait appréciée. Le poste est basé à Paris mais de nombreux déplacements à l'étranger sont à prévoir (les zones concernées restent à déterminer). Référence 6741M.

Jeunes diplômés ESC la promotion

Vous aurez à promouvoir l'image et la notoriété de nos marques afin d'accroître les ventes France.

Vous traduisez et faites appliquer la politique promotionnelle en terme d'actions, de campagnes par une équipe de promoteurs dont vous assurez et coordonnez l'animation et le suivi.

Basé dans une importante ville de province, vous vous caractérisez par une grande disponibilité géographique. Référence 6742M.

Diplômés d'une école supérieure de commerce, débutants ou possédant une première expérience, hommes d'organisation, de promotion, de marketing, vous êtes avant tout des hommes de terrain sachant apprécier et mener vos actions avec un tempérament opérationnel.
Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo et rémunération actuelle), réponse et discrétion. Merci d'écrire en précisant la référence choisie, 1 rue de Berri - 75008 Paris.

Bernard Julhiet Psycom
Tél. 562.90.90 — Membre de Syntec

SOURCES



Cii Honeywell Bull

recherche
des diplômés de l'Enseignement Supérieur
(Grandes Ecoles - Universités option informatique)
pour des postes :

ANIMATEURS DE FORMATION

Passionnés par l'informatique, vous désirez *consolider et enrichir en permanence* vos connaissances. Vous avez le goût des contacts et vous aimez transmettre vos compétences.
Nous vous proposons de vous intégrer à une équipe *de formateurs confirmés pour animer des cours dans* le cadre de nos formations «clients». Vous participerez également au développement de cours nouveaux et vous aurez la possibilité d'utiliser des méthodes pédagogiques avancées.
Que vous soyez débutants ou que vous possédiez déjà une première expérience en informatique ou dans l'enseignement, votre candidature nous intéresse.
Lieu de travail : Paris ou Noisy-Le-Grand.
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la réf. 212 M à Cii Honeywell Bull PC OG021C - 94, avenue Gambetta 75960 PARIS CEDEX 20

Notre confiance dans vos talents d'exploitant

Nous sommes une grande banque française de dimension internationale. Pour notre département Exploitation des Grandes Entreprises, *nous recherchons* 2 RESPONSABLES DE CLIENTELE CONFIRMES.

Formés à bonne école (HEC, ESSEC, ESCP...) vous connaissez l'anglais, vous avez pratiqué avec succès l'analyse des risques et bénéficié d'une expérience commerciale, pendant 3 ou 4 ans.

Au sein d'une équipe d'exploitants, vous pourrez mettre à profit votre goût des contacts humains à haut niveau et votre capacité de négociateur auprès des grandes entreprises auxquelles vous aurez à proposer des montages financiers complexes.

Pour un premier contact, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite+ CV+ photo et prétentions) sous réf. 1446M à

SOURCES 16 rue Jean-Jacques Rousseau - 75001 Paris, qui transmettra.

ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES ENCADRÉES	La mm/col.*	La mm/lg. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

ENGINEERING INTERNATIONAL RECHERCHE

Filiale d'un puissant groupe industriel, nous exportons des usines et des installations dans le monde entier.
Nous recherchons pour notre Siège Social, proche de Paris la Défense

INGENIEUR INSTRUMENTATION

Cet ingénieur diplômé, familiarisé avec les techniques numériques orientées vers des applications instrumentation Automatisme, possède une expérience de 3 à 5 ans acquise dans la réalisation d'ensembles Industriels ou chez un Constructeur.

Il sera responsable de la partie automatisation instrumentation de grands projets.

Une bonne connaissance de l'anglais est nécessaire pour ce poste qui peut impliquer de courts déplacements tant en France qu'à l'étranger.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions sous référence 59993 à Contesse Publicité
20, avenue de l'Opéra - 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

steria

Basée en région Parisienne, cette unité opérationnelle du groupe STERIA, un leader Européen en ingénierie informatique et électronique (1300 personnes, 400 MF de CA), a spécialisé ses activités en :

Productique / *Simulation* — **Automatique** / *Commutation*

Pour poursuivre son développement elle recherche des

JEUNES INGENIEURS
Informaticiens et Electroniciens

de formation Ecoles d'Ingénieurs, Doctorat, DESS.

Si vous êtes intéressé par ces techniques et souhaitez voir notre activité professionnelle orientée vers les domaines MARITIME, AEROSPATIAL, TRANSPORTS TERRESTRES, DEFENSE ou INDUSTRIE.

Ecrivez à :

J.C. NARCONTI
STERIA INGENIERIE
26 avenue de l'Europe
78140 VELIZY

steria

Intermédiaire Financier

recherche pour

SON SERVICE « OBLIGATIONS »
UN RESPONSABLE DU MARCHÉ SECONDAIRE

- Formation Economique + Mathématiques Financières
- Capacité relations à Haut Niveau.
- Tempérament vendeur.

La préférence sera donnée à un actuaire confirmé.

Envoyer lettre, curriculum vitae, photo et prétentions
sous nº T 038.196 M, à
REGIE-PRESSE
85 bis rue Réaumur, 75002 PARIS.

Le groupe Lyonnaise des Eaux spécialisé dans la distribution d'eau potable et les services (C.A. 12 Milliards 45000 personnes) renforce ses équipes d'Ingénieurs pour faire face à son développement tant en France qu'à l'étranger et recherche :

Jeunes ingénieurs grandes écoles

Ces Ingénieurs débutants (première expérience appréciée) se verront confier après Formation des responsabilités en France ou à l'étranger dans les domaines de la Distribution de l'Eau Potable et du Traitement des Eaux Usées.

- étude et réalisation de travaux d'extension de réseaux et / ou d'installations de traitement
- définition de programmes de traitement de l'eau potable ou des eaux usées
- contrôle du bon fonctionnement des usines de traitement
- surveillance et entretien de réseaux.

Outre les capacités techniques évidentes nous apprécierons chez les candidats les qualités humaines indispensables pour assurer les meilleures relations tant avec les équipes de travail qu'ils auront la charge d'animer qu'avec les Collectivités Locales, les Administrations ou les abonnés avec lesquels ils seront en contact. Une bonne connaissance de l'Anglais et/ou de l'Espagnol sera recherchée pour la plupart des postes à pourvoir. La rémunération proposée sera de l'ordre de 120.000F par an.

Ecrire avec C.V. et prétentions à S.L.E.E. - Direction du Personnel et des Ressources Humaines - 45, rue Cortambert 75769 PARIS CEDEX16.



groupe lyonnaise des eaux

COFAP

200 salariés
1 000 intervenants
13 centres en France

Pour conduire des actions de :

Formation.
Diagnostic.
Intervention en Entreprise.

LE CENTRE D'ÉTUDES SUPÉRIEURES INDUSTRIELLES recherche
pour accompagner son développement :

10 INGÉNIEURS DE FORMATION H.F.

pour ses établissements de
PARIS (SUD), LYON, BORDEAUX, ARRAS
STRASBOURG, AIX-EN-PROVENCE, NANTES

Ingénieur diplômé, vous avez une expérience industrielle confirmée, et vous désirez aujourd'hui l'enrichir en développant votre carrière dans le domaine de la formation.

Si cette perspective, qui permettra d'intégrer votre acquis antérieur dans un champ d'action nouveau, vous intéresse, écrivez-nous !

Nous vous présenterons les activités de nos Ingénieurs de Formation, comment nous concevons leur responsabilité sur des projets de la conception à la réalisation et ce que recouvre l'INGENIERIE de FORMATION, le DIAGNOSTIC et l'INTERVENTION en *ENTREPRISE*.

Depuis 25 ans le CESI travaille avec les ENTREPRISES et les POUVOIRS PUBLICS nationaux et régionaux. Nombreux sont ceux et celles qui peuvent vous en parler.

Envoyer votre candidature, CV + lettre manuscrite à



Madame LECOMPTE-LIEGOIS
17, avenue de Tourville
75007 PARIS.

DANS LE CADRE DE SON PROGRAMME
DE COOPÉRATION TECHNIQUE
LE BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL

cherche

DES EXPERTS FRANCOPHONES EN TECHNOLOGIES RURALES

(recherche, formation, production, création de petites entreprises).

Les experts, qui travailleront et vivront en milieu rural, devraient posséder :

- Une expér. de plusieurs années dans les pays en voie de développement, avec responsabilité des programmes de technologie rurale (matériels agricoles, génie rural, transformation/conditionnement, stockage des produits alimentaires, habitat, outillages artisanaux, etc.).
- Une formation supérieure en génie rural, construction mécanique, avec des connaissances confirmées et justifiables dans les autres domaines spécifiés ci-dessus.

Les candidats sont priés d'envoyer un c.v. complet au :

Bureau de correspondance du B.I.T. à Paris,
205, boulevard Saint-Germain, 75007 PARIS.

GM

GENERAL MOTORS FRANCE

Recherche

agent comptable

formation : BTS ou DUT
(finances - Comptabilité)
Bonne connaissance de la langue anglaise
Libre immédiatement
Adresser CV détaillé et prétentions
Service du Personnel - Mme LAIGNEL
56/68, av. Louis Roche
92231 GENNEVILLIERS Cedex - Tél. 790.70.41

SOCIETE EXPORTATRICE 250 PERSONNES
EN PLEINE EXPANSION

recherche pour

PARIS et ZONE INDUSTRIELLE SUD

RESPONSABLE DES RELATIONS SOCIALES ET DES SERVICES GENERAUX
160 - 180 000 F

Directement rattaché à la Direction Générale, il couvrira l'ensemble de la Fonction Personnel et la gestion des Services Généraux.
Interlocuteur des partenaires sociaux, il maintiendra et développera les procédures et la politique du personnel. Il possède une très bonne connaissance de la législation sociale et du milieu industriel de production mécanique ainsi que les techniques de gestion du potentiel humain. Homme de 35 ans environ, de formation supérieure, mais surtout homme de terrain, il dispose de grandes qualités de contact et un fort dynamisme.



Adresser C.V. + photo + salaire actuel au Cabinet Claude VITET 20, rue de la Trémoille 75008 Paris sous référence 83118. Une confidentialité est garantie.

IMPORTANT CENTRE TECHNIQUE
RÉGION PARISIENNE

recherche

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

CENTRALE - A.M., ou EQUIVALENT
40 ans minimum
ayant expérience confirmée acquise dans l'industrie mécanique à la

DIRECTION DE PRODUCTION

Cet ingénieur aura un rôle essentiel au sein d'un *département dynamique et effectuant des recherches* dans le domaine

PRODUCTION

et apportant une aide technique aux entreprises.

Ce poste implique :

- d'être un homme de réflexion et de terrain ;
- de savoir animer une équipe d'ingénieurs ;
- la connaissance de l'anglais lu et parlé.

Adresser C.V., photo et prétentions sous nº 59.567, Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

PA

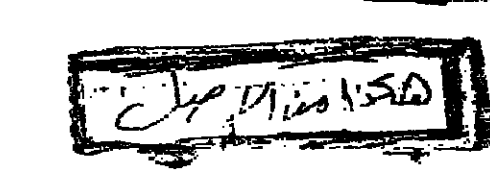
Recherche de cadres — Paris

Pour faire face à son développement, le département "Personnel" de PA CONSEILLER DE DIRECTION S.A., filiale française de PA INTERNATIONAL MANAGEMENT CONSULTANTS (1.200 consultants dans le monde), recherche, pour Paris, un consultant de haut niveau. Après une période d'intégration, il prendra progressivement en charge la gestion puis le développement d'un portefeuille clients, et assurera l'intégralité des missions de recrutement dont il sera responsable, en faisant appel aux techniques d'approche les plus diverses (campagne d'annonces, recherche directe...). Ce poste ne peut convenir qu'à un diplômé d'enseignement supérieur, âgé de 30 ans minimum, et justifiant d'une expérience du recrutement de cadres et/ou de la gestion du personnel, acquise soit en cabinet, soit en entreprise. Le salaire annuel sera fonction des compétences offertes. Ecrire à J. MOUNIER. Réf. A/062M

Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/lig. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39.85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

Importante Société Automobile
dans les Yvelines
recherche

1 FORMATEUR

POUR CHEFS D'ENTREPRISE

Il sera chargé au sein d'une équipe de la conception et de l'animation de stages.

FORMATION : école supérieure de commerce option gestion financière.
Connaissances approfondies en droit commercial.

EXPERIENCE : bancaire ou service financier d'une entreprise ou audit au sein d'un *cabinet d'expertise.*

Pratique de la formation avec animation des groupes si possible.

Déplacements fréquents dans toute la France.

Langue allemande et connaissance informatique appréciées.

Envoyer CV, photo et prétentions sous No 60214 à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 *qui transm.*

ARJOMARI — Paris

ORGANISATION ET CONTROLE COMPTABLE

Une étape dans une carrière de gestionnaire

Rattaché à la Direction du Budget et de la Gestion Industrielle le titulaire du poste est chargé d'établir l'interface entre les comptabilités d'établissement et le contrôle de gestion.

En position fonctionnelle il intervient avec un esprit et une approche d'Organisateur (améliorations des procédures en liaison avec l'organisation informatique) et de Contrôleur interne (immobilisations, stocks...) ceci dans le but d'optimiser les outils de gestion de l'Entreprise.

Nous souhaitons rencontrer un candidat (27 ans minimum), diplômé de l'enseignement économique supérieur option finance-comptabilité (+ DECS), possédant déjà une expérience significative de l'outil comptable et si possible des procédures de révision. Cette expérience (2/3 ans) a pu être acquise en Entreprise ou en Cabinet Comptable.
Outre ses compétences techniques, c'est un homme de communication et de dialogue ayant des capacités de persuasion et du sens didactique.

La taille du Groupe et les perspectives de développement de carrière sont de nature à intéresser *une personnalité de valeur.*

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous réf M6453 R à :

EGOR PROMOTION
63, rue de Ponthieu 75008 Paris.

egor — PARIS LYON TOULOUSE NANTES MILANO PERUGIA ROMA LONDON MADRID MONTRÉAL NEW YORK

média-system

ARJOMARI — Paris

CHEF DE SECTION

Comptabilité Générale Siège

Au sein de la Direction de la comptabilité, le titulaire du poste sera chargé de suivre la comptabilité générale de l'Etablissement parisien (siège du Groupe ARJOMARI) auquel sont rattachés certains services commerciaux.

Au-delà de la tenue des écritures (système informatisé) et de la production des états comptables permettant l'élaboration du bilan, il affine les procédures et il dialogue avec le contrôle de gestion afin de lui fournir des informations fiables et exploitables.

Nous souhaitons rencontrer un candidat (homme ou femme) minimum 30 ans, possédant par formation (niveau DECS) et par expérience, une bonne maîtrise des travaux de comptabilité générale. Cette expérience a pu être acquise en Entreprise ou en Cabinet Comptable.

Les conditions offertes et les possibilités de développement de carrière au sein du Groupe, sont de nature à intéresser un professionnel confirmé.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 6453 P, à .

EGOR PROMOTION
63 rue de Ponthieu 75008 Paris.

egor — PARIS LYON TOULOUSE NANTES MILANO PERUGIA ROMA LONDON MADRID MONTRÉAL NEW YORK

média system

WANDER S.A.

filiale alimentaire du Groupe SANDOZ,
recherche

UN(E) JEUNE CHEF DE PRODUIT

pour s'occuper de sa ligne de panification sèche.

Le (la) candidat(e) devra être diplômé(e) de l'enseignement supérieur (type HEC, Sup. de Co...) et avoir acquis une expérience similaire d'environ 2 ans dans le domaine des produits de grande consommation.

Anglais courant indispensable.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions à WANDER S.A. 151 bis, avenue Roger-Salengro, 94501 CHAMPIGNY-SUR-MARNE CEDEX.

Matériel Médico-Chirurgical

ADJOINT AU DIRECTEUR EXPORT

Ce laboratoire français en forte expansion développe plusieurs gammes de produits à usage unique destinés à l'hôpital et à la prescription.

La progression constante de ses ventes à l'exportation *(+20 % en 1982) le conduit* à rechercher un adjoint au directeur export.
Sous son autorité, il prend en charge le réseau d'agents européens en proposant les objectifs et les moyens à mettre en oeuvre pour le développer (prospection, mise en place de nouvelles structures commerciales, promotion des ventes, formation et animation des agents).
Nous souhaitons rencontrer un candidat de formation supérieure scientifique ou commerciale. *Il justifie d'une expérience réussie au contact* d'un réseau d'agents étrangers, si possible dans le domaine médico-chirurgical.

L'anglais courant est indispensable.

Le poste est basé à Paris mais nécessite une grande disponibilité (50 % déplacements). Les perspectives d'évolution à l'intérieur de l'entreprise constituent une opportunité pour un candidat de valeur.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 12508 J à

EGOR BIOMEDICAL
8, rue de Berri 75008 Paris.

egor — PARIS LYON TOULOUSE NANTES MILANO PERUGIA ROMA LONDON MADRID MONTRÉAL NEW YORK

média-system

Une des premières banques mondiales, dans le cadre de son nouveau Plan Informatique, recherche un

CONCEPTEUR SYSTEME

Au sein d'une petite équipe, il participe à l'élaboration d'un moniteur transactionnel généralisé mettant en œuvre :
- la définition d'un langage de haut niveau,
- les standards de présentation aux utilisateurs.

Le système à créer s'inscrit dans un vaste projet de décentralisation du traitement de l'information bancaire.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur grandes écoles débutant ou ayant déjà *une première expérience* dans la conception de logiciels de base chez un constructeur ou une SSCI.

Un esprit créatif et de synthèse est indispensable pour réussir dans cette fonction.

De grandes possibilités d'évolution de carrière sont offertes dans le groupe à des candidats de valeur.

Le poste est à pourvoir à Paris.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 22632 C, à :

EGOR INFORMATIQUE
63 rue de Ponthieu 75008 Paris.

egor — PARIS LYON TOULOUSE NANTES MILANO PERUGIA ROMA LONDON MADRID MONTRÉAL NEW YORK

média-system

GROUPE INDUSTRIEL
recherche pour sa
Direction financière à Paris

CADRE COMPTABLE CONFIRME

ATTACHE AU CHEF DU DEPARTEMENT COMPTABLE

Pour assister le chef du département
dans diverses activités :

— effectuer des missions de contrôle dans les unités comptables du groupe afin de s'assurer de la bonne application des règles et/ou de faire évoluer la doctrine
— effectuer des missions ponctuelles d'assistance dans les unités comptables du groupe
— participer à l'élaboration des règles et procédures comptables
— préparer la consolidation des comptes des filiales étrangères
— assurer le contrôle financier d'activités diverses
— suivre les dossiers particuliers.

Ce poste s'adresse à un diplômé de l'enseignement supérieur. Une expérience professionnelle de 5 à 10 ans est nécessaire. Une bonne pratique de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser lettre, C.V. et prétentions sous référence 59651 à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cédex qui transmettra.

GROUPE SYSECA

SOCIÉTÉ DE SERVICES ET CONSEIL EN INFORMATIQUE
(630 personnes - C.A. 170 M.F.)
partenaire d'un groupe industriel de taille internationale

dans le cadre de l'expansion de son activité «PROGICIELS DE GESTION»

recherche pour ses bureaux de

St CLOUD et LILLE

INGENIEURS INFORMATICIENS

ayant de 0 à 2 ans d'expérience pour assurer les travaux suivants :
- avant vente de progiciels de gestion
- extension et maintenance des progiciels
- développement de logiciels spécifiques.

La connaissance des logiciels de base de DIGITAL ou des notions de comptabilité seraient appréciées.

Envoyer C.V., photo et prétentions à
GROUPE SYSECA - Service du Personnel
315, bureaux de la Colline
92213 St Cloud Cedex

GROUPE BANCAIRE PARIS 8e
recherche
pour son Département des

CREDITS SPECIAUX

jeune gestionnaire

Niveau : BAC + 2 - I.U.T. Gestion - B.P. banque ou équivalent.

Expérience nécessaire de quelques années dans une fonction similaire.

Adresser C.V., prétentions et photo à No 24940 COFAP 40, rue de Chabrol 75010 Paris qui transmettra.

Une carrière pour jeunes ingénieurs (généralistes, chimistes)

Ce groupe de chimie lourde (9 usines) a toujours misé sur l'investissement technologique. Il est, aujourd'hui, à la pointe dans son domaine. Pour s'associer à son développement futur, il recherche de jeunes ingénieurs motivés et performants.

Il leur sera confié, dans un premier temps, des missions ponctuelles puis, rapidement, des responsabilités plus importantes dans des domaines variés comme les procédés, l'entretien ou la production. Les techniques en cause sont multiples, la fabrication est en continu.

Ces opportunités peuvent intéresser de *jeunes ingénieurs de haut niveau, généralistes ou chimistes,* souhaitant, après une première expérience, rejoindre une entreprise leur permettant d'envisager une rapide évloution de carrière.

SEFOP remercie les ingénieurs intéressés de bien vouloir lui adresser leur dossier sous référence II 191M.

SEFOP — 11 Rue des Pyramides. 75001 Paris.
MEMBRE DE SYNTEC

CONTROLE DE GESTION :

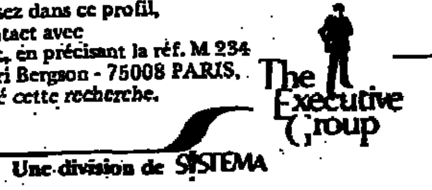
TOUT EST A FAIRE...

Un CA de 900 millions de francs, une politique très axée sur l'exportation nous sommes rattachés depuis peu à un important groupe anglosaxon, chef de file à l'échelon mondial dans le domaine des produits chimiques : vous avez déjà compris que nos structures étaient solides. Cette nouvelle expansion nous amène à modifier l'organisation financière et comptable au Siège de notre société en relation avec nos 3 usines.

Une charge lourde mais passionnante vous attend : rattaché au Directeur Financier, vous allez mettre en place les nouvelles structures comptables (générale, analytique), le reporting, la consolidation des *comptes, les prévisions* de trésorerie, les relations avec les banques, les tableaux de bord, la rédaction et l'harmonisation des procédures.

Formé dans une grande école de commerce + DECS, vous venez de vivre quelques années au sein d'un cabinet d'audit anglo-saxon complétées par une expérience opérationnelle en entreprise. Vous avez pu vous familiariser avec l'outil informatique pendant cette période. Dans un contexte international comme le nôtre, une bonne connaissance de l'anglais est forcément requise.

Si vous vous reconnaissez dans ce profil,
prenez rapidement contact avec
Rudolph von Raesfeldt, en précisant la réf. M 234
à TEG - 18, place Henri Bergson - 75008 PARIS,
à qui nous avons *confié cette recherche.*



Une division de SISTEMA

Dessein

Large French engineering company
Paris based
has openings for English mother tongue

Technical translators
French to English

Ideal candidates would have a background in either of the following areas :
- electrical, electronics and/or instrumentation,
- nuclear or conventional power station construction and operation.

Diploma from a technical translating school an advantage desirable.
Additional experience desirable.
French working papers a must for non-EEC nationals.

Please apply with salary requirements and photograph under référence 2447 to Média-System, 104, rue Réaumur, 75002 Paris.

média-system

FLONIC

Société du Groupe Schlumberger
recherche pour renforcer son potentiel d'études et développer la conception d'appareils à microprocesseurs utilisant les cartes à mémoires électroniques :

Agents techniques électroniciens
niveau DUT

Analystes-programmeurs
niveau DUT

Option microprocesseurs souhaitée.
Ces postes s'adressent à des techniciens débutants ou ayant une première expérience.
Ils offrent de réelles perspectives d'évolution au sein de notre

Branche systèmes de paiement

et au sein de notre groupe International.

Merci d'adresser votre candidature au Service du Personnel, FLONIC, 420 rue d'Estienne d'Orves 92700 Colombes.

FLONIC
Schlumberger

média-system

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

informaticiens grandes écoles

sema informatique est la Division Informatique de **sema metra**, groupe européen de conseil, d'étude et d'ingénierie (800 MF de CA, 2200 personnes). Elle a contribué largement à l'élaboration de la méthode MERISE, dont l'emploi se généralise dans la conception de grands systèmes informatiques de gestion. Elle recherche des ingénieurs diplômés de grandes écoles pour les postes de :

consultant en méthodes informatiques *(réf. 10389/M)*

Ayant 5 ans d'expérience et une très bonne maîtrise de CICS/DL1 ou IDSII/TDS, le candidat est créatif et a le goût des contacts et de l'animation d'équipe. Il sera appelé à intervenir en tant que conseil et formateur en méthodes auprès des clients de **sema**.

chef de projet *(réf. 10390/M)*

Le candidat a déjà 4 ans d'expérience dans l'encadrement de la conception et la réalisation d'applications transactionnelles utilisant l'un des systèmes de bases de données classiques.

analyste *(réf. 10391/M)*

Il a un à deux ans d'expérience en informatique de gestion. Il sera appelé à participer à la conception d'importants systèmes.

Pour ces postes, une formation à la méthode MERISE est prévue. Un enrichissement de connaissances dans des domaines diversifiés de l'informatique et de réelles possibilités d'évolution rapides de carrière sont offerts à des candidats de valeur.

Adresser votre CV avec une courte lettre manuscrite, en précisant la référence à J. Hajage, Sema-Sélection : **Centre Metra, 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE**

MEMBRE DE SYNTEC

sema selection Paris Lille Lyon Marseille Toulouse

DANS LE CADRE DE SON CONTRAT DE SOLIDARITÉ UN LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE BANLIEUE SUD

recherche

pour sa Direction Médicale

UN MÉDECIN CARDIOLOGUE

Conception et suivi d'essais cliniques dans des services hospitaliers de cardiologie.

pour son service marketing

UN/E PHARMACIEN/NE

Débutant/e option industrie études de marché. Langue allemande indispensable.

pour son service de ventes

UN CADRE COMMERCIAL

Débutant ou 1 à 2 années d'expérience administration des ventes aux hopitaux. Niveau Sup de Co ou équivalent.

pour son service achats

UN CADRE ADMINISTRATIF

Suivi approvisionnements et stocks.

Catégorie prioritaire de demandeurs d'emploi.

Envoyer C.V. sous réf. 54914 M à BLEU Publicité 17, rue du Docteur Lebel - 94307 VINCENNES CEDEX - Q.T.

CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE

La Filiale du Groupe Crédit Agricole chargée du développement et de la mise en place des moyens de paiements (cartes à pistes magnétiques, terminaux de paiement, d'autorisation...) recherche pour assurer le développement rapide de ces systèmes qui impliquent une réelle maîtrise dans les techniques les plus avancées tant informatiques que télécommunications

Deux spécialistes «Matériels»

(micro informatique et électronique) réf. A4

un Spécialiste «Logiciel»

(applications, télécommunications) réf. A5

un Spécialiste «Organisation»

(procédures de gestion et recouvrement) réf. A6

Diplomes d'une grande ecole ou de l'université, vous avez une premiere experience reussie, informatique ou en organisation

Nous vous proposons d'exercer votre capacite d'innover et de developper (dans votre specialite) des systemes originaux au sein d'une equipe en relation avec l'ensemble du groupe et les industriels. Compte tenu de la nature des projets qui vous seront confies ce poste vous ouvrira de larges horizons sur la vie du groupe. Postes transferés a **Saint Quentin en Yvelines (78).**

Adresser CV, photo, salaire et pretentions en precisant la ref du poste a **CNCA - Gestion des Personnes - 75710 Paris Brune**

Lévi Toursay

INGENIEURS TRAVAUX, "passez de l'autre côté de la barrière !"

promogim vous propose de devenir **INGENIEURS MAITRE D'OUVRAGE**

PONTS, T.P., ENSAM, ENSI... 2 à 3 ans d'expérience minimum à Paris et à Tours

Maître d'ouvrage, vous avez bien lu ! C'est le travail d'un maître d'ouvrage que nous vous proposons. Vous serez le client des architectes, des maîtres d'œuvre et des entreprises. En un mot, vous serez le patron des opérations. C'est vous qui déciderez du rythme des travaux, c'est vous qui déciderez du paiement. Car c'est sur vous que repose la responsabilité totale du chantier. Nous nous sommes engagés auprès de nos clients. Et nous comptons sur vous pour faire respecter les engagements, tant au niveau des délais, que de la qualité et des prix. Vous êtes le *capitaine du "vaisseau-chantier" et vous avez la responsabilité de le faire arriver à bon port, à l'heure, et en bon état.*

Notre Directeur des Travaux attend avec impatience votre candidature.

Ecrivez-lui à PROMOGIM - 9, avenue de Friedland - 75008 PARIS, sous référence PS M (C.V. et photo).

promogim

Promogim construit des villages de maisons et des immeubles collectifs. Plus de 12.000 logements en 10 ans. Notre croissance est régulière et rapide. Le créneau que nous avons choisi est celui des programmes réalisés en prêts aidés par l'Etat (P.A.P.).

PROMOGIM, Groupe S.C.R.E.G., 1er Groupe français de Bâtiment et Travaux publics, a un capital social de 60.000.000 F.

Organisation et Publicité



BANQUE PARIBAS

PARIBAS

L'Inspection Générale recherche pour missions France et Etranger

Collaborateurs de haut niveau

- bonne expérience de l'inspection bancaire et de l'appréciation des risques,
- sens développé des contacts,
- anglais indispensable.

Jeunes diplômés

- grandes écoles commerciales (HEC, ESSEC, Sup de Co de Paris), Sciences Po, Sciences Eco...,
- goût de l'analyse et du diagnostic,
- *langues vivement souhaitées.*

Larges possibilités de développement de carrière au sein du groupe.

Les candidatures manuscrites, accompagnées d'un curriculum vitae, doivent être adressées (s/réf. IG) à la Direction des Relations Humaines de la Banque PARIBAS - B.P 141 - 75078 PARIS CEDEX 02.

MEDIA PA



forclum

Entreprise nationale d'installation électrique à taille humaine

du Groupe de la Lyonnaise des Eaux et de l'Éclairage

recrute dans le cadre de ses activités diversifiées :

Électricité dans l'Industrie
Électricité dans le Tertiaire
Automatisme - Informatique industrielle
Éclairage public - Réseaux électriques
Maintenance

● Dans ses diverses Exploitations Régionales décentralisées

RESPONSABLES DE SECTEUR

INGÉNIEURS D'ÉTUDES ET CHARGÉ D'AFFAIRES
(débutants et confirmés)

CONDUCTEURS DE TRAVAUX

TECHNICIENS - PROJETEURS

● Pour Région Parisienne

RESPONSABLE ACHATS

Env. lettre manuscrite,
C.V. avec prétentions, région souhaitée à :
Direction exploitation
Centre d'affaires Paris-Nord
B.P. 201 - 93153 LE BLANC MESNIL cédex

CANAL PUBLICITÉ



CILAS Alcatel

COMPAGNIE INDUSTRIELLE DES LASERS
(300 personnes - C.A. de 130 millions de Francs) spécialisée dans la conception et la réalisation de matériels d'optronique, recrute

2 chefs de services commerciaux

▶*APPLICATIONS CIVILES* *réf. SCC*
▶*APPLICATIONS MILITAIRES* *réf. SCM*

Formation Supérieure technico-commerciale (si possible électronique)
Ces deux postes s'adressent à **des professionnels de la vente,** en France et à l'exportation, d'appareils et systèmes de technique de pointe. Une expérience minimum de 10 à 15 ans est nécessaire.

Adresser votre candidature (CV, photo et prétentions) **en rappelant la référence** à Mme SUSINI Chef du Personnel de CILAS Route de Nozay - 91460 MARCOUSSIS.

SAFT Groupe CGE

INGENIEUR ELECTROTECHNICIEN CHEF DE SERVICE

Nous sommes leader mondial dans un créneau de Produits de haute technicité : **les accumulateurs alcalins.**

Ils sont utilisés dans l'Aéronautique, le Ferroviaire, l'Armement, en secours de process industriel et toutes les fois que la fiabilité du besoin énergétique est primordial.

Vous avez une expérience réussie d'au moins 5 années de développement de produits techniques et vous souhaitez élargir vos responsabilités et votre activité.

Placé sous l'autorité du Directeur d'un de nos Centres de Profit 230 MF - 1000 personnes, vous l'assisterez pour tous les problèmes techniques liés à l'utilisation de nos produits, vous apporterez une contribution active à l'adaptation de ces produits au besoin du Marché.

Dans ce poste où vous prendrez la mesure de vos aptitudes commerciales et relationnelles, vous préparerez des possibilités intéressantes de carrière.

La pratique de l'anglais est nécessaire.

Adressez votre C.V. s/réf. A. 32.52 à SAFT
Direction Développement Ressources Humaines
119, rue du Président Wilson - 92300 LEVALLOIS-PERRET.

Chef de service du personnel

IMPORTANT ORGANISME DU SECTEUR TERTIAIRE, siège à Paris, nombreuses délégations régionales, recherche son **Chef de Service du Personnel.**

Ce poste conviendrait à un candidat qualifié disposant :

- d'une formation supérieure de préférence licence en droit (spécialisation droit du travail - CIFOP ou CELSA appréciés) ;
- d'une expérience de 5 à 8 ans environ de la fonction acquise si possible dans le secteur tertiaire ou bancaire.

Sa mission concernera l'ensemble des aspects : recrutement, gestion administrative et previsionnelle, recueil des besoins et plan de formation. Poste intéressant et évolutif nécessitant des qualités de rigueur et de contact.

Lieu de travail : Paris.

Ecrire sous réf. CV 405 CM.

4, rue Massenet 75016 Paris **etap**

Le Groupe Lyonnaise des Eaux spécialisé dans la distribution de l'eau potable et les Services (C.A. 12 milliards - 45000 personnes) recherche

Assistant chef service trésorerie

Seconde année d'ITB ou titulaire d'un DECS ou du Brevet Professionnel des banques, ayant déjà une expérience bancaire ou d'un service trésorerie

Il participera à toutes les opérations de gestion de la trésorerie de la société - mère et de la holding.

En contacts fréquents avec les banques et les trésoreries des sociétés du Groupe, il aura pour mission de gérer les excédents et d'opérer aux opérations de couverture.

Le salaire sera fixé en fonction des compétences.

Ecrire avec curriculum vitae et prétentions à S.L.E.E. Direction du Personnel et des Ressources Humaines 45, rue Cortambert 75769 Paris Cedex 16.



groupe lyonnaise des eaux

COFAP

GROUPE VICTOIRE

Un des premiers groupes situé dans le 9è cherche à renforcer son département organisation et recrute :

2 JEUNES ORGANISATEURS

de formation supérieure.

Ils acquerront leur première expérience professionnelle durant 2 à 3 ans en assistance auprès des organisateurs en place.

Les études d'organisation aboutissant le plus souvent sur des applications informatiques, ils connaissent l'outil informatique.

Les nombreux contacts avec les utilisateurs demandent une bonne aptitude aux relations.

Adresser C.V., photo, prétentions sous réf. J.O. à l'attention de Mme IMBERT
52, rue de la Victoire - 75009 Paris

PARIS

un groupe européen d'assurances

recherche pour sa Direction FRANCE

LE RESPONSABLE DU SERVICE SINISTRES

Rattaché au Chef du Département I.A.R.D., il supervisera un service de 20 personnes et sera le représentant de la Compagnie auprès des organismes professionnels. Diplômé d'études supérieures — Maîtrise de droit — Excellent juriste, le candidat âgé de 30-32 ans aura au minimum 3 ans d'expérience dans une Compagnie d'assurances et dans un poste similaire. Le poste implique des qualités de rigueur, de jugement et d'aisance sociale.

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé et photo sous référence 59600 à Contesse Publicité
20, avenue de l'Opéra - 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

SOCIETE D'EXPERTISES COMPTABLES et de COMMISSARIAT aux COMPTES recherche

ASSISTANTS

(expérience 1 à 2 ans de Cabinet)

Formation Supérieure
+ D.E.C.S. complet exigés

IL EST OFFERT :
- une chance certaine aux examens par la diversité des missions proposées. (Paris et Région Parisienne essentiellement),
- une promotion assurée en fonction des compétences,
- une rémunération évolutive.

Env. C.V. et prétentions à :
Cabinet TUILLET & Cie
22, rue de la Banque 75002 PARIS

Société d'Economie Mixte d'Aménagement, Région Parisienne recherche

Un responsable de promotion d'opérations

Ce cadre, de formation supérieure, sera chargé d'assurer notamment la promotion de terrains aménagés à vocation industrielle.
Des capacités de négociation et de commercialisation sont indispensables pour le poste.
Salaire de départ de 120 à 150 000 F annuels, réelles possibilités d'évolution.

Merci d'adresser candidature manuscrite, CV et photo sous réf 9295 à Média-System,
104 rue Réaumur 75008 Paris qui transmettra.

média-system

---

chef de service comptable (CL. V)

BANQUE DE DEPOTS PRIVEE

Notre banque, une des premières banques françaises privées (200 personnes - 15 agences), recrute un Chef de Service comptable. Ce collaborateur, rattaché au Sous-Directeur des Services Comptables, se verra confier l'encadrement du personnel du service (10 personnes), le contrôle des activités : comptabilité générale, gestion administrative de certains produits bancaires (bons de caisse, comptes à terme, cautions, etc.), établira certaines déclarations fiscales (T.V.A., retenues à la source, ...) et participera à l'élaboration des résultats analytiques périodiques et des situations C.C.B. Ce poste convient à une personne de 35 ans environ, de niveau DECS, ayant une expérience de comptabilité acquise dans une banque de dépôts. Le développement rapide de la banque rend le poste évolutif. Le poste est base à PARIS 8è.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence 243.82 M à notre Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS.



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTEC



Société Electronique recherche

Ingénieur

diplômé Ecole Electricité pour
DIRECTION DIVISION
« Conditionnement de Réseau »

Responsabilité sur Etudes, Fabrication, Commercial - Large autonomie - Expérience fabrication et/ou études indispensable.

Envoyer lettre manuscrite avec CV, photo et prétentions à M.C.B.
11, rue Pierre Lhomme 92404 Courbevoie

IMPORTANTE SOCIETE recherche pour son siège social Paris Sud

CHEF du PERSONNEL et des SERVICES GENERAUX

Le candidat aura acquis une expérience lui permettant d'exercer ses fonctions dans un établissement d'environ 400 personnes à forte proportion de cadres (direction générale, financière, services commerciaux).

Gestion - Recrutement - Relations avec les partenaires sociaux en liaison avec le Secrétaire Général et le Directeur du Personnel.

Ce poste est offert à un candidat de formation supérieure ayant au moins 10 ans d'expérience. Connaissance des conventions de la métallurgie appréciée.

Adresser C.V., prétentions et photo s/s réf. 60525 à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra
75040 Paris Cédex 01 qui transmettra

Groupe distribution composants électroniques
4 sociétés - 150 personnes - 180 millions de C.A. - Gentilly
Recherche :

Chef de Service Comptable

sup. de CO., DECS ou équivalent

Sous l'autorité du directeur financier il aura la responsabilité de la comptabilité de l'ensemble des sociétés pour lesquelles il assurera également le contrôle de gestion. Responsable de la gestion de la trésorerie et du suivi clients, il sera chargé de la mise en œuvre de la comptabilité analytique et des budgets. Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat ayant une compétence affirmée en informatique (comptabilité tenue en temps réel), et ayant acquis une expérience similaire en entreprise ou au sein d'un cabinet d'expertise comptable. Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétention sous référence 71637/M à R. VERDET, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204, Rond-Point du Pont de Sèvres - 92516 BOULOGNE CEDEX.

sélé CEGOS

Membre de SYNTEC Publivel

SOCIETE 1400 PERSONNES
120 INGENIEURS
offre à

2 INGENIEURS ELECTRONICIENS

Grande Ecole
(un confirmé et un débutant)

des postes d'étude et mise au point d'instruments et systèmes (métrologie, analyse d'images, etc) mettant en oeuvre des techniques de pointe en micro-informatique, asservissement, opto électronique.

Ces postes conviendront à des ingénieurs aimant un travail pluri disciplinaire, techniquement évolutif et débouchant sur des réalisations concrètes.

Adresser C.V. détaillé à
SOPELEM
125, Bld Davout 75020 Paris.

DARTY recherche pour ses Sociétés de Service Après-Vente de la Région Parisienne

CONTRÔLEURS de GESTION

Ils auront pour mission de **coordonner et superviser la gestion** de ces unités décentralisées, de poursuivre la mise en place de l'outil informatique et du contrôle budgétoire.
Ce poste évolutif requiert des qualités de dialogue, de méthode et le goût de l'analyse des chiffres.
Il sera confié de préférence à des **CADRES** ayant reçu **une formation type ESC** et ayant une expérience de 3 ans acquise soit en PME, soit en audit externe.

Écrire à **DARTY Direction du Personnel**
Boîte Postale n° 54 - **93140 BONDY.**

Bureau Veritas

Société internationale recherche

un analyste-programmeur de gestion

5 ans d'expérience COBOL, BASIC.
Connaissant le matériel IBM VM/CMS pour conception et réalisations de programmes, gestion commerciale, prévisions.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et salaire actuel) sous référence n° 4 à
Direction CCS - B.P. 248
92307 LEVALLOIS-PERRET

Emplois et Entreprises

GROUPE INTERNATIONAL DE TRADUCTION TECHNIQUE
LEADER EN TRADUCTION ASSISTÉE PAR ORDINATEUR

recherche pour sa filiale française

UN DIRECTEUR et UN ATTACHÉ COMMERCIAL

VENDEUR CONFIRMÉ

Pour ces deux postes, une bonne connaissance de l'informatique et de l'anglais écrit et parlé est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature en ANGLAIS en précisant vos prétentions s/n° T 038 137 M à
RÉGIE PRESSE
85 bis, rue Réaumur, 75082 PARIS.

CENTRE DE RECHERCHES de l'Ouest Parisien recrute un

Ingénieur bureau d'études

PROFIL A & M

Son activité sera également répartie entre :
- La conception et la mise au point de moyens d'essais (prototypes et modifications des machines existantes, ...) mettant en œuvre des techniques diverses (mécanique, électromécanique, mécanique des fluides, thermodynamique, optique, vide, haute température, ...).
- La fonction travaux neufs et entretien : il collabore au plan des travaux, met au point les dossiers et les appels d'offres, contrôle les chantiers.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous référence 4521 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

THOMSON-CSF

Notre Département RCM, plus de 3000 personnes, en forte expansion, souhaite renforcer ses équipes dans le secteur études radars par des

INGENIEURS ELECTRONICIENS

ayant une première expérience industrielle et par des débutants.

Les ingénieurs participent à la conception d'ensembles radars aéroportés où, compétences techniques, sens de l'organisation, goût des contacts, assurent une évolution vers des postes de responsabilité de maîtrise d'œuvre.

Adresser C.V. et photo ss réf. 2404 à
J.CANCES - Service du Personnel
68, avenue Pierre Brossolette
92242 Malakoff cedex.

THOMSON
BRANCHE SYSTÈMES ET DÉTECTIONS

Etre le Chef du Personnel de L'USINE NOUVELLE

Un poste dans lequel vous pourrez faire preuve de créativité au niveau de l'organisation et des idées, un poste dans lequel vous devrez vous montrer rigoureux et concret, enfin, un poste dans lequel vous pourrez utiliser pleinement l'ensemble de votre acquis en matière de gestion du personnel (200 personnes dont 60 journalistes). Vous dépendrez de la Direction Générale, pleinement concernée par votre fonction et désireuse d'innover. Nous souhaitons confier cette reponsabilité à un homme -ou une femme- de 32 ans environ, ayant du tonus, de l'aisance dans les contacts et un esprit méthodique.

- formation supérieure vivement souhaitée + 5 ans d'expérience dans tous les domaines de la fonction, éventuellement en tant qu'Adjoint(e).

Merci d'adresser votre dossier complet de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à Eric DELAFON, L'Usine Nouvelle - 59, rue du Rocher 75008 PARIS

LCT

Laboratoire Central de Télécommunications

recherche

ingénieurs grandes écoles

ESE - ENST - ENSEEIHT - ECP - ENSERG

• pour participer à ses études dans le domaine de la télématique et des réseaux locaux pour téléphonie et données.

▸ ingénieurs électroniciens

débutants ou quelques années d'expérience en étude de circuits analogiques ou logiques, utilisation des technologies LSI et des microprocesseurs. réf. TC

▸ ingénieurs logiciel temps réel

débutants ou quelques années d'expérience dans la programmation de systèmes à microprocesseurs. réf. CF

• pour renforcer ses équipes en matière de communications optiques.

▸ ingénieurs pluridisciplinaires

(INSA ou équivalent)

plusieurs années d'expérience concrète exigées dans les domaines suivants :
- conception mécanique et conception de sous-ensembles optiques en relation avec le bureau d'études,
- intégration de prototypes d'équipement électrique,
- suivi de projets. réf. RJ

Pour ces postes, la nationalité française est exigée. Bonne connaissance de l'anglais. Avantages sociaux.

. *Merci d'adresser votre candidature (CV et prétentions)* en rappelant la référence du poste à **LCT** - BP 40 78141 VELIZY-VILLACOUBLAY cedex.

Pompes Salmson

GROUPE THOMSON

Nous réalisons 30% de notre chiffre d'affaires à l'exportation, 50% de plus qu'il y a trois ans, et nous comptons bien demeurer aussi performants. Spécialistes d'une technique que nous maîtrisons, nous avons une très bonne image de marque auprès de notre clientèle d'industriels et de distributeurs. Afin d'étoffer notre Direction Export basée à Rueil-Malmaison, nous recherchons :

Responsable de Marché

Ecole Supérieure de Commerce

pour développer nos réseaux et animer nos agents en Europe et ultérieurement aux U.S.A. Une bonne connaissance de la distribution de produits semi-industriels, et, mieux encore, dans le domaine du bâtiment, sera considérée comme un atout majeur.

Ingénieur Technico-Commercial

Formation d'Ingénieur Généraliste

pour établir des contacts suivis avec une clientèle industrielle (essentiellement dans le secteur chimique et agro-alimentaire), définir ses besoins techniques et étudier tous les paramètres entrant dans la préparation et la réalisation de contrats. Une expérience du «process» sera très appréciée.

Une expérience commerciale export d'au moins 3 ans est nécessaire pour faire face aux responsabilités qu'impliquent ces 2 postes qui s'adressent à des hommes de caractère, entreprenants et ayant un bon esprit d'équipe. Anglais courant + 2ème langue souhaitée (allemand de préférence).

- Très larges perspectives d'évolution dans le groupe -

Veuillez adresser votre dossier complet de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 301217 à ORION - 35, rue du Rocher 75008 Paris qui vous garantit réponse et discrétion.



Lévi Tournay

INGENIEUR CONSULTANT

175 - 220 000 F — **Proche banlieue Sud** — **Formation et Conseil en Informatique**

Une société spécialisée dans les actions de formation, d'études et de conseil liées aux problèmes d'informatisation, et dans la formation d'utilisateurs non informaticiens aux techniques de l'informatique recherche un INGENIEUR CONSULTANT. Au sein d'une équipe de dix personnes, il sera d'abord responsable de l'animation de stages techniques informatiques destinés à des utilisateurs de micro-ordinateurs non informaticiens (dirigeants, cadres, techniciens, employés). Cette responsabilité s'étendra ensuite à des stages de sensibilisation et de méthodologie d'informatisation. Il participera à la conception et au développement de nouveaux stages, ainsi qu'à différentes actions d'études et de conseil portant sur le développement de l'informatique et de la bureautique (conception, utilisation, problèmes d'insertion) dans les entreprises et les administrations. De formation supérieure, grandes écoles ou universités, le candidat retenu, âgé d'au moins 30 ans, aura acquis une expérience professionnelle de l'informatique. Ecrire s/ réf. 567/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur - 75007 PARIS -
Discrétion assurée.

Importante entreprise de travaux publics présente dans 26 pays
recherche pour son Siège à **LA DEFENSE**

un cadre administratif

JURISTE

Le candidat retenu sera titulaire d'une maîtrise de droit des affaires. Il sera intéressé par le droit international et le droit fiscal.

Il aura acquis une expérience de quelques années, si possible dans les travaux publics. Il parlera Anglais et Espagnol.

Il sera chargé d'étudier et de négocier les clauses juridiques des contrats à l'étranger.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence **6052** à **L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle** *75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra*



SOCIÉTÉ DE SERVICES

Plusieurs établissements en France
CA 75 millions de francs

recherche pour son siège à PARIS un

RESPONSABLE DE DÉPARTEMENT GESTION-COMPTABILITÉ

LE POSTE : mission et responsabilité.
- Optimisation du système informatisé de gestion et de comptabilité.
- Amélioration des procédures.
- Établissement et suivi du budget.
- Suivi des coûts.
- Établissement des comptes trimestriels et annuels.
- Élaboration du compte d'exploitation consolidé et du bilan.
- Animation d'une équipe de 6 personnes.

Rattaché au Directeur Financier, il a une relation fonctionnelle directe avec le Directeur Général.

LE CANDIDAT : son profil.
- Expérience professionnelle d'au moins 5 ans si possible dans une société de services.
- Participation à la mise en place d'un système informatisé de gestion d'entreprise.
- École de commerce option Finances Comptabilité ou équivalent + DECS souhaité.

Envoyer lettre manuscrite + curriculum vitae à :
Madame LECOMPTE LIEGEOIS,
17, avenue de Tourville, 75007 PARIS.

PEABODY

Société leader Antipollution

recherche

pour la Direction Technique de sa Division Air (banlieue sud-ouest Paris)

JEUNE INGÉNIEUR D'ÉTUDES

CALCULS DE STRUCTURES

Fonctions :
- CALCULS en vue de l'optimisation des poids de charpentes, chaudronnerie.
- DÉVELOPPEMENT de SYSTÈMES INFORMATIQUES pour améliorer le fonctionnement de la division.
- Etude C.A.O.

POSTE VOULU ÉVOLUTIF
- JEUNE INGÉNIEUR type A.M., ENSI, INSA, parlant anglais.
- EXPERIENCE (2 à 5 ans) de CALCULS de STRUCTURES avec bonne connaissance des moyens informatiques (Fortran), acquise en entreprise, B.E. et/ou engineering.

Discrétion absolue. Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé, rémunération et photo à

Sté PEABODY FRANCE
Service du Personnel
rue Elsa-Triolet - B.P. 54
78372 Plaisir-les-Gâtines Cedex.

DANS LE CADRE DU DEVELOPPEMENT IMPORTANT DE SES VENTES DE SYSTÈMES D'INFORMATIQUE INDUSTRIELLE (PROCESS CONTROL)

FOXBORO FRANCE S.A.

recherche

UN INGÉNIEUR D'APPLICATION

QUALIFICATIONS REQUISES :
- Expérience réelle de l'instrumentation et des systèmes informatiques de contrôle-commande des procédés industriels (ou formation de haut niveau en automatique).
- Expérience des langages de programmation haut niveau (Basic ou Fortran), et de procédés industriels (chimie, papier, industrie alimentaire).
- *ANGLAIS COURANT.*
- Lieu de travail : Saint-Ouen-l'Aumône (zone industrielle de Cergy-Pontoise) et éventuellement des séjours de courtes durées en France et à l'étranger.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions à :
FOXBORO FRANCE S.A.
B.P. 741
95004 CERGY-PONTOISE CEDEX
à l'attention de M. C. CONTRE.

CABINET FISCAL PARIS
RECHERCHE

fiscaliste

Collaborateur de l'animateur du cabinet.
2 ans d'expérience minimum.

Une connaissance concrète et approfondie des problèmes fiscaux et comptables est nécessaire.

Adresser C.V., lettre man., avec rémunération souhaitée, à Mme VIDAL,
76, boulevard Victor-Hugo, 92200 NEUILLY, qui transmettra.

ORGANISME DE RECHERCHE
DU SECTEUR PUBLIC

recherche

INGÉNIEUR GÉOPHYSICIEN

Chargé du développement et de la mise en œuvre de sondes utilisées en forage profonds.
Déplacements fréquents.
Anglais indispensable.
Débutant ou quelques années d'expérience.

Ecrire sous nº 254.793 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.



11.000 personnes dont 26 % à l'Etranger
22 Usines en France - 6 Usines à l'Etranger - Filiales Commerciales dans 28 Pays - C.A. 3,5 Milliards en 1981

Un des leaders européens des constituants pour automatismes **industriels utilisant des techniques avancées dans les domaines**

ÉLECTROTECHNIQUE - ÉLECTRONIQUE
AUTOMATISME - PNEUMATIQUE

SA DIRECTION «RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT»
recrute pour son unité de NANTERRE (92)

INGÉNIEUR RESPONSABLE
Études Matériaux plastiques & de leur transformation

IL ANIMERA UN GROUPE D'ÉTUDES A DOUBLE VOCATION :
- *Information fine* sur L'ÉVOLUTION DE TOUS MATÉRIAUX PLASTIQUES EXISTANTS OU ARRIVANT SUR LE MARCHÉ mondial.
- Étude des TECHNOLOGIES DE LEUR TRANSFORMATION AUTOMATISÉE *adaptée aux produits* «TÉLÉMÉCANIQUE» et approche par le calcul de leur pertinence économique.

Très compétent dans la recherche et le développement de procédés, il devrait DEVENIR L'EXPERT «TÉLÉMÉCANIQUE» de cette spécialité.

INDISPENSABLE
- INGÉNIEUR diplômé GRANDE ÉCOLE, parlant ANGLAIS
- EXPÉRIENCE INDUSTRIELLE
  - DE L'INJECTION DES THERMOPLASTIQUES ET DES THERMODURCISSABLES
  - acquise en MÉTHODES (orientées à la fois vers la recherche des matériaux et la fabrication)
- Connaissances en AUTOMATISMES DES PROCÉDÉS.

DISCRÉTION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. détaillé, rémunération et photo ss réf. 5008 à



CONSTRUCTEUR FRANCAIS DE MATERIEL ELECTRONIQUE DE SAISIE D'INFORMATION
-PARIS CENTRE-

Petit groupe (30 personnes) dynamique, solidement ancré sur un marché à vocation internationale grâce à des produits originaux exclusifs ayant fait leurs preuves depuis une quinzaine d'années, recherche pour faire face à son expansion rapide.

un technicien principal électronicien ou ingenieur "maison" H/F

pour diriger et coordonner les travaux d'application de quatre Techniciens Electroniciens et participer au développement de produits nouveaux.

Le candidat a 3 ou 4 ans minimum d'expérience dans les réalisations sur microprocesseurs (8085 INTEL en particulier - connaissances du 6800 MOTOROLA et Z 80 ZILOG appréciées). Il connait le traitement et transport de l'information (connexions sur systèmes TELECOM), les langages ASSEMBLEUR ET BASIC et possède des notions sur PASCAL, COBOL, FORTRAN. Il a une certaine pratique du commandement et une bonne connaissance de l'anglais.

Si vous souhaitez évoluer dans un groupe sympathique, en plein essor, envoyer CV et prétentions à

Jacques MOHIER, PAJ CONSEIL
2, rue des Dardanelles 75017 PARIS
sous la référence S 168.

CSNCR — paj CONSEIL EN RECRUTEMENT



Le CREDIT AGRICOLE MUTUEL

réalise son **Réseau National de Transmissions de Données**

pour renforcer son équipe **Support Technique de Réseau** recherche

Ingénieur Télécom

pour créer puis diriger l'équipe Support Technique Réseau. **réf. A7**

Ingénieurs Réseau

réf. A8

expérimentés pour rejoindre une équipe de haut niveau chargée de concevoir et réaliser des logiciels, effectuer les recettes (matériels, logiciels, documentations), participer au déploiement et à l'évolution du réseau et conseiller les partenaires.

Lieu de travail : **Saint Quentin en Yvelines (78).**

Adresser CV, photo, salaire et prétentions en précisant la réf. du poste à **CNCA Gestion des Personnes - 75710 Paris Brune**

Lévi Tournay

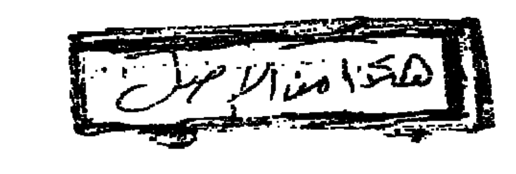
Important groupe de distribution alimentaire
recherche

CHEF DES COMPTABILITÉS 220 000 F +

- Dépendant directement du Directeur Financier, il sera rapidement amené à diriger les services comptables (comptabilité analytique, générale, fournisseurs, filiales) d'un effectif de 60 personnes.
- Formation supérieure DECS minimum.
- 8 à 10 ans d'expérience.
- Poste basé en banlieue Sud.

Adressez lettre manuscrite, C.V. et photo sous réf. 8611 à *PLAIN CHAMPS, 5, rue du Helder, 75009 PARIS*, qui transmettra.

Plain Champs





OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS



BANQUE INDOSUEZ

recherche
pour l'Organisation et l'Informatique de son RESEAU EXTERIEUR en rapide expansion,

UN INGENIEUR INFORMATICIEN
Réf. : 291/M

qui exercera des missions de conseil et d'assistance. Diplômé de l'enseignement supérieur scientifique, il aura quelques années d'expérience de développement d'applications bancaires.

UN ORGANISATEUR
Réf. : 292/M

qui participera à la conception de nouvelles procédures et aux missions d'assistance en Organisation. Diplômé de l'enseignement supérieur, il aura de bonnes connaissances des techniques bancaires et une aptitude à dialoguer avec les informaticiens.

Pour ces postes, basés à Paris, l'intégration se fera dans une équipe dynamique. Trois à quatre mois par an de déplacements à l'étranger seront à prévoir. Bonne maîtrise de l'anglais nécessaire. Rémunérations motivantes et larges perspectives d'avenir en France ou à l'étranger pour des candidats de valeur.

Ecrire en précisant la référence, à A.L. Conseil 102, Bd Malesherbes 75017 Paris qui garantit discrétion et réponse.

AL conseil

Juriste confirmé
160 000 F

Prendre en charge la coordination, l'animation et le contrôle de l'activité d'un secrétariat juridique. Ce dernier, composé de 3 juristes, a pour missions essentielles la préparation et l'organisation des conseils et assemblées de sociétés, l'étude des formalités liées à leur vie sociale, l'entretien des relations avec les instances externes concernées...
Vérifier la conformité de l'ensemble des dossiers et documents en émanant ; assurer la liaison entre le Chef du Département «Droit des Sociétés» et ce secrétariat juridique.

C'est la mission que vous propose un des tout premiers groupes français de dimension internationale, basé à Paris (Etoile).

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur en droit des affaires. Votre expérience d'au moins 5 ans, acquise en entreprise ou en cabinet vous permet, par sa pluridisciplinarité en droit des sociétés, d'aborder l'ensemble des problèmes de ce domaine.
Elle vous a familiarisé avec la synthèse de documents divers, rompu aux exigences de la rédaction de textes et conforté dans votre souci de rigueur et de méthode. Vous maîtrisez parfaitement l'anglais.

Merci d'envoyer CV complet, lettre manuscrite sous réf. M 114 C à OC Conseil, 91 rue du Faubourg Saint Honoré, 75008 Paris, à qui nous avons confié cette recherche.

OC conseil
Ressources humaines

média-system

Burroughs

Nous sommes le second constructeur mondial de l'Industrie Informatique et le troisième en France

Pour renforcer l'équipe de la Direction des Relations Humaines, nous recherchons le ou la

responsable de la gestion informatisée du personnel

Titulaire d'un DUT d'informatique de gestion, il ou elle aura pour mission de développer les outils de gestion du personnel en liaison avec l'informatique interne. A terme, une évolution dans la fonction «Personnel» est prévue.

Age : 22/25 ans

Lieu de travail : CERGY-PONTOISE

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (C.V., photo et prétentions) à : Jean-François LUCET - Burroughs - Bd de l'Oise 95015 CERGY-PONTOISE Cedex.

CGEE ALSTHOM
EQUIPEMENTS ET ENTREPRISES ELECTRIQUES

recherche pour son Siège Parisien un

INGENIEUR

Pour le Département Marketing de son activité

régulation, automatismes et contrôle-commande
des processus industriels

Il sera chargé de l'analyse de la demande et de l'offre sur ce marché et participera à l'élaboration des cahiers des charges pour les gammes futures de produits/systèmes du Groupe.

Il est ingénieur Grande Ecole, ayant acquis 5 à 10 ans d'expérience chez un utilisateur ou un constructeur et utilisant l'Anglais couramment.

Applications industrielles des micro-processeurs, logiciels/temps réel, systèmes de communication et instruments lui sont familiers.

Envoyer lettre manuscrite, CV et prétentions sous référence 60291 à Contesse Publicité - 20, av. de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

JEUNES GENS
diplômés IUT, DUT ou niveau licence de Math, sciences économiques

Un important Groupe de Sociétés vous offre d'acquérir une expérience comme

PROGRAMMEUR

avec évolution vers des postes de

CONCEPT de SYSTEME

Formation (ou complément de formation) rémunérée.

Lieu de travail : PARIS.

Envoyer lettre manuscrite à No 60246, CONTESSE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

GRANDE ENTREPRISE DE PRESSE
recherche

CHEF COMPTABLE
(HOMME OU FEMME) EXPERIMENTE

Formation DECS souhaitée.
Pratique des relations bancaires et expérience de la comptabilité sur ordinateur appréciées.
Adresser CV et prétentions par lettre à :
ACTION AUDIOVISUEL, 12, rue du Mail, 75002 Paris, qui transmettra réf. 103.

LE CRÉDIT COOPÉRATIF
recherche pour sa
DIVISION CRÉDIT PROMOTEURS

CADRE HF

chargé-e des risques spéciaux
- suivi du déroulement des programmes difficiles
- diagnostic et solution
- mise en œuvre des décisions prises

● Compétences requises :
- connaissance du marché immobilier
- aptitude à apprécier la qualité des constructions
- capacité à négocier avec les professionnels.

Nombreux déplacements en France.

Envoyer C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions à N. 2725 - PUBLICITÉS RÉUNIES - 112, Bd Voltaire 75011 Paris

- Pour déplacements étranger

INGENIEURS-ELECTRONICIENS
anglais courant.
réf. STEN 111

- Importante Société banlieue sud

INGENIEURS-ELECTRONICIENS
connaiss. électronique numérique microprocess.
Débutants acceptés.
réf. STEN 112

Envoyer C.V. en précisant la réf. du poste à PUBLICITÉS RÉUNIES - 112, Bd Voltaire 75011 Paris qui transmettra.

NOUS SOMMES PREMIER CONSTRUCTEUR FRANCAIS DE MATERIEL DE DETECTION INCENDIE, NOUS TENONS A NOTRE IMAGE DE P.M.E. INDEPENDANTE.

Nous recherchons pour notre service recherche et développement

UN INGENIEUR ELECTRONICIEN

compétent dans le domaine des microprocesseurs (matériel et logiciels).

Débutant ou quelques années d'expérience.

Adresser C.V., photo, prétentions à D.E.F. 20 *rue de la République* 92170 VANVES.

NUCLÉTUDES S.A.
ORSAY (91)
Seule Société en Europe spécialisée en durcissement nucléaire d'équipements, systèmes et engins
recherche

● INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

ESE ou équivalent, ayant quelques années d'expérience en BE pour :
– analyse de conception électronique (logique, analogique) ;
– organisation et conduite d'essais sur composants et équipements.

Formation complémentaire assurée par la Société.

Les candidats devront être de nationalité française et dégagés des obligations militaires.

Écr. avec curriculum vitae et prétent. à B.P. 117, 91944 LES ULIS CEDEX.

INDUSTRIA ROBOTIQUE
RECHERCHE

BTS OU DUT ÉLECTRONIQUE NIVEAU IV2-IV3

attiré par le développement d'automatisme au sein d'une entreprise performante.
– Anglais exigé.
– Électro-techniciens et électro-mécaniciens s'abstenir.

Pour ce poste, adresser lettre manuscrite, C.V. complet, photo et prétentions à :
INDUSTRIA
28, avenue Clara, 94420 Le Plessis-Trévise
Téléphone : 576-53-78 - Monsieur HUBERT.

AOIP

SOCIÉTÉ D'INSTRUMENTS DE MESURE DE PRECISION ELECTRONIQUE APPLIQUES A L'INDUSTRIE
recherche pour son service études et développement

DEUX CHEFS DE PROJETS

Responsables d'un projet, ils assureront l'encadrement d'une équipe d'ingénieurs et de techniciens.
Ils seront chargés d'étudier et de développer une gamme complète de produits dans leur spécialité.

1) En pyrométrie infrarouge
Diplômé d'une grande école d'ingénieurs il possèdera une double formation, physique et électronique, ainsi qu'une expérience de plusieurs années dans un service d'études.

2) En mesures électroniques
Diplômé d'une grande école d'ingénieurs électroniciens, il possèdera 3 à 5 ans d'expérience dans l'étude et le développement d'appareils électroniques de petite ou moyenne série mettant en œuvre des circuits analogiques bas niveau et des microprocesseurs.

DEUX TECHNICO-COMMERCIAUX
De niveau BTS ou DUT électronique

Ils seront chargés de visiter la clientèle pour vendre nos instruments de mesure sur l'ouest de la région Parisienne et la Normandie - Une expérience dans la vente est souhaitée.

Écrire avec C.V., photo et prétentions en précisant le poste choisi à M. Pinlaud, AOIP, BP 301 - 75624 Paris Cedex 13.

IMPORTANTE SOCIETE DE CONSTRUCTION DE BATIMENT
se développant très rapidement à l'étranger recherche pour les bureaux de son siège social de la banlieue EST de PARIS, *proche station RER et SNCF*

Un cadre administratif et financier

de 4 à 5 ans d expérience.
Placé sous l'autorité du chef du service gestion export, il sera intégré au sein d'une équipe. Ce cadre dynamique sera chargé du suivi des contrats d'exportation clés en main.
Le poste consiste à gérer les dossiers et à mettre en place les crédits documentaires, crédits acheteurs et caution bancaire, en liaison avec les différents organismes de financement, d'assurances et d'aide aux exportateurs (COFACE, DREE, etc...).
Niveau BTS Export ou Ecole supérieure de Commerce ou diplôme équivalent.
Langue anglaise courante (lu, écrit, parlé)
Notions d'Arabe appréciées.
Poste d'avenir avec possibilités à titre de promotion d'affectation ultérieure à l'Etranger pour 2 ans environ comme Responsable Administratif et Financier.
Niveau de rémunération de 100 à 120.000F. annuel.

Adresser C.V. photo, prétentions sous référence 520 à Télex P.A. Jonction 34, boulevard Haussmann 75009 PARIS qui transmettra.

Importante société d'ingénierie 5000 personnes
La Défense
recherche

Cost Controllers
pour ses contrats France et Export

Techniciens de formation, ils auront acquis ***une expérience de 5 ans minimum*** *dans le cadre de grands projets France ou Export (pétrochimie, sidérurgie...) dont une partie sur chantiers.*
Dans les équipes chargées de la réalisation des contrats, ils participeront :
- à l'élaboration d'une méthodologie de cost.
- à l'analyse et à la conception des supports informatiques.
- au suivi des coûts des contrats.

Anglais apprécié.

Merci d'adresser CV + photo + prétentions, sous réf. 2401 à mentionner sur l'enveloppe, à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris.

média-system

UNE ASSOCIATION PROFESSIONNELLE
recherche

UN ORGANISATEUR
Paris.

Pour faire face au développement de ses activités, cette association est amenée à réorganiser l'un de ses services (mise en place d'un système conversationnel).
Sous l'autorité du responsable de ce service (25 personnes), et en liaison avec le secrétaire général, cet Organisateur aura pour mission d'analyser l'existant, de proposer des solutions mieux adaptées puis de les mettre en œuvre et d'en assurer le suivi ; il jouera auprès des employés du service et des clients un rôle de formation et d'information. Il sera l'interlocuteur du service informatique.
De formation supérieure scientifique ou éventuellement commerciale, le candidat retenu aura au moins deux ans d'expérience en organisation (dans une banque par exemple) et des connaissances en informatique.

Ecrire sous référence 290/M à A.L. Conseil 102, Bd Malesherbes 75017 Paris qui garantit discrétion et réponse.

AL conseil

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



recherche pour sa
DIRECTION COMMERCIALE
(Paris Sud)

Personnes dynamiques désirant participer à son expansion et sa réussite en particulier dans les secteurs ci-après :

1° OPTRONIQUE
UN INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL
Ayant une première expérience 2 à 3 ans

Le candidat, de formation technique (électronique, mécanique ou optique) sera chargé de la négociation et du suivi des contrats avec l'administration et les firmes industrielles.
Il sera également en relation avec les départements techniques de la Société et aura à effectuer des déplacements pour affaires internationales.

2° TELEINFORMATIQUE
UN INGENIEUR PROJETS - SYSTEMES
Position II
Le candidat devra posséder de bonnes connaissances en téléinformatique et télécommunications.

3° TELECOMMUNICATIONS PUBLIQUES
- INGENIEURS «TECHNICO-COMMERCIAUX»
- INGENIEURS «PROJETS»
- INGENIEURS «INGENIERIE»

Pour faire face à l'extension des contrats à l'exportation dans le domaine des équipements de FAISCEAUX HERTZIENS ET TRANSMISSION.
Espagnol souhaité

Pour tous ces postes, la maîtrise de la langue ANGLAISE est indispensable.

Adresser C.V. en précisant référence du poste choisi à
TRT 5, avenue Réaumur 92350 LE PLESSIS ROBINSON

GROUPE BANCAIRE
recherche dans le cadre de son développement
Pour son siège situé à Nanterre
(2 stations de l'Étoile, à 150 m du RER Nanterre-Préfecture)

INSPECTEURS DE BANQUE

VOUS AVEZ :
- ITB ou formation supérieure économique
- 5 à 10 ans d'expérience bancaire (3 ans minimum en études de crédits)

VOUS SEREZ :
chargé d'études de crédits dans un groupe diversifié offrant des opportunités d'évolution en exploitation (réseau)

Avantages sociaux, parking, self, salle de sports.

Adresser C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions à N. 2737
PUBLICITÉS RÉUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris

Importante Société agro-alimentaire (800 millions C.A.) filiale d'un groupe international, offre une opportunité de carrière dans son service :

DE COMPTABILITE ANALYTIQUE à :

JEUNE DIPLOME HF

ESC ET/OU D.E.C.S. COMPLET

Dans un premier temps, ses fonctions principales seront :
- la centralisation des résultats par groupes de produits, le reporting, le contrôle et l'analyse des stocks, des écarts...

Dans un second temps, il se verra confier la coordination des comptabilités analytiques des usines.
La maîtrise de l'anglais est indispensable.
Poste à pourvoir à Bagnolet.

Envoyer C.V., photo et prétentions s/réf. 3474 à :
INTER P.A. - B.P. 508 - 75066 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

---

consultant confirmé HF

JACQUES TIXIER S.A. a acquis, depuis 1978, de bonnes références en recherche de cadres et dirigeants dans l'industrie pharmaceutique et chimique, l'automobile, la sidérurgie, l'ingénierie, le matériel électrique, l'informatique et la publicité.

En 1982, nous avons pourvu, par annonce et par approche directe, 50 postes de cadres de bon niveau, pour des rémunérations annuelles allant de 250 à 400000 F

Nous cherchons, pour compléter notre équipe de consultants, un ingénieur ou un universitaire, homme ou femme, de 28 ans minimum. Il a déjà acquis au moins 3 ans d'expérience du recrutement dans une entreprise (de préférence, dans la filière Électronique-Informatique), ou dans une société de conseil.

Réellement autonome, il prend en charge la responsabilité complète de recherches de cadres, et développe sa clientèle.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à Jacques TIXIER, Président-directeur général, sous la référence 289 LM.

jacques tixier s.a.
7 rue de logelbach. 75017 paris

membre de syntec

HAVAS CONTACT

La ville de BREST organise un concours sur titres pour le recrutement d'un Chargé d'Études en Urbanisme.
Clôture des inscriptions : 14 février 1983, à 17 heures. Documentation à retirer ou à réclamer à la Mairie de BREST, Bureau du Personnel 29279 BREST CEDEX.

Urgent, lycée Privé sous contrat, Dreux recherche
PROFESSEUR DE MATHÉMATIQUES
21 h – Tél. : (37) 42-07-77.

SERVICE CULTUREL MUNICIPAL SUD RÉGION PARISIENNE recrute

1 ANIMAT. (TRICE)

pour relations vie associative et maisons de quartier.
Envoyer candidature sous nº 7.683 le Monde Publicité, serv. ANNONCES CLASSÉES, 5, r. des Italiens, 75009 Paris.

GROUPE DE PRESSE recherche

DOCUMENTALISTE
(Homme ou Femme)

Pour service d'informations internationales Politiques et Économiques. Bonne connaissance de l'allemand et de l'anglais indispensable.

Écrire : SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE PRESSE, 13, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS.

SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE MÉDICALE
IMPLANTÉE BANLIEUE OUEST

FABRIQUANT DES PRODUITS DE HAUTE TECHNOLOGIE

RECHERCHE D'URGENCE :

UN CHEF D'UNITÉ DE PRODUCTION

NOUS DEMANDONS :
- Formation ingénieur électromécanicien ou électronicien.
- Qualité de meneur d'hommes.
- Soucieux du respect des délais, des coûts, de la qualité.
- Expérience de la fonction acquise dans la fabrication de petites séries d'ensembles électroniques.

NOUS OFFRONS :
- Dépendance directe du directeur de production de la société.
- Réelle autonomie dans le respect du plan de charge à court et moyen terme.
- Responsabilité des approvisionnements de la sous-traitance de la rotation des stocks.
- Gestion d'une unité de production d'une quarantaine de personnes.
- La possibilité d'être jugé sur vos résultats.
- Un salaire d'embauche qui sera fonction de l'expérience acquise.

Réf. AJG 1.250 P.

UN INGÉNIEUR LOGICIEL (HF)

NOUS DEMANDONS :
- Formation supérieure.
- Une première expérience professionnelle.
- Langue anglaise appréciée.

NOUS OFFRONS :
- De participer à l'étude et à la réalisation de logiciel sur micro-processeurs (8.085 notamment) avec application temps réel et calculs mathématiques.
- La possibilité de travailler au sein d'une équipe de projet pluridisciplinaire.
- De réelles perspectives d'évolution à des candidats de valeur.

Réf. DB 1.300.

Adresser votre dossier de candidature, C.V. détaillé, photo et prétentions, sous références suivant le poste choisi.
sous nº 7.668 *le Monde* Pub.
service ANNONCES CLASSÉES
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

COLLABORATEUR FISCAL

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE PRESSE TECHNIQUE PROCHE GARE DU NORD.
cherche

Jeune Collaborateur Rédacteur

Libéré du Service Militaire.
Niveau exigé D.E.A. Droit des Affaires ou, D.E.S.S. Fiscalité.
L'activité proposée implique des qualités rédactionnelles marquées.
Le sens du concret.
Le goût de l'étude et de la recherche.

Adresser C.V. manuscrit et prétentions sous réf. 700 H, à Marc HANOT
13, place d'Orion, 92360 Meudon-la-Forêt, qui transmettra.

CRÉDITS COMMERCIAUX
Société Leader dans sa branche recherche pour Paris (Étoile)

RÉDACTEURS CONTENTIEUX

- Gestion des dossiers de recouvrement.
- Proposition de solutions amiables ou judiciaires.
- Suivi comptable et juridique.

Niveau licence ou bac avec de bonnes connaissances en droit commercial concrétisées par une expérience de 2 à 3 ans dans une fonction similaire.

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae détaillé prétentions et photo récente sous nº 60.474 Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

SAPEC
Filiale d'un important groupe international
recherche

INGÉNIEUR CHIMISTE
technico-commercial

Pour son département produits chimiques conditionnement des eaux industrielles.

Il sera chargé de l'assistance technique, et du développement de la clientèle.
Basée à Nanterre, sa zone d'activité sera la grande industrie de la Basse-Seine et du Nord de la France.
Débutant accepté.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions à SAPEC, 18-22, rue d'Assas, 92000 Nanterre.

MARKETING AGRO-ALIMENTAIRE

SOCIÉTÉ PARA-PUBLIQUE
recherche

2 CHEFS DE PRODUITS
JEUNES DIPLOMÉS GRANDES ÉCOLES

Disponibles immédiatement.
Un début d'expérience serait apprécié.

Adresser C.V. et prétentions sous nº T 038.206 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

ÉTABLISSEMENT FINANCIER
EN FORTE EXPANSION
TOUR MAINE-MONTPARNASSE
recherche
pour son département

CRÉDIT

UN/UNE ANALYSTE DE CRÉDIT JUNIOR

environ 26 ans

Diplômé (e) de ESCAE-GESTION, etc.
le (la) candidat (e) devra justifier d'une première expérience de 2 ans minimum en tant qu'analyste de crédit.

- Pour ce poste, sont indispensables : l'esprit d'équipe, le sens des relations humaines et le sens des risques.
- Il (elle) aura pour mission de diagnostiquer les entreprises en vue d'accorder des garanties sur celles-ci.

Adresser curriculum vitae, prétentions et photo à :
FACTOFRANCE HELLER
Service du Personnel — Tour-Maine-Montparnasse
75734 PARIS CEDEX 15.

SOCIÉTÉ P.M.E. EN CRÉATION
recherche son

GESTIONNAIRE
ADMINISTRATIF ET FINANCIER
(formation école ou IUT de gestion)

Expérience professionnelle souhaitée.
Résidence : banlieue ouest Paris.

Ecrire avec curr. vitae + photo et prétentions à :
ANNONCES SERVICE
45, rue Carnot, 78000 VERSAILLES
s/réf. 2651, qui transmettra.

SOCIÉTÉ P.M.E. RECHERCHE
UN INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL DE HAUT NIVEAU

pour la promotion de ses produits dans le domaine des semences.
Expérience professionnelle nécessaire.
Résidence : banlieue Ouest-Paris.
(déplacements fréquents France et étranger).

Écrire avec C.V. + photo + prétentions à :
ANNONCES SERVICES 45, rue Carnot.
78000 VERSAILLES, S réf. 2.652.

La Chambre de Commerce et d'Industrie de la Vienne recherche :

UN ASSISTANT DE FORMATION « INFORMATIQUE »

Formation supérieure, solides connaissances en analyse et programmation, langages COBOL — BASIC ou PASCAL — Expérience plusieurs années.

S'adresser : MAISON DE LA FORMATION, POITIERS. Tél. : 88-78-61, poste 124.

ISSY-LES-MOULINEAUX
2 pièces terrasse proche R.E.R.
Vue dégagée, 415.000 F.
SINVIM et Cie, 501-78-67.

ERIN

recherche
pour réalisation de logiciel en informatique industrielle (mini et micro-ordinateurs)

DES INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES UNIVERSITAIRES
- Option : informatique, automatique, électronique ;
- débutants à 3 ans d'expérience.

DES ANALYSTES PROGRAMMEURS
- Niveau DUT informatique ;
- 1 an d'expérience minimum souhaitée.

Les candidats retenus seront convoqués dans les 15 jours.

Ecrire avec C.V. à AXIAL PUB s/réf. 1.899, 27, rue Taitbout, 75009 PARIS, qui transmettra.

CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE
recherche

2 COLLABORATEURS CONFIRMÉS

minimum 3 années d'expérience, anglais souhaité. Déplacements éventuels possibles.
Adr. C.V. détaillé et prét. à : Cabinet IFOGEC, 33, rue Raffet, 75016 PARIS (il sera répondu à chaque candidature).

Association Nationale Loisirs Éducatifs Jeunes cherche

RESPONSABLE ADMINISTRATIF FINANCIER ET DE PERSONNEL

pour académie Ile-de-France.
Salaire annuel : 140.000 F

Ecrire sous le nº T 03854 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

BUREAU VERITAS
recherche

UN TECHNICIEN

DUT ou BTS électronique ayant 1 à 2 années d'expérience dans la réalisation de prototypes ou de la maintenance d'appareillages.
Des connaissances en micro-informatique seront un atout.
Il participera au développement et à la réalisation d'appareillages de mesures installés sur navires.
Déplacements de courte durée France étranger.
Langue anglaise nécessaire.
Lieu d'attache : LEVALLOIS-PERRET.

Écrire avec C.V. et prétentions sous référence nº 5 à BUREAU VERITAS
Division Recherches et Développement (RD 3)
58 bis, rue Paul-Vaillant-Couturier 92309 LEVALLOIS-PERRET.

Société d'Assurances PARIS-9e recherche

COLLABORATEUR SALARIÉ

- Maîtrise de psychologie exigée.
- Expérience professionnelle souhaitée.

Il lui sera confié progressivement des missions de recrutement et de sélection de personnel commercial de tous niveaux. Fonction très itinérante. Voiture indispensable.
Écrire avec C.V. et prétentions à S.R.D.P., nº 5.806, 19, rue d'Aumale, 75009 PARIS.

Mº CARREFOUR - PLEYEL
filiale d'un grand Groupe français recherche pour son service documentation technique

TRADUCTEUR (TRICE) TRILINGUE
ANGLAIS - ITALIEN

Bonne dactylo
Avantages sociaux + restaurant d'entreprise.

Envoyer C.V. + lettre manuscrite + photo s/réf. 8.069 à P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

VILLE SUD RÉGION PARISIENNE
recrute

1 ANIMAT. (TRICE)

pour direct. maison de quartier.
Envoyer candidature sous nº 7.664 *le Monde Publicité*, serv. ANNONCES CLASSÉES, 5, r. des Italiens, 75009 Paris.

ORGANISME AMÉRICAIN

recherche pour ses bureaux de banlieue ouest

COMPTABLE

Niveau D.E.C.S., B.T.S.
Bonne connaissance de l'anglais. Expérience 2 à 3 ans, comptabilité fournisseurs, personnel et de gestion.
Emploi temporaire jusqu'au : 30 SEPTEMBRE 1983
Salaire annuel approximatif : 85.000 F
URGENT
Ecrire sous le nº T 038209 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Établissement Financier Filiale Groupe international recherche

ASSISTANT STOCK DEALER

25 - 30 ans
avec une expérience du marketing financier et/ou une bonne formation.
BCOFI de base
- anglais indispensable
- bonne présentation requise.
- formation complémentaire assurée.

Adresser CV manuscrit, photo et prétentions à :
M. PHAN
«ELYSEES 26»
75008 PARIS.

LA MAIRIE DE YERRES 91330, recherche pour son service d'action sociale UN COORDINATEUR 3e AGE NIVEAU RÉDACTEUR.
Formation et expérience souhaitées. Adresser candidatures et C.V. à : Monsieur le Maire, 91330 YERRES.

CAISSE DE RETRAITES
quartier BOURSE
recherche

EMPLOYÉS ADMINISTRATIFS
Homme ou femme

pour divers postes stables à pourvoir dans ses services cotisation, contentieux et retraites.

- Les candidats doivent être titulaires du BACCALAURÉAT ;
- ils bénéficieront en 1er lieu d'une formation de quelques mois aux techniques de la retraite complémentaire.

- horaires personnalisés ;
- restaurant d'entreprise ;
- avantages sociaux.

Adr. lettre de candidat. manuscrite, C.V., photo et photocopie du diplôme s/réf. 11.868 à P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

Importante Sté de Cosmétiques et d'Hygiène Corporelle, PARIS recherche pour son secteur « safety » :

PHARMACIEN OU INGÉNIEUR BIOCHIMISTE

ou équivalent ayant bonnes connaissances en TOXICOLOGIE (théorique et expérimentale C.E.S.). Langues obligatoires : anglais-allemand.
Envoyer lettre manuscrite et C.V. à C.G.P. (réf. BB), 14, rue Jean-Mermoz, 75008 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION PARIS-NORD
recherche

ANALYSTE
CONFIRMÉ

- Rattaché au directeur informatique, il analysera, réalisera et assurera la mise en place et la maintenance des applications de gestion. Matériel. CII-HB-DPS 7.
- Expér. de plusieurs années.
- Pratique du langage COBOL, de GECOS, et TDS.
- Connaissance des systèmes comptables appréciée.
- Possibilité d'évolution pour candidat de valeur.

Adr. lettre manuscrite, C.V., photo et prét. à nº 2.730 PUBLICITÉS RÉUNIES 112, bd Voltaire, 75011 PARIS.

Le Centre d'Informations Financières recherche pour PARIS ou pour son agence de VERSAILLES FUTURS CADRES COMMERCIAUX (H. ou F.)
- Dynamiques et ambitieux.
- Goût du contact haut niveau.
- Très bonne présentation.
- Sens des responsabilités.

Pour R.-V. : 500-24-03, p. 208.

Syndicat transporteurs-routiers recherche pour compléter équipe secrétariat national

FEMME OU HOMME

de contact, et de formation juridique (licence en droit)
Chargé (ée) de l'information (dépouillement, analyse, diffusion textes législatives) de l'organisation et réalisation de manifestations du mouvement et de l'animation globale ; son poste pourra évoluer vers des fonctions de négociation.
Salaire annuel brut de début : 80.000 F.
Statut cadre. Déplacements en province.
Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo à PROMOTRANS, service du recrutement, 80, rue Jules-Ferry, 93177 BAGNOLET Cedex.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE proche banlieue Ouest recherche

INGÉNIEUR

diplômé ayant expérience de la planification.
Grands projets multidisciplinaires à l'exportation. Grande connaissance programmation et méthode Pert. Anglais indispensable.

Adr. C.V., photo et prét. à : nº 80.459 Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01.

OFFRES D'EMPLOIS

COMPAGNIE FRANÇAISE
PROJETS DE VIDÉOTHÈQUE ET DE TÉLÉMATIQUE
INGÉNIEURS ANAL-PROGRAMMEURS
2 à 5 ans d'expérience maîtrisant le CICS et le COBOL
INGÉNIEURS SYSTÈMES
IBM-VM-VSAM-EXEC
104.000 à 195.000 F/an
INGÉNIEURS CII-HB.66
expérience 2 à 4 ans DPS8
160.000 à 195.000 F/an
INFORMATIS CONSEILS
26, r. Daubenton-5e. 337-89-22.

IMPORTANT GROUPE AGRO-ALIMENTAIRE
recherche
CADRE JURIDIQUE
Niveau licence en droit. Minimum 4 à 5 années d'expérience professionnelle pratique nécessaire. Libre rapidement adr. C.V. Lettre manuscrite sous réf. 2.735 à : Publicités Réunies, 112, bd Voltaire, 75011 PARIS qui transmettra.

Proche banlieue Ouest Paris
SOCIÉTÉ INSTRUMENTATION SCIENTIFIQUE
en pleine expansion
recherche
INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN
pour poste de
RESPONSABLE SERVICE APRÈS-VENTE
— quelques années d'expérience ;
— connaissances microprocesseurs indispensable ;
— anglais souhaité.

Ecrire avec C.V. et prét. à nº 2.729 Publicités Réunies, 112, bd Voltaire, 75011 Paris.

ORGANISME PROFESSIONNEL
QUARTIER ÉTOILE
recherche pour
SERVICE STATISTIQUES
(en cours d'informatisation)
EMPLOYÉ(E) DE BUREAU
BAC C EXIGÉ
Ecrire avec c.v., photo et prétentions à nº M 55.216, BLEU, 17, rue Lebel, 94307 Vincennes Cedex qui transmettra.

CONSEILS EN BREVETS D'INVENTION À PARIS
effectuant importantes opérations d'acquisitions et de défense de la propriété industrielle pour clientèle française et étrangère. — recherche
INGÉNIEUR DIPLOMÉ
désirant s'intégrer dans une équipe de conseillers d'entreprises.

— Profil souhaité :
Electricité, électronique ou physique, très bon anglais, allemand lu. Aptitudes à la rédaction. Connaissances juridiques appréciées.

— Activités :
Etudes variées d'innovations industrielles, ambiance dynamique, nombreux contacts.
— Poste stable, de confiance à caractère évolutif ;
— Salaire selon expérience et qualification.

Envoyer c.v. manuscrit, prétentions et références à : CABINET ANDRÉ BOUJU, 38, av. de la Grande-Armée, 75017 PARIS.

La ville de TREMBLAY-LÈS-GONESSE
recrute d'URGENCE
UN ATTACHÉ COMMUNAL EXPÉRIMENTÉ
pour le secrétariat général, possédant une bonne formation juridique du niveau licence.
Adresser c.v. au Secrétaire Général de la Mairie.

ORGANISATION PROFESSIONNELLE AGRICOLE
cherche pour son service JURIDIQUE ET FISCAL
UN COLLABORATEUR
Titulaire d'une licence ou d'une maîtrise en droit privé, ayant au minimum 2 ans d'expérience. Une bonne connaissance des problèmes fiscaux. Travail d'équipe.

Adresser c.v. et prétentions sous le nº T 038.202 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, Paris-2e.

Recherche biochimiste ou microbiologiste expérimenté dans la fabrication d'acide citrique par l'aspergillus Niger E 330. Etudierons toutes propositions. Ecr. s/nº 793 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

ORGANISME AMÉRICAIN
recherche pour ses bureaux de banlieue Ouest
CHEF DU PERSONNEL
Niveau Bac, capacité en droit souhaitable.
Connaissances des lois sociales de l'administration du personnel avec de préférence plusieurs années d'expérience.
Anglais écrit et parlé indispensable.
Emploi permanent.
Salaire annuel approximatif : 120.000 F selon qualification.

URGENT
Ecrire sous le nº T 038221 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Organisme à vocation internationale, spécialisé dans les problèmes de formation et de transfert de compétences — branche aéronautique et spatiale recherche
INGÉNIEUR D'ÉTUDES
pour réalisation diagnostic et études de systèmes éducatifs étrangers.

Ayant 10 ans d'expérience, il aura une formation et/ou un passé industriel aéronautique.

Bonne connaissance de l'anglais indispensable. Poste basé à Paris avec missions de courte durée.

Adresser CV et prétentions avec lettre manuscrite en précisant la réf. 2484 sur l'enveloppe à MÉDIA SYSTEM. 104, rue Réaumur 75002 Paris.

Sté proche banlieue Ouest recherche
COLLABORATEUR
NIVEAU H.E.C.
pour gestion administrative et financière en France de grands contrats multidisciplinaires de longue durée à l'exportation.
Bon niveau mathématiques. Qualités rédactionnelles. Anglais indispensable.

Env. C.V., photo et prét. nº 60.461 Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

CENTRE DE FORMATION PARIS-17e
recherche
ENSEIGNANTS FORMATEURS EN INFORMATIQUE
DE GESTION
Envoyer C.V. et prétentions Ecr. s/nº 7.688 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

INTERNAT BANLIEUE SUD PARIS, rech.
SURVEILLANT (E)
INTERNAT
4 nuits par semaine
PROFESSEUR E.P.S.
(FEMME)
PROFESSEUR
Histoire-Géo. 1er Cycle expérience exigée. Tél. 805-29-67.

Urgent S.A. H.L.M. banlieue Sud-Est
recherche
VENDEUR (SE) QUALIFIÉ (E)
de logements PAP
Fixe intéressement
Téléphoner pour RV
706-88-00 poste 408.

COMITÉ DE LIAISON POUR L'ALPHABÉTISATION ET LA PROMOTION DE L'ILE-DE-FRANCE
recherche
UN (E) DÉLÉGUÉ (E) RÉGIONAL (E)
Travail :
animer une équipe réalisant de la formation de formateurs bénévoles, et promouvoir une dynamique inter associative sur la formation des travailleurs immigrés.

C.V. à envoyer avant le 26/02 au C.L.A.P. — Beau-France. 8, avenue de Choisy 75643 Paris 13.

CENTRE INFORMATIQUE DE LA VILLE D'ISSY-LES-MOULINEAUX (Hauts-de-Seine)
recrute
ANALYSTE PROGRAMMEUR
PROFIL : Formation informatique supérieure : école ingénieur, MIAGE ou équivalent.

MISSION : Assurer le développement sur système évolué d'applications nouvelles (gestion conventionnelle), en relation avec l'utilisateur.

CONNAISSANCE MATÉRIEL : IBM 38 ET LANGAGE GAP III INDISPENSABLE

Adresser C.V. et photo à Monsieur le Maire Hôtel de Ville 92130 — ISSY-LES-MOULINEAUX.

Institut national de la recherche agronomique.
Concours ou détachement : pour un poste de
CADRE ADMINISTRATIF
ouvert :
— aux cadres du secteur privé ayant au moins 5 ans d'expér. dans les domaines financiers.
— aux fonctionnaires de catégorie A.
— aux titulaires d'une maîtrise de droit public option finances publiques.

Adr. candid. et C.V. à l'I.N.R.A., Affaires Financières 11, rue Jean-Nicot 75007 PARIS.

Association Nationale recherche le responsable de sa comptabilité, D.E.C.S., plus participation à la gestion et opérations de conseil, expérience appréciée, embauche immédiate.
Ecrire avec C.V. et prétentions à l'ANDESI, 15, rue du Puits-de-l'Ermite, 75005 Paris.

Centre National de la Recherche Scientifique
recherche
Chef Inspection Hygiène et Sécurité Paris
Ingénieur diplômé enseignement supérieur pour assurer la conception et la coordination de la prévention des risques et de la protection des personnes pour l'ensemble des installations et services du C.N.R.S. Adresser C.V. et lettre manuscrite au chef du bureau du personnel des services centraux, 15, quai Anatole-France, 75700 Paris.

ADMINISTRATION CENTRALE
recrute d'urgence
CHARGÉ (E) D'ÉTUDES JURIDIQUES
Spécialisé (e) en contentieux administratif
D.E.A. ou DESS en droit.
Quelques années d'expérience impérativement exigées (administration, cabinet d'avocat...). Le sens de l'organisation et une bonne rédaction sont nécessaires.
Envoyer C.V., lettre et photo sous nº 7.687 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

représentation offres

Recherche sur tte la France et départ. d'outre-mer correspondants pour vte de produits financiers de hte gamme (rémunérations très motivantes)
Ecr. à Vernel Investissements 4, place d'Estienne d'Orves 75009 Paris. Tél : 526-28-20.

capitaux propositions commerciales

Nous cherchons UN ENTREPRENEUR
de construct. générale pour un projet de construction hôtelière dans la forêt noire.
Ca. 50.000 volume hors tout.
Ecrire sous le nº 264.595 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

formation professionnelle

E.P.E.C. COMPTABILITÉ
Préparation aux
EXAMENS D'ÉTAT CAP-BP-CPECF-DECS
EPEC FORMATION
13, rue d'Hauteville, 75010
246-59-14
Dernières inscriptions janvier 1983

Stage rémunéré (Bourse du Conseil Général de Paris)
INGÉNIEURS CCIAUX
en systèmes informatiques. Formation pratique et théorique (720 heures à temps plein) pour demandeurs d'emploi Homme/Femme diplomé de l'enseignement supérieur ou exp. équivalente, résident à Paris intra-muros
RÉUNION D'INFORMATIQUE (programme débouché présence d'un conseiller AMPE). Lundi 14 février 14 heures précise, GMF 14, avenue de l'Opéra — 75001 Paris Téléphone 296-12-58.

GRATUITEMENT
et sans perte de vos droits
EN 5 MOIS DE STAGE
devenez
ANALYSTE PROGRAMMEUR DE GESTION
Niveau Bac + 2 ou 5 ans expérience professionnelle ou
CADRE COMMERCIAL PME
Niveau Bac + 2 ou Bac + 3 ou 5 ans expérience professionnelle 800 h de formation dont 160 h de stage entreprise du 28/2/83 au 28/7/83. Conditions : être inscrit ANPE et domicilié Hauts de Seine ou Paris. Téléphoner : ANNE BENAROYA — groupe ÉCOLE DES CADRES 773-63-41 — 747-06-40.

secrétaires

PROCHE GARES DU NORD ET DE L'EST UN GROUPE DE PRESSE
poursuit son développement et recherche plusieurs
SECRETAIRES DE DIRECTION

• L'entreprise : un groupe de presse technique et professionnelle qui a conquis le leadership sur ses marchés par la qualité de ses produits d'information, sa créativité et sa combativité. Une structure décentralisée où l'on sait à chaque niveau ce que délégation de responsabilités signifie.

• Les postes sont à pourvoir au sein de services ou de journaux relevant de la Direction Générale. Ils accordent une large part à l'initiative et supposent un intérêt égal pour des tâches extrêmement diverses.

• Les candidates retenues répondent au profil suivant : autonomie et sens des responsabilités, capacité à s'organiser dans la rigueur et la méthode, dynamisme, goût prononcé pour la qualité, excellente dactylographie. De bonnes notions d'anglais (au moins lu) seront appréciées.

Si la perspective d'exercer votre activité dans une ambiance tonique vous séduit, adressez d'urgence vos lettre manuscrite et C.V., sous référence GC 02-83, à GROUPE TESTS, 5, Place du Colonel Fabien 75491 Paris Cédex 10

SERVICE RELATIONS PUBLIQUES
recherche
SECRÉTAIRE STÉNO-DACTYLO
— 2 ans d'expérience, bons contacts, sens de l'organisation.
— 25 ans minimum, libre de suite.
Ecrire avec C.V., photo et prétentions au CEDFI B.P. 40. 92302 LEVALLOIS-PERRET CEDEX, ne pas téléphoner.

Faculté libre théologie Prot. Paris ch. secrétaire confir. 30 H Sem. Adres. cand. CV prof. Dubois. 83, Bd Arago 75014 — PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE
proche banlieue Ouest
recherche
SECRÉTAIRE
haut niveau bilingue anglais
pour SECRÉTARIAT DIVISION OPÉRATIONNELLE
SECRÉTAIRE
TRILINGUE ANGLAIS/ESPAGNOL
et
SECRÉTAIRES
BILINGUES ANGLAIS
Env. C.V., photo et prét. à : nº 60.457 Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE PARIS-13e
recherche
SECRÉTAIRE
Pour SERVICE ADMINISTRATIF ET FINANCIER
Connaissances d'anglais indispensables.
Adr. C.V. nº 60 524. CONTESSE Publicité 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

CHERCHE
SECRÉTAIRE DACTYLO
Connaissant bien l'Arabe. Association TILA. 502-10-10.

As. de formation et d'animation, secteur éduc. pop., orga. non hiérarchique, ch. secrétaire mi-tps : courrier, compta., suivi dossier, exp. et initiative. C.V. et prét., Ouvre-boîte 105, rue du Fg-du-Temple 75010 PARIS.

automobiles

boxes - parking

Mº GAMBETTA
Parkg ou boxes à vendre. M.I.L. - 362-09-37.

MÉTRO GAMBETTA
Parkings ou boxes à vendre. MIL : 362-09-37 sauf samedi.

DEMANDES D'EMPLOIS

CHEFS D'ENTREPRISE
L'Agence Nationale Pour l'Emploi
vous propose une sélection de collaborateurs :
- INGENIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

H. AUTODIDACTE — 43 ans — 20 ans expérience spécialiste instrumentation process-control chimie + projets + maintenance en usines — Expérience engineerings + chantier au M.O. — Anglais + bases allemand.
RECHERCHE : poste responsabilité démarrage, installations — accepte déplacements, chantiers — Étranger. (Section BCO/JCB 323).

TECHNICIEN SUPÉRIEUR en biologie — 27 ans — Maîtrise de biologie (option génétique, écologie) + 2 ans d'études médicales — Stages études d'impacts sociétés d'ingénierie — Anglais lu — Expérience milieu agricole — Grande disponibilité — Sens des contacts.
RECHERCHE : situation dans Stés désirant renforcer département études recherches (secteurs : agricole, agro-alimentaires, industrie, pharmaceutique, para-chimique...) — Paris — R.P. (déplacements acceptés France — Étranger). (Section BCO/JCB 324).

CHEF DE PUB. senior — 29 ans — anglais courant, allemand bonnes notions — Institut des sciences et techniques de la communication — 3 ans expérience agence conseil communications internes et externes : assure toutes études de la conception à la réalisation.
RECHERCHE : poste responsable communication à créer ou développer. (Section BCO/JCB 325).

INGÉNIEUR QUALITÉ — 47 ans — Très grande expérience internationale en matière de normalisation (décret 78 — 166 — MILSTD 105 D — AFNOR — ASTM — BSI — DIN — 150 — Essais d'uniformité de poids) — Spécialiste en instrument de laboratoire (pipeter, dispenser, diluter) et en contrôle statistique sur remplissage (dose surdose) en industrie agro-alimentaire et pharmaceutique.
RECHERCHE : mission de formation conseil en contrôle qualité ou poste fixe — Nord Paris — Est France ou RFA. (Section BCO/JCB 326).

ANPE

ECRIRE OU TELÉPHONER :
12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09
Tél. : 285-44-40, poste 33 ou 26.

J.F., 35 ans, diplômes relat. publ. et russe, 7 ans d'expér. secrét., bon anglais étud. ttes propositions sérieuses, temps partiel de préférence.
Ecrire sous le nº T 038.190 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F., 35 ans, 12 ans expérience crédit recouvrement gestion comptes clients encadrement, anglais courant rech. poste responsabilités Paris ou environs, étud. toutes propositions.
Ecrire sous le nº T 038.192 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.H., 27 ans, anglais, diplômé de l'université de Cambridge, expér. 4 ans, traducteur français, arabe et russe ch. situation en France ou début dans fonction commerciale.
Tél. 460-84-10 le matin.

J.F., expérimentée, publicité, agences, annonceurs, supports, assure sérieusement suivi, conception, exécution, coordination, fabrication, tous documents publicitaires contrat ou honoraires.
Ecrire sous le nº T 038.224 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

ANIMATION/EXPRESSION
Homme 49 a., formation sup., 12 a., enseign. privé, 12 a., animation centres d'hébergement et de réinsertion adultes, expérience tous moyens d'expression, spécialiste animation de groupe. Cherche poste à responsabilités et/ou créatif dans secteur social, culturel ou autre. Lib. s/un mois. Ecrire P.-L. Tournier, 12, rue Cantagrel, 75013 PARIS.

J.F., 30 ans, comptable diplômé, B.E.P. cherche poste à responsabilité, banlieue nord. Tél. 964-48-05.

H.E.C., expert comptable, audit expérience ch. situation.
Ecrire sous le nº T 038.198 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.H., 23 ans, déb. DUT stat.-info. ch. poste analyt.-progr. Com. Cobol Fortran. Tél. 554-68-32.

J.F. 27 a., dipl. 3e cycle université, 3 a. Rédactrice en chef hebdo professionnel ch. poste
RÉDACTRICE
JOURNAL D'ENTREPRISE
en poste à responsabilité dans la communication, secrétariat de rédaction ou d'édition pouvant offrir perspectives d'avenir Paris. Rég. Paris. Libre rapidement. Ecrire Nº 60.468 CONTESSE PUBLICITÉ, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er qui tr.

J.F. 30 ans, attachée de presse, documentaliste, maîtrise histoire, géo, 10 ans, exp. en recherche sociale et scientifique, tourisme, environnement, politique. Cherche poste haut niveau.
Ecrire sous le nº T 038 200 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

DIRECTEUR NÉGOCE INTERNATIONAL
— 20 ans d'expérience en France et étranger avec Sociétés export et import.
— Contact haut niveau, privés et gouvernementaux.
— Expér. contrats impts.
— Affrètement maritimes.
— Grande connaiss. pays production principalement Amérique Nord/Sud.
— Anglais, portugais, espagnol écrit, parlé. Italien parlé.
— Proposé développer activités matières premières.
— Agro-alimentaire, etc. dans société dynamique.
Ecr. s/nº 0.713 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

ENTREPRISES CONSULTANTS
Eh ! Vous somnoliez ! Ce n'est pas le moment. La chasse au trésor peut vous prendre une demi-heure. Psy. Spéc. de la communic., j'attends votre appel. COUVRAT - 663-66-92. 9, rue des Bas-Longchamps, 92220 BAGNOLET.

ASSISTANTE DE DIRECTION
Cadre, 32 ans, parf. collaboratrice de haut niveau, moderne, esprit de décision, 11 ans d'expérience. Promotion, rel. publiques, administratif, rech. poste évolutif à responsabilités à salaire motivant
PARIS.
Ecrire sous le nº T 038.225 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

CADRE SUPÉRIEUR INDUSTRIEL
47 ans, ENSAM, ICG ;
EXPÉRIENCE :
internationale, mutation technologique à l'électronique, direction d'usine, direction industrielle.
RECHERCHE :
France ou étranger, D.G., D.T., Direction Industrielle ou usine importante.
Ecrire sous le nº T 038 216 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.H. 28 ans, E.S.C.P., anglais, esp., organisation informatique de gestion. Cherche société pour échange travail efficace contre poste bonne perspective informatique ou bureautique. Très disponible.
Ecrire sous le nº T 038 204
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. 23 ans, maîtrise, Sciences Eco. étudierait toutes propositions. — 293-08-47.

CADRE TECHNICO-CCIAL
spécial promotion produits électroniques finis/semi finis, auprès téléphonistes, électriciens ou revendeurs. Rhône Alpes S.E., depuis 12 ans. Recherche activité similaire ou direction agence ou dépôt régional. Libre mars, avril — (16-7) 825-39-07 ou M. Deffaux 26, rue C.P. Jusseaud, 69110 St-Foy-lès-Lyon.

TRADUCTEUR TECHNIQUE
all., angl., 6 ans exp., solides réf. cherche emploi mi-temps ou temps partiel. Alain LE CALVEZ, 5, rue Barbès ISSY-LES-MOULINEAUX
Tél. : 736-85-99.

JEUNE FEMME 25 ans, titulaire maîtrise de lettres, spécialisée dans la littérature médiévale. Anglais courant, culture générale étendue, facilité de rédaction. Recherche 1er emploi dans l'Edition, la documentation, les relations publiques.
Ecr. s/nº 7 695 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Professeur d'origine anglaise doct. Etat lettres (lit. anglo-sax.), 15 ans exp. ens. supérieur. Ch. cours ou poste Paris. Ecr. s/nº 7.689 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Sous-directeur banque, chargé du développ. du départ. international, H. 33 a., études sup. de co. anglais courant, 9 a. d'exp. opérations internationales et commerce extérieur. Etudierait toutes propositions. Ecr. s/nº 0.792 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.H. 31 a., form. sup., 8 a. exp. achat, appro. impt., gr. industriel, cherche sit. évolutive. Ecr. s/nº 752 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CADRE, 38 ans, sérieuses références France et étranger en entreprises et cabinet, rech. poste RELATIONS HUMAINES, recrutem., format., encadrement. Adr. offres s/nº 7.691 au Monde, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS cedex 09.

J.H. 19 ans niveau BAC, cherche emploi bureau, divers. Bruno BOUVIER 638-84-10.

J.F. 20 ans, niveau BAC G1, angl., espagnol, dactylo. Expér. service s/terminal, reprographie..., ch. situation stable ds serv. administratif. Étudierait ttes propositions. Quart. Gare Nord-Est-Saint-Lazare. Ecrire sous nº 60.262 CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, PARIS-1er qui transmettra.

ING. ARCHITECTE MOYEN-ORIENT
Italien, 48 ans, longue exp. contexte internat., exécut. divers projets construct. (dir., coord., org., superv.), anglais, arabe, italien, français excellent.
RECHERCHE
poste de responsabilités à l'étranger.
Ecr. nº 0.782 le Monde Pub., service Annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

JURISTE ENTREPRISE, DROIT DES AFFAIRES, solide form. juridique, 15 ans expér., prat. de l'anglais, sens resp., contacts aisés, ch. situation stable. Ecr. s/nº 7.660 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Jeune homme avec culture et bonne présentation. Libre de suite, recherche emploi comme CHAUFFEUR. Tél. 605-03-38.

travail à domicile

Secrét. tape sur IBM 82 C. Ts travaux, thèses, manusc., rapp., etc. Tarifs ts intér. Téléphone : 840-42-48.

propositions diverses

Les possibilités d'emploi à l'étranger sont nombreuses et variées (Canada, Australie, Afrique, Amériques, Asie, Europe). Demandez une documentation sur notre revue spécialisée MIGRATIONS (LM), 3, rue Montyon, 75429 PARIS CEDEX 09.

L'immobilier

appartements vente

5e arrdt

NEUF JARDIN DES PLANTES
1 et 3, RUE POLIVEAU
CONSTRUCTION GRAND LUXE
2, 3, 4, 5 P et DUPLEX.
Vis témoin tous les jours 14/19 h. Sauf mercr. et dim.

6e arrdt

DUROC 2 p. cuis., bains 385.000 F
RIVE GAUCHE - 222-70-63.

VAVIN MONTPARNASSE
Studio confort. 225.000 F.
Téléphone : 266-19-00.

7e arrdt

AV. DUQUESNE
Studio ref. neuf, entrée, w.-c., bs. 320.000 F - 566-52-11.

9e arrdt

9e, centre, grand studio équipé, tt cft. 3e ét. s/rue, bas prix, vue urgence, 526-00-35.

11e arrdt

RÉSIDENCE
LES COURTILLES
MÉNILMONTANT
imm. neuf, gd stdg, tt cft, 2 à 5 p. Livraison immédiate.
PRÊT CONVENTIONNÉ
PRIMM TÉL. : 786-11-23.

14e arrdt

Plaisance 150 m² 354-42-70
TERRASSE 100 m².

15e arrdt

CHOIX DE 2 P.
39 m², Parc Vaugirard 256.000
36 m², Convention 320.000
53 m², Commerce . 580.000
56 m², Village Suisse avec terrasse 41 m², 1.120.000.
Jean FEUILLADE, 566-00-75.

17e arrdt

45, AV. DE VILLIERS
Métro MALESHERBES
DUPLEX ou MEZZANINE
de 2, 4, 5 p. et STUDIOS
LUXUEUSE RÉHABILITATION.
Vis. lundi/mardi 13/18 h.

20e arrdt

Métro GAMBETTA
dernier studio en
PRÊT CONVENTIONNÉ
Surface habitable 27×25 m².
Surface balcon 14×0,9 m².
M.I.L. 362-09-37.

Appart. 3 pces c.c., s. de bs, déb. 52 m², sans vis-à-vis. (Près Gambetta.)
Prix : 360.000 F.
Tél. après-midi au 371-09-59.

92 Hauts-de-Seine

ISSY-LES-MOULINEAUX
2 pièces terrasse proche R.E.R.
Vue dégagée, 415.000 F.
SINVIM et Cie, 501-78-67.

Province

CANNES
A saisir : Promoteur vend 2 Pièces vue mer. Documentation : BEL' AUBE, 7, rue des Michels 06110. LE CANNET.

appartements achats

Jean FEUILLADE, 54, av. La Motte-Picquet 15e. 566-00-75. Rech. pour clients sérieux. 15e et 7e arrdt appts ttes surf. et immeuble. Paiement c o m p t a n t.

Recherche 1 à 2 p., Paris, préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 4e, 12e, avec ou sans travaux. PAIE COMPTANT chez notaire. T. 873-20-67 même le soir.

locations non meublées demandes

Paris

EMBASSY SERVICE
8, av. de Messine, 75008 PARIS rech. pr clientèle étrang. et diplomates APPTS, HOTELS PARTIC. et B U R E A U X LOCATION ou ACHAT. **562-78-99**

Région parisienne

Etude cherche pour CADRES villas, pav. toutes banl. Loyer garanti 8.000 F 283-57-02.

locations meublées demandes

Paris

OFFICE INTERNATIONAL recherche pour sa direction beaux appts de standing. 4 p. et plus. Tél. 281-10-20.

Journaliste le Monde, ch. à louer pour quelques mois appt meublé calme, 2 à 4 pièces, bon quartier. Tél. 254-38-32.

locaux industriels

Locations

AULNAY-SOUS-BOIS 93
A partir de 300 m². Locaux d'activités, bureaux.
Disponibilité immédiate, SOCOMIE. 776-17-46.

LA DÉFENSE
Face R.E.R.
Bureaux, Locaux d'activités à louer.
SOCOMIE, 776-17-46.

bureaux

Locations

VOTRE BUREAU OU DEPUIS 150 F/MOIS : 1 DOMICILIATION + SERV. S.A.R.L. Artisans 296-36-74.

VOTRE SIÈGE SOCIAL S.A.R.L. - R.C. - R.M. Constitution de sociétés. Démarches et tous services. Permanence téléphonique.
Tél. : 355-17-50.

DOMICILIATIONS : 8e, 2e.
SECRÉTARIAT. TÉL., TÉLEX. Loc. bureau, toutes démarches, pour constitution de sociétés.
ACTE S.A. 261-80-88 +.

8e MÉTRO MIROMESNIL
BUREAUX ÉQUIPÉS
9 à 50 m² - indépendants. Loc, courte ou longue durée avec secrétariat., tél., télex, télécopie, traitement/textes, standard/hôtesse trilingue. Salle de réunions équipées.
DES CENTRES D'AFFAIRES également en prov. et R.F.A.
ACTE 261-80-88.

---

66 CHAMPS-ÉLYSÉES
Domiciliation 600 F
BUREAUX-MEUBLES
Secrétariat-services
B.E.B. - Tél. : 562-66-00.

pavillons

A vendre à Ris-Orangis 91, pavillon sur 435 m² terrain, 3 p., cuisine, s. de bs, w.-c., tt cft sur ss-sol, grenier aménageable. Prix 475.000 F. Tél. 906-15-96.

villas

8 KM DE VERSAILLES
Magnifique villa 190 m² habitables, décoration luxueuse, jardin d'hiver, terrasse barbecue. S/terr. arboré de 1.100 m². Prix 950.000 F + 450.000 PIC. Tél. : 043-58-27.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE près forêt, VILLA, grande réception, 6 chambres, pavillon gardien, parc splendide 2.200 m² Prix 2.600.000 F. Tél. 953-75-27.

maisons de campagne

VENDS PORT-GRIMAUD (VAR) maison + anneau. Baudisson 4, Lamothe-Guérin, 83000 TOULON.

PROVENCE VIEIL EYGALIÈRES Maison 2 ét., cave voûtée, 4 p., s. de bs, cuis., loggia, tt cft. Tél. (90) 92-14-84, 500.000 F.

viagers

Etude LODEL, 35, bd Voltaire, PARIS-XIe. Tél. 355-61-58. Spécialiste viagers. Expér., discrétion, conseils.

16e MUETTE, 3 p. tt cft, 6e ét. asc. 290.000 F + 1.200 F. Occupé. F. CRUZ - 266-19-00.

Le Monde

économie

ÉTRANGER

Le contrôle des changes pour les étrangers est levé en Afrique du Sud

De notre correspondant

Johannesburg. – Moins de neuf semaines après avoir emprunté auprès du F.M.I. la plus énorme somme de son histoire (8 milliards de francs), l'Afrique du Sud roule à nouveau sur l'or. C'est en tout cas ce qui ressort des explications fournies par le ministre des finances, M. Owen Horwood, après l'annonce, samedi 5 février au Cap, de la suppression du contrôle des changes pour les étrangers, en vigueur depuis vingt-deux ans.

Aux termes des nouveaux règlements, applicables depuis lundi 7 février, les investisseurs non résidents en Afrique du Sud retrouveront l'entière liberté de déplacer leurs capitaux. Les entreprises, comme les particuliers, basés hors du pays, pourront transférer leurs profits sud-africains, voire retirer sans contrainte la totalité de leurs immobilisations au pays de l'apartheid.

Revers de la médaille, le double marché des changes est supprimé, les opérateurs étrangers devront désormais acquérir leurs rands d'investissements au tarif plein (environ 6,50 FF), et ne bénéficieront plus des 15 ou 16 % de décote du rand financier. Selon M. Horwood, compte tenu de la solidité économique du pays, ces mesures ne devraient pas tarir le flot des investissements extérieurs vers l'Afrique du Sud. Aucun chiffre n'a été cité, mais d'après le *gouverneur de la banque centrale*, M. de Kock, il y aurait eu, « *ces derniers mois, de substantielles entrées de capitaux étrangers* ».

L'argument de ceux qui, au sein du F.M.I., s'opposèrent sans succès à l'obtention du prêt sollicité par Pretoria se trouve ainsi, *a posteriori*, partiellement justifié. Certains, rappelons-le, avançaient que la demande sud-africaine n'était pas fondée sur un besoin réel, mais avait essentiellement pour objectif de réamorcer la pompe des investissements étrangers en rétablissant un certain degré de confiance internationale.

De fait, les difficultés de la balance des paiements invoquées par Pretoria pour encaisser son milliard de dollars à taux privilégié (environ 7 %) ont pratiquement disparu. *Comme par enchantement.* De 4 milliards de rands de déficit pour l'année dernière, les paiements courants s'achemineraient aujourd'hui, en pente annuelle, vers un excédent de 1 milliard pour 1983.

La remontée des cours de l'or sur les marchés internationaux (1), dont l'Afrique du Sud est le principal pourvoyeur, n'y est certes pas étrangère.

Que les mesures annoncées *aujourd'hui résultent ou non d'un* accord secret avec le F.M.I., qu'elles s'expliquent par l'envol de l'or, la baisse des importations, la volonté de maintenir le rand à son bas niveau actuel, ou le louable objectif de *ralentir l'inflation* (15 % l'an), elles permettent en tout cas au régime d'offrir une spectaculaire démonstration de confiance dans ses institutions politiques.

Le ton victorieux employé par les autorités et les médias d'État pour présenter la mesure au public ne laisse planer aucun doute à cet égard. « *Un événement capital dans notre histoire financière* », exultait M. Horwood.

Certes, pour les citoyens sud-africains, le contrôle des changes reste encore largement en place, mais il est allégé. Les résidents pourront *désormais dépenser 6 000 rands* (36 000 F) par an, au lieu de 4 000 (24 000 F) pour leurs vacances à l'étranger, les hommes d'affaires voient leur enveloppe annuelle de frais de voyage hors Afrique du Sud passer de 7 500 à 10 000 rands (61 700 F), et les familles candidates à l'émigration pourront emporter avec elles 100 000 rands (617 000 F) au taux plein, et non plus « financier ».

Une décision politique

La portée de ces derniers ajustements n'est évidemment pas comparable au formidable impact psychologique attendu en haut lieu de la *liberté réinstituée pour les capitaux*. Reste que le Sud-Africain moyen peut ainsi, son budget vacances élargi, ressentir directement les premiers effets de la « confiance retrouvée ». Nul ne doute, en effet, qu'au delà des *motifs relevant de la pure* technique financière la décision sud-africaine comporte un caractère hautement politique.

Pour en prendre la mesure, il suffit de rappeler que le contrôle des changes avait été institué en 1961, juste après les émeutes noires de Sharpeville, dans le Transvaal. A cette époque, la police blanche avait tiré sur les manifestants anti-apartheid, et tué soixante-quinze d'entre eux. La plupart des leaders africains contestataires furent très vite arrêtés, leurs organisations interdites (Congrès national africain, Congrès panafricain, etc.) et l'ordre promptement rétabli. Mais les capi*taux s'effraient facilement* : croyant à l'explosion imminente de la « bombe noire », les investisseurs se ruèrent vers les portes de sortie. Celles-ci allaient bientôt être refermées, le contrôle des changes fut établi alors que le calme revenait.

Les restrictions financières avaient été imposées à l'occasion d'une turbulence de l'histoire sud-africaine, elles ont été maintenues vingt-deux ans, car la situation n'était pas assez stable pour permettre aux capitaux d'errer comme bon leur semble. Si elles sont abolies aujourd'hui, c'est donc qu'il n'y a plus de danger. Tel est le raisonnement auquel l'homme de la rue, sans oublier l'homme d'affaires français ou américain, est invité à souscrire.

PATRICE CLAUDE.

(1) Début octobre, quand l'Afrique du Sud fit sa demande, l'once d'or valait *392 dollars, elle en vaut maintenant* 500.

AFFAIRES

L'Etat et l'industrie automobile

(Suite de la première page.)

Comment alors ne pas se faire quelque souci devant ces grèves difficilement expliquées et mal maîtrisées par les syndicats, face aussi à une situation financière des deux groupes nationaux fortement dégradée et un avenir bien incertain ?

1982 aura été, on le sait, l'année des occasions perdues : les grèves déjà (avec près de 100 000 voitures non produites de ce fait), un taux de change peu favorable depuis 1980 aux constructeurs français, la digestion difficile des investissements importants des années précédentes (plus de 20 milliards pour Renault, près de 15 pour Peugeot de 1980 à 1982), le blocage des prix enfin, auront pesé sur la productivité et la compétitivité des groupes nationaux. Conséquence, ceux-ci n'ont pas pu profiter d'un marché intérieur exceptionnel (+ 12,1 %), où la concurrence était d'autant plus vive que les marchés voisins étaient plutôt déprimés. Renault a ainsi à peine maintenu sa part de marché, tandis que celle de Peugeot S.A. régressait. Parallèlement, les pertes s'accumulaient : de l'ordre de 1,9 milliard de francs pour Renault (dont, il est vrai, 300 millions seulement dans le secteur de l'automobile strictement *dit) et sans doute 2,5 milliards pour* Peugeot. Ce dernier groupe ayant connu d'autres exercices déficitaires (6 milliards en trois ans), voilà qui pose la question de la survie du « lion » sochalien, du moins parmi les dix premiers constructeurs mondiaux. Toujours malade du rachat en 1978 de Chrisler Europe, son endettement à court, moyen et long terme approche 27 milliards de francs (36 % du chiffre d'affaires), alors que ses fonds propres ont fondu de moitié au cours des trois dernières années.

La vente, à la fin de 1982, des magasins Ravi pour 137 millions de francs et l'élagage de la branche quasi morte qu'était Matra-Automobiles – des décisions où certains voient la patte du numéro deux du groupe, l'ambitieux M. Jacques Calvet, récemment arrivé de la B.N.P., – ne sont plus à la hauteur des besoins.

Quant à Renault, à peine moins endetté, relativement, que son concurrent – malgré une dotation en capital de 1 milliard de francs en 1982 de la part de l'Etat actionnaire, – il ne peut plus se permettre de voir sa compétitivité encore entamée.

Des aides ponctuelles

Voilà pourquoi les grèves inquiètent. Déjà cinq cent mille voitures auraient été perdues depuis le 1er janvier (la moitié de 1982 en un mois). De plus, l'accord salarial signé chez Renault – en pleine grève des peintres de Flins, – qui aura sans doute un effet d'entraînement dans la branche, dépasse légèrement les objectifs du gouvernement (avec une *augmentation* de 21, 7% pour 1982-1983 contre 21,6 % préconisés). Sans doute le dérapage est-il léger. Mais outre que l'accord comporte une sorte de clause de sauvegarde du pouvoir d'achat, il laisse la direction de la Régie le dos au mur puisque celle-ci ne pourra plus faire de concessions en cas de nouvelles revendications, sous peine d'affecter la politique de M. Delors.

Sans parler de *l'« intégrisme religieux »* dénoncé par M. Mauroy, et qui est *sans doute l'un des facteurs* de ces poussées de fièvre, les mouvements sociaux ont bien d'autres raisons (*le Monde* du 29 janvier).

Les pouvoirs publics réfléchissent donc au moyen d'éviter une trop grande altération de la compétitivité de l'industrie française. Non q'u ils préparent un « plan automobile » – comme l'avait annoncé le chef de l'Etat avant de se rétracter quelques jours plus tard au *Salon de l'auto*, – mais quelques actions *spécifiques* sont envisagées.

Au demeurant avec le lancement de la BX de Citroën, de la 205 Peugeot et du nouveau modèle promis pour chaque année par Renault, le rajeunissement de la gamme est en marche. Le succès de ces modèles et la poursuite d'investissements à hauteur de 7 % à 8 % de leur chiffre d'affaires seront déterminants pour l'avenir des deux groupes. Or si cet *objectif semble possible à atteindre* pour Renault, il sera plus difficile pour Peugeot. Et nul ne sait si la firme sochalienne, fort soucieuse de son indépendance – mais trop endettée pour poursuivre son effort même si la famille Peugeot joue, comme elle l'a toujours fait, son rôle d'actionnaire principal, – accepterait une aide de l'Etat. M. Parayre son président, déclarait au *Monde* en octobre 1982 : « *J'attends de l'Etat, non pas une aide, mais qu'il recrée les conditions de fonctionnement normal des entreprises.* » Il n'est pas sûr que telle soit toujours la position du groupe ni qu'il y ait unanimité au sein de la direction sur la doctrine. Apparemment, une aide de l'Etat ne sera acceptée que si elle in*tervient dans le cadre général de* l'industrie automobile et si elle ne contrevient pas aux règles de la C.E.E.

L'adaptation de l'industrie automobile passe actuellement par la décompression des effectifs de la région parisienne. C'est là une des conséquences des grèves actuelles. Peut-être aussi une des causes. Un mouvement déjà largement entamé puisque Billancourt, par exemple, a perdu, en vingt-cinq ans, la moitié *de son potentiel industriel et dix* mille emplois. Des aides devront donc être proposées aux groupes français pour l'implantation dans les régions les plus touchées par la crise de certains ateliers des usines parisiennes. En outre, des prêts superbonifiés vont être offerts pour une robotisation accrue de la production française. Enfin, la recherche, en matière notamment d'économies d'énergie – le véhicule 3 litres, – sera poursuivie avec l'aide de l'Etat.

Mais le redressement financier passe plutôt par les prix que par l'interventionnisme. C'est ce qui a justifié l'autorisation donnée aux constructeurs de relever, dès février, leurs barèmes de 2 % en moyenne. Du fait d'un renchérissement des voitures de 7,7 % en 1982 – soit 2 points de moins que le rythme de l'inflation, – les groupes escomptaient un tel rattrapage. D'autant que leurs coûts ont augmenté. Outre les salaires, le prix de l'acier a connu une hausse de 30 % *en* 1982 *sous* l'effet des décisions de la CECA et de la dévalarisation du franc, et il devrait encore subir une majoration de 18 % en 1983. L'an passé, le relèvement des prix de l'acier et des plastiques a absorbé 40 % du renchérissement des automobiles.

Alors qu'un point de hausse correspond à 600 millions de francs supplémentaires pour Renault et Peugeot, l'engagement de modération signé le 4 février par la branche et *qui prévoit une augmentation* maximale de 7,5 % du prix des voitures en 1983 – les constructeurs français réclamaient 10 % – laissera-t-il une marge suffisante ?

Les pouvoirs publics s'apprêtent aussi à jouer comme il se doit leur rôle d'actionnaire de Renault (dont la dotation en capital devrait toutefois être légèrement inférieure à celle de 1982). Mais, quoi qu'il en soit, il sera fort difficile aux deux groupes nationaux de retrouver l'équilibre financier en *1983* si les conflits actuels se poursuivent.

BRUNO DETHOMAS.

MACHINISME AGRICOLE

Une troisième voie possible entre « survivre diminué » et « mourir en se développant »

À la demande des ministères de l'agriculture et de l'industrie un groupe de travail, constitué pour l'occasion, vient de rendre publiques une série de recommandations pour améliorer la situation générale du secteur. Ce rapport concerne en fait essentiellement les nombreuses P.M.E. du machinisme. Un second groupe de travail planche, lui, sur les structures industrielles, c'est-à-dire en fait sur la restructuration qui apparaît nécessaire dans les filiales des grands groupes multinationaux comme John Deere, International Harvester, Massey-Ferguson, ainsi que Renault, la crise du machinisme débouchant pour ces entreprises sur une surcapacité de production.

Pour le secteur pris dans son ensemble le diagnostic est le suivant : perte de plus de 17 000 emplois en huit ans, baisse du chiffre d'affaires en valeur réelle depuis 1974, baisse des exportations en volume depuis 1976, dégradation du taux de couverture des importations par les exportations.

Pour les P.M.E., qui composent le gros du bataillon des 490 entreprises du machinisme en France, le groupe de travail propose une première série de mesures, dont les principales sont de consolidation financière. Trente-quatre autres dispositions sont suggérées, qui pourraient être mises en œuvre par un groupe interministériel du machinisme agricole restant à créer.

« *Les marges d'autofinancement des P.M.E. ne permettent plus*, dit le rapport, *de ne financer qu'une part chaque année plus faible des besoins d'investissements et de fonds de roulement. Les frais financiers dépassent 6 % du chiffre d'affaires. Les entreprises qui veulent maintenir leur niveau d'activité risquent d'être mises en difficultés si leurs besoins en fonds de roulement (environ 20 % du chiffre d'affaires) ne peuvent être couverts par des capitaux permanents. Une consolidation financière des entreprises du secteur paraît donc nécessaire pour les faire sortir du dilemme fatal : survivre diminuées ou mourir en se développant.* »

Pour ce faire, le rapport suggère plusieurs objectifs : diminution des frais financiers de 6,5 % à 4 % du chiffre d'affaires, augmentation des fonds de roulement à deux mois et demi d'activités, accroissement des fonds propres à hauteur de 65 % des capitaux permanents, investissements en recherche-développement pour accroître les exportations portés à 6 % du chiffre d'affaires, contre 3 % en 1981. Ce programme d'assainissement représenterait un apport de capitaux permanents de l'ordre de 1,5 milliard de francs, en trois ans. Plus précisément, le groupe de travail propose une aide des pouvoirs publics de 470 millions de francs, réservée dans un premier temps à l'assainissement financier des entreprises moyennes du secteur. Ensuite, entre *1983 et 1985*, une enveloppe annuelle de 300 millions de francs serait affectée au redressement industriel. Cet effort serait réalisé par le F.D.E.S. (Fonds de développement économique et social). Pourraient s'y joindre l'IDI (*Institut de développement industriel*), l'IDIA (Institut de développement des industries agro-alimentaires), les sociétés de développement régional et le Crédit agricole.

Les « grands » discutent

Du côté des grands noms du tracteur ou de la moissonneuse-batteuse, les sommes en jeu sont plus considérables et les situations plus cruciales : Massey-Ferguson, International Harvester et Renault-motoculture perdent de l'argent, John Deere en gagne moins, seule Fiat semble pour le moment tirer son épingle du jeu. Les sept entreprises multinationales installées en France réalisent 35 % du *chiffre d'affaires de ce secteur*. Les pouvoirs publics les pressent de s'entendre. Comme ce fut le cas pour l'automobile, l'heure est plus que venue de rationaliser, d'allonger les séries, bref d'échanger des composants. Les responsables de Massey, Renault et I.H. reconnaissent qu'ils ont des discussions en ce sens, qui, pour certains, pourraient déboucher sur des accords en juin ou septembre. Mais tous insistent, I.H. en premier, qui est le géant le plus malade au plan international et qui s'est déjà défait de sa filiale française de génie civil (Yumbo), pour affirmer qu'il n'est pas question jusqu'alors de reprise, absorbption, fusion ou autre concentration. Il n'est pas impossible que les pouvoirs publics soient plus ambitieux que les constructeurs en ce domaine, pour Renault notamment, dont un précédent rapport consacré à la recherche agro-alimentaire, initié par le ministère de la recherche et de l'industrie, voulait faire le noyau d'un groupement d'intérêt public. Il est vrai que les autres constructeurs, dont Massey-Ferguson, *qui négociait* de son côté avec le premier ministre du fait de son implantation dans la région lilloise, n'avaient pas à l'époque (printemps-été 1982) été consultés.

Deux exemples illustrent les négociations en cours : International Harvester serait intéressé à fournir des cabines de tracteurs à Massey-Ferguson, mais les problèmes d'adaptation aux modèles de l'autre marque et surtout celui du chevauchement des réseaux de distribution sont difficiles à résoudre. I. H. vendrait aussi volontiers des pièces de *fonte* à Renault, lequel pourrait lui fournir des ponts avant qui sont sa spécialité. Par contre, I. H. dément, ainsi que Renault d'ailleurs, qu'il y ait des *pourparlers dans le domaine* des moissonneuses-batteuses, domaine où I. H. dispose, dans son usine d'Angers, reprise à Braud, d'une confortable avance technique.

Alors qu'il insiste sur la nécessité d'accroître les capacités d'exportation des P.M.E., qui fabriquent les outils derrière tracteurs ou les matériels d'équipement et de stockage à la ferme, le rapport sur l'amélioration de la situation générale du machinisme *n'évoque pas* l'apport des réseaux de distribution internationaux des « grands », sur lesquels ces P.M.E. peuvent s'appuyer. Il est vrai que les différentes marques n'ont pas attendu la constitution d'un groupe de travail pour songer à s'associer à l'exportation avec les moyennes/grandes du machinisme agricole français.

JACQUES GRALL.

M. ROBERT LEROY LAISSE A SON FILS LA PRÉSIDENCE DU GROUPE MAISON FAMILIALE

A la veille de son soixantième anniversaire, M. Robert Leroy, fondateur il y a trente-quatre ans du Groupe maison familiale de Cambrai, prend de la distance avec ce qui est devenu le premier fabricant français de maisons individuelles. Il cède, en effet, la présidence de G.M.F. S.A. à son fils Patrick, âgé de trente-trois ans, entré dans l'affaire il y a neuf ans. M. Patrick Leroy sera assité de M. Robert Héline, administrateur-directeur général, et de M. Pierre Deceukeleire, directeur général. M. Robert Leroy, cependant, garde son poste de président du conseil de surveillance de CEMAP (Centre d'études, de management et de productivité), qui est la holding du groupe, et devient *président de Ficofrance, établissement financier, filiale de* G.M.F. S.A.

M. Robert Leroy cesse donc d'être un homme de terrain, directement opérationnel, pour de réserver des tâches de surveillance. Préparation classique d'une succession en douceur dans une affaire familiale, lorsque le fondateur a subi, il y a un an, une grave opération cardiaque. Un peu moins classique dans une affaire où le capital de la holding est tout entier la propriété des salariés.

Le Groupe maison familiale, qui emploie, dans un cadre juridique tout à fait capitaliste, deux mille cinq cents personnes, a réalisé en 1982 un chiffre d'affaires de 4,7 milliards de francs.

Les dirigeants du groupe d'assurances Lloyd's pourraient être contraints de rendre publics leurs intérêts financiers

Les vingt-sept membres du nouveau conseil d'administration du groupe d'assurances Lloyd's de Londres pourraient être obligés de rendre publique l'intégralité de leurs intérêts dans le monde des affaires, qu'ils aient une relation ou non avec l'assurance, ceci afin de mieux informer la communauté financière et d'éviter la répétition des scandales qui ont éclaté récemment

Ainsi, l'an dernier, la grande société de courtage américaine Alexander et Alexander, qui avait racheté la firme britannique Howden, regroupant plusieurs « syndicats » d'assureurs du Lloyd's, a constaté, après coup, la disparition de 55 millions de dollars (420 millions de francs), investis sous forme de primes de réassurances au Panama et au Liechtenstein. Cinq directeurs de Howden ont été licenciés et celui d'un des « syndicats », M. Ian Postgate, surnommé « Goldfinger » pour son génie des affaires, a été suspendu. L'affaire Howden a déclenché une série d'enquêtes sur le marché, qui a éclaboussé plusieurs « syndicats » et incité la Banque d'Angleterre à imposer au Lloyd's un nouveau président, M. Ian Davison, et un nouveau conseil d'administration.

En 1981, le Lloyd's a délivré pour 2,8 milliards de livres sterling (30 milliards de francs) de primes d'assurance et de réassurance et procuré, en 1981, 380 millions de livres (4 milliards de francs) en devises à la balance des paiements britanniques au titre des rentrées « invisibles ».

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. +ou	Dép. –	Rep. +ou	Dép. –	Rep. +ou	Dép. –
$ E.-U.	7,0220	7,0270	+ 175	+ 205	+ 390	+ 435	+1065	+1260
$ can.	5,7200	5,7260	+ 90	+ 130	+ 240	+ 295	+ 670	+ 860
Yen (100)	2,9215	2,9290	+ 120	+ 145	+ 280	+ 310	+ 895	+ 990
DM	2,8340	2,8360	+ 140	+ 150	+ 320	+ 345	+ 980	+1060
Florin	2,5805	2,5830	+ 150	+ 165	+ 335	+ 360	+1010	+1095
F.B. (100)	14,3300	14,3970	– 90	+ 45	– 235	– 50	– 745	– 280
F.S.	3,4410	3,4465	+ 245	+ 270	+ 550	+ 585	+1560	+1695
L (1 000)	4,9325	4,9385	– 345	– 265	– 795	– 690	–2215	–1990
£	10,6545	10,6670	+ 85	+ 160	+ 240	+ 355	+ 885	+1225

TAUX DES EURO-MONNAIES

$ E.-U.	8 5/8	9	8 7/8	9 1/4	9 1/16	9 7/16	9 9/16	9 15/16
DM	5 5/8	6	5 5/8	6	5 5/8	6	5 5/8	6
Florin	4 1/2	5	4 1/2	5	4 1/2	5	4 3/4	5 1/8
F.B. (100)	12	13	12	13 1/2	12 3/4	13 1/4	13 1/4	14 3/4
F.S.	2 1/4	3 3/4	2 1/4	3 1/4	2 3/4	3 3/8	3 5/16	3 15/16
L (1 000)	16	19	19	21 1/2	21	22 1/2	22	23 1/4
£	10 3/4	11 1/2	10 1/16	10 13/16	10 1/16	10 13/16	10 1/16	10 13/16
F. franç.	13	14	17 1/4	18	20	20 3/4	20	20 3/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

SOCIAL

UNE ÉTUDE DU C.E.R.C.

Les modifications intervenues en 1982 rapprochent l'indemnisation des chômeurs français de celle des étrangers

Le chômeur français est-il mieux traité que ses homologues européens ou canadiens ? Oui, si l'on en croit une récente enquête du C.E.R.C. (1) qui compare les systèmes d'indemnisation du chômage *en France, en Allemagne fédérale,* en Grande-Bretagne, en Suède et au Canada. Cela dit, la situation des chômeurs français est moins favorable, en 1982, qu'elle ne l'était en 1980. Les modifications introduites, en 1982, en France comme en Grande-Bretagne ont eu, en effet, comme résultat de rapprocher l'indemnisation des chômeurs français de celle des chômeurs étrangers.

Le chômeur français est d'autant mieux indemnisé qu'il aura travaillé au moins un an avant la perte *d'emploi et que son licenciement* aura été prononcé pour raison économique.

● Avec moins de trois mois de travail, l'indemnisation est nulle en France, comme en Allemagne, en Suède et au Canada. Elle n'existe qu'en Grande-Bretagne où elle varie de 10 à 62 % selon le salaire et la situation de famille.

● Pour une durée de trois à six mois de travail, toujours inexistante en Suède, l'indemnisation apparait en France, plus faible (13 à 18 %) qu'en Grande-Bretagne dont les précédents niveaux restent valables pour tous les autres cas, qu'en Allemagne (de 35 à 46 %) mais tout de même globalement plus élevée qu'au Canada (0 à 16 %).

● A partir de six mois de travail, les français atteignent leur rythme de croisière avec des taux variant de 54 à 76 %, qu'ils garderont pour une durée antérieure de travail de douze mois. Les Allemands augmentent d'un ou deux points leurs taux. Par contre, la Suède commence son indemnisation à partir d'une durée *antérieure d'emploi de six mois et* verse alors de 8 à 24 % du salaire. Les taux canadiens sont compris entre 12 et 28 %.

● Pour une durée antérieure d'emploi de douze mois, la Suède augmente considérablement son taux d'indemnisation, 90 % pour un salaire modeste, 59 % pour un salaire ouvrier moyen et 29 % pour un salaire de cadre. La France, en seconde position maintient son *indemnisation précédente, tandis* que l'Allemagne majore de nouveau les taux d'1 ou 2 points. Les taux du Canada oscillent, de 23 à 56 %.

Si le chômage se poursuit au-delà d'une année, la compensation de la perte de salaire diffère à nouveau selon le temps de travail antérieur. Dans les conditions les meilleures, pour un ouvrier moyen, (douze mois de travail) la France reste en tête avec 52 à 66 % d'indemnisation (le taux dépendant de l'âge du demandeur), puis vient l'Allemagne (45 %), la Grande-Bretagne (32 %) *et enfin la Suède (25 %). Le* Canada n'accorde plus aucune indemnité au-delà d'une année.

Il y a quelques difficultés à établir ce type de comparaison car ces pays, au développement industriel comparable, conjuguent différemment *ment les systèmes d'assurance et* d'assistance dans leur protection sociale. Par exemple, en Grande-Bretagne, les mécanismes d'assurance et d'assistance sont intégrés et s'ajoutent pour garantir un « revenu minimum » au chômeur. En Suède et en Allemagne, l'assistance complète l'assurance. Au Canada, il ne s'agit que d'assurance. En France, le principe de l'assurance domine. Mais l'attribution d'allocations de fin de droits ou d'allocations forfaitaires relève de la notion de solidarité. Le système français, par exemple, peut accorder des allocations forfaitaires à des jeunes ou à des femmes n'ayant jamais travaillé.

Ch. Gr.

(1) *L'Indemnisation du chômage en France et à l'étranger ;* documents du Centre d'étude des revenus et des coûts, nº 62. En vente à la Documentation française, 29, Quai Voltaire, 75340, Paris cedex 007. Prix : 28 F.

(2) En Suède et en Allemagne fédérale, il s'agit de prestations d'assurance.

CONSOMMATION

Le premier Centre local d'information sur les prix fonctionne à Lille

De notre correspondant

Lille. — Le premier Centre local d'information sur les prix (CLIP) a été installé à Lille, vendredi 4 février, par Mme Catherine Lalumière, ministre de la consommation. Financé à part égale par le ministère et par la région et mis en place avec le concours des associations de consommateurs et de la chambre de commerce, le CLIP fournira régulièrement des informations sur les prix des produits de consommation courante.

Les prix seront relevés par une trentaine d'enquêteurs munis de « calculettes », véritables terminaux d'ordinateur, dans quelque trois cents commerces de toutes catégories (de la grande surface à l'épicerie traditionnelle) choisis pour constituer un échantillon représentatif des centres de distribution de Lille et de sa proche banlieue. Les informations ainsi collectées dans la *matinée sont aussitôt transmises* pour être traitées sur ordinateur à Fontainebleau ; elles reviennent dans l'après-midi sous forme de tableaux affichant, outre un prix minimum et un prix maximum (les premiers relevés font apparaître des prix variant de 1 à 3) un prix « économique » correspondant à celui pratiqué — ou non dépassé — par au moins un quart des commerces les moins chers.

Grâce à cette fourchette, le consommateur pourra comparer et ainsi éliminer de ses achats du jour *tel ou tel produit dont le prix lui* semblerait abusif par rapport à la moyenne. Le commerçant pourra lui aussi se situer par rapport aux autres. Cette transparence du marché souhaitée par le ministre pourrait être un élément de lutte contre l'inflation.

Les résultats des enquêtes devraient-être diffusés sur les antennes de la radio et de la télévision régionales, et peut-être avec le concours de la presse quotidienne.

Le coût de cette opération-pilote est élevé : 2 millions de francs pour la première année. Il comprend l'investissement en matériel (les calculettes) et en logiciel (le traitement des informations) et les salaires des trente enquêteurs. Il devrait être possible de diminuer ce coût pour les cinq CLIP prévus par le ministère cette année.

Ces moyens importants ont suscité une protestation du syndicat C.F.D.T. de la concurrence et de la consommation : « *Nous relevons encore les prix avec un papier et un crayon,* explique-t-il dans un communiqué. *On sous-équipe l'administration et ensuite on fait appel au privé.* » Les enquêteurs appartiennent en effet à une société de services.

● **Médicaments remboursables : hausse de 3,5 %.** — Le comité des prix du 4 février a été saisi d'un arrêté autorisant une augmentation de *3,5 % du prix* des médicaments remboursables à compter du 15 février. Une modulation favorisera la commercialisation des médicaments bon marché. Les nouveaux prix devront être déposés préalablement à toute hausse avec possibilité pour l'administration de s'y opposer dans un délai de quinze jours.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE — Obligations 9,80 % 1979

Les intérêts courus du 26 février 1982 au 25 février 1983 sur les obligations Caisse Nationale de l'Energie 9,80 % 1979 seront payables, à partir du 26 février 1983, à raison de 176,40 F par titre de 2 000 F nominal, contre détachement du coupon Nº 4 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 19,60 F (montant global : 196 F). En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 29,38 F, soit un net de 147,02 F.

A compter de la même date, les 12 289 obligations comprises dans la série de numéros 089 800 à 102 088, sortis au tirage du 28 décembre 1982, cesseront de porter intérêt et seront remboursables à 2 000,00, coupon Nº 5 au 26 février 1984 attaché.

Ci-après, est rappelée la série de numéros d'obligations sortis au tirage antérieur :

— Amortissement 1982 : 450 756 à 461 947.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE — Obligations 12,50 % février 1980

Les intérêts courus du 25 février 1982 au 24 février 1983 sur les obligations Caisse Nationale de l'Energie 12,50 % février 1980 seront payables, à partir du 25 février 1983, à raison de 562,50 F nominal, contre détachement du coupon Nº 3 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la soiurce donnant droit à un avoir fiscal de 62,50 (montant global : 625 F).

En cas d'option pur le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 93,71 F, soit un net de 468,79 F.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE — Obligations 14,80 % février 1981

Les intérêts courus du 16 février 1982 au 15 février 1983 sur les obligations Caisse Nationale de l'Energie 14,80 % février 1981 seront payables, à partir du 16 février 1983, à raison de 666 F par titre de 5 000 nominal, contre détachement du coupon Nº 2 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avpoir fiscal de 74 F (montant global : 740 F).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément libératoire sera de 110,95, soit un net de 555,05.

S.A.P.A.R. — Obligations à taux variable Août 1982

Les intérêts courus du 17 août 1982 au 16 février 1983 sur les obligations SAPAR à taux variable Août 1982 seront payables, à partir du 17 février 1983 à raison de 366,29 F par titre de 5 000 F nominal, contre détachement du coupon Nº 1 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 40,70 F (montant global : 406,99 F). En cas d'option pur le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 61,02 F, sooit un net de 305,27 F.

PARIBAS

PARIBAS GESTION (SICAV)

	30-09-1982	31-12-1982
ACTIF NET	M.F. 620,21	M.F. 724,88
Répartition :	%	%
— Actions françaises	5,2	6,2
— Actions étrangères	34,9	47,8
— Obligations françaises :		
- convertibles	2,2	1,8
- autres	29,3	27,6
— Obligations étrangères	21,7	13,8
— Liquidités	6,7	2,8
	100	100
Nombre d'actions en circulation	1.793.473	1.794.889
Valeur de l'action	F 345,87	F 403,26

PARIBAS

SOFRINVEST (SICAV)

	30-09-1982	31-12-1982
ACTIF NET	M.F. 291,43	M.F. 406,72
Répartition :	%	%
— Actions françaises	11,2	10,7
— Actions étrangères	26,4	32,7
— Obligations françaises :		
- convertibles	0,2	0,1
- autres	40,3	37,4
— Obligations étrangères	15	13,3
— Liquidités	6,9	5,8
	100	100
Nombre d'actions en circulation	981.610	1.199.607
Valeur de l'action	F 297,06	F 338,59



CREDIT LYONNAIS

EUROPARTENAIRES

Banco di Roma

Banco Hispano Americano

Commerzbank

SITUATION AU 4 JANVIER 1983

La situation au 4 janvier 1983 s'établit à 587 909 millions contre 583 131 millions au 30 novembre 1982. Au passif, les comptes d'Instituts d'Émission, Trésor Public, Comptes Courants Postaux se chiffrent à 31 243 millions de francs et les comptes de Banques, Organismes et Établissements Financiers à 227 003 millions de francs. Les ressources fournies par la Clientèle totalisent 201 467 millions de francs. A l'actif, les comptes de Banques, Organismes et Établissements Financiers s'élèvent à 218 911 millions de francs. Les crédits à la Clientèle à 221 726 millions de francs et les comptes ordinaires débiteurs de la Clientèle à 25 957 millions de francs.

Cette annonce est publiée à titre d'information.

DÉCEMBRE 1982



CRÉDIT D'ÉQUIPEMENT

DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

BEL 5.000.000.000

CREDIT A MOYEN TERME 1982-1992

Garanti Inconditionnellement par

LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

Arrangé par

BANQUE NATIONALE DE PARIS

Dirigé par

BANQUE NATIONALE DE PARIS (LUXEMBOURG) S.A.
BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A.
BANQUE BRUXELLES LAMBERT S.A.
THE SUMITOMO BANK, LIMITED (Japanese Coordinator)

Co dirigé et financé par

BANQUE BELGE POUR L'INDUSTRIE S.A./ORION ROYAL BANK Ltd
BANQUE DE PARIS ET DES PAYS BAS POUR LE GRAND DUCHE DE LUXEMBOURG S.A.
BANQUE NATIONALE DE PARIS (BRUXELLES) — CERA - CENTRAL RAIFFEISENBANK - BELGIUM
NATIONAL WESTMINSTER BANK GROUP — LLOYDS BANK INTERNATIONAL (BELGIUM) S.A.
MITSUBISHI BANK (EUROPE) S.A. — RABOBANK NEDERLAND

....

CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, BANQUE DE L'ETAT, LUXEMBOURG
B.A.C.-C.O.B. PRIVATE SAVINGS BANK, BRUSSELS

....

BELGOLAISE S.A. BRUXELLES — B.N.P. BANK N.V. — CREDIT GENERAL S.A. DE BANQUE
CREDIT INDUSTRIEL D'ALSACE ET DE LORRAINE SUCCURSALE DE LUXEMBOURG
CREDIT LYONNAIS, AGENCE LUXEMBOURG — INTERNATIONAL WESTMINSTER BANK PLC (Brussels Office)
MANUFACTURERS HANOVER TRUST COMPANY — SAITAMA BANK (EUROPE) S.A.
SOCIETE GENERALE ALSACIENNE DE BANQUE (Succursale de Luxembourg) - GROUPE SOCIETE GENERALE -
THE TAIYO KOBE BANK (LUXEMBOURG) S.A.

Agent

BANQUE NATIONALE DE PARIS (LUXEMBOURG) S.A.

Le Carnet des Entreprises

● **CEM - COMPAGNIE ÉLECTRO-MÉCANIQUE**

Le conseil d'administration de CEM - COMPAGNIE ÉLECTRO-MÉCANIQUE, réuni au Siège social le 3 février 1983, à la suite de l'acquisition par ALSTHOM-ATLANTIQUE de la participation majoritaire que détenait B.B.C.-BROWN BOVERI et Cie au capital de la Société, a nommé administrateurs, en remplacement de M. F. GRAPPOTTE et des administrateurs d'origine B.B.C., démissionnaires,

MM. J.-P. DESGEORGES

P. COMBEAU

P. LEGRAND

G. DALLERY

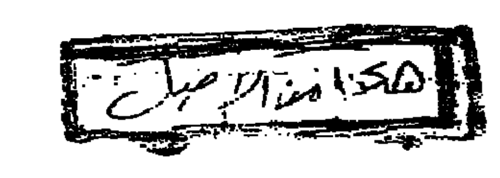
et M. NEGRE

Leur nomination sera soumise à la ratification de la plus prochaine assemblée générale.

M. P. COMBEAU a été élu Président directeur général en remplacement de M. R. KOCH qui a donné sa démission de Président et d'administrateur.

Le Conseil, à l'unanimité, a nommé M. R. KOCH Président d'honneur.

Pour tous renseignements sur le carnet, téléphoner à : 770-85-33





MARCHÉS FINANCIERS

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 21-1-1983
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	338 968
dont :	
Or	247 037
Disponibilités à vue à l'étranger	10 137
ECU	68 683
Avances au Fonds de stabilisation des changes	13 109
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	5 850
dont :	
Concours au Trésor public	»
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	214 925
dont :	
Effets escomptés	84 302
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM	69 425
5) DIVERS	6 320
Total	835 491

PASSIF	
1) BILLETS EN CIRCULATION	174 734
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	10 048
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	23 233
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	61 871
dont :	
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	25 948
5) ECU A LIVRER AU FECOM	64 761
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	288 979
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	2 268
8) DIVERS	9 596
Total	835 491

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 en 1949

	28 janv.	4 fév.
Valeurs franç. à revenu variable	869,7	882,1
Valeurs étrangères	2507,8	2541
Base 100 : 29 décembre 1972		
Valeurs franç. à revenu variable	125,5	124,4
Valeurs étrangères	339,3	343,8
Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice des valeurs françaises à rev. var. (base 100 au 31-12-1981)	108,4	107,4
Pétroles-Énergie	87,4	86,2
Métallurgie	84,3	85,3
Chimie	100,3	100,5
Bâtim., mat. constr., trav. publics	101,2	101,5
Constructions mécaniques	98,4	97,9
Matériel électrique	125,7	123,4
Automobile et accessoires	102 8	98,2
Industr. de consom. non alim.	124,5	123,5
Agro-alimentaire	125,6	126,2
Distribution	89,6	86,9
Transports	113,8	116,5
Services	120,5	118,7
Assurances	100,3	99,7
Banques	134,3	133,6
Immobilier et foncier	114,3	114,1
Investissement et portefeuille	112,6	113,2
Base 100 : 26 décembre 1980		
Valeurs françaises à revenu fixe (*)	100,6	100,5
Emprunts d'État (*)	100,1	100,6
Emprunts garantis et assimilés (*)	100,5	100,4
Sociétés (*)	100,7	100,8
Base 100 : 31 décembre 1972		
Emprunts garantis et assimilés (*)	88,3	88,3
Sociétés (*)	95,8	95,9
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE		
Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	104,4	103,6
Produits de base	87,1	86,8
Construction	98,9	99,2
Biens d'équipement	104,9	103,7
Biens de consom. durables	111,6	108,4
Biens de consom. non durables	117,3	117,8
Biens de consom. alimentaires	123,1	122,7
Services	97,9	95,5
Sociétés financières	120,1	120,7
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	91	90
Valeurs industrielles	103,3	102,6
BOURSES REGIONALES		
Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	101,7	101,8

(*) Indices provisoires.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

BAIL-ÉQUIPEMENT. – Le capital va être augmenté par appel aux actionnaires, à raison d'une action nouvelle pour deux anciennes, émises à *140 F* pour un nominal de 100 F.

La souscription sera ouverte le *14 février 1983*, les actions nouvelles portant jouissance du 1er janvier 1983.

Les résultats financiers de l'exercice 1982 avoisineront 50 millions de francs, compte tenu de 11 millions de francs de produits exceptionnels, contre *25* millions de francs en 1981, ce qui permettrait d'augmenter le dividende.

DUMEZ. – *Le chiffre* d'affaires du groupe a atteint 8 milliards de francs en 1982 contre 5,67 milliards de francs en 1981, le carnet de commandes s'élevant à 18 milliards de francs.

B.S.N.-G.D. – Pour l'ensemble du groupe, le chiffre d'affaires consolidé de 1982 s'élève à 21,8 milliards de francs, en augmentation de *19,8 %*.

OPTORG. – Les comptes de 1982 devraient être équilibrés, après une perte de 22,8 millions de francs en 1981.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 31 déc. 1982)

	2 fév.
Valeurs françaises	104,3
Valeurs étrangères	105,2

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 31 déc. 1982)

	3 fév.	4 fév.
Indice général	103,9	103,6

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE
Effets privés du 7 février .... 12 9/16 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	3 fév.	4 fév.
1 dollar (en yens)	239,40	240,25

BOURSE DE PARIS Comptant 4 FEVRIER

VALEURS | % du nom. | % du coupon | VALEURS | Cours préc. | Dernier cours

SECOND MARCHÉ

Hors-cote

Étrangères

A.E.G.	110	....
Akzo	125	....
Alcan Alum	246	249
Algemeine Bank	970	970
Am. Petrofina	461	450
Arbed	170	....
Asturienne Mines	46 50	....
Bco Pop Espanol	76	76

SICAV

◆ : prix précédent

Marché à terme

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, nous pourrions être contraints parfois à ne pas donner les derniers cours. Dans ce cas ceux-ci figureraient le lendemain dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
2198	4,5 % 1973	2227	2182	2174	2155
3030	C.N.E. 3 %	2988	2950	2950	2935
570	Europe n° 1	651	658	658	645
570	Facom	570	583	583	574
215	Valéo	225	227 80	227 80	225
90	Vallourec	92 20	92	92 20	90 90
1230	V. Clicquot-P.	1200	1195	1195	1180
680	Viniprix	668	653	650	645
210	Amax Inc.	214 80	214 60	213	214 90
555	Amer. Express	574	568	568	567
49	Imp. Chemical	49 90	49 90	49 90	49 90
105	Inco, Limited	111	111	111	109
830	IBM	845	849	846	843
41	Ito-Yokado	42 35	43 45	42 90	43
270	ITT	279	280 80	280 80	281 60
44	Matsushita	42 50	42 80	42 70	42 80
200	Gencor	214 60	218 50	218	214 60
225	Gén. Belgique	219 50	219 50	219 50	219 50
810	Gén. Electr.	879	880	884	882
510	Gen. Motors	533	539	543	542
75	Goldfields	74 50	78 10	75 70	76 80
205	Harmony	224 50	221 60	220	224
29	Hitachi	28 20	28 45	28 50	28 45
375	Hoechst Akt.	394 70	405	406	397
163	T.D.K.	158 20	156 50	155 10	158
630	Unilever	640	643	643	....
505	Unit. Techn.	537	541	542	535
950	Vaal Reefs	998	987	987	978
495	West Deep	503	508	510	500
490	West Hold.	513	510	507	510
345	Xerox Corp.	319 80	327 50	327 50	329 90
3	Zambia Corp.	3 38	3 54	3 50	3 47

*c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé.*

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 4/2	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	7 004	7 032	6 820	7 170
Allemagne (100 DM)	283 530	283 540	275	289
Belgique (100 F)	14 506	14 497	13 500	14 600
Pays Bas (100 fl.)	258 600	258 420	252	264
Danemark (100 krd)	80 780	80 810	77	83
Norvège (100 k)	97 360	97 740	94	100
Grande-Bretagne (£ 1)	10 665	10 675	10 300	11
Grèce (100 drachmes)	8 380	8 380	6 760	8 750
Italie (1 000 lires)	4 939	4 938	4 750	5 200
Suisse (100 fr.)	347 110	346 180	337	355
Suède (100 krs)	93 290	93 580	90	96
Autriche (100 sch)	40 400	40 400	39 600	41 200
Espagne (100 pes.)	5 350	5 343	5 150	5 600
Portugal (100 esc.)	7 550	7 520	6 500	7 700
Canada ($ can 1)	5 679	5 726	5 470	5 740
Japon (100 yens)	2 929	2 931	2 800	2 940

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 4/2
Or fin (kilo en barre)	115000	114800
Or fin (en lingot)	115000	114500
Pièce française (20 fr)	754	759
Pièce française (10 fr)	416	.....
Pièce suisse (20 fr)	726	733
Pièce latine (20 fr)	703	709
Souverain	880	881
Pièce de 20 dollars	4105	4105
Pièce de 10 dollars	1950	2000
Pièce de 5 dollars	1000	.....
Pièce de 50 pesos	4595	4600
Pièce de 10 florins	750	749

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

L'AFFAIRE DU « LISTING » INFORMATIQUE

La liste des 5 000 Français titulaires de comptes en Suisse aurait été découverte dès le mois de novembre

Un listing informatique, sur lequel figureraient les noms de cinq mille Français titulaires de comptes en Suisse, a été découvert au domicile de l'amie de Richard Graziani, déjà condamné dans plusieurs pays pour trafic de devises.

Ce dernier qui fait l'objet d'une enquête pour escroquerie commise aux dépens d'un banquier helvétique, aurait déjà proposé une partie de cette liste en octobre dernier, en échange d'un laissez-passer permanent.

Selon certain indicateur, la découverte du listing, qui remonterait à novembre dernier, serait de nature à embarrasser les enquêteurs, qui cherchent, depuis plusieurs mois, à vérifier les indications fournies par la liste, très incomplètes et sybillines.

De notre correspondant régional

Nice. — Selon la version recueillie dans les milieux policiers niçois, le listing de cinq mille noms de ressortissants français ayant déposé des fonds en Suisse, a été découvert au cours d'une perquisition opérée par la P.J. de Nice dans un appartement du nord de la ville, boulevard de la *Madeleine, loué* par Mme Gabrielle B..., de nationalité suisse.

Cette perquisition avait été décidée dans le cadre d'une enquête ouverte en octobre dernier au sujet d'une affaire d'escroquerie organisée par un repris de justice originaire de Bastia, Richard Graziani, âgé de quarante et un ans. Se disant mandaté par un groupe financier français pour réaliser une importante opération de transfert de capitaux, celui-ci serait parvenu à soustraire à un banquier de Genève une somme de 3 millions de francs suisses. Richard Graziani avait été arrêté en novembre par la police suisse tandis que ses trois complices, Marc Plantier, trente-neuf ans, Louis Bouffard, trente-neuf ans et Vicenzo Bertolino, quarante-sept ans, étaient interpellés et placés en détention à Nice. Gabrielle B..., maîtresse de Graziani, a elle-même été inculpée en Suisse de recel. D'après les informations qui ont filtré à Nice, Graziani aurait réussi à acheter le listing dans des conditions que l'on ignore et aurait tenté de le négocier auprès de la Direction générale des douanes à Paris, en produisant un feuillet du document à titre de specimen. Il aurait exigé pour prix de la livraison une prime de 50 millions de francs et la délivrance d'un laissez-passer permanent lui permettant de franchir à volonté la frontière franco-suisse.

Dans une interview diffusée le dimanche 6 février par Radio Côte-d'Azur, *la station décentralisée de* Radio-France à Nice, M. Jean Ziegler, député socialiste suisse, a contesté cette relation des événements. D'après lui le listing aurait été obtenu par la Direction nationale des enquêtes douanières auprès d'informaticiens frontaliers français travaillant en Suisse. « *L'enquête,* a déclaré M. Ziegler, s'est déroulée sur le territoire suisse en violation de la souveraineté helvétique ». Selon lui l'administration française aurait dû alors recourir à un statagème pour rendre public le dossier. « *Je n'accuse pas le ministre du budget M. Fabius d'avoir inventé lui-même un scénario* a ajouté M. Ziegler *mais enfin, il semble bien que ses services aient cherché à utiliser une affaire criminelle avouable. L'hypothèse la plus vraisemblable est qu'ils ont manipulé Graziani auquel un agent provocateur à peut-être remis le docuement* ».

GUY PORTE.

Des points obscurs

Ce qu'il est convenu d'appeler « *l'affaire de la liste de Nice* » présente bien des points obscurs. Selon certaines sources, Richard Graziani aurait commencé, à la fin de l'été dernier, par faire des propositions à un poste frontalier, près de Menton, demandant non pas tellement une prime, mais surtout un laissez passer permanent. En échange, il aurait fourni un début de liste, avec des noms sans adresse, et des indications sur des montants de transferts sans identité, le tout pratiquement inexploitable. Ces propositions n'auraient pas été prises au sérieux, émanant d'un individu considéré comme un « *petit truand* ». Puis, en novembre 1982, une liste plus complète a effectivement été trouvé au domicile de l'amie de Graziani, dans le cadre de l'enquête ouverte pour escroquerie commise par ce dernier en Suisse. Elle a, alors, été étudiée par quelques techniciens des douanes, en tout petit comité. Jusqu'à maintenant, le caractère sybillin des indications fournies n'aurait pas permis aux enquêteurs d'avancer beaucoup, mais il semble que l'annonce de la découverte de la liste, due à une fuite organisée ou accidentelle, soit de nature à les gêner dans leurs recherches.

On sait qu'en l'absence de preuves formelles, comme celles découvertes dans le service « gestion de portefeuilles » de la Banque de Paris et des Pays-Bas, la Direction nationale des enquêtes douanières (D.N.E.D.) se doit de réunir des indications en nombre suffisant pour confondre les fraudeurs, ce qui paraît pas être le cas.

Quant aux propos tenus par M. Jean Ziegler, selon lesquels ce serait la D.N.E.D. elle-même qui aurait obtenu la liste auprès d'informaticiens français travaillant en Suisse, ils soulèvent le scepticisme de la presse helvétique. Selon nos confrères, l'afflux considérable des capitaux français en Suisse depuis le 10 mai 1981, aurait obligé les banques de ce pays à engager, effectivement, de nombreux informaticiens, notamment français, auprès des*quels Graziani a pu négocier l'achat* d'une telle liste. Si la chose était exacte, elle serait de nature à embarrasser les banques suisses, et à ébranler vivement la confiance dans leur fameux secret bancaire, protégé par la loi helvétique elle-même, notamment vis-à-vis du fisc étranger. Pour les spécialistes il paraît bien étrange que les banquiers suisses, déjà alertés par les tentatives effectuées au début de 1980 par deux inspecteurs des douanes françaises, MM. Bernard Rui et Pierre Schultz pour se procurer une telle liste auprès d'établissements helvétiques aient permis à leurs informaticiens d'avoir accès au saint des saints c'est-à-dire à la liaisons entre les numéros de code et le nom des titulaires étrangers des comptes en depôts. Mais tout est possible en définitive et en ce cas l'affaire risque de faire du bruit aussi bien en Suisse qu'en France. — F.R.

FERMETÉ DU DOLLAR : 7,03 F

Le dollar est resté ferme lundi 7 février sur les marchés des changes, se maintenant aux alentours de 7,03 F à Paris, 2,48 DM à Francfort et 240 yens à Tokyo. L'or, en revanche, a cédé du terrain, le cours de l'once revenant de 500 dollars à 489 dollars.

• *M. Gabriel Peronnet,* ancien président du parti radical, ancien ministre, a été élu président de l'*Association française pour les Nations unies* en remplacement de M. de Kemoularia, aujourd'hui ambassadeur aux Pays-Bas, élu président d'honneur. M. A. Lewin, ancien chef du service des Nations unies au Quai d'Orsay, est vice-président.

• *Responsabilité du constructeur de l'* Amoco-Cadiz *confirmée.* — La cour d'appel de Chicago a confirmé, le 4 février, la responsabilité partielle de la société Astilleros Espanoles, constructeur du superpétrolier *Amoco-Cadiz,* qui s'était échoué sur la côte bretonne en mars 1978, provoquant une grave « marée noire ». La société espagnole avait été citée en justice par la Standard Oil of Indiana, propriétaire de l' *Amoco-Cadiz,* poursuivie par la France. Le juge fédéral américain doit encore établir la responsabilité des autres parties et fixer le montant des dommages et intérêts.

Le numéro du « Monde » daté 6-7 février 1983 a été tiré à 478 585 exemplaires

ACCUSÉ D'ÊTRE UN « AGENT DU K.G.B. »

Le secrétaire général du parti communiste iranien aurait été arrêté

M. Nouredine Kianouri, le secrétaire général du parti Toudeh (communiste), ainsi que d'autres dirigeants, ont été arrêtés samedi 5 février, annonce le quotidien de Téhéran *Azadegan,* ce lundi matin. Les responsables communistes sont accusés « *d'espionnage au profit du K.G.B.* ». La nouvelle n'avait cependant pas été confirmée de source officielle en fin de matinée.

Agé de soixante et onze ans, M. Kianouri a été élu à la tête du parti, en septembre 1978, en remplacement de M. Iradj Iskandari, jugé « *trop tiède* » à l'égard du mouvement islamique à un moment où celui-ci encadrait le soulèvement populaire contre la monarchie. M. Kianouri, petit-fils d'un célèbre ayatollah, défendait le principe — et il n'a cessé de le faire depuis — d'un « *soutien critique* » à l'imam Khomeiny. Il rentra en Iran après vingt-cinq ans d'exil, en particulier en R.D.A., où le Toudeh avait établi son quartier général. Polyglotte, il maîtrise, entre autres, le français, l'anglais, l'allemand et le russe. Il avait recueilli des centaines de milliers de voix à l'élection de la Constituante en 1979. Ayant brigué, en décembre dernier, un siège à « *l'Assemblée des experts* » — destinée à désigner le successeur de l'imam Khomeiny, — il avait vu sa candidature invalidée par le ministre de l'intérieur.

M. Kianouri vivait, comme la plupart des dirigeants du Toudeh, dans une semi-clandestinité « *pour se protéger,* disait-il, *des contre-révolutionnaires et des éléments droitiers de la République islamique* ». Jamais interdit formellement, le Toudeh était en réalité paralysé par la répression qui, en principe, était dirigée contre les « *libéraux* ». Toutes ses publications avaient été progressivement interdites. M. Kianouri n'avait pas cessé pour autant d'enregistrer les prises de position de son parti sous forme de questions-réponses dont les cassettes étaient diffusées, il y a peu, à cinquante mille exemplaires.

Conçues pour être « *constructives* », les critiques du Toudeh, d'abord timides, gagnaient en témérité et en précision ces derniers mois. Il dénonçait notamment la brutalité et l'ampleur de la répression, la poursuite de la guerre du Golfe, en particulier le franchissement de la frontière irakienne par les forces islamiques, l'intensification de la propagande et des mesures antisoviétiques « *orchestrées par les milieux réactionnaires de la République islamique* ». Dans un récent document largement diffusé, le comité central du Toudeh s'en prenait nommément au parti républicain islamique au pouvoir, en soutenant qu'il avait « *glissé à droite* ».

La défense de la politique soviétique a dû paraître intolérable aux autorités de Téhéran, surtout depuis que Moscou a repris, il y a environ un an, les livraisons d'armements à l'Irak. D'où sans doute l'accusation, lancée contre M. Kianouri et ses amis, d'être « *des agents du K.G.B.* ». — E. R.

En Espagne

UN ATTENTAT DE L'ETA CONTRE UNE BANQUE FAIT DEUX MORTS A BILBAO

(De notre correspondant.)

Madrid. — L'escalade de l'ETA se poursuit. Une bombe a explosé, samedi 5 février, dans l'agence principale de la Banque de Biscaye, à Bilbao, en plein centre de la ville, faisant deux morts et dix blessés. Un autre engin avait fait explosion la veille au siège de la même banque, à Logrono.

Face au refus des principaux établissements financiers basques de payer l' « impôt révolutionnaire » que leur réclame l'ETA militaire, des attentats avaient déjà eu lieu contre des banques. Mais c'est la première fois que les indépendantistes frappent pendant les heures d'ouverture. Samedi, plusieurs centaines de personnes se trouvaient dans l'établissement visé. L'un des blessés a dû être amputé des deux bras et se trouve dans un état grave.

Les services de sécurité avaient reçu un appel téléphonique les avertissant de l'explosion imminente. L'attentat a été revendiqué, dimanche, par l'ETA militaire, qui a affirmé dans un communiqué que l'engin avait fait explosion plus tôt que prévu.

Cette nouvelle action a provoqué une vague d'indignation dans les milieux politiques. Les principales centrales syndicales ont décrété pour ce lundi 7 février un arrêt de travail de vingt-quatre heures dans les banques des trois provinces basques ainsi qu'une manifestation à Bilbao. Une autre doit avoir lieu dans l'après-midi sur le thème « *ETA, non ! Le peuple s'unit en faveur de la paix* », convoquée conjointement par tous les partis politiques, à l'exception de la coalition Herri Batasuna, proche de l'ETA militaire. — Th. M.

(Lire nos autres informations page 5.)

LA RENTRÉE DE COSMOS-1402 DANS L'ATMOSPHÈRE ÉTAIT ATTENDUE LUNDI

Le réacteur nucléaire du satellite soviétique Cosmos-1402 devait entrer dans l'atmosphère, ce lundi 7 février vers 12 h 10 (heure française), d'après des indications de source américaine. La chute était prévue dans l'Atlantique sud, à 1 800 kilomètres à l'est du Brésil.

Tous les experts, soviétiques comme occidentaux, s'accordaient pour prédire une combustion complète du réacteur dans la haute atmosphère, et donc une absence de danger.

A B C D F G H

